

CONSEIL DES GOUVERNEURS DE L'UNIVERSITÉ LAURENTIENNE

Vendredi 20 octobre 2023

De 9 h à 9 h 45 – Séance fermée

De 10 h à 12 h 30 – Séance publique

De 12 h 45 à 13 h 30 – Séance à huis clos

Emplacement de la réunion sur le campus : Salle 132, Résidence Ouest

ORDRE DU JOUR

Observateurs : Les observateurs peuvent assister à la séance publique de l'assemblée du Conseil « en personne » (comme indiqué ci-dessus) ou participer à la séance diffusée en direct [en s'inscrivant ici](#). Lors de l'inscription, une réponse de confirmation est envoyée avec l'URL.

Conflits d'intérêts : Nous rappelons aux membres qu'ils doivent signaler tout conflit d'intérêts avant l'étude d'un point inscrit aux ordres du jour des séances fermées et publiques du Conseil.

SÉANCE PUBLIQUE				
Numéro	ARTICLE	PAGE	DIRECTION	HEURE
A.	Séance d'apprentissage : Camps d'été de l'Université 2023 sous le thème « Apprendre l'été, c'est épatant! » - Shad à la Laurentienne, un programme de STIAM et d'entrepreneuriat – Thomas Merritt - Électrifions l'avenir (programmes et carrières touchant les industries automobile et minière) – Nicole Tardif - Camps d'été de sport des Voyageurs – Peter Hellstrom - Camp d'été Archi-Nord – Tammy Gaber (École d'architecture McEwen)	-	S. Embleton	10 h – 10 h 30
1.	Adoption de l'ordre du jour	-	V. Cameron	10 h 30
2.	Déclaration de conflits d'intérêts	-	V. Cameron	10 h 30
3.	Résolutions en bloc 3.1 Procès-verbaux de l'assemblée ordinaire du 16 juin, des assemblées extraordinaires des 7 juin et 6 et 28 septembre et des scrutins électroniques des 18 et 24 juillet 2023 <u>Comité des finances et des biens immobiliers</u> 3.2 Tableau des responsabilités touchant le Régime de retraite des membres du personnel de la Laurentienne 3.3 Politique touchant l'autorisation de signer	4-25 26-33 34-43	V. Cameron D. Vincent	10 h 35
4.	Rapport de la rectrice	44-47	S. Embleton	10 h 35 – 10 h 50
5.	Mise à jour financière (trésorerie, prévisions financières, mise à jour sur les inscriptions, cadre de planification, rendements des investissements, fonds de pension et de dotation)	48-57	M. Piché	10 h 50 – 11 h 10
6.	Comité de vérification et de gestion des risques 6.1 Information : Politique provisoire de gestion des risques d'entreprise 6.2 Approbation : États financiers consolidés de l'Université Laurentienne de Sudbury pour l'exercice se terminant le 30 avril 2023. ** Y compris le Rapport sur les conclusions de la vérification et lettre de recommandation du vérificateur externe (information).	58-116 117-204	V. Cameron M. Piché T. Lackey	
7.	Comité des finances 7.1 Approbation : Politique de report du budget de fonctionnement 7.2 Information : Rapport financier annuel provisoire pour l'exercice se terminant le 30 avril 2023.	205-263 264-268	D. Harquail M. Piché S. Lehtimaki	
8.	Comité des ressources humaines 8.1 Information : Rapport annuel sur la réponse à la violence sexuelle et la prévention	269-281	A. Barry J. Dowdall S. Goffin	
9.	Sommaire des rapports d'information des comités permanents 9.1 Rapport du Comité de vérification et de gestion des risques 9.2 Rapport du Comité des finances et des biens immobiliers 9.3 Rapport du Comité de gouvernance 9.4 Rapport du Comité des ressources humaines	282-286	V. Cameron D. Vincent	
AUTRES ARTICLES				
10.	Questions du président		V. Cameron	12 h 30
11.	Autres questions	-	V. Cameron	12 h 30
PAUSE				
12.	Discussion à huis clos	-	V. Cameron	12 h 45
CLÔTURE				
13.	Levée de la séance	-	V. Cameron	13 h 30

* La documentation des articles ayant un astérisque (*) sera distribuée à la réunion.

** La documentation sera distribuée séparément.

N.B. Certains documents ne sont pas disponibles en français en raison de leurs provenances d'une source externe.
Dans ces cas, la version anglaise a été incluse dans le matériel.

001

CONSEIL DES GOUVERNEURS DE L'UNIVERSITÉ LAURENTIENNE
SÉANCE FERMÉE

Vendredi 20 octobre 2023
De 9 h à 9 h 45 – Séance fermée
De 10 h à 12 h 30 – Séance publique
De 12 h 45 à 13 h 30 – Séance à huis clos

ORDRE DU JOUR

Numéro	ARTICLE	PAGE	DIRECTION	HEURE
1.	Adoption de l'ordre du jour	-	V. Cameron	9 h
2.	Déclaration de conflits d'intérêts	-	V. Cameron	9 h
3.	Questions de la rectrice (Compte rendu verbal)	-	S. Embleton	9 h 5 - 9 h 15
4.	<u>Rapport du Comité des finances et des biens immobiliers</u> Pour information : Questions immobilières Pour information : Plan quinquennal d'entretien différé et de renouvellement des installations		M. Piché	9 h 20 - 9 h 30
5.	<u>Rapport du Comité des ressources humaines (Compte rendu verbal)</u>		B. Brouwer M. Piché S. Carpenter-Wright	9 h 30 - 9 h 45
AUTRES QUESTIONS				
6.	Autres questions		V. Cameron	9 h 45
CLÔTURE				
7.	Levée de la séance fermée	-	V. Cameron	9 h 45

* La documentation des articles ayant un astérisque (*) sera distribuée à la réunion.

** La documentation sera distribuée séparément.

ARTICLE 3 - RÉOLUTIONS EN BLOC

Tout membre qui désire poser une question, discuter ou qui s'oppose à un point indiqué ci-dessous peut le faire supprimer des résolutions en bloc en communiquant avec la ou le secrétaire du Conseil des gouverneurs avant la réunion ou en demandant qu'il soit supprimé avant que le président ou la présidente demande un motionnaire et un comotionnaire de la proposition suivante.

Recommandation : Que le Conseil des gouverneurs approuve les points ci-dessous ou les reçoive pour information par une résolution en bloc :

POUR APPROBATION

Article 3.1 – Approbation des procès-verbaux du Conseil des gouverneurs		POUR DÉCISION
A	Procès-verbal de l'assemblée ordinaire du 16 juin 2023	
B	Procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du 28 septembre 2023	
C	Procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du 6 septembre 2023	
D	Procès-verbal de l'assemblée extraordinaire du 7 juin 2023	
E	Procès-verbal du scrutin électronique du 24 juillet 2023	
F	Procès-verbal du scrutin électronique du 18 juillet 2023	
Article 3.2 – Rapport du Comité des finances et des biens immobiliers du Conseil		
A	Tableau des responsabilités touchant le Régime de retraite des membres du personnel de la Laurentienne	POUR DÉCISION
B	Politique touchant l'autorisation de signer	POUR DÉCISION

CONSEIL DES GOUVERNEURS

Procès-verbal de l'assemblée ordinaire qui a eu lieu le 16 juin 2023, à 9 h, sur Zoom

Présences	Absences
<p><u>Membres ayant droit de vote</u> Bangs, Jeff, président Barry, Aaron Cameron, Vernon Embleton, Sheila, rectrice et vice-chancelière par intérim Gallagher, Jim Guay, André Harquail, David Kurkimaki, Laura Manitowabi, Tammy McCue, Meghan (AECS) Recollet, Angela Sbaa, Nawfal</p> <p><u>Membres sans droit de vote</u> Bassett, Shannon, Sénat Colin, Fabrice, APUL Fenske, Tom, SEUL Johnson, Mark, secrétaire intérimaire de l'Université Morin, Avery (AGE) Scott, Daniel, Sénat Vincent, Danielle, secrétaire de l'Université</p>	<p><u>Membres ayant droit de vote</u></p> <p><u>Membres sans droit de vote</u> Durand, Louis, APUL Motamedi, Monica, SCFP Teller, Meredith, APAPUL</p>
<p><u>Observateurs (personnes-ressources)</u> Ayub, Komal, StrategyCorp Boyer, Céleste, conseillère générale Brouwer, Brenda, vice-rectrice principale intérimaire aux études Caron, Joseph, interprète Dowdall, Jennifer, codirectrice intérimaire, BEDDP Eger, Tammy, vice-rectrice à la recherche Goffin, Shannon, codirectrice intérimaire du BEDDP Hodgson, Ann, secrétaire associée de l'Université par intérim Hoy, Sandra, directrice intérimaire de l'École de service social, et professeure agrégée Jubb, Dawne, conseillère générale intérimaire Lavallée, Normand, vice-recteur associé aux services financiers Lehtimaki, Shauna, directrice de la planification institutionnelle Loreto, Chris, StrategyCorp Piché, Michel, vice-recteur intérimaire aux finances et à l'administration Rocca, Gina, adjointe de direction par intérim Tremblay-Croxall, Louise, directrice de la planification et de la budgétisation Williams, Liliane, interprète</p>	

SÉANCE FERMÉE

Le président du Conseil des gouverneurs (« le Conseil »), M. Jeff Bangs, déclare la séance ouverte à 9 h et confirme qu'il y a quorum. Il reconnaît le Traité Robinson-Huron de 1850 et que l'Université Laurentienne se trouve sur les terres traditionnelles des Atikameksheng Anishnawbek.

POUR DÉCISION ET INFORMATION

1. Adoption de l'ordre du jour

Le président demande qu'une proposition soit faite en ce sens.

Il est proposé par M. Vern Cameron, appuyé par Mme Laura Kurkimaki, que l'ordre du jour soit adopté dans la forme présentée. Adopté à l'unanimité

2. Déclaration de conflits d'intérêts

Le président invite les membres à indiquer des conflits d'intérêts concernant l'ordre du jour et rappelle que, en tout temps durant la réunion, ils peuvent respectueusement envisager et signaler un conflit potentiel qui peut surgir pendant les débats.

Le secrétaire intérimaire de l'Université fait remarquer que M. Harquail avait déclaré un conflit potentiel d'intérêts qui peut survenir à l'occasion si les discussions en venaient à porter sur le traitement réservé aux fonds de dotation et (ou) les contributions différées.

3. Mise à jour sur LACC

Le président invite la rectrice et vice-chancelière par intérim, Mme Sheila Embleton, à faire une mise à jour. Elle fait le point sur divers éléments liés à la LACC, notamment les réunions avec le MCU, la transformation opérationnelle, le processus de planification stratégique et les diverses activités de recrutement de cadres.

4. Mise à jour touchant les questions juridiques

Le président invite la conseillère générale intérimaire, Mme Dawne Jubb, à faire une mise à jour. Elle fait un résumé verbal des principales questions et fait le point sur les locaux loués au 933, chemin du lac Ramsey (Centre Willett Green Miller).

Il est proposé par M. Vernon Cameron, appuyé par M. Jim Gallagher,

IL EST RÉSOLU

Que, comme présenté à l'assemblée du 16 juin 2023 et recommandé par le Comité des finances, le Conseil des gouverneurs accepte la recommandation de la conseillère générale intérimaire de l'Université concernant les locaux loués au 933, chemin du lac Ramsey.

Adopté à l'unanimité avec une (1) abstention (David Harquail).

5. Mise à jour touchant les ressources humaines

M. Bangs invite le vice-recteur intérimaire aux finances et à l'administration, M. Michel Piché, à fournir davantage de contexte. Il est accompagné de la vice-rectrice principale intérimaire aux études, Mme Brenda Brouwer. M. Piché souligne diverses questions touchant la dotation en personnel et les activités de recrutement à des postes vacants à la Laurentienne. Mme Brouwer fait le point sur l'état des activités actuelles de recrutement aux postes de professeurs.

6. Autres questions

En consultation avec le secrétaire intérimaire de l'Université, M. Mark Johnson, le président indique que l'ordre du jour est épuisé.

7. Levée de la séance

L'ordre du jour étant épuisé, la séance fermée est levée à 9 h 42.

SÉANCE PUBLIQUE

Le président déclare la séance publique de l'assemblée ordinaire ouverte à 10 h 4 et confirme qu'il y a quorum. Il reconnaît alors le Traité Robinson-Huron de 1850 et que l'Université Laurentienne se trouve sur les terres traditionnelles des Atikameksheng Anishnawbek.

SÉANCE D'INFORMATION

A. Séance d'apprentissage et d'engagement : Introduction au processus de planification stratégique de la Laurentienne

Le président présente Komal Ayub, Chris Loreto, Jaiman Chin et Sara Da Silva de StrategyCorp. Le président invite M. Loreto à parler du processus de planification stratégique en cours à la Laurentienne. M. Loreto donne un aperçu du processus de planification stratégique, de son engagement avec la Laurentienne et des meilleures pratiques en matière d'élaboration et de mise en œuvre d'un plan. Il souligne certains des processus que StrategyCorp mettra en œuvre pour élaborer le plan stratégique de la Laurentienne.

Une discussion s'ensuit concernant l'expérience de StrategyCorp avec les établissements postsecondaires. Cela comprend la manière dont le processus de planification stratégique interagit avec le plan de recherche et le plan d'enseignement de l'établissement. Une discussion porte également sur la nécessité d'assurer l'engagement et la participation des intervenants au processus de planification stratégique à la Laurentienne.

POUR DÉCISION

1. Adoption de l'ordre du jour

Le président demande qu'une proposition soit faite en ce sens.

Il est proposé par M. David Harquail, appuyé par M. Aaron Barry, que l'ordre du jour soit adopté dans la forme présentée.

Adopté à l'unanimité

2. Déclaration de conflits d'intérêts

Le président invite les membres à indiquer des conflits d'intérêts concernant l'ordre du jour et rappelle que, en tout temps durant la réunion, ils peuvent respectueusement envisager et signaler un conflit potentiel qui peut surgir pendant les débats.

Le secrétaire intérimaire de l'Université fait remarquer que M. Harquail avait déclaré un conflit potentiel d'intérêts qui peut survenir à l'occasion si les discussions en venaient à porter sur le traitement réservé aux fonds de dotation et (ou) les contributions différées.

3. Résolution en bloc

Le président demande qu'une proposition soit effectuée sous forme de résolution en bloc pour les articles suivants figurant dans la documentation du Conseil :

3.1 Procès-verbaux de l'assemblée ordinaire du 28 avril 2023 et des scrutins électroniques des 15 et 18 mai 2023

3.2 Nominations à la présidence, à la vice-présidence et des membres du Comité d'éthique de la recherche de l'Université Laurentienne (CER)

IL EST RÉSOLU

(a) QUE, comme recommandé par le Comité de liaison du Comité d'éthique de la recherche et présenté à l'assemblée du 16 juin 2023, le Conseil approuve la nomination de SANDRA HOY à la présidence et de SUSAN JAMES à la vice-présidence du Comité d'éthique de la recherche de l'Université Laurentienne pour une période de trois ans à compter du 1er juillet 2023;

(b) QUE, comme recommandé par le Comité de liaison du Comité d'éthique de la recherche et présenté à l'assemblée du 16 juin 2023, le Conseil des gouverneurs approuve la nomination ou le renouvellement du mandat de JEANETTE LINDENBACH, YOVITA GWEKWERERE, KRISTA CURRIE, ALAIN SIMARD, SUSAN BOYKO, LISA ALLEN et LORI RIETZE comme membres du Comité d'éthique de la recherche de l'Université Laurentienne pour une période de trois ans à compter de la date de la réunion du CERUL à laquelle le vote a eu lieu.

3.3 Nominations à des comités de sélection de l'Université Laurentienne

IL EST RÉSOLU

(a) QUE, comme recommandé par le Comité des mises en candidature et présenté à l'assemblée du 16 juin 2023, le Conseil approuve la nomination de MM. David Harquail et Vernon Cameron au Comité de sélection au poste de doyen ou de doyenne de la Faculté de gestion;

(b) QUE, comme recommandé par le Comité des mises en candidature et présenté à l'assemblée du 16 juin 2023, le Conseil approuve la nomination de Mme Laura Kurkimaki au Comité de sélection au poste de bibliothécaire en chef.

Il est proposé par M. André Guay, appuyé par M. David Harquail,

QUE les articles figurant ci-dessus soient approuvés en bloc.

Adopté à l'unanimité avec trois (3) abstentions (Vernon Cameron, David Harquail et Laura Kurkimaki) en ce qui concerne l'article 3.3.

4. **Rapport de la rectrice**

M. Bangs invite la rectrice et vice-chancelière par intérim, Mme Sheila Embleton, à présenter son rapport. Mme Embleton souligne l'état et le calendrier du processus de transformation opérationnelle avec Deloitte ainsi que du processus de planification stratégique. Elle annonce que Mme Jennifer Johnson a été nommée doyenne de la Faculté des arts, et fait le point sur certaines des activités de recrutement à des postes de cadres administratifs supérieurs.

M. Embleton ajoute que les inscriptions au premier cycle sont en cours. Elle souligne certains points extraordinaires des cérémonies de collation des grades. Elle remercie alors la conseillère générale intérimaire, Mme Dawne Jubb, de son travail acharné à la Laurentienne et annonce que Mme Céleste Boyer lui succédera. Elle souligne aussi le départ prochain du secrétaire intérimaire de l'Université, M. Mark Johnson, et indique que Mme Danielle Vincent le remplacera à ce poste.

Mme Embleton remercie M. Jeff Bangs de son travail à titre de président du Conseil et de son soutien dans le cadre des défis et des réalisations au cours de la LACC. Mme Eger se joint à elle pour une présentation spéciale visant à remercier M. Bangs de son dévouement et de ses contributions en tant que président du Conseil.

5. **Mise à jour financière (trésorerie, prévisions financières, mise à jour sur les inscriptions, cadre de planification, rendement des placements, fonds de pension et de dotation)**

Le président invite le vice-recteur intérimaire aux finances et à l'administration, M. Michel Piché, à présenter cet article. M. Piché donne une vue d'ensemble de la situation concernant les liquidités de l'Université ainsi que des inscriptions. Il note les totaux des soldes de liquidités de fonctionnement à la fin d'avril et des fonds distincts. Il indique que les revenus de fonctionnement sont plus élevés que prévu et que les dépenses sont inférieures. Les revenus plus élevés proviennent de diverses sources, notamment des droits de scolarité et des frais de résidence plus élevés. La Laurentienne a également reçu du gouvernement des subventions auxquelles elle ne s'attendait pas, comme le financement pour la COVID (6 000 000 \$). L'UL a aussi reçu 5 000 000 \$ en subventions pour les affaires francophones, ce qui n'était pas non plus prévu. Cela a renforcé la situation financière de la Laurentienne. Dans l'ensemble, cela la place dans une bonne position en matière de liquidités.

L'objectif sera dorénavant de présenter un rapport mensuel au Conseil en ce qui concerne le budget réel par rapport au budget prévu.

Quant aux inscriptions, la Laurentienne s'attend à plus de 5 600 ETP à l'automne 2023 comparativement à 5 729 l'année précédente. Il y a toujours une diminution du nombre d'étudiants canadiens de premier cycle, mais cela est compensé par une très forte demande de la part des étudiants étrangers aux cycles supérieurs. La Laurentienne devra travailler à accroître les inscriptions au premier cycle au Canada afin de maintenir une croissance durable des revenus d'inscription.

M. Piché fait le point sur les fonds de dotation de l'Université et les fonds de retraite des employés, et indique une baisse des rendements nets des placements de 2,75 %. Ce chiffre est inférieur au point de comparaison pour ces fonds.

Une discussion s'ensuit concernant les meilleures méthodes pour déterminer le nombre réel d'étudiants étrangers qui ont soumis une demande et accepté une offre de l'UL et connaître le nombre approprié de logements pour ces étudiants.

6. Questions touchant le Comité exécutif

6.1 Pour approbation : Suppression de la Politique de vaccination contre la COVID-19

M. Bangs invite la vice-rectrice à la recherche, Mme Tammy Eger, à faire une mise à jour. Elle explique que, le 1^{er} mars 2022, le MCU a envoyé aux universités ontariennes à financement public une note de service levant les instructions données par le médecin hygiéniste en chef de l'Ontario, qui exigeaient que les universités ontariennes se dotent d'une politique de vaccination, et que, à l'assemblée du 22 avril 2022, le Conseil des gouverneurs a suspendu la Politique de vaccination contre la COVID-19 de la Laurentienne avec entrée en vigueur le 1^{er} mai 2022.

En outre, le médecin hygiéniste en chef de l'Ontario n'a pas fourni d'autres directives aux universités de l'Ontario financées par les fonds publics concernant l'obligation d'avoir une politique de vaccination contre la COVID-19, et la gestionnaire de la santé et de la sécurité de l'Université Laurentienne continue de consulter le Bureau de santé publique de Sudbury et du district sur les meilleures pratiques pour réduire le risque de COVID-19, et le Centre de santé et de bien-être sur le campus de la Laurentienne continue d'administrer des vaccins contre la COVID-19, des tests rapides et des évaluations.

Il est proposé par M. Jim Gallagher, appuyé par M. Aaron Barry,

IL EST RÉSOLU

QUE, comme recommandé par le Comité exécutif et présenté à l'assemblée du 16 juin 2023, le Conseil des gouverneurs approuve la suppression de la Politique de vaccination contre la COVID-19.

Adopté à l'unanimité

6.2 Pour approbation : Politique de commercialisation

M. Bangs invite Mme Eger à fournir davantage d'information. Elle indique que, en janvier 2022, le MCU a ordonné que chaque université et collège financés par les fonds publics affiche sur son site Web un cadre de commercialisation qui illustre leur engagement à gérer et protéger la propriété intellectuelle d'une manière qui optimise les possibilités de commercialisation, protège les intérêts de l'Ontario et renforce l'économie ontarienne. Le Conseil de la recherche, du développement et de la créativité, le Sénat et l'Équipe de direction appuient la Politique de commercialisation de l'Université Laurentienne.

Il est proposé par M. Vernon Cameron, appuyé par Mme Tammy Manitowabi,

IL EST RÉSOLU

QUE, comme recommandé par le Comité exécutif et présenté à l'assemblée du 16 juin 2023, le Conseil des gouverneurs approuve la Politique de commercialisation.

Adopté à l'unanimité

6.3 Pour approbation : Politique et programme pour un milieu respectueux de travail et d'études

M. Bangs invite M. Piché à fournir davantage d'information. Il est accompagné des codirectrices intérimaires du Bureau de l'équité, de la diversité et des droits de la personne (BEDDP), Mmes Jennifer Dowdall et Shannon Goffin. Mme Goffin ajoute qu'aucun changement n'a été apporté à la politique cette année, mais que l'on a des conversations continues avec les étudiants, les dirigeants étudiants et les partenaires syndicaux pour toujours intégrer les meilleures pratiques. La politique couvre également le harcèlement et la discrimination.

Il est proposé par M. Aaron Barry, appuyé par Mme Angela Recollet,

IL EST RÉSOLU

QUE, comme recommandé par le Comité exécutif et présenté à l'assemblée du 16 juin 2023, le Conseil des gouverneurs approuve la Politique pour un milieu respectueux de travail et d'études.

Adopté à l'unanimité

6.4 Pour approbation : Politique de réponse à la violence sexuelle et de prévention

Le président invite Mmes Dowdall et Goffin à présenter ce point. Elles font référence aux documents distribués avant la réunion et soulignent que les diverses révisions proposées à la politique figuraient dans les documents et que les changements requis par la nouvelle législation de décembre 2022 relative à la violence sexuelle ont été intégrés.

Il est proposé par M. André Guay, appuyé par Mme Tammy Manitowabi,

IL EST RÉSOLU

QUE, comme recommandé par le Comité exécutif et présenté à l'assemblée du 16 juin 2023, le Conseil des gouverneurs approuve la Politique de réponse à la violence sexuelle et de prévention.

Adopté à l'unanimité

7. Question touchant le Comité des finances

7.1 Pour approbation : Droits accessoires obligatoires révisés de l'AGE pour 2023-2024

M. Bangs invite le président du Comité des finances, M. David Harquail, à faire une mise à jour sur cet article. Il est accompagné de M. Michel Piché et de Mlle Avery Morin, représentante

sans droit de vote au Conseil de l'Association générale des étudiants (AGE). Mlle Morin souligne les droits accessoires obligatoires révisés de l'AGE pour l'exercice 2023-2024.

Il est proposé par Mme Meghan McCue, appuyé par M. Aaron Barry,

IL EST RÉSOLU

QUE, comme recommandé par le Comité des finances et présenté à l'assemblée du 16 juin 2023, le Conseil des gouverneurs approuve les droits accessoires obligatoires révisés de l'AGE.

Adopté à l'unanimité

8. Question touchant le Comité de liaison du Comité d'éthique de la recherche

8.1 Pour information : Rapport annuel 2021-2022 du Comité d'éthique de la recherche au Conseil

Le président invite Mme Eger à fournir davantage d'information. Mme Eger est accompagnée de la présidente du Comité d'éthique de la recherche (CER), Mme Sandra Hoy. Celle-ci donne quelques points saillants des principaux travaux et projets à réaliser au cours de l'année à venir. Mme Hoy fournit davantage de contexte sur les activités du CER, y compris les soumissions des établissements affiliés de recherche, de l'École de médecine du Nord de l'Ontario et des comités d'éthique de la recherche de premier cycle de la Laurentienne. Le rapport comprend également des informations sur le type d'examen, le délai moyen d'approbation des propositions et les activités de perfectionnement professionnel appuyées par le CERUL.

9. Restructuration des comités permanents

Le président invite le secrétaire intérimaire de l'Université, M. Mark Johnson, à discuter de la question. M. Johnson donne un aperçu de la justification de la restructuration des comités permanents et du processus qui sera suivi pour y parvenir. Il souligne en quoi consistera les nouveaux comités permanents restructurés, conformément aux documents fournis dans la documentation. Il mentionne que les modifications proposées aux articles 6, 7 et 8 des règlements afin de mettre en œuvre ces nouveaux comités sont fournies aux fins d'examen et d'approbation. La version soulignée en rouge des règlements modifiés proposés figure à l'annexe 1 et la version propre se trouve à l'annexe 2.

Il est proposé par M. André Guay, appuyé par M. Vernon Cameron,

IL EST RÉSOLU

QUE, comme recommandé par le Comité exécutif et présenté à l'annexe 1 ci-jointe, le Conseil des gouverneurs approuve les modifications aux règlements généraux du Conseil des gouverneurs de l'Université Laurentienne.

Adopté à l'unanimité

10. Question touchant le Comité des mises en candidature

M. Bangs invite la vice-présidente du Comité des mises en candidature, Mme Laura Kurkimaki, à fournir davantage d'information. Mme Kurkimaki indique que le poste de vice-président du Conseil est actuellement vacant et devra être pourvu. En consultation avec les membres du Comité des mises en candidature, il a été décidé que le nom de M. James (Jim) Gallagher soit proposé. Celui-ci ayant confirmé son intérêt et sa volonté de se porter candidat, on passe alors au processus d'élection et de nomination.

Il est proposé par M. Aaron Barry, appuyé par M. David Harquail,

IL EST RÉSOLU

QUE, comme recommandé par le Comité des mises en candidature et présenté à l'assemblée du 16 juin 2023, le Conseil des gouverneurs élise M. James Gallagher à titre de vice-président du Conseil des gouverneurs pour une période d'un an allant du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2024.

Adopté à l'unanimité avec une (1) abstention (Jim Gallagher).

11.1 Rapport du Conseil de l'Université Laurentienne pour la formation des autochtones (CULFA) au Conseil

M. Bangs invite le vice-recteur associé à l'enseignement et aux programmes autochtones, M. Dominic Beaudry, à faire une mise à jour. Il souligne divers points de son rapport, notamment le financement de Patrimoine Canada pour les événements prévus lors de la Journée nationale de vérité et de réconciliation, l'agrément pluriannuel des baccalauréats en service social pour les autochtones et la séance de planification stratégique des programmes autochtones. Au cours de cette séance, une ébauche de rapport a été créée et mettait en évidence un résumé en quatre parties, y compris le personnel, la recherche sur les programmes, les installations et l'espace pour les programmes, et le personnel et les étudiants autochtones. Il ajoute qu'il est possible de lancer un baccalauréat en études interdisciplinaires autochtones qui devrait être offert l'automne prochain, en plus des trois mineures créées l'automne précédent, et d'offrir une mineure en études interdisciplinaires autochtones.

Sommaire des rapports d'information des comités permanents du Conseil

11.2 Comité de vérification

11.3 Comité exécutif

11.4 Comité des finances

11.5 Comité des mises en candidature

11.6 Comité de la planification et de l'aménagement des biens

M. Bangs invite le secrétaire intérimaire de l'Université, M. Mark Johnson, à présenter ces rapports. Il explique qu'ils résument brièvement les points présentés pour information à chaque réunion des comités, mais qu'ils ne sont pas soumis au Conseil pour approbation. Il est important de présenter ces rapports aux fins de transparence, car ils indiquent les sujets dont les comités ont discuté. Les membres du Conseil qui désirent en savoir davantage ont la possibilité de le faire.

12. Questions du président

Il s'agit de la dernière réunion de M. Bangs en tant que président et membre du Conseil. Il en profite pour souligner l'excellent travail des membres du Conseil, des partenaires syndicaux et des membres de la direction, de l'équipe administrative, du personnel et du corps professoral, ainsi que les progrès réalisés dans la direction de la Laurentienne tout au long du processus de la LACC au cours de son mandat à titre de président. Il remercie également les groupes des intervenants communautaires et les divers représentants du gouvernement et des différents ministères. Il souhaite à la Laurentienne le meilleur des succès dans la poursuite de sa restructuration.

13. Autres questions

M. Bangs et le secrétaire intérimaire de l'Université, M. Mark Johnson, confirment qu'il n'y a aucune autre question à examiner.

14. Discussion à huis clos

Le Conseil des gouverneurs discute alors de questions à huis clos en l'absence des membres de l'équipe de direction à compter de 12 h 45.

15. Levée de la séance

L'ordre du jour étant épuisé, le président du Conseil, M. Bangs, lève la séance.

Mark Johnson, secrétaire intérimaire de l'Université

CONSEIL DES GOUVERNEURS
Procès-verbal de l'assemblée extraordinaire publique qui a eu lieu
le 28 septembre 2023, à 16 h, sur Zoom

Présences	Absences
<p><u>Membres ayant droit de vote</u> Barbeau, Jay Barry, Aaron Cameron, Vernon, président Embleton, Sheila, rectrice et vice-chancelière par intérim (d'office) Guay, André Harquail, David Kurkimaki, Laura Manitowabi, Tammy McCue, Meghan (AECS) Ramakko, Brian</p> <p><u>Membres sans droit de vote</u> Bassett, Shannon, représentante du Sénat Colin, Fabrice, représentant de l'APUL Fenske, Tom, représentant du SEUL Gorham, Robyn, représentante de l'APUL Shaa, Nawfal, représentant de l'AEF Scott, Dan, représentant du Sénat Teller, Meredith, représentante de l'APAPUL Vincent, Danielle, secrétaire de l'Université</p>	<p><u>Membres ayant droit de vote</u> Eshkawkogan, Kevin Recollet, Angela</p> <p><u>Membres sans droit de vote</u></p>
<p><u>Observateurs (personnes-ressources)</u> Deschenes, Simon, mandataire, Eckler Eger, Tammy, vice-rectrice à la recherche Hodgson, Ann, secrétaire associée de l'Université par intérim Lavallée, Normand, vice-recteur associé aux services financiers Leclerc, Renée, adjointe administrative de direction, Secrétariat de l'Université Merida, Bryan, mandataire, Eckler Piché, Michel, vice-recteur intérimaire aux finances et à l'administration</p>	

Le président du Conseil des gouverneurs (« le Conseil »), M. Vernon Cameron, déclare la séance ouverte à 16 h 2 et la secrétaire de l'Université, Mme Danielle Vincent, confirme qu'il y a quorum. M. Cameron demande à Mme Vincent de présider la réunion, notant qu'il était présent par téléphone pendant ses déplacements. Mme Vincent reconnaît alors le Traité Robinson-Huron de 1850 et que l'Université Laurentienne se trouve sur les terres traditionnelles des Atikameksheng Anishnawbek.

Mme Vincent souligne qu'il s'agit d'une réunion publique qui a pour but d'examiner un seul point.

POUR DÉCISION

1. Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par M. André Guay, appuyé par M. Brian Ramakko, que l'ordre du jour soit adopté dans la forme présentée.

Adopté à l'unanimité

2. Déclaration de conflits d'intérêts

Mme Vincent invite les membres à indiquer des conflits d'intérêts concernant l'ordre du jour et rappelle que M. Harquail avait déclaré un conflit potentiel d'intérêts qui peut survenir à l'occasion si les discussions en venaient à porter sur le traitement réservé aux fonds de dotation et (ou) les contributions différées. Aucun autre conflit d'intérêts n'est déclaré.

3. Question touchant le Comité des finances et des biens immobiliers

3.1 Rapport d'évaluation actuarielle du Régime de retraite des membres du personnel au 1^{er} janvier 2023

Mme Vincent demande au président du Comité des finances et des biens immobiliers du Conseil, M. David Harquail, de présenter ce point. M. Harquail indique que cette question a récemment été présentée au Comité de la caisse de retraite de l'Université Laurentienne et au Comité des finances et des biens immobiliers et qu'elle a été examinée par ceux-ci. La présentation de ce point au Conseil lors d'une réunion extraordinaire a été jugée prudente compte tenu de l'état positif du régime de retraite en ce moment et à la lumière de l'état actuel des marchés financiers. M. Harquail demande alors au vice-recteur intérimaire aux finances et à l'administration, M. Michel Piché, de fournir des informations supplémentaires.

M. Piché fait écho au commentaire de M. Harquail selon lequel le point examiné lors de la réunion d'aujourd'hui était une mesure prudente pour la Laurentienne et souligne que cela se traduira par des économies de 450 000 \$ au cours des trois (3) prochaines années. M. Piché fournit un examen détaillé de la documentation distribuée avant la réunion.

Il est proposé par M. Jay Barbeau, appuyé par M. Brian Ramakko,

IL EST RÉSOLU

QUE, comme recommandé par le Comité des finances et des biens immobiliers et présenté à l'assemblée extraordinaire du 28 septembre 2023, le Conseil approuve les hypothèses actuarielles et le dépôt de l'évaluation à l'ARSF en ce qui concerne le Régime au 1^{er} janvier 2023.

Adopté à l'unanimité

4. Questions du président

Il est confirmé qu'il n'y a aucune autre question à examiner.

5. Levée de la séance

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16 h 13.

Vernon Cameron, président

Danielle Vincent, secrétaire de l'Université

CONSEIL DES GOUVERNEURS

Procès-verbal de l'assemblée extraordinaire qui a eu lieu le 6 septembre 2023, à 15 h, sur Zoom

Présences	Absences
<p><u>Membres ayant droit de vote</u> Barbeau, Jay Barry, Aaron Cameron, Vernon, président Embleton, Sheila, rectrice et vice-chancelière par intérim Gallagher, Jim Guay, André Harquail, David Kurkimaki, Laura McCue, Meghan (AECS) Ramakko, Brian Sbaa, Nawfal (AEF) XXXX</p> <p><u>Membres sans droit de vote</u> Bassett, Shannon, Sénat Colin, Fabrice, APUL Gorham, Robyn (APUL) Fenske, Tom, SEUL Scott, Daniel, Sénat Teller, Meredith, APAPUL Vincent, Danielle, secrétaire de l'Université</p>	<p><u>Membres ayant droit de vote</u> Eshkawkogan, Kevin Manitowabi, Tammy Recollet, Angela</p> <p><u>Membre sans droit de vote</u> Motamedi, Monica, SCFP</p>
<p><u>Observateurs (personnes-ressources)</u> Boyer, Céleste, conseillère juridique générale Brouwer, Brenda, vice-rectrice principale intérimaire aux études Hodgson, Ann, secrétaire associée de l'Université par intérim Piché, Michel, vice-recteur intérimaire aux finances et à l'administration Rocca, Gina, adjointe de direction par intérim</p>	

SÉANCE PUBLIQUE

Le président du Conseil des gouverneurs (« le Conseil »), M. Vernon Cameron, déclare la séance ouverte à 15 h 2 et confirme qu'il y a quorum. Il reconnaît alors le Traité Robinson-Huron de 1850 et que l'Université Laurentienne se trouve sur les terres traditionnelles des Atikameksheng Anishnawbek.

POUR DÉCISION

1. Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par Mme Laura Kurkimaki, appuyé par M. David Harquail, que l'ordre du jour soit adopté dans la forme présentée. Adopté à l'unanimité

2. Déclaration de conflits d'intérêts

Le président invite les membres à indiquer des conflits d'intérêts concernant l'ordre du jour et rappelle que, en tout temps durant la réunion, ils peuvent respectueusement envisager et signaler un conflit potentiel qui peut surgir pendant les débats. Puisqu'elle est la représentante étudiante de l'AECS, Mme Meghan McCue déclare un conflit touchant l'article 3.3 Pour approbation : Calendrier rotationnel quinquennal proposé de la représentation étudiante (2023-2028).

La secrétaire de l'Université fait remarquer que M. Harquail avait déclaré un conflit potentiel d'intérêts qui peut survenir à l'occasion si les discussions en venaient à porter sur le traitement réservé aux fonds de dotation et (ou) les contributions différées.

3. Questions touchant le Comité de gouvernance

3.1 Pour approbation : Mandats proposés

Le président invite la présidente du Comité de gouvernance, Mme Laura Kurkimaki, à fournir des informations à ce sujet. Elle est accompagnée de la secrétaire de l'Université, Mme Danielle Vincent. Celle-ci souligne les étapes franchies tout au long du processus pour arriver aux mandats proposés. Elle ajoute que le processus de consultation s'est déroulé en plusieurs étapes. Les perspectives recueillies ont été présentées au Comité de gouvernance à deux réunions au cours desquelles les mandats ont été peaufinés et des suggestions ont été intégrées. Les mandats maintenant proposés pour approbation font l'objet d'une recommandation du Comité de gouvernance.

Une question de M. Dan Scott au sujet de l'absence de représentant du Sénat au Comité de gouvernance donne lieu à un débat poussé sur la composition proposée de ce comité en raison de sa nature de comité interne chargé de faciliter le bon fonctionnement du Conseil des gouverneurs.

S'ensuit une discussion sur la création d'un comité distinct pour améliorer les communications et les relations de travail avec le Sénat. Un autre débat suit sur l'état de la demande présentée au ministère des Collèges et Universités visant à inclure des partenaires syndicaux au sein des membres du Conseil.

Il est proposé par M. David Harquail, appuyé par M. Jim Gallagher,

IL EST RÉSOLU

a) Que, comme recommandé par le Comité de gouvernance, le Conseil des gouverneurs approuve le mandat du Comité de vérification et de gestion des risques, conformément à l'article 3.1.a, figurant en annexe.

Adopté à l'unanimité

Il est proposé par M. Jay Barbeau, appuyé par M. Aaron Barry,

IL EST RÉSOLU

b) Que, comme recommandé par le Comité de gouvernance, le Conseil des gouverneurs approuve le mandat du Comité des finances et des biens immobiliers, conformément à l'article 3.1.b, figurant en annexe.

Adopté à l'unanimité

Il est proposé par M. David Harquail, appuyé par M. Jay Barbeau,

IL EST RÉSOLU

c) Que, comme recommandé par le Comité de gouvernance, le Conseil des gouverneurs approuve le mandat du Comité de gouvernance, conformément à l'article 3.1.c, figurant en annexe.

Adopté à l'unanimité

Il est proposé par M. David Harquail, appuyé par M. Jim Gallagher,

IL EST RÉSOLU

d) Que, comme recommandé par le Comité de gouvernance, le Conseil des gouverneurs approuve le mandat du Comité des ressources humaines, conformément à l'article 3.1.d, figurant en annexe.

Adopté à l'unanimité

3.2 Pour approbation : Nomination à des comités en cours d'exercice

Le président invite la vice-présidente du Comité des mises en candidature, Mme Laura Kurkimaki, à présenter cet article. Mme Vincent l'accompagne et souligne que, en raison des activités récentes de restructuration, les fauteuils vacants aux comités n'ont pas été comblés lors de l'assemblée générale annuelle. Elle ajoute que, en déléguant au Comité de gouvernance le pouvoir de nommer des membres, il serait possible de combler plus efficacement les fauteuils vacants aux comités.

Il est proposé par M. David Harquail, appuyé par M. André Guay,

IL EST RÉSOLU

Que, comme recommandé par le Comité de gouvernance et présenté à l'assemblée du 6 septembre 2023, le Conseil des gouverneurs autorise le Comité de gouvernance à exercer tous les pouvoirs du Conseil en nommant des membres pour combler les fauteuils vacants aux comités du Conseil, ou à d'autres comités ou instances auxquels la représentation du Conseil est requise pour l'année 2023-2024.

Adopté à l'unanimité

3.3 Pour approbation : Calendrier rotationnel quinquennal proposé de la représentation étudiante (2023-2028)

Le président invite Mme Vincent à présenter cet article. Elle explique brièvement la raison de l'établissement d'un nouveau calendrier rotationnel quinquennal, conformément au paragraphe 2(ii) (c) des règlements généraux du Conseil des gouverneurs. Elle explique le nouveau calendrier quinquennal figurant dans la documentation de la réunion et ajoute que les consultations des trois associations étudiantes (AGE, AECS et AEF) ont eu lieu et qu'elles ont l'approuvé. En raison du conflit d'intérêts déclaré par Mme Meghan McCue qui est représentante étudiante de l'AECS, elle s'abstiendra de voter. Elle est alors placée dans la salle d'attente virtuelle de Zoom pendant la discussion et le vote sur ce point. M. Nawfal Sbaa n'a également pas participé aux discussions pendant la présentation de ce point.

Il est proposé par M. David Harquail, appuyé par M. Jay Barbeau,

IL EST RÉSOLU

QUE, comme recommandé par le Comité de gouvernance et présenté à l'assemblée du 6 septembre 2023, le Conseil des gouverneurs approuve le calendrier rotationnel quinquennal des trois associations étudiantes de l'Université Laurentienne officiellement reconnues pour les années universitaires allant de 2023 à 2028.

Adopté à l'unanimité avec une (1) abstention (Meghan McCue).

4. Questions du président

Le président indique qu'il n'y a aucune autre question à examiner.

5. Levée de la séance

L'ordre du jour étant épuisé, le président du Conseil, M. Cameron, lève la séance à 15 h 38.

Vernon Cameron, président

Danielle Vincent, secrétaire de l'Université

CONSEIL DES GOUVERNEURS
Procès-verbal de l'assemblée extraordinaire qui a eu lieu
le mercredi 7 juin 2023, à 16 h, sur Zoom

Présences	Absences
<p><u>Membres ayant droit de vote</u> Bangs, Jeff, président Barry, Aaron Cameron, Vernon Embleton, Sheila, rectrice et vice-chancelière par intérim Gallagher, Jim Guay, André Harquail, David Kurkimaki, Laura Manitowabi, Tammy McCue, Meghan (AECS) Recollet, Angela Sbaa, Nawfal</p> <p><u>Membres sans droit de vote</u> Colin, Fabrice, APUL Durand, Louis, APUL Fenske, Tom, SEUL Johnson, Mark, secrétaire intérimaire de l'Université Morin, Avery (AGE) Scott, Daniel, Sénat Teller, Meredith, APAPUL</p>	<p><u>Membres ayant droit de vote</u></p> <p><u>Membres sans droit de vote</u> Bassett, Shannon, Sénat Motamedi, Monica, SCFP</p>
<p><u>Observateurs (personnes-ressources)</u> Brouwer, Brenda, vice-rectrice principale intérimaire aux études Hodgson, Ann, secrétaire associée de l'Université par intérim Jubb, Dawne, conseillère générale intérimaire Piché, Michel, vice-recteur intérimaire aux finances et à l'administration Rocca, Gina, adjointe de direction par intérim</p>	

SÉANCE FERMÉE

Le président du Conseil des gouverneurs (« le Conseil »), M. Jeff Bangs, déclare la séance ouverte à 16 h 2 et confirme qu'il y a quorum. Il reconnaît le Traité Robinson-Huron de 1850 et que l'Université Laurentienne se trouve sur les terres traditionnelles des Atikameksheng Anishnawbek.

POUR DÉCISION

1. Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par M. David Harquail, appuyé par Mme Meghan McCue, que l'ordre du jour soit adopté dans la forme présentée.
Adopté à l'unanimité

2. Déclaration de conflits d'intérêts

Le président invite les membres à indiquer des conflits d'intérêts concernant l'ordre du jour et rappelle que, en tout temps durant la réunion, ils peuvent respectueusement envisager et signaler un conflit potentiel qui peut surgir pendant les débats.

Le secrétaire intérimaire de l'Université fait remarquer que M. Harquail avait déclaré un conflit potentiel d'intérêts qui peut survenir à l'occasion si les discussions en venaient à porter sur le traitement réservé aux fonds de dotation et (ou) les contributions différées.

3. Questions du président

Aucune.

4. Levée de la séance

L'ordre du jour étant épuisé, M. Bangs déclare que la séance est levée à 16 h 44.

SÉANCE PUBLIQUE

Le président déclare la séance publique de l'assemblée ordinaire ouverte à 16 h 46 et confirme qu'il y a quorum. Il reconnaît alors le Traité Robinson-Huron de 1850 et que l'Université Laurentienne se trouve sur les terres traditionnelles des Atikameksheng Anishnawbek.

POUR DÉCISION

1. Adoption de l'ordre du jour

Il est proposé par Mme Angela Recollet, appuyé par M. Aaron Barry, que l'ordre du jour soit adopté dans la forme présentée.

Adopté à l'unanimité

2. Déclaration de conflits d'intérêts

Le président invite les membres à indiquer des conflits d'intérêts concernant l'ordre du jour et rappelle que, en tout temps durant la réunion, ils peuvent respectueusement envisager et signaler un conflit potentiel qui peut surgir pendant les débats.

Le secrétaire intérimaire de l'Université fait remarquer que M. Harquail avait déclaré un conflit potentiel d'intérêts qui peut survenir à l'occasion si les discussions en venaient à porter sur le traitement réservé aux fonds de dotation et (ou) les contributions différées.

3. Question touchant le Comité exécutif

3.1 Avis de modifications proposées aux règlements généraux du Conseil et à la restructuration des comités du Conseil

Le président invite le secrétaire intérimaire de l'Université, M. Mark Johnson, à fournir des informations à ce sujet. M. Johnson précise le contexte de la restructuration des comités permanents du Conseil et souligne que les documents distribués fournissent davantage de détails. Il indique les changements proposés aux règlements administratifs et ajoute que le vote à ce sujet aura lieu à l'assemblée du 21 juin du Conseil et que les modifications entreront

immédiatement en vigueur. Les étapes subséquentes seront la révision des mandats. Il fournit un échéancier de la mise en place de la nouvelle structure des comités.

Une discussion exhaustive s'ensuit sur la représentation du Sénat aux nouveaux comités permanents et sur la demande conjointe des partenaires syndicaux et du Conseil présentée à la province pour modifier la loi afin que trois membres soient des représentants syndicaux. On ne sait pas encore si les trois fauteuils feront partie des seize ou s'ils constitueront trois fauteuils supplémentaires. La province ne s'est pas encore prononcée à ce sujet.

4. Question touchant le Comité des mises en candidature

4.1 Élection et nomination à la présidence du Conseil des gouverneurs

Le président invite la vice-présidente du Comité des mises en candidature, Mme Laura Kurkimaki, à présenter cet article. Elle explique qu'il faut élire un nouveau président du Conseil qui entrera en fonction lors du départ du président actuel, M. Jeff Bangs. Le président du Conseil est membre d'office avec droit de vote à tous les comités permanents du Conseil.

Il est proposé par M. Jim Gallagher, appuyé par M. Aaron Barry,

IL EST RÉSOLU

QUE, comme recommandé par le Comité des mises en candidature et présenté à l'assemblée du 7 juin 2023, le Conseil des gouverneurs élise M. Vernon Cameron à la présidence du Conseil des gouverneurs pour une période de deux (2) ans allant du 1^{er} juillet 2023 au 30 juin 2023.

Adopté à l'unanimité

5. Questions du président

Le président indique qu'il n'y a aucune autre question à examiner.

6. Levée de la séance

L'ordre du jour étant épuisé, le président du Conseil, M. Bangs, lève la séance à 17 h 13.

Jeff Bangs, président

Mark Johnson, secrétaire intérimaire de l'Université

CONSEIL DES GOUVERNEURS
Procès-verbal du scrutin électronique du 24 juillet 2023

Présences	Absences
<u>Membres ayant droit de vote qui ont participé au scrutin</u> Barbeau, Jay (Jean-Pierre) Barry, Aaron Brown, Zarreen Cameron, Vernon, président Gallagher, James, vice-président Guay, André Harquail, David Kurkimaki, Laura McCue, Meghan Ramakko, Brian	<u>Membres ayant droit de vote qui n'a pas participé au scrutin</u> Eshkawkogan, Kevin Embleton, Sheila, rectrice et vice-chancelière par intérim Manitowaby, Tammy Recollet, Angela

SÉANCE FERMÉE - POUR DÉCISION

1. Nomination d'un membre du Conseil au Comité de sélection au poste de recteur ou de rectrice

IL EST RÉSOLU

Que le Conseil des gouverneurs approuve la nomination de M. Jim Gallagher au Comité de sélection au poste de recteur ou de rectrice.

Adopté (neuf (9) voix en faveur, une (1) abstention)

Danielle Vincent, secrétaire de l'Université

CONSEIL DES GOUVERNEURS
Procès-verbal du scrutin électronique du 18 juillet 2023

Présences	Absences
<u>Membres ayant droit de vote qui ont participé au scrutin</u> Barbeau, Jay (Jean-Pierre) Barry, Aaron Cameron, Vernon, président Embleton, Sheila, rectrice et vice-chancelière par intérim Gallagher, James, vice-président Guay, André Harquail, David Kurkimaki, Laura Manitowaby, Tammy McCue, Meghan Ramakko, Brian Recollet, Angela	<u>Membre ayant droit de vote qui n'a pas participé au scrutin</u> Eshkawkogan, Kevin

SÉANCE FERMÉE - POUR DÉCISION

1. Nomination de membres du Conseil ayant droit de vote aux comités permanents

IL EST RÉSOLU

Que le Conseil des gouverneurs approuve la nomination des membres ci-dessous aux comités permanents du Conseil pour des mandats commençant immédiatement après l'approbation.

Comité de la vérification et des risques

1. Président intérimaire – Vernon Cameron
2. Brian Ramakko
3. David Harquail
4. Tammy Manitowabi

Comité des finances et des biens immobiliers

1. Président – David Harquail
2. Brian Ramakko
3. Jay Barbeau
4. Kevin Eshkawkogan
5. Meghan McCue

Comité de gouvernance

1. Présidente – Laura Kurkimaki
2. Aaron Barry
3. Angela Recollet
4. Jay Barbeau
5. Tammy Manitowabi
6. Meghan McCue

Comité des ressources humaines

1. Président – Aaron Barry
2. André Guay
3. Angela Recollet
4. Kevin Eshkawkogan
5. Laura Kurkimaki

Comité mixte du bilinguisme

1. Jay Barbeau

Adopté (onze (11) voix en faveur, une (1) voix contre)

Danielle Vincent, secrétaire de l'Université

Conseil des gouverneurs

Titre à l'ordre du jour	Tableau des responsabilités touchant le Régime de retraite des membres du personnel
--------------------------------	---

Numéro de l'article à l'ordre du jour	3.2 A
Date de la réunion	À déterminer.
Séance ouverte/fermée	Fermée

Action demandée	<input checked="" type="checkbox"/> Pour approbation <input type="checkbox"/> Pour information
Proposé par	Michel Piché
Présenté(s) par	Norm Lavallée

1. OBJET

Demander au Comité des finances et des biens immobiliers d'examiner le Tableau des responsabilités touchant le Régime de retraite des membres du personnel de la Laurentienne et recommander l'approbation du Conseil des gouverneurs.

2. SOMMAIRE

Le Régime de retraite de l'Université Laurentienne de Sudbury (le Régime) est un régime à employeur unique dont le Conseil est l'administrateur. L'administration du Régime nécessite une délégation à divers groupes/personnes afin de s'acquitter correctement des fonctions du Régime et de répondre aux exigences légales et de dépôt.

L'objectif du Tableau des responsabilités est de décrire les responsabilités déléguées pour :

- le Conseil des gouverneurs;
- les comités du Conseil (Vérification et Finances);
- le Comité des pensions;
- les Services financiers;
- le Service des ressources humaines;
- les consultants/gestionnaires en investissement;
- les autres agents ou conseillers externes (juridique, actuair, administrateur tiers, vérificateur).

3. RÉOLUTION À CONSIDÉRER

Que, comme présenté à la réunion du 2 octobre 2023, le Comité des finances et des biens immobiliers recommande que le Conseil des gouverneurs adopte le Tableau des responsabilités touchant le Régime de retraite des membres du personnel de la Laurentienne selon le document joint à cette résolution (annexe A).

4. ANALYSE DES RISQUES

Veuillez indiquer ci-dessous le ou les risques pour l'Université que cette proposition vise.	
<input type="checkbox"/> Gestion des inscriptions <input checked="" type="checkbox"/> Corps professoral et personnel <input checked="" type="checkbox"/> Financement et gestion des ressources <input type="checkbox"/> Services de TI, logiciels et matériel <input type="checkbox"/> Leadership et changement <input type="checkbox"/> Infrastructure physique	<input checked="" type="checkbox"/> Relations avec les intervenants <input checked="" type="checkbox"/> Réputation <input type="checkbox"/> Activités de recherche <input type="checkbox"/> Sécurité <input type="checkbox"/> Réussite des étudiants

5. RECOMMANDATION

Que le Comité des finances et des biens immobiliers recommande que le Conseil des gouverneurs adopte le Tableau des responsabilités touchant le Régime de retraite figurant à l'annexe A.

A. Contexte/Description de la question

Le Tableau des responsabilités du Régime fournit des précisions sur les fonctions et les délégations de tâches aux différents groupes afin de s'acquitter adéquatement des responsabilités du Conseil des gouverneurs touchant le Régime de retraite de l'Université Laurentienne de Sudbury.

Le Régime a été créé pour aider les membres du personnel de l'Université Laurentienne et d'autres employeurs participants à préparer leur retraite en contribuant à leur sécurité financière à la retraite. Le Conseil des gouverneurs est l'administrateur du Régime et assume les responsabilités suivantes :

- soutenir les objectifs du Plan;
- veiller à ce que le Conseil, en tant qu'administrateur du Régime, s'acquitte de sa responsabilité fiduciaire envers les participants et autres bénéficiaires en consultation avec le Comité des pensions et avec l'aide de conseillers professionnels;
- définir clairement les rôles et responsabilités de chaque participant à la structure de gouvernance;
- tenir compte des risques pertinents pour le Régime, conformément à l'objectif du Régime consistant à honorer les obligations au titre des prestations de retraite à court et à long terme;
- maintenir des processus efficaces qui surveillent le rendement des investissements;
- maintenir des processus efficaces qui surveillent les fournisseurs de services;
- éduquer et fournir des informations sur le Régime aux participants et aux autres bénéficiaires, comme l'exige la législation applicable.

À la suite d'un récent examen de la structure de gouvernance et des processus établis antérieurement à l'égard du Régime, la direction, en consultation avec le Comité des pensions, recommande d'adopter un Tableau des responsabilités qui résume les rôles et responsabilités de chaque participant à la structure de gouvernance du Régime en ce qui concerne de l'administration de celui-ci.

B. Harmonisation avec les objectifs stratégiques de l'Université

Sans objet.

C. Autres options envisagées (le cas échéant)

Sans objet.

D. Risques, y compris la conformité aux lois

Conformité à la législation.	Règlements généraux du Conseil des gouverneurs de l'UL. Loi sur l'Université Laurentienne. Autorité de régulation des services financiers. Association canadienne des autorités de surveillance des régimes de retraite. Loi sur les régimes de retraite (Ontario). Agence du revenu du Canada.
------------------------------	--

Les autorités canadiennes de réglementation des régimes de retraite approuvent l'établissement (et l'examen périodique) d'une structure et de processus de gouvernance pour les régimes de retraite afin, entre autres choses, de garantir que les obligations fiduciaires de l'administrateur envers les bénéficiaires du Régime sont remplies. Le Conseil peut déléguer la totalité ou une partie de ses pouvoirs et fonctions à l'égard du Régime à des comités, à la direction, à des prestataires de services externes ou à des conseillers, à condition que le Conseil soit convaincu de l'aptitude du délégataire à accomplir la tâche pour laquelle il est engagé, et que le Conseil soit en mesure, conformément à la structure de gouvernance, d'exercer une surveillance prudente et raisonnable.

E. Considérations financières (le cas échéant)

Sans objet.

F. Avantages

Le Tableau des responsabilités touchant le Régime aidera le Conseil à remplir ses obligations fiduciaires en tant qu'administrateur du Régime.

G. Consultations (le cas échéant)

Les conseillers juridiques du cabinet Brown Mills Klinck Prezioso LLP (BMKP LLP) ont aidé à préparer le Tableau des responsabilités afin d'assurer le respect des meilleures pratiques et des exigences légales applicables. Le Tableau des responsabilités a été présenté au Comité des pensions lors de la réunion du 31 août 2023.

H. Plan de communication

Une fois que le Conseil des gouverneurs l'aura approuvé, le Tableau des responsabilités sera communiqué aux différents groupes concernés dans la gestion et la surveillance du Régime et sera affiché sur le site Web de la Laurentienne.

I. Prochaines étapes

Approbation du Conseil des gouverneurs.

J. Annexes

Tableau des responsabilités touchant le Régime de retraite des membres du personnel de la Laurentienne (annexe A).

Tableau des responsabilités touchant le Régime de retraite des membres du personnel de la Laurentienne

2 octobre 2023

Annexe A

Date de dernière mise à jour : [sans objet]

Légende

- Consulté : La partie indiquée est consultée pour connaître son avis sur le document ou la modification proposée.
- Termine : La partie indiquée effectue une action comme la préparation ou le dépôt du document, etc.
- Examine : La partie indiquée examine le document, le rapport ou la modification proposée et fournit des commentaires ou exerce une surveillance.
- Recommande : La partie indiquée recommande le document ou la modification proposée à l'approbateur.
- Approuve : La partie indiquée approuve le document ou la modification proposée.

Fonction/Tâche	Conseil des gouverneurs	Comités du Conseil	Comité des pensions	Services financiers	Service des ressources humaines	Consultant / Gestionnaire(s) en investissement	Autre agent ou conseiller externe (juridique, actuaire, administrateur tiers, vérificateur)
Gouvernance							
• Nomination de représentants de l'Université Laurentienne au Comité des pensions	Approuve						
• Rapport annuel sur la gouvernance des retraites ¹	Approuve	Examine et recommande (Comité des finances et de l'immobilier)	Consulté	Consulté	Consulté	Consulté	Consulté
• Mettre en œuvre des séances d'orientation et de formation fiduciaires si nécessaire	Termine	Termine	Termine	Consulté			Consulté
• Examen de la gouvernance (triennal) ²	Termine et approuve	Examine et recommande (Comité des finances et des biens immobiliers)	Consulté	Consulté	Consulté		Consulté
Modifications au régime							
• Modification du Régime aux fins de conformité réglementaire	Approuve	Examine et recommande (Comité des finances et des biens immobiliers)	Consulté (peut proposer de tels amendements)	Examine	Examine		Termine
• Modification du régime requise conformément à la politique en matière de prestations et de financement.	Approuve	Examine et recommande (Comité des finances et des biens immobiliers)	Consulté (peut proposer de tels amendements)	Examine	Examine		Termine

¹Contenu/certifications minimum pour inclure les changements opérationnels dans l'administration du régime, la confirmation que les dépôts réglementaires ont été effectués et l'exécution des tâches déléguées aux Services financiers et au Service des ressources humaines.

²Cela comprend le cadre général, les documents justificatifs, l'auto-évaluation CAPSA, les évaluations des risques comme la technologie de l'information et la cybersécurité, et l'approbation des modifications résultant de l'examen de la gouvernance.

Tableau des responsabilités touchant le Régime de retraite des membres du personnel de la Laurentienne

2 octobre 2023

Fonction/Tâche	Conseil des gouverneurs	Comités du Conseil	Comité des pensions	Services financiers	Service des ressources humaines	Consultant / Gestionnaire(s) en investissement	Autre agent ou conseiller externe (juridique, actuaire, administrateur tiers, vérificateur)
<ul style="list-style-type: none"> Modification du régime pour refléter d'autres changements à sa conception ou des négociations avec les agents négociateurs 	Approuve	Examine et recommande (Comité des finances et des biens immobiliers)	Consulté	Examine	Examine		Termine
Conformité législative/réglementaire							
<ul style="list-style-type: none"> Dépôts auprès des autorités gouvernementales <ul style="list-style-type: none"> Document de régime, SIPP et modifications Déclaration annuelle de renseignements États financiers vérifiés Résumé des informations sur les investissements PA et PAR Dépôts PBGF Déposé auprès du fiduciaire <ul style="list-style-type: none"> Formulaire 7 				Termine (formulaire 7) et approuve			Termine
Financement et rapports financiers							
<ul style="list-style-type: none"> Mise en œuvre des avantages sociaux et de la politique de financement 			Termine				Consulté
<ul style="list-style-type: none"> Rapports d'évaluation actuarielle et résumé de l'information actuarielle, y compris la décision au moment du dépôt 	Approuve	Examine et recommande (Comité des finances et des biens immobiliers)	Examine				Termine (Actuaire)
<ul style="list-style-type: none"> États financiers vérifiés 	Approuve	Examine et recommande (Comité de vérification et de gestions des risques)	Examine	Termine			Termine le rapport de vérification (Vérificateur)
<ul style="list-style-type: none"> Remise des cotisations de l'employeur et des membres au fiduciaire 				Termine			

Tableau des responsabilités touchant le Régime de retraite des membres du personnel de la Laurentienne

2 octobre 2023

Fonction/Tâche	Conseil des gouverneurs	Comités du Conseil	Comité des pensions	Services financiers	Service des ressources humaines	Consultant / Gestionnaire(s) en investissement	Autre agent ou conseiller externe (juridique, actuaire, administrateur tiers, vérificateur)
<ul style="list-style-type: none"> Préparation des chiffres comptables des pensions 				Consulté			Termine (Actuaire)
<ul style="list-style-type: none"> Rapprochement des cotisations payables de retraite et des cotisations de retraite réelles au fiduciaire 				Termine			
Gestion d'actifs							
<ul style="list-style-type: none"> Élaboration et maintien de la déclaration des politiques et procédures d'investissement (SIPP) 	Approuve	Examine et recommande (Comité des finances et des biens immobiliers)	Examine et recommande			Termine (Consultant en investissement)	
<ul style="list-style-type: none"> Suivi du rendement des investissements <ul style="list-style-type: none"> Préparation de rapports d'investissement périodiques (au moins annuels), y compris des rapports trimestriels 		Examine (Comité des finances et des biens immobiliers)	Examine			Termine (Consultant en investissement)	
<ul style="list-style-type: none"> Confirmer que les investissements sont conformes à la législation applicable et à la politique d'investissement 			Examine	Consulté		Termine (Consultant en investissement)	
<ul style="list-style-type: none"> Présentations des gestionnaires d'investissement 			Examine			Termine (Gestionnaire(s) d'investissement)	
<ul style="list-style-type: none"> Modifications apportées au(x) fonds d'investissement ou au(x) gestionnaire(s) 	Approuve	Examine et recommande (Comité des finances et des biens immobiliers)	Examine et recommande			Consulté (Gestionnaire(s) d'investissement)	
Administration							
<ul style="list-style-type: none"> Inscription des membres 				Consulté	Termine		
<ul style="list-style-type: none"> Tenue des dossiers des membres 				Termine	Termine		
<ul style="list-style-type: none"> Traitement des prestations (fonctionnement quotidien du régime, y compris les montants) 				Approuve			Recommande (administrateur tiers);

Tableau des responsabilités touchant le Régime de retraite des membres du personnel de la Laurentienne

2 octobre 2023

Fonction/Tâche	Conseil des gouverneurs	Comités du Conseil	Comité des pensions	Services financiers	Service des ressources humaines	Consultant / Gestionnaire(s) en investissement	Autre agent ou conseiller externe (juridique, actuaire, administrateur tiers, vérificateur)
de transfert et émission des T4A)							Termine (Dépositaire/Fiduciaire)
• Relevés annuels des membres				Consulté			Termine (administrateur tiers)
• Examiner et résoudre les problèmes de retraite individuels				Consulté	Consulté		Termine (administrateur tiers) ; Consulté (juridique et actuaire)
• Interprétation des modalités du régime				Termine	Termine		Consulté (juridique et actuaire)
• Examen périodique des formulaires et des processus administratifs <ul style="list-style-type: none"> o États annuels et biennaux o Déclarations de licenciement, de retraite et de décès, renonciation du conjoint 				Termine			Consulté (administrateur tiers et autres)
• Surveiller les dépenses du régime (en conjonction avec les états financiers vérifiés)			Commentaires	Termine			
• Établir et surveiller les normes de service et les accords avec les fournisseurs de services				Termine		Consulté (Consultant en investissement)	Consulté
• Sélectionner et surveiller les prestataires de services et les conseillers liés à l'administration et à l'investissement du Fonds <ul style="list-style-type: none"> o Consultant en investissement o Gestionnaire(s) d'investissement o Dépositaire/Fiduciaire 	Approuve	Examine et recommande (Comité des finances et des biens immobiliers)	Examine et recommande	Termine			
• Sélectionner et surveiller le vérificateur	Approuve	Termine, examine et recommande (Comité de vérification)					
• Sélectionner et surveiller l'administrateur tiers	Approuve	Examine et recommande (Comité		Termine	Consulté		

Tableau des responsabilités touchant le Régime de retraite des membres du personnel de la Laurentienne

2 octobre 2023

Fonction/Tâche	Conseil des gouverneurs	Comités du Conseil	Comité des pensions	Services financiers	Service des ressources humaines	Consultant / Gestionnaire(s) en investissement	Autre agent ou conseiller externe (juridique, actuaire, administrateur tiers, vérificateur)
		des finances et des biens immobiliers)					
<ul style="list-style-type: none"> • Sélectionner et surveiller d'autres prestataires et conseillers <ul style="list-style-type: none"> o Actuaire o Conseiller juridique o Autres consultants 	Approuve	Examine et recommande (Comité des finances et des biens immobiliers)		Termine			
Communication et formation							
<ul style="list-style-type: none"> • Élaborer une politique de communication et de formation pour les membres <ul style="list-style-type: none"> o Livret de planification o Réunions des membres 			Consulté	Termine	Termine		Consulté
<ul style="list-style-type: none"> • Examen du matériel de communication avant distribution 			Consulté	Examine	Examine		Termine
<ul style="list-style-type: none"> • Évaluation de l'efficacité des programmes de communication et de formation 			Examine	Termine	Termine		Consulté
<ul style="list-style-type: none"> • Répondre aux requêtes individuelles des membres/bénéficiaires 				Termine	Termine		Consulté
<ul style="list-style-type: none"> • Vérification des données sur les anciens membres/retraités et les survivants (y compris les membres manquants) (au moins tous les deux ans) 				Examine			Termine (administrateur tiers)

Conseil des gouverneurs

Titre à l'ordre du jour	Approbation de la Politique touchant l'autorisation de signer (2023)
--------------------------------	--

Numéro de l'article à l'ordre du jour	3.2 B
Date de la réunion	20 octobre 2023
Séance ouverte/fermée	Ouverte

Action demandée	<input checked="" type="checkbox"/> Pour approbation <input type="checkbox"/> Pour information
Proposé par	Michel Piché
Présenté(s) par	Norm Lavallée

1. OBJET

Examiner et approuver la Politique touchant l'autorisation de signer.

2. SOMMAIRE

La Politique documente les niveaux d'autorité requis pour conclure des contrats, lier l'Université aux termes de ceux-ci et signer divers autres documents comme indiqué dans la Politique. Le Conseil des gouverneurs a précédemment approuvé cette politique le 23 juin 2017. Elle nomme diverses personnes en fonction de leur titre. À la suite des changements de titre et de l'introduction d'autres politiques, une politique révisée a été préparée pour mettre à jour les titres de poste et faire référence à d'autres politiques qui ont une incidence sur la signature des documents et les tâches associées. La Politique précise tous les contrats (y compris les contrats d'achat, de construction, de don et de recherche) qui peuvent autoriser les transactions bancaires et fournir des instructions aux établissements bancaires, investir des fonds, délivrer des reçus de dons de bienfaisance, donner des instructions au fiduciaire du régime de retraite et déposer les documents de retraite auprès de l'organisme de réglementation.

3. RÉOLUTION À CONSIDÉRER

Que, comme présenté à la réunion du 2 octobre 2023, le Comité des finances et des biens immobiliers recommande que le Conseil des gouverneurs approuve la Politique révisée touchant l'autorisation de signer.

4. ANALYSE DES RISQUES

Veuillez indiquer ci-dessous le ou les risques pour l'Université que cette proposition vise.	
<input type="checkbox"/> Gestion des inscriptions <input type="checkbox"/> Corps professoral et personnel <input checked="" type="checkbox"/> Financement et gestion des ressources <input type="checkbox"/> Services de TI, logiciels et matériel <input type="checkbox"/> Leadership et changement <input type="checkbox"/> Infrastructure physique	<input type="checkbox"/> Relations avec les intervenants <input type="checkbox"/> Réputation <input type="checkbox"/> Activités de recherche <input type="checkbox"/> Sécurité <input type="checkbox"/> Réussite des étudiants

5. RECOMMANDATION

Que, comme présenté à l'assemblée du 20 octobre 2023, le Comité des finances et des biens immobiliers recommande que le Conseil des gouverneurs approuve la Politique révisée touchant l'autorisation de signer.

A. Contexte/Description de la question

Mise à jour de la Politique actuelle touchant l'autorisation de signer en date du 23 juin 2017 (en annexe).

B. Harmonisation avec les objectifs stratégiques de l'Université

Sans objet.

C. Autres options envisagées (le cas échéant)

Sans objet.

D. Risques, y compris la conformité aux lois

Conformité à la législation.	Règlements généraux du Conseil des gouverneurs de l'UL. Loi sur l'Université Laurentienne. Politique des achats. Politique de placement à court terme des fonds de trésorerie. Loi de 2010 sur la responsabilisation du secteur parapublic. Directive en matière d'approvisionnement dans le secteur parapublic, 2011. Directive applicable aux dépenses du secteur parapublic, 2011.
------------------------------	---

E. Considérations financières (le cas échéant)

Sans objet.

F. Avantages

Sans objet.

G. Consultations (le cas échéant)

Cadres supérieurs et président(e) du Comité des finances et des biens immobiliers.

H. Plan de communication

Communication interne au sein de la communauté de la Laurentienne.

I. Prochaines étapes

Approbation du Conseil et communication interne.

J. Annexes

1. Politique touchant l'autorisation de signer en date du 23 juin 2017.
2. Politique révisée touchant l'autorisation de signer en date du 16 juin 2023.



Policy on Signing Authorizations

Administrative Authority:	Vice-President, Administration
Approval Authority:	Board of Governors
Approval Date:	June 23, 2017
Next Review:	June 2022
Review History:	February 2012; February 2014

1. Purpose

- 1.1. Laurentian University is committed to ensuring that authority is delegated to the proper individuals for purposes of committing the University through various contracting, managing its assets, and in issuing payments and receipts.
- 1.2. The Policy on Signing Authorizations (the “policy”) is intended to serve to identify the University’s signing authorities and the circumstances under which individuals may sign documents and legally bind the University subject to the requirements outlined in the Policy on Purchasing.

2. Scope

- 2.1. This policy covers the following types of transactions:
 - 2.1.1. Banking and Payment of Money
 - 2.1.2. Investments
 - 2.1.3. Contracts
 - 2.1.4. Issuance of Charitable Donation Receipts
 - 2.1.5. Pension Plan
 - 2.1.6. Student Placements
- 2.2. This policy identifies to all administrators, faculty, staff, supervisors, students, contractors, and outside entities, the position titles and their responsibilities required to sign legal documents on behalf of the University.

2.3. For the purpose of this policy, the University workplace and learning environment includes all places where University business, teaching and learning occurs.

3. Definitions/Principles:

- 3.1. “Banking and Payment of Money” means the duties and responsibilities relative to all cheques, drafts and orders for the payment of money on behalf of the University and the duties of the signing authorities as stated in bank forms in order for the University to establish its banking arrangements with its authorized bankers.
- 3.2. “Investments” apply to short-term and long-term investments of funds. Short-term investments are funds in excess of those required for day-to-day operations in accordance with the University’s short-term investment policy.
- 3.3. “Contracts” refer to agreements relating to the general operations of the University, including services, research and ancillary operations. Forms of contract include legal agreements, leases, Memoranda of Understanding, and Memoranda of Agreement that bind the University. Leases with a commitment greater than \$500,000 per year must be approved by the Board of Governors prior to signing.
- 3.4. “Pension Plan” means to refer to all administrative instructions to the Trustee, and contracts and agreements relating to the general operation of the University Pension Plan and to bind the University to the terms thereof. Administrative contracts and agreements include, but are not limited to, actuarial and financial consulting contracts and agreements.
- 3.5. “Student Placement Agreements” must be prepared for each independent organization where students perform a practical placement as part of their programs.

4. Policy Statement

- 4.1. It is the policy of Laurentian University that all banking authorizations, payments of money, investments, contracts, charitable donation receipts, pension plan transactions, and student placement agreements be executed by an individual authorized to bind the University.

4.2. The following table outlines the signing authorities:

Type of Agreement	Banking and payment of money	Investments	Contracts >\$250,000	Contracts >\$50,000	Contracts >\$10,000	Contracts <\$10,000	Construction Contracts	Charitable donation receipt	Pension Plan	Student Placement
	any 2 of	any 2 of	One of group A plus any other	any 2 of	any 1 of	any 1 of	any 2 of	any 1 of	any 2 of	Mandatory plus any 1 of
Required number of signatures:										
Position Title										
Group A										
Chairperson of the Board Governors	x		x	x	x	x	x			
President & Vice-Chancellor	x	x	x	x	x	x	x		x	
Vice-President, Administration	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Other Vice-Presidents	x		x	x	x	x				x
University Secretary and General Counsel			x	x	x	x				
Associate Vice-President, Financial Services	x	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Group B										
Associate Vice-President, Student Life, EMI						x				
Director(s) in Finance	x	x	x	x	x	x	x	x	x	
Manager(s) in Finance	x	x							x	
Accounting and Reporting Manager	x	x							x	
Associate Vice-President, Human Resources & Organizational Development, within the purview of the role			x	x	x	x			x	
Development Officer								x		
Development Manager								x		
Chief Advancement Officer								x		
Director, Procurement, Contract and Risk			x	x	x	x				x
Buyer						x				
Associate Vice-President, Facilities Services							x			
Director(s), Maintenance and Operations and/or Capital Projects							x			
Associate Vice-President Information Technology (IT contracts only)			x	x	x	x				
Dean of the applicable Faculty										Mandatory

4.3. Confidentiality is required in all procedures under this policy, unless the safety of members of our community are at risk or subject to the disclosure requirements under this policy and/or the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act, 1990* or any other applicable legislation.

- 4.4. Any personal information about an individual collected in respect of this policy, is pursuant to *The Laurentian University of Sudbury Act, 1960* and a by-law passed by the Board of Governors. Such information will only be used for the purposes and functions outlined in this policy. If you have any questions about the collection, use and disclosure of this information, please contact the administrative authority responsible for the policy.
- 4.5. Related legislation, policies, procedures, and other documents:
- 4.5.1. Policy on Purchasing
 - 4.5.2. Decision-Making Requirements Associated with Current and Future Capital Projects
 - 4.5.3. *Accessibility for Ontarians with Disabilities Act, 2005*
 - 4.5.4. *Broader Sector Accountability Act, 2010*
 - 4.5.5. *Freedom of Information and Protection of Privacy Act, 1990*
 - 4.5.6. *Ontarians with Disability Act, 2001*
 - 4.5.7. Canada Free Trade Agreement, effective July 1, 2017
 - 4.5.8. Canada European Union Comprehensive Economic Trade Agreement, effectively July 1, 2017
 - 4.5.9. Broader Public Sector Procurement Directive, 2011
 - 4.5.10. Broader Public Sector Expenses Directive, 2011
 - 4.5.11. Ontario-Quebec Trade and Cooperation Agreement

Politique touchant l'autorisation de signer

Responsable administratif	Vice-rectorat à l'administration
Responsable de l'approbation	Conseil des gouverneurs
Date d'approbation	20 octobre 2023
Prochaine révision	Juin 2028
Historique des révisions	Février 2012, février 2014, juin 2017

Annexe B

1. Vue d'ensemble

- 1.1 L'Université Laurentienne s'engage à ce que l'autorité soit déléguée aux personnes compétentes en vue de lier l'Université par divers contrats, d'assurer la gestion de ses biens, d'effectuer des paiements et de délivrer des reçus.
- 1.2 La Politique touchant l'autorisation de signer (« la Politique ») a pour objet de déterminer qui a le pouvoir de négocier, d'approuver et d'identifier les signataires autorisés de l'Université et les circonstances dans lesquelles des personnes peuvent signer des documents et engager légalement l'Université, sous réserve des exigences de la Politique des achats.

2. Portée

- 2.1 La politique couvre les types ci-dessous de transactions :
 - 2.1.1. Affaires bancaires et paiements
 - 2.1.2. Placements
 - 2.1.3. Contrats
 - 2.1.4. Délivrance de reçus de dons de bienfaisance
 - 2.1.5. Régime de retraite
 - 2.1.6. Stages étudiants
 - 2.1.7 Contrats de recherche
 - 2.1.8 Contrats d'emploi
- 2.2 Cette politique indique les titres de poste et fonctions des titulaires habilités à signer au nom de l'Université des documents à caractère juridique.
- 2.3 Pour les besoins de cette politique, le milieu de travail et d'étude de l'Université inclut tous les endroits où se déroulent les affaires, l'enseignement et l'apprentissage.

3. Définitions/principes

- 3.1. « Affaires bancaires et paiements » font référence aux tâches et responsabilités relatives à tous les chèques, traites bancaires et mandats pour effectuer des paiements au nom de l'Université, et aux tâches des signataires autorisés qui figurent sur les formulaires bancaires afin que l'Université fasse des arrangements avec ses banquiers autorisés.
- 3.2. « Placements » font référence aux placements à court et à long terme de fonds. Les placements à court terme sont constitués des fonds excédentaires à ceux requis pour le fonctionnement quotidien et sont effectués conformément à la Politique de placement à court terme des fonds de trésorerie de l'Université.

- 3.3. « Contrats » font référence aux accords, contrats, sous-traitances, lettres d'intention, protocoles d'accord et d'entente, baux, licences, accords de don, actes, subventions, certificats, instruments, cessions ou tous les autres documents qui créent une obligation ou qui peuvent lier l'Université, y compris, mais sans s'y limiter, les activités générales de l'Université, y compris tous les types de services comme la consultation, le recrutement (personnel et étudiants), la recherche et les activités auxiliaires et sur le campus.
- 3.4. « Baux » représentant un engagement supérieur à 500 000 \$ par an doivent être approuvés par le Conseil des gouverneurs avant d'être signés.
- 3.5. « Régime de retraite » fait référence à toutes les directives administratives fournies au fiduciaire, et aux contrats et ententes touchant le fonctionnement général du Régime de retraite de l'Université et qui lient celle-ci. Les ententes et contrats administratifs incluent entre autres les ententes et contrats d'expertise-conseil actuarielle et financière.
- 3.6. « Ententes de stage étudiant » font référence aux documents qui doivent être préparés pour chaque organisme indépendant où des étudiants effectuent des stages dans le cadre de leurs programmes d'études.
- 3.7. « Contrats de recherche » désignent les ententes, contrats, sous-traitances, lettres d'intention, protocoles d'accord et d'entente et tous les autres documents conclus entre l'Université et un organisme subventionnaire ou un organisme parrain où l'affiliation du chercheur à l'Université et l'identité, les installations ou les étudiants de l'Université doivent être invoqués dans la conduite de l'activité de recherche envisagée par l'entente.
- 3.8. « Contrats de travail » désignent un accord entre l'Université et un membre du personnel ou un groupe d'employés qui fixe les conditions régissant la relation de travail, y compris les droits, devoirs et obligations des deux parties.

4. Énoncé de politique

- 4.1. Nul n'est autorisé à signer un contrat au nom de l'Université à moins que :
 - 4.1.1 la transaction a été examinée et approuvée conformément à cette politique ou à tout autre règlement, résolution ou politique applicable du Conseil des gouverneurs;
 - 4.1.2 La personne a le pouvoir de signature en vertu de la Politique ou de tout autre règlement, résolution ou politique applicable du Conseil des gouverneurs.
- 4.2. Toute personne qui négocie, approuve ou signe des contrats au nom de l'Université doit se conformer aux procédures émises par le recteur ou la rectrice en ce qui concerne la négociation et l'exécution des contrats universitaires.
- 4.3. La politique de l'Université Laurentienne veut que toutes les autorisations pour les affaires bancaires, paiements, placements, contrats, reçus de dons de bienfaisance, transactions, ententes du régime de retraite et ententes touchant les stages étudiants, soient exécutées par une personne autorisée à lier ainsi l'Université.

Les signataires autorisés sont les suivants :

- 4.3.1 Le groupe des signataires principaux dans le cadre de cette politique comprend :

- le président ou la présidente du Conseil des gouverneurs;
- le recteur et le vice-chancelier ou la rectrice et la vice-chancelière;
- le vice-recteur ou la vice-rectrice aux finances et à l'administration;
- le vice-recteur principal ou la vice-rectrice principale aux études;
- le vice-recteur ou la vice-rectrice à la recherche;
- le vice-recteur associé ou la vice-rectrice associée aux services financiers.

4.3.2 Pour les opérations bancaires et les paiements, deux personnes du groupe des signataires principaux ou un directeur ou une directrice ou un gestionnaire des Services financiers.

4.3.3 Pour les placements à court terme, consultez la Politique de placement à court terme des fonds de trésorerie, qui fournit la liste des autorités approuvées.

4.3.4 Les contrats supérieurs à 1 000 000 \$ nécessitent l'approbation du Conseil des gouverneurs.

4.3.5 Les contrats supérieurs à 50 000 \$, y compris les petits contrats ayant le même objectif totalisant plus de 50 000 \$, nécessitent deux signatures, l'une du groupe des signataires principaux et l'autre parmi les personnes suivantes pour les contrats relatifs à leurs domaines de responsabilité : secrétaire de l'Université, conseillère juridique générale, vice-recteur associé ou vice-rectrice associée aux ressources humaines (dans le cadre de leur rôle), un directeur ou une directrice des services financiers, gestionnaire des achats et des contrats, ou vice-recteur associé ou vice-rectrice associée à la technologie de l'information (dans le cadre de leur rôle).

4.3.6 Les contrats inférieurs à 50 000 \$ nécessitent une signature parmi les personnes suivantes pour les contrats relatifs à leurs domaines de responsabilité : membre du groupe des signataires principaux, secrétaire de l'Université, conseillère juridique générale, vice-recteur associé ou vice-rectrice associée aux ressources humaines (dans le cadre de leur rôle), un directeur ou une directrice des services financiers, gestionnaire des achats et des contrats, ou vice-recteur associé ou vice-rectrice associée à la technologie de l'information (dans le cadre de leur rôle).

4.3.7 Pour les contrats de construction, deux personnes, l'une du groupe des signataires principaux et l'autre parmi les personnes suivantes : secrétaire de l'Université, conseillère juridique générale, vice-recteur associé ou vice-rectrice associée du Service des installations, directeur ou directrice des opérations et de l'entretien ou gestionnaire de la planification et des projets.

4.3.8 Pour les reçus pour don de bienfaisance, une personne du groupe des signataires principaux ou le secrétaire de l'Université, la conseillère juridique générale, un directeur des services financiers ou le dirigeant principal ou la dirigeante principale de l'Avancement.

4.3.9 Pour le Régime de retraite, deux personnes, l'une du groupe des signataires principaux et l'autre parmi les personnes suivantes : un directeur ou une directrice ou gestionnaire des Services financiers ou vice-recteur associé ou vice-rectrice associée aux ressources humaines.

4.3.10 Les ententes de stage étudiant doivent être signées par le doyen ou la doyenne de la faculté concernée ou le vice-recteur principal ou la vice-rectrice principale aux études.

4.3.11 Pour les contrats de recherche supérieurs à 250 000 \$, deux signatures, l'une du vice-recteur ou de la vice-rectrice à la recherche et l'autre parmi les personnes suivantes : recteur ou rectrice, vice-recteur ou vice-rectrice aux finances et à l'administration ou vice-recteur associé ou vice-rectrice associée aux Services financiers. Pour tous les autres contrats de recherche, y compris les accords de non-divulgence, les protocoles d'entente et les contrats sans montant, deux signatures, l'une du vice-recteur ou de la vice-rectrice à la recherche ou d'un directeur ou d'une directrice du Bureau de la recherche, et l'autre du groupe des signataires principaux, du secrétaire de l'Université ou de la conseillère juridique générale de l'Université.

4.3.12 Pour les contrats de travail, toute personne du groupe des signataires principaux ou le vice-recteur associé ou la vice-rectrice associée aux ressources humaines.

4.4 Il est de la responsabilité de chaque signataire de déterminer si le contrat nécessite un examen par le Bureau de la conseillère juridique générale, les Services financiers et (ou) le Bureau des achats et des contrats.

4.5 Les renseignements personnels recueillis sur une personne dans le cadre de cette politique le sont conformément à la Loi constitutive de l'Université Laurentienne de Sudbury, 1960, et aux règlements administratifs adoptés par le Conseil des gouverneurs. Ces renseignements serviront uniquement pour les besoins et fonctions indiqués dans la politique. Si vous avez des questions sur la collecte, l'utilisation et la divulgation de ces renseignements, veuillez communiquer avec le cadre supérieur responsable de la politique.

4.6 Lois, politiques, procédés et documents connexes

4.6.1 Loi constitutive de l'Université Laurentienne

4.6.2 Règlements généraux du Conseil des gouverneurs

4.6.3 Politique des achats.

4.6.4 Politique de placement à court terme des fonds de trésorerie.

4.6.5 Loi de 2010 sur la responsabilisation du secteur parapublic.

4.6.6 Directive en matière d'approvisionnement dans le secteur parapublic, 2011.

4.6.7 Directive applicable aux dépenses du secteur parapublic, 2011.

4.7 Toutes les questions concernant les signataires appropriés pour un contrat doivent être soumises au secrétaire de l'Université qui a le pouvoir de déterminer ceux-ci en consultation avec la conseillère juridique générale, si nécessaire.

Rapport de la rectrice à l'assemblée du Sénat du 19 septembre 2023

Je vous souhaite la bienvenue à notre première réunion du sénat de l'année scolaire! Je ne suis pas certaine d'avoir connu un été si rapide, et déjà, mi-septembre avec l'équinoxe d'automne qui aura lieu quelques jours d'ici avec les feuilles qui changent au couleurs vifs. J'espère que vous avez eu la chance de connaître des temps calme et rajeunissants, un changement de routine, et d'ailleurs loisirs en famille et camarade.

En songeant à ce que nous aimerions réaliser cette année, nous devons aussi réfléchir aux progrès que nous avons faits l'an dernier et être fiers de ces accomplissements sur lesquels nous miserons pour faire avancer les plans ambitieux de la Laurentienne. Je n'ai pas eu la chance d'y participer l'année dernière, mais la majorité d'entre vous en étaient témoins et comprennent les changements provenant des derniers 12 mois décisifs.

L'an dernier, nous avons entendu plusieurs [récits d'étudiants](#) et de [succès du corps professoral](#) vraiment inspirants. Sur le plan organisationnel, nous avons réalisé beaucoup de choses avec la mise en œuvre du plan d'arrangements associé à la sortie du processus lié à la LACC qui a été émis en novembre de l'année dernière. Nous avons beaucoup progressé dans le renouvellement des dirigeants, rétabli la santé financière (y compris les processus budgétaires) et avons mis la Laurentienne en bonne position pour repartir sur une base financière saine. Le budget de cette année a permis d'effectuer des investissements essentiels : infrastructure, renouvellement du corps professoral, dotation en personnel et transformation. Grâce au budget survenant, plusieurs nouveautés sont à prévoir dont la planification commence essentiellement maintenant.

Le [recrutement récent de douze membres du corps professoral sur la voie de la permanence](#) a revivifié l'expérience étudiante dans toutes les facultés, et plusieurs recrutements en cours se traduiront par d'autres recrues. Ces professeurs apportent des perspectives et de l'expertise diverses dans notre établissement, enrichissant ainsi l'environnement universitaire et renforçant notre engagement envers l'excellence en enseignement et en recherche.

Transformation opérationnelle

Suivants les efforts émises par discussion, consultations, et collaborations à l'égard de responsables de campus, l'encadrement intermédiaire ainsi que supérieur, le group consultatif sur la transformation et l'intégralité des membres de la communauté Laurentienne qui étaient aptes à contribuer, l'université, à l'aide de notre collaboratrice en consultation, Deloitte, ont pu identifier et développer quatre axes de travail qui seront l'objectif principal de la prochaine transformation. Ces discussions vigoureuses ont été influencées par les recommandations provenant par le Nous Group et le rapport spécial de la vérificatrice générale de l'Ontario, mais encore plus par les consultations approfondies formulées grâce à la communauté Laurentienne. Plusieurs de ces suggestions provenant des expériences personnelles, ainsi que les observations individuelles détaillées par Deloitte au sujet de leurs expériences approfondies. Depuis le départ initial du processus de transformation opérationnelle en mai, plus d'une centaine de documents ont été examinés afin d'identifier les besoins spécifiques et de fixer des objectifs au niveau des quatre axes de travail : Ressources Humaines, Finances, Services d'inscription et Affaire Étudiantes, et Technologie de l'Information. Les "blueprints", qui consistent des plans détaillés décrivant la portée, les objectifs, et l'agenda en frais de temps accordé pour chaque projet individuel, opérant

en tant que feuille de route pour but d'accommoder les membres de l'équipe, ont été élaborés et circulés pour provoquer des commentaires. Le plan opérationnel de transformation est en vigueur de sa phase finale en rédaction et révision, et se concentre sur les étapes de mise en œuvre. Au lieu d'une rencontre spéciale le 6 septembre, le conseil d'administration a été informé des buts générales provenant des recommandations. L'objectif idéal est d'obtenir l'approbation finale du plan lors de la réunion à l'égard du conseil des gouverneurs qui aura lieu le 20 octobre. Suivant cette assemblée, le plan sera envoyé au Ministère des Collèges et Universités afin d'approbation.

Planification stratégique

Le processus de planification stratégique est bien engagé. Il y a eu plusieurs instances de communications au niveau des consultants de StrategyCorp, ainsi qu'une grande variété provenant des membres de la communauté universitaire. Au cours de l'été, l'enquête communautaire initiale a été accessible en date du 10 juillet jusqu'au 18 août, d'où une centaine des membres actifs ont eu la chance de partager leur point de vue. L'équipe du groupe stratégique se sont présentés en lieu du campus en compagnie de nos parties prenantes au courant des mois précédent, et recueillent des commentaires et nouvelles idées de façon perpétuelle. Chacun est invité à visiter le [site web plan stratégique](#) afin d'apprendre comment afficher ses propres opinions. Le Bureau de l'enseignement et aux programmes autochtones a soumis le Plan d'Affaires Stratégique des Programmes Autochtones, lequel sera mis à profit au niveau de StrategyCorp. On s'attend que le projet en totalité soit achevé d'ici décembre 2023, accompagné des approbations requises au lieu de la première période du semestre d'hiver.

Conseil des gouverneurs

Le renouvellement du Conseil des gouverneurs de l'Université Laurentienne s'est poursuivi tout au long de l'été, Vern Cameron devenant président du Conseil à compter du 1er juillet 2023, et Jim Gallagher devenant vice-président. Le Conseil des gouverneurs de l'Université Laurentienne a accueilli trois nouveaux membres, à savoir MM. Brian Ramakko, Jean-Pierre (Jay) Barbeau et Kevin Eshkawkogan. Les nominations de ces membres ont été confirmées lors de la réunion du Conseil des gouverneurs du 13 juin 2023 pour des mandats de trois ans. De plus, le conseil de gouverneur a réorganisé la structure de ses comités, qui sont dès maintenant au nombre de quatre, conçus pour couvrir tous les besoins, mais sans chevauchement, ce qui devrait améliorer l'efficacité, d'autant plus que notre conseil est encore relativement petit. Le conseil est également en train de revoir certaines de ses politiques, par exemple une politique en matière de conflits d'intérêts considérablement révisée et mise à jour est actuellement en cours

Nouvelles touchant le recrutement de cadres dirigeants

Une autre cadre dirigeante chevronnée s'est jointe à l'Université Laurentienne : Natalie Poulin-Lehoux est nommée au rôle de vice-rectrice associée aux affaires francophones. Ayant acquis plus de 25 ans d'expérience, elle comprend et apprécie pleinement le rôle de l'enseignement postsecondaire en français dans le nord de l'Ontario. Mme Poulin-Lehoux entrera en fonction le 18 octobre 2023.

Une nouvelle conseillère juridique principale, chargée de seconder la conseillère générale Céleste Boyer, a accepté sa position hier. L'annonce devrait être rendue publique sous peu. L'université a eu recours à ces conseillers juridiques supplémentaires à plusieurs reprises, et parfois non. Le fait de réaliser davantage de travaux juridiques en interne contribuera à réduire les coûts généraux.

La recherche au niveau du prochain bibliothécaire universitaire, du prochain doyen de l'éducation et de la santé, ainsi que le prochain doyen de la gestion est soit en cours ou le sera prochainement, sous la direction de la Provost et Vice-rectrice aux études (intérimaire).

Le recherche au niveau du prochain vice-président chargé des finances et de l'administration est à bout d'avoir du succès et, en tant que présidente de ce comité, j'aimerais négocier un contrat avec le candidat retenu. De plus, la recherche de vice-président responsable des services financiers est actuellement active et procède à la mise en place des premiers entretiens.

La progression au niveau de la recherche de nouveaux doyen et vice-président académique a été exceptionnellement significative au cours des derniers mois d'été. Je préside également cette recherche et nous sommes en outre de passer une demi-douzaine de candidats au premier tour d'entretien. Cette recherche du prochain président, présidée par Vern Cameron, désormais président du conseil d'administration, est également en bonne voie, et ces entretiens suivront prochainement.

Les conditions de vente des biens immobiliers de l'Université Laurentienne

Il n'existe pas d'autres sujets à signaler concernant la vente des biens immobiliers au gouvernement de l'Ontario. Plusieurs équipes de consultants au niveau de la diligence raisonnable du gouvernement se sont présentés sur-campus précédent l'achat. L'immeuble présidentiel, situé sur la rue John, sera à vendre sur le marché prochainement, suivant la sélection de l'agent immobilier.

Inscriptions

Nos efforts pour attirer et appuyer une population étudiante diversifiée et talentueuse ont aussi porté des fruits. Cet automne, nous prévoyons une augmentation du nombre d'étudiants en première année, y compris d'étudiants étrangers. De plus, un nombre important d'étudiants confirment leur intention de s'inscrire à nos [34 programmes en français](#). Cette croissance illustre l'attrait de l'Université Laurentienne comme destination pour les études postsecondaires dans les deux langues officielles. Nous nous réjouissons d'accueillir les nouveaux étudiants et ceux qui reviennent et de soutenir une communauté florissante d'étudiants et de penseurs diversifiés.

Événements sur le campus

Deux moments notables provenant du calendrier universitaire annuel se profilent à l'horizon : la Journée Franco-Ontarienne ainsi que la Journée Nationale de la Vérité et de la Réconciliation. Le 25 septembre, nous célébrons l'anniversaire de la levée du drapeau Franco-Ontarien, qui a eu premier lieu en 1975 sur le campus de l'Université de Sudbury. Cette journée historique sera accompagnée par de nombreux événements sur le campus, incluant la levée du drapeau à la place des Fondateurs 11h30, organisée par l'Association des Étudiants Francophones. Le 29 septembre, nous nous rassemblerons pour reconnaître la Journée Nationale de la Vérité et de la Réconciliation, qui est célébrée originellement à chaque année le 30 septembre. L'équipe des Affaires des Étudiants Autochtones organisera un rassemblement de 9h00 à 14h30 dans la salle ronde de la Centre autochtone de partage et d'apprentissage. C'est avec grand honneur que nous partageons notre présence en compagnie d'experts Roger Chum (conseiller et animateur anishinaabe), Tanya Talaga (auteur anishinaabe primé), et John Milloy (auteur et histoire).

J'aimerais remercier l'équipe du BEDDP ainsi que les partenaires communautaires qui se sont présentés dans l'Atrium afin de partager de l'information et discuter au sujet du consentement, des relations saines et la prévention de la violence à caractère sexuel.

En juillet, plusieurs étudiants ont participé à un cours sur les terres autochtones au N'Swakamok Friendship Centre. Ce cours d'immersion Anishnaabemowin de huit jours a permis aux étudiants d'apprendre une langue et de vivre pleinement la culture Anishinaabe. La prestation et le succès

de ce cours étaient appuyés par de nombreux membres dévoués de la communauté de la Laurentienne, à savoir les enseignants du cours Eli Lorney Bob, Maajijwan Petahtegoose et Paula Potts, ainsi que l'étudiante de cycles supérieurs, Renee Lemoyne.

Si j'ai bien compris, il y a eu un autre programme basé sur les terres Anishinaabemowin du 24 août au 2 septembre 2023.

Félicitations

Dans le cadre de l'initiative de la **Stratégie pour l'apprentissage virtuel de l'Ontario**, le gouvernement de l'Ontario a annoncé qu'il appuyait le travail des chercheurs de l'Université Laurentienne en accordant des subventions d'un montant total de 1 246 775 dollars à trois projets innovateurs. Ces projets font progresser les possibilités d'apprentissage virtuel pour les futurs étudiants et créent de nouvelles façons d'offrir l'enseignement postsecondaire.

- Centre de recherche sur la sécurité et la santé au travail (CRSST) - Simulation de soins de santé en collaboration - Modules avancés de réalité virtuelle pour le niveau postsecondaire - 1 078 000 \$: Modules de réalité virtuelle pour les soins de santé en collaboration
- Projet de film Histoires de décolonisation (bilingue) – 25 000 \$
- Financement de la Stratégie pour l'apprentissage virtuel - Soutien ciblé à la capacité numérique - 143 775 \$

Le 24 août, quatre universités ontariennes, à savoir l'Université Trent, l'Université Laurentienne, l'Université Lakehead et l'Université Nipissing, ont conclu un protocole d'entente (PE) qui rehaussera la collaboration et le partage de ressources pour les initiatives de recherche et d'innovation afin de favoriser le développement économique dans la province. Merci aux efforts du personnel du Bureau de recherche.

Félicitations à Matthew Espinoza, étudiant de quatrième année en Informatique à l'Université Laurentienne, qui a été reconnu sur la Top 50 List 2023 de la Major League Hacking (MLH) pour ses « contributions exceptionnelles à l'écosystème technologique et à l'éducation de STIM ».

Félicitations à Rylynd Davis, étudiant en histoire et éducation parallèle, lauréat de la bourse de d'études de l'honorable David C. Onley. Ses efforts continuels, les réalisations exceptionnelles de sa part, son engagement en faveur de l'excellence académique, sa participation communautaire, et sa capacité de surmonter une variation de défis incluent quelques éléments qui ont fait de lui un candidat extrêmement méritant. Canadian Hearing Services a attribué 26 bourses à des étudiants sourds et malentendants pour l'année académique 2023-2024.

Félicitations à Patricia Orozco, de la Faculté de gestion, qui a été accordée le prix Femmes de mérite du YMCA Sudbury 2023.

Comité des finances

Mise à jour financière



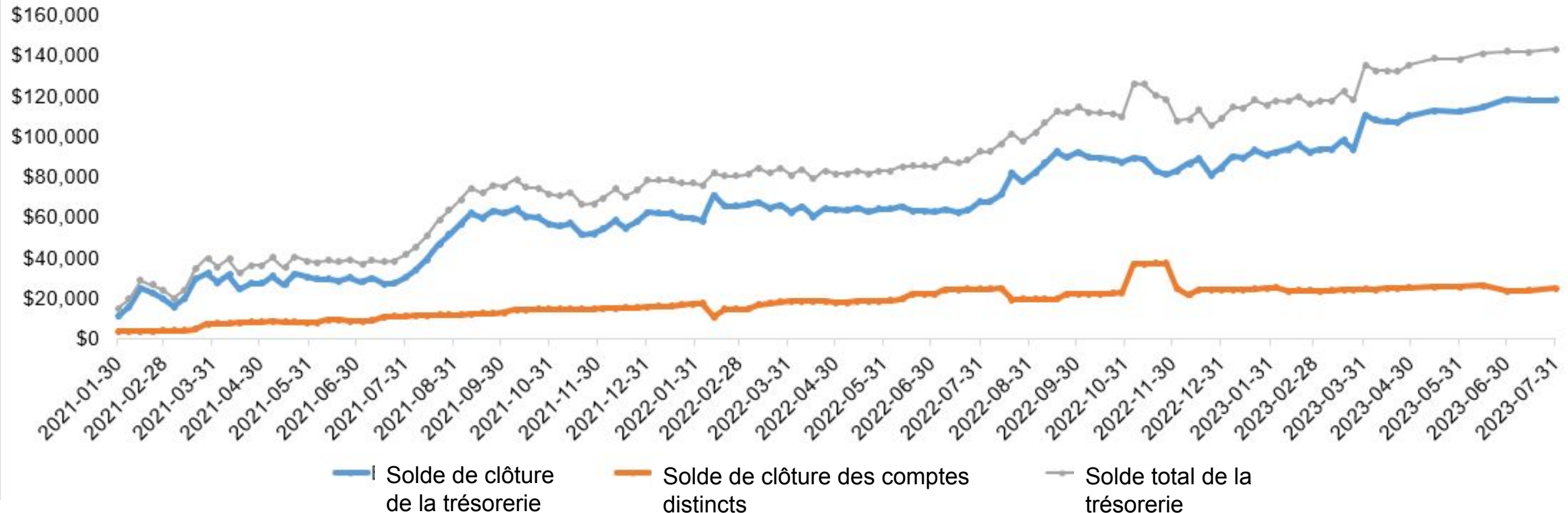
Laurentian University
Université **Laurentienne**

Octobre 2023

SOLDE DE LA TRÉSORERIE DE LA LAURENTIENNE JANVIER 2021 – JUILLET 2023 (000 \$)



**Flux hebdomadaire réel de trésorerie
Janvier 2021 – juillet 2023
000 \$**



PRÉVISIONS DE TRÉSORERIE MAI 2023 - AVRIL 2024 (000 \$)

	Actual May	Actual Jun	Actual Jul	Aug	Sep	Oct	Nov	Dec	Jan	Feb	Mar	Apr	Total
Receipts	18,714	16,589	15,345	25,967	22,599	14,164	16,632	15,144	23,763	15,171	13,478	12,394	209,961
Operating Disbursements	14,856	10,121	15,210	8,508	14,404	14,523	23,455	15,756	13,351	11,506	14,720	13,276	169,688
Net Operating Cash Flow	3,858	6,468	135	17,459	8,195	359	6,823	612	10,412	3,665	1,242	882	40,273
Non-Operating Receipts/Disburse ments	1,790	361	440	4,280	2,815	2,014	1,814	1,644	1,354	1,504	1,104	4,793	23,913
Net Cash Receipts/Disburse ments	2,068	6,107	304	13,179	5,380	2,373	8,637	2,256	9,058	2,161	2,346	5,675	16,360
Ending cash balance**	112,457	118,563	118,259	131,438	136,818	134,445	125,808	123,552	132,609	134,771	132,424	126,749	126,749
MCU Loan	34,408	34,408	34,408	34,408	34,408	34,408	34,408	34,408	34,408	34,408	34,408	32,942	32,942
Available Liquidity	112,457	118,563	118,259	131,438	136,818	134,445	125,808	123,552	132,609	134,771	132,424	126,749	126,749
Endowment Fund Balance	48,824	48,824	49,767	49,767	49,767	49,767	49,767	49,767	49,767	49,767	49,767	49,767	49,767
Segregated AccountsBalance	25,947	23,819	25,145	21,868	22,779	23,184	19,857	19,801	20,324	17,464	18,340	18,927	18,927

** Exclut le solde des comptes distincts

RAPPORT DE TRÉSORERIE

DU 1^{ER} MAI AU 31 JUILLET 2023
(000 \$)



Laurentian University
Université Laurentienne

	PRÉVISIONS	CHIFFRES RÉELS	ÉCART
Encaissements	40 786	50 648	9 862
Décaissements opérationnels	39 232	40 187	955
Mouvements nets de trésorerie opérationnelle	1 554	10 461	8 907
Encaissements/décaissements non opérationnels	5 808	2 591	3 217
Encaissements nets de liquidités	4 254	7 870	12 124
Solde des liquidités en fin d'exercice**	106 135	118 259	12 124
Prêt du MCU	34 408	34 408	0
Liquidités disponibles	106 135	118 259	12 124
Solde du fonds de dotation	48 824	49 767	943
Solde des comptes distincts	24 614	25 145	530

051

** Exclut le solde des comptes distincts

Mise à jour sur les inscriptions préliminaires à l'automne 2023 (ETP)

Premier jour de cours (2023-09-07)



Laurentian University
Université Laurentienne

Fall FTE Enrolment*				Planned Enrolments				Current Preliminary Enrolment** First Day of Class (2023-09-07)			
				Official Enrolment Fall 2022	2023-24 Planned Enrolment (Budget)	Planned Δ YoY	Planned Δ % YoY	Fall 2022	Fall 2023	Current Δ YoY	Current Δ % YoY
Immigration Status	Campus	Academic Level	Regist Type								
Domestic	LU	UG	New	844	779	-65	-8%	839	848	9	1%
			Returning	2,539	2,172	-367	-14%	2,538	2,252	-286	-11%
			Total	3,382	2,951	-431	-13%	3,377	3,100	-277	-8%
		GR	New	182	193	11	6%	180	172	-8	-5%
			Returning	283	290	7	2%	256	258	2	1%
			Total	464	483	19	4%	435	429	-5	-1%
	Total	3,847	3,434	-413	-11%	3,811	3,529	-282	-7%		
	Online	UG	New	296	257	-39	-13%	313	259	-55	-17%
			Returning	838	949	111	13%	874	978	104	12%
			Total	1,134	1,206	72	6%	1,187	1,237	50	4%
		GR	New	29	27	-2	-7%	30	18	-13	-41%
			Returning	49	51	2	4%	48	49	0	1%
			Total	77	78	1	1%	79	67	-12	-15%
	Total	1,211	1,284	73	6%	1,266	1,303	38	3%		
Total	5,175	4,834	-341	-7%	5,077	4,832	-244	-5%			
International	LU	UG	New	48	73	25	52%	57	101	44	78%
			Returning	178	146	-32	-18%	164	145	-20	-12%
			Total	226	219	-7	-3%	221	246	25	11%
		GR	New	155	208	53	34%	131	537	406	310%
			Returning	161	346	185	115%	143	482	339	237%
			Total	316	554	238	75%	274	1,019	745	272%
	Total	542	773	231	43%	495	1,265	770	155%		
Total	554	784	230	42%	504	1,281	777	154%			
Grand Total				5,729	5,618	-111	-2%	5,581	6,113	533	10%

Vue d'ensemble

Au premier jour des cours, les inscriptions préliminaires, selon les données actuelles, sont supérieures à celles de l'an dernier à la même époque (+10 %), alors que l'on s'attendait à une baisse de -2 %.

Les inscriptions chez les étudiants canadiens accusent un recul de -5% par rapport à l'année précédente, mais sont légèrement supérieures à la baisse anticipée de -7%. Chez les ressortissants de pays étrangers, les inscriptions sont en hausse de 154 %, soit plus que l'augmentation prévue de 42 %.

*total may not add up due rounding and aggregation at a higher level
 **St.Lawrence BBA not included - planned enrolments expect 116 fall FTE from St. Lawrence.

Mise à jour sur les inscriptions préliminaires à l'automne 2023 (ETP)

Premier jour de cours (2023-09-07)



Laurentian University
Université Laurentienne

Fall FTE Enrolment*				Planned Enrolments				Current Preliminary Enrolment** First Day of Class (2023-09-07)				Tuition Billed to date (Millions)	
				Official Enrolment Fall 2022	2023-24 Planned Enrolment (Budget)	Planned Δ YoY	Planned Δ % YoY	Fall 2022	Fall 2023	Current Δ YoY	Current Δ % YoY		
Immigration Status	Campus	Academic Level	Regist Type										
Domestic	LU	UG	New	844	779	-65	-8%	839	848	9	1%		
			Returning	2,539	2,172	-367	-14%	2,538	2,252	-286	-11%		
			Total	3,382	2,951	-431	-13%	3,377	3,100	-277	-8%	\$16.4M	
		GR	New	182	193	11	6%	180	172	-8	-5%		
			Returning	283	290	7	2%	256	258	2	1%		
			Total	464	483	19	4%	435	429	-5	-1%	\$2.9M	
	Total				3,847	3,434	-413	-11%	3,811	3,529	-282	-7%	\$19.3M
	Online	UG	New	296	257	-39	-13%	313	259	-55	-17%		
			Returning	838	949	111	13%	874	978	104	12%		
			Total	1,134	1,206	72	6%	1,187	1,237	50	4%	\$15.1M	
		GR	New	29	27	-2	-7%	30	18	-13	-41%		
			Returning	49	51	2	4%	48	49	0	1%		
			Total	77	78	1	1%	79	67	-12	-15%	\$0.7M	
	Total				1,211	1,284	73	6%	1,266	1,303	38	3%	\$15.8M
Total				5,175	4,834	-341	-7%	5,077	4,832	-244	-5%	\$35.1M	
International	LU	UG	New	48	73	25	52%	57	101	44	78%		
			Returning	178	146	-32	-18%	164	145	-20	-12%		
			Total	226	219	-7	-3%	221	246	25	11%	\$6.2M	
		GR	New	155	208	53	34%	131	537	406	310%		
			Returning	161	346	185	115%	143	482	339	237%		
			Total	316	554	238	75%	274	1,019	745	272%	\$17.6M	
	Total				542	773	231	43%	495	1,265	770	155%	\$23.8M
	Total				554	784	230	42%	504	1,281	777	154%	\$23.8M
Grand Total				5,729	5,618	-111	-2%	5,581	6,113	533	10%	\$58.9M	

Vue d'ensemble

Au premier jour des cours, les inscriptions préliminaires, selon les données actuelles, sont supérieures à celles de l'an dernier à la même époque (+10 %), alors que l'on s'attendait à une baisse de -2 %.

Les inscriptions chez les étudiants canadiens accusent un recul de -5% par rapport à l'année précédente, mais sont légèrement supérieures à la baisse anticipée de -7%.

Chez les ressortissants de pays étrangers, les inscriptions sont en hausse de 154 %, soit plus que l'augmentation prévue de 42 %.

*total may not add up due rounding and aggregation at a higher level
 **St. Lawrence BBA not included - planned enrolments expect 116 fall FTE from St. Lawrence.

Mise à jour sur les inscriptions préliminaires à l'automne 2023

Contexte important



Laurentian University
Université Laurentienne

Les estimations* des inscriptions définitives officielles à l'automne 2023, selon le nombre possible d'ETP au 1^{er} novembre, indiquent ce qui suit.

Nous dépasserons le nombre total d'inscriptions prévu.

- **Les inscriptions chez les étudiants canadiens devraient diminuer d'une année à l'autre et risquent de ne pas atteindre les prévisions d'effectif**, surtout en raison du fait que les nouveaux programmes de premier cycle et de cycles supérieurs, offerts en ligne, sont en baisse.
- En revanche, **les inscriptions en provenance de l'étranger dépasseront les prévisions, d'une année à l'autre, attestant d'une croissance réelle**, alimentée presque exclusivement par les admissions de ressortissants étrangers aux programmes de maîtrise à base de cours, comme la maîtrise en sciences computationnelles, la maîtrise en génie (voie accélérée) et la maîtrise en administration des affaires (sur le campus).
- **Le nombre d'ETP à l'automne reste variable** en raison du contingentement de cours. La charge de crédits des étudiants (charge d'études à plein temps ou à temps partiel) est un facteur déterminant la mesure dans laquelle nous atteindrons le nombre d'inscrits ETP prévu pour l'automne.
- La Laurentienne verra le nombre de ses étudiants diminuer à l'automne, dès le premier jour de la rentrée, jusqu'au 1^{er} novembre. Les étudiants continueront de valider leurs crédits jusqu'à la période d'ajout/abandon de cours (jusqu'au 15 septembre 2023 pour un remboursement intégral des frais, à 100 %) et pourront se désinscrire, jusqu'au 2 novembre 2023, sans pénalité universitaire (moyennant une réduction graduelle des frais d'inscription restitués).

*La méthodologie servant aux estimations se fonde sur l'hypothèse selon laquelle les inscriptions épousent les tendances historiques en la matière, lesquelles ont été instables ces deux dernières années, si bien qu'il en résulte une variabilité accrue.

Rendement des placements du fonds de dotation de la Laurentienne au 31 juillet 2023



Rendement des investissements

	Total Assets (\$)	Actual Alloc (%)	1 Month	3 Months	YTD	1 Year	3 Years	5 Years	7 Years	10 Years
Total Portfolio Return	49,767,114	100.0	1.04	1.16	5.38	5.54	4.46	4.45	4.68	5.85
Total Portfolio Return Net			1.04	1.05	5.14	5.08	4.08	4.06	4.29	5.47
Total Portfolio Index			1.33	1.81	6.91	6.62	3.71	4.54	4.69	5.79
Total Equity	18,541,291	37.2	2.83	3.33	10.47	13.54	10.56	6.92	7.92	9.01
US Large Co Equity Fund	7,309,147	14.6	2.59	5.34	11.19	13.71	12.11	9.62	11.07	13.05
<i>Russell Custom 1000 Index (Net 15%) (CAD)</i>			2.88	7.60	17.08	15.74	12.30	11.88	12.94	14.93
World Equity Ex-US Fund	5,159,800	10.4	2.97	1.26	10.89	17.33	6.27	-	-	-
<i>MSCI ACW ex US Index (Net) (CAD)</i>			3.52	1.69	10.67	16.50	6.46	-	-	-
Canadian Equity Fund	4,635,967	9.3	2.87	2.33	9.04	9.63	14.68	8.27	8.33	8.74
<i>S&P/TSX Cap Composite Index (CAD)</i>			2.58	0.78	8.43	8.23	11.73	7.92	8.30	8.37
Canadian Small Co Equity Fund	729,494	1.5	3.71	3.03	9.60	8.14	12.37	7.41	6.75	7.93
<i>S&P/TSX/Nesbitt Small Cap Index Blended</i>			6.09	2.38	5.74	3.77	12.08	4.76	3.76	5.09
US Small Co Equity Fund	706,882	1.4	3.11	5.24	4.33	3.54	8.57	-	-	-
<i>Russell 2500/2000 Index Blended (CAD)</i>			4.41	8.55	10.79	10.72	11.76	-	-	-
Total Fixed Income	17,168,574	34.5	-0.13	-0.86	2.84	-0.08	-3.03	1.35	0.96	2.38
Global Bond Fund	6,980,027	14.0	0.17	-0.46	-	-	-	-	-	-
<i>Bloomberg Global Aggregate Indx TR CAD Hdq</i>			0.00	-0.59	-	-	-	-	-	-
Canadian Fixed Income Fund	6,937,451	13.9	-1.02	-2.56	1.72	-1.27	-4.05	0.91	0.67	2.16
<i>FTSE Canada Universe Bond Index</i>			-1.11	-2.74	1.37	-1.83	-4.50	0.57	0.30	1.92
US High Yield Bond Fund Hedged	2,216,392	4.5	1.50	2.46	6.29	2.86	2.54	-	-	-
<i>ICE BofA ML US HY Const Index Hdq CAD</i>			1.37	1.85	6.45	3.36	1.63	-	-	-
Total Fixed Income - Continued										
Money Market Fund	1,034,703	2.1	0.42	1.20	2.74	4.23	-	-	-	-
<i>FTSE Canada 30-Day T-Bill Index (CAD)</i>			0.40	1.15	2.60	3.95	-	-	-	-
Alternatives	10,692,144	21.5	0.08	1.48	4.34	9.37	13.90	-	-	-
IFM Global Infrastructure LP	7,230,727	14.5	-0.42	1.28	3.96	9.91	12.18	-	-	-
<i>Canada CPI + 6% Lagged 1 Month</i>			0.48	2.57	5.45	8.84	10.87	-	-	-
Structured Credit Fund	3,461,417	7.0	1.13	1.90	5.15	8.24	17.82	-	-	-
<i>JP Morgan CLO Index (USD) 1 Month Lag</i>			0.99	2.43	5.30	7.50	3.78	-	-	-
Real Estate / Property	3,365,105	6.8	0.56	-0.99	-0.46	-1.91	7.71	-	055	-
BGO Prime CDN Property Fund	3,365,105	6.8	0.56	-0.99	-0.46	-1.91	7.71	-	-	-
<i>Canada CPI + 4% Lagged 1 Month</i>			0.32	2.09	4.30	6.79	8.78	-	-	-

Rendement des placements du fonds de retraite des employés (Eckler) au 31 juillet 2023



Rendement préliminaire au 31 juillet 2023 (déduction faite des frais)

	Rendement au 31 juillet 2023		
	Juillet 2023	Deuxième trimestre	Cumul annuel
Portefeuille global	0,58 %	0,73 %	4,01 %
Indice de référence	1,03 %	1,73 %	7,51 %
Portefeuille total de Mawer	0,88 %	0,92 %	6,32 %
Indice de référence	1,74 %	1,91 %	9,25 %
PH&N Core Plus Bond Fund	-0,93 %	-0,41 %	1,90 %
FTSE Canada Universe Bond Index	-1,11 %	-0,69 %	1,37 %
RBC Global Equity Focus Fund	2,93 %	0,63 %	6,32 %
MSCI World Index	2,81 %	4,45 %	15,56 %
Addenda Commercial Mortgage Pooled Fund	0,19 %	0,38 %	2,68 %
FTSE Short Bond + 0,5 %	-0,05 %	-0,68 %	1,20 %
TD Greystone Real Estate Fund	0,40 %	1,27 %	0,85 %
MSCI/REALpac Canada Property Index		0,77 %	--
JPMorgan Infrastructure (C\$) ¹	--	-0,09 %	--
IPC + 4,5 %		2,34 %	
Macquarie Infrastructure (C\$) ²	--	1,31 %	--
IPC + 5 % ¹		2,68 %	

Rendement des placements du fonds de retraite des employés (Eckler) au 31 juillet 2023



Laurentian University
Université Laurentienne

Répartition des actifs au 31 juillet 2023

	Actions canadiennes	Actions américaines	Actions internationales	Actions mondiales	Obligations canadiennes	Obligations essentielles plus	Hypothèque	Immobilier	Infrastructure	Liquidités et court terme	Valeur marchande totale
Mawer	57 898 914	31 755 584	31 967 782	9 784 984	36 270 084					5 877 473	173 554 819
PH&N				66 059 951		80 112 991					146 172 941
Addenda							23 340 871			1 536	23 342 407
TDAM								54 112 713			54 112 713
Macquarie									28 879 752	12 853	28 892 605
JP Morgan									21 692 468	280 756	21 973 224
RBC (couverture de change)										(214 943)	(214 943)
Compte de liquidités										4 115 268	4 115 268
Total											451 949 076
% allocation	12,8 %	7,0 %	7,1 %	16,8 %	8,0 %	17,7 %	5,2 %	12,0 %	11,2 %	2,2 %	
Allocation cible	15,0 %		30,0 %		30,0 %		5,0 %	10,0 %	10,0 %	0,0 %	057

Conseil des gouverneurs

Titre à l'ordre du jour	Politique de gestion des risques de la Laurentienne
--------------------------------	---

Numéro de l'article à l'ordre du jour	6.1
Date de la réunion	20 octobre 2023
Séance ouverte/fermée	Fermée

Action demandée	<input checked="" type="checkbox"/> Pour approbation <input type="checkbox"/> Pour information
Proposé par	Michel Piché
Présenté(s) par	Tony Lackey

1. OBJET

Que le Comité de vérification et de gestion des risques recommande que le Conseil des gouverneurs approuve la Politique et le Cadre de gestion des risques de l'Université Laurentienne.

2. SOMMAIRE

La Politique et le Cadre de gestion des risques de l'Université énoncent les principes selon lesquels s'effectue à la Laurentienne la pratique de la gestion des risques opérationnels et d'entreprise. Ces principes figurant dans la Politique sont fondamentaux et confirment que l'Université adopte les meilleures pratiques en matière d'identification, d'analyse et de gestion concernant les risques opérationnels et d'entreprise et qu'elle s'engage à instituer un milieu où la gestion des risques est une composante fondamentale de toutes ses activités. La Politique définit la gestion des risques opérationnels et d'entreprise et reconnaît que cette gestion fait partie intégrante du Cadre de gouvernance de l'Université.

La Politique souligne l'importance du nouveau Cadre de gestion des risques d'entreprise (CGRE) de l'Université Laurentienne et demande aux gestionnaires de s'y référer pour se sensibiliser à l'appétit de l'Université pour les risques. Le CGRE fournit les étapes à suivre pour évaluer les risques d'entreprise et a établi des modèles de rapports pour la haute direction et le Conseil des gouverneurs. Parallèlement, la Politique instaure des procédures régissant les achats sous le régime de financement des risques de l'Université, la mise en œuvre du transfert des risques contractuels souscrits par l'Université, ainsi que la notification et le pouvoir de règlement des réclamations, des poursuites judiciaires et des litiges réglementaires.

3. RÉOLUTION À CONSIDÉRER

Que le Comité de vérification et de gestion des risques recommande que le Conseil des gouverneurs approuve la Politique et le Cadre de gestion des risques de l'Université Laurentienne.

4. ANALYSE DES RISQUES

Veuillez indiquer ci-dessous le ou les risques pour l'Université que cette proposition vise.	
<input checked="" type="checkbox"/> Gestion des inscriptions	<input checked="" type="checkbox"/> Relations avec les intervenants
<input checked="" type="checkbox"/> Corps professoral et personnel	<input checked="" type="checkbox"/> Réputation
<input checked="" type="checkbox"/> Financement et gestion des ressources	<input checked="" type="checkbox"/> Activités de recherche
<input checked="" type="checkbox"/> Services de TI, logiciels et matériel	<input checked="" type="checkbox"/> Sécurité
<input checked="" type="checkbox"/> Leadership et changement	<input checked="" type="checkbox"/> Réussite des étudiants
<input checked="" type="checkbox"/> Infrastructure physique	

5. RECOMMANDATION

Que le Comité des finances et des biens immobiliers recommande que le Conseil des gouverneurs approuve la Politique et le Cadre de gestion des risques de l'Université Laurentienne.

A. Contexte/Description de la question

Actuellement, l'Université Laurentienne n'a pas de Politique de gestion des risques. La gestion des risques d'entreprise, par le passé, a été mise en œuvre de manière hétérogène selon le degré de soutien des cadres supérieurs. Lorsque ce soutien faisait défaut, les risques ne faisaient pas l'objet d'un rapport approprié au Conseil des gouverneurs ou de communication judicieuse à la communauté universitaire. L'omission d'une mise en œuvre systématique d'un programme de gestion des risques d'entreprise peut se traduire par un manque de transparence et d'assurance à l'égard de la communauté et du Conseil des gouverneurs quant à savoir si les principaux risques ont été bien cernés et maîtrisés afin de garantir la bonne exécution des objectifs stratégiques de l'Université.

B. Harmonisation avec les objectifs stratégiques de l'Université

La gestion des risques d'entreprise (GRE) et le processus de planification stratégique de l'Université sont donc liés dans la mesure où l'identification des principaux risques débouche sur la mise au point de stratégies permettant de minimiser les incidences négatives des risques relevés ou d'exploiter le risque qui sous-tend le Plan stratégique. En d'autres termes, les étapes de la GRE facilitent la réalisation des objectifs stratégiques de l'Université. Le processus de la GRE s'aligne donc sur tous les objectifs et plans stratégiques de l'Université.

C. Autres options envisagées (le cas échéant)

Sans objet.

D. Risques, y compris la conformité aux lois

Au Canada, les établissements d'enseignement postsecondaire ne sont pas astreints par des lois ou de la réglementation afin d'instituer la gestion des risques d'entreprise bien que les meilleures pratiques de gouvernance en fassent un élément clé de tout modèle éprouvé de gouvernance. La Politique de gestion des risques de l'Université chapeaute les processus de gestion des risques opérationnels et d'entreprise et veille à ce que les risques juridiques et de conformité soient atténués. Les mécanismes décrits dans la Politique visent à s'assurer qu'une couverture d'assurance suffisante est souscrite pour protéger les actifs et atténuer les retombées financières et réputationnelles des contentieux, résultant des risques liés à la responsabilité civile, aux contrats et à la réglementation.

En l'absence d'un programme efficace de gestion des risques d'entreprise et d'une solide politique, cela pourrait faire en sorte que les principaux risques stratégiques ne sont pas gérés comme il se doit, ce qui aurait des répercussions négatives sur la réputation de la Laurentienne. La mise en œuvre d'une Politique de gestion des risques et d'un Cadre de gestion des risques d'entreprise à la Laurentienne instaurera une culture attentive au risque et facilitera la gestion compétente des risques aux niveaux institutionnel et opérationnel.

L'approbation de la Politique de gestion des risques et du Cadre de gestion des risques d'entreprise renforcera la confiance quant à la capacité de réaliser les objectifs stratégiques. En outre, la sensibilisation aux risques que court l'Université sera mieux servie tout comme sa capacité à y faire face. Les risques seront ainsi relevés, évalués et traités. L'un des avantages communs des programmes de gestion des risques est que les unités et services collaborent de près à la mise en œuvre de solutions aux problèmes dans la mesure où ils voient que les risques sont interdépendants et qu'il est impératif de travailler ensemble pour se prémunir contre un risque ou l'exploiter. C'est grâce à cet effort de décloisonnement que les organisations gagnent en efficacité et efficience.

Conformité à la législation.	Règlements généraux du Conseil des gouverneurs de l'UL. Loi sur l'Université Laurentienne. Politique des achats. Politique de placement à court terme. Loi de 2010 sur la responsabilisation du secteur parapublic. Directive en matière d'approvisionnement dans le secteur parapublic, 2011. Directive applicable aux dépenses du secteur parapublic, 2011.
------------------------------	---

E. Considérations financières (le cas échéant)

La Politique et le Cadre de gestion des risques d'entreprise ne comportent actuellement aucune incidence financière étant donné que les ressources nécessaires à leur mise en œuvre sont en place.

F. Avantages

Voir la section précédente.

G. Consultations (le cas échéant)

Les sources des pratiques exemplaires ont été puisées notamment dans le cadre intégré de gestion des risques des COSO et la norme ISO 31000, Lignes directrices touchant la gestion des risques. En outre, plusieurs membres de l'équipe de direction ont été interrogés dans le souci de déterminer ce qu'ils connaissent de la gestion des risques et leur soutien à la gestion des risques d'entreprise, et ces entretiens ont révélé qu'ils appuient la mise en œuvre de celle-ci à la Laurentienne.

H. Plan de communication

Une fois l'approbation obtenue, le Bureau des achats et de la gestion des risques organisera à l'intention des gestionnaires hiérarchiques et des membres de l'équipe de direction et du Conseil des gouverneurs des ateliers de formation sur la gestion des risques d'entreprise et le fonctionnement du Cadre de gestion des risques d'entreprise.

I. Prochaines étapes

Après ces ateliers, le Bureau des achats et de la gestion des risques procédera à l'évaluation des risques d'entreprise afin de présenter au Comité de vérification en novembre 2023 un rapport sur les dix principaux risques d'entreprise auxquels s'expose la Laurentienne.

J. Annexes

1. Politique de gestion des risques
2. Cadre de gestion des risques

Politique de gestion des risques

Administration :	Vice-rectorat à l'administration et aux finances
Instance d'approbation :	Conseil des gouverneurs
Date d'approbation :	À déterminer
Prochain examen :	À déterminer
Historique des examens :	

1. Objet

Reconnaissant le fait que la gestion des risques fait partie intégrante du cadre de gouvernance de la Laurentienne et de son fonctionnement, la direction de l'Université s'engage à instaurer un environnement où la gestion des risques est une composante fondamentale de toutes ses activités. L'objet de cette politique consiste à promouvoir l'intégration de la gestion des risques dans toutes les fonctions de direction de l'Université et à établir des lignes directrices relatives à la communication des risques à la haute direction et au Conseil des gouverneurs.

La gestion des risques à tous les niveaux de la gestion administrative et de l'enseignement et de la recherche favorise une approche systématique afin de repérer, d'évaluer et de gérer les risques qui pourraient faire en sorte que l'Université ne peut atteindre ses objectifs stratégiques et opérationnels. L'objectif de cette politique est donc de sensibiliser les gens à l'importance de la gestion des risques. Plus précisément, la Politique guide à tous les niveaux les responsables et autres intervenants afin de promouvoir :

- la sensibilisation aux risques d'entreprise liés aux activités de l'Université;
- la sensibilisation aux principaux risques de l'entreprise auxquels s'expose l'Université;
- la prise de décision fondée sur une diligence raisonnable;
- la prise de précautions raisonnables dans la conduite des activités quotidiennes;
- la prise intelligente de risques dans la poursuite de nouvelles idées et d'innovations;
- la conformité aux lois et aux règlements comme une norme de base.

2. Portée

- 2.1 La Politique de gestion des risques s'applique à tous les départements et unités de l'Université, et, comme dans toute organisation, il revient aux leaders de repérer les risques que court l'Université et d'en assurer la gestion. Au niveau de l'enseignement et de l'administration, il incombe aux responsables de s'assurer que les politiques de l'Université ainsi que la législation et la réglementation pertinentes sont respectées. Cela consiste également à déterminer, à évaluer et à gérer les risques d'entreprise et opérationnels et à porter à l'attention du rectorat les risques stratégiques et institutionnels émergents.
- 2.2 Le directeur ou la directrice des achats et de la gestion des risques aide les gestionnaires à se sensibiliser aux risques en élaborant le Cadre de gestion des risques d'entreprise, ainsi que les processus d'évaluation des risques opérationnels en se faisant le champion de leur amélioration permanente. En outre, cette personne favorise chez les gestionnaires opérationnels la prise de conscience des risques en communiquant le fruit des processus de gestion des risques à tous les intervenants internes, et en aidant les gestionnaires à élaborer des stratégies de traitement des risques.

3. Énoncé de politique

- 3.1 L'Université Laurentienne adopte les pratiques exemplaires en repérant, en évaluant et en gérant les risques opérationnels et stratégiques afin d'assurer que ceux-ci sont dûment traités ou pris en compte et que les objectifs stratégiques et opérationnels de l'Université sont atteints.
- 3.2 Définitions
- 3.2.1 **Risque** : s'entend de l'effet que peut avoir un événement ou une activité sur la réalisation des objectifs stratégiques ou opérationnels de l'Université, l'effet étant un écart positif ou négatif par rapport à ce qui est censé se produire.
- 3.2.2 **Gestion des risques d'entreprise (GRE)** : s'entend d'une approche systématique de la gestion de tous les principaux risques institutionnels et stratégiques de l'Université.
- 3.2.3 **Gestion des risques opérationnels (GRO)** : se dit d'une approche systématique de la gestion des incertitudes résultant de l'inadéquation ou de la défaillance de processus, de personnes ou de systèmes internes.

4. Gouvernance et responsabilité

La gestion des risques est la responsabilité de tous les membres du personnel de l'Université. Ce document guide donc le Conseil des gouverneurs, les gestionnaires, les superviseurs et les membres du corps professoral et du personnel participant aux processus de gestion du risque de l'entreprise et de gestion des risques opérationnels.

4.1 Rôles du Conseil des gouverneurs

Le Conseil des gouverneurs, par l'entremise du Comité de vérification, est responsable de la supervision du programme de gestion des risques, des risques clés d'entreprise des mesures de traitement des risques mises en œuvre. Le Conseil des gouverneurs, par l'intermédiaire de son Comité de vérification, devra :

- entériner les politiques concernant la gestion des risques;
- approuver le registre établissant les dix (10) principaux risques institutionnels;
- contrôler l'efficacité des processus de gestion des risques;
- approuver les mesures prises par la direction pour améliorer la gestion des risques.

4.2 Rôle du rectorat

La rectrice ou le recteur doit :

- assurer une supervision générale de la gestion des risques afin d'assurer que la gestion des risques d'entreprise est adoptée dans l'ensemble de l'Université;
- évaluer les plans d'action relatifs aux principaux risques et examiner/approuver les options de traitement des risques majeurs;
- promouvoir à tous les niveaux de l'Université une culture de gestion des risques.

4.3 Rôle des vice-recteurs

Les vice-recteurs rendent compte de la gestion des risques à la rectrice ou au recteur et doivent :

- élaborer et mettre en œuvre des politiques et procédures de gestion des risques;
- déterminer le profil de risques de l'Université et l'attitude de celle-ci à l'égard des risques liés à des questions majeures particulières;
- cerner et gérer les risques institutionnels auxquels s'expose l'Université et communiquer cette information à la rectrice ou au recteur et au Conseil des gouverneurs;
- s'assurer que les risques opérationnels sont identifiés et gérés comme il se doit dans l'ensemble de l'Université;
- s'assurer que les recommandations et les directives du Conseil des gouverneurs, de la rectrice ou du recteur et du vérificateur interne et externe, relativement à la gestion des risques, sont mises en œuvre;
- fournir au Conseil des gouverneurs, en temps voulu, par l'intermédiaire du Comité de vérification, des informations adéquates sur l'état des risques et des traitements en place et proposés;
- s'assurer que des normes de rendement s'appliquent à la mise en œuvre des politiques et procédures de gestion des risques;
- prendre des dispositions permettant l'examen annuel du rendement des centres budgétaires, des entreprises commerciales et des entités contrôlées relativement à la mise en œuvre des politiques et procédures de gestion des risques;
- examiner régulièrement les politiques et procédures pour s'assurer de leur efficacité et de leur pertinence.

4.4 Rôle des directeurs et des gestionnaires

Les directeurs, les gestionnaires et les responsables de l'enseignement de l'Université, ainsi que les entités qui en dépendent, sont tenus d'intégrer la gestion des risques dans leurs pratiques de gestion habituelles, en :

- déterminant et en évaluant les mesures qui conviennent à la gestion des risques opérationnels dans leur domaine de responsabilité, conformément aux politiques et procédures de l'Université;
- mettant en œuvre les mesures de gestion du risque décidées par les vice-recteurs;
- faisant rapport sur la gestion des risques émergents ou résiduels importants.

4.5 Directeur ou directrice des achats et de la gestion des risques

Le directeur ou la directrice des achats et de la gestion des risques est responsable de la gestion globale des risques à l'Université et exerce les responsabilités suivantes :

- élaborer le cadre et les politiques de gestion des risques grâce auxquels la Laurentienne peut structurer la gestion des risques et promouvoir une culture robuste en ce sens;
- s'assurer que les risques et les éventualités sont formellement reconnus, hiérarchisés par ordre de priorité et confiés au responsable du risque, selon le cas, dans l'ensemble de l'Université;
- s'assurer que les responsables du risque, respectivement, ont désigné des gestionnaires aptes à superviser la mise en œuvre des mesures visant à atténuer les risques et à renforcer les moyens d'action, dans la mesure du possible;

- suivre l'état d'avancement de ces mesures et en faire rapport;
- veiller au suivi du programme de GRE et à sa mise à jour régulière;
- maintenir et actualiser le registre des dix (10) principaux risques;
- conduire des activités de sensibilisation et de formation à la gestion des risques, ou prendre les dispositions nécessaires à cet effet;
- doter les services d'une politique et de processus leur permettant de cerner, d'analyser et de gérer les risques;
- produire et communiquer des rapports d'utilisateur pertinents et opportuns;
- fournir un rapport annuel sur l'état de la GRE (progrès mesurés/prochaines étapes);
- gérer le programme de financement des risques de l'Université en souscrivant une garantie d'assurance couvrant les biens matériels de l'Université et toutes les expositions éventuelles à la responsabilité civile.

4.6 Rôle de la vérification interne

À l'élaboration de ce cadre, l'Université Laurentienne n'a pas de vérificateur ou de vérificatrice interne et, si ce poste vient à être créé ultérieurement, cette personne devra :

- veiller à l'efficacité du fonctionnement du Cadre de gestion des risques et contribuer au processus d'identification des risques;
- recommander des changements aux contrôles, qui, à la suite de leur mise en œuvre, permettront d'atténuer de manière plus efficace et plus efficiente le risque en question.

5. Cadre de gestion des risques d'entreprise

- 5.1 L'Université a adopté un Cadre de gestion des risques d'entreprise et des mécanismes d'exécution pour s'assurer que les gestionnaires opérationnels font preuve de diligence raisonnable, se conforment aux lois et règlements applicables et prennent des décisions en tenant compte du niveau de risque voulu.
- 5.2 Les gestionnaires sont tenus de consulter le Cadre de gestion des risques d'entreprise pour comprendre les principes et objectifs du Programme de gestion des risques d'entreprise de l'Université Laurentienne et, en particulier, son appétit à l'égard du risque. De plus, le Cadre décrit le processus d'évaluation des risques opérationnels qui doit être suivi.

6. Processus de gestion des risques

Le Processus de gestion des risques d'entreprise a pour objet de relever les risques majeurs auxquels l'Université est confrontée, tant au niveau de l'entreprise qu'au niveau opérationnel, et d'aider les gestionnaires à élaborer et à communiquer des activités de traitement des risques.

Le Processus de gestion des risques d'entreprise est directement lié au processus de planification stratégique de l'Université. Le directeur ou la directrice des achats et de la gestion des risques est responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre du Cadre de gestion des risques d'entreprise et du processus qui l'accompagne. Il lui incombe également de communiquer aux intervenants, tels que les hauts dirigeants et le Conseil des gouverneurs, les principaux risques d'entreprise recensés dans le cadre du Processus de gestion des risques d'entreprise, qui précise comment identifier les risques, les analyser et les évaluer, les traiter et en rendre compte, à l'aide de modèles types, et qui est décrit en détail dans le Cadre de gestion des risques d'entreprise de l'Université que l'on peut obtenir au Bureau des achats et de la gestion des risques.

Au niveau opérationnel, la gestion efficace des risques quotidiens relève de la responsabilité des unités d'enseignement et des services administratifs. Pour aider les gestionnaires responsables du processus de gestion des risques opérationnels, l'Université a élaboré le Guide d'évaluation pratique des risques opérationnels (unité/service, projet, événement, etc.), que l'on peut obtenir au Bureau des achats et de la gestion des risques, selon lequel tout événement ou toute activité d'importance (par exemple, des activités extrascolaires, manifestations hors campus, accords contractuels, etc.) doit faire l'objet au préalable d'une évaluation des risques opérationnels. On peut communiquer avec le gestionnaire des risques et des assurances en cas de besoin pour procéder à une évaluation des risques opérationnels ou pour créer un plan de traitement.

7. Financement des risques

Afin de se prémunir contre les risques éventuels et les responsabilités qui en découlent, l'Université s'est dotée d'un mécanisme de financement des risques. Les lignes directrices ci-dessous font en sorte que les techniques de financement des risques et les garanties d'assurance suffisantes sont en place en adéquation avec les objectifs de l'Université en la matière.

- 7.1 Il revient au directeur ou à la directrice des achats et de la gestion des risques de prendre les dispositions nécessaires pour souscrire toutes les assurances et tous les produits d'assurance, ou de les approuver.
- 7.2 L'Université est tenue de souscrire une couverture d'assurance protégeant ses actifs matériels, financiers et autres biens de valeur contre d'éventuelles pertes catastrophiques. D'autre part, cette assurance est pour l'Université le moyen de financement privilégié des risques et protégera son Conseil des gouverneurs, ses dirigeants, ses superviseurs, ses employés et ses étudiants, qui agissent en toute bonne foi. Cette couverture les met à l'abri des responsabilités pouvant découler de leurs rôles respectifs exercés en qualité de personnes affiliées à l'Université. En outre, il importe de reconnaître que toutes les politiques d'assurance comportent des franchises, des exclusions et des limitations, ce qui peut influencer l'étendue de la couverture garantie.
- 7.3 Le paiement au titre des franchises et des pertes non assurées (c'est-à-dire en deçà du montant de la franchise) incombe normalement à l'unité subissant la perte. Les biens personnels des membres du corps professoral, du personnel et de la population étudiante ne sont pas couverts par les polices d'assurance des biens souscrites par l'Université.
- 7.4 Afin de disposer du financement nécessaire pour couvrir les pertes que les assurances prendraient en charge, à l'exception de la franchise, si elles n'étaient pas assorties d'une telle franchise, l'Université maintient un fonds d'autoassurance qui s'acquittera également de la franchise en cas de perte assurée.
- 7.5 Il revient à chaque responsable d'unité d'informer le directeur ou la directrice des achats et de la gestion des risques des modifications apportées aux programmes, aux activités ou aux actifs, qui peuvent avoir une incidence sur la couverture d'assurance en place ou nécessiter la souscription d'une couverture supplémentaire.

8. Contrats

L'Université exige que les personnes, groupes et locataires utilisant les installations de l'Université Laurentienne la dégagent de toutes les responsabilités à l'égard de toutes les réclamations pour dommages corporels ou matériels et qu'ils fournissent une preuve d'assurance responsabilité civile générale d'un montant d'au moins 5 000 000 \$, l'Université Laurentienne figurant dans leur police à titre d'assuré additionnel. Selon les circonstances, le gestionnaire des risques et des assurances peut modifier ces exigences ou y renoncer.

9. Réclamations

Il est de la responsabilité de tous les membres de la communauté universitaire de porter à la connaissance de la conseillère juridique générale de l'Université et (ou) du directeur ou de la directrice des achats et de la gestion des risques, dès qu'ils en ont connaissance, toutes les réclamations, actions en justice ou procédures réglementaires, en cours ou effectives, à l'encontre de l'Université. Si une couverture d'assurance entre en jeu, l'assureur responsable ou compétent sera sollicité. Il revient au gestionnaire des risques et des assurances de déclarer toutes les demandes d'indemnisation aux assureurs et, en coordination avec la conseillère juridique générale de l'Université, d'être l'interlocuteur privilégié de tous les assureurs de l'Université. Si aucune couverture n'est en place, la conseillère juridique générale se chargera de la réponse ou de la défense de l'Université, et en assurera la supervision, dans le cadre de la procédure engagée, et retiendra les services d'un avocat externe, le cas échéant. Aucun membre du personnel ne peut régler une réclamation, une procédure réglementaire ou une action en justice contre l'Université sans consulter la conseillère juridique générale et sans l'aval du rectorat et (ou) du vice-rectorat responsable des activités à l'origine de la réclamation, de la procédure réglementaire ou de l'action en justice.

La conseillère juridique générale et le directeur ou la directrice des achats et de la gestion des risques doivent mettre au point et tenir à jour un registre des réclamations et des incidents afin d'assurer le suivi des incidents assurés ou non qui engagent la responsabilité de l'Université ou qui ont occasionné des dommages aux biens de l'Université.

10. Examen de la Politique

Cette politique fera l'objet d'examen tous les trois ans afin d'en évaluer l'efficacité et d'y apporter les mises à jour ou les révisions nécessaires.

Enterprise Risk Management Framework

1.1 Background

Laurentian University is committed to be a leader in the process of reconciliation through transformative postsecondary education and research. While creating interdisciplinary knowledge to offer compelling solutions for society's complex challenges

The university recognises that it can only take up opportunities as a bold and innovative leader in higher education or research if members of the university community are willing to accept and live with a certain level of managed risk.

Effective risk management is necessary for competent strategic decision-making and the conduct of efficient, effective and robust business processes that allow the university to take up opportunities while meeting required standards of accountability, compliance, probity and transparency.

The Enterprise Risk Management Framework is a core component of the corporate governance responsibilities of the university's management and the Board of Governors. The framework will be applied by all offices of the university, and its controlled entities and will identify options for improving and streamlining policies, administrative practices and internal controls and help ensure the ongoing relevance, safety, viability, compliance and accountability of day-to-day operations.

Implementation of the framework is expected to allow managers and academic leaders to:

- identify viable and sustainable academic and research opportunities;
- support decisions to proceed with or terminate an activity;
- avoid opportunities that may expose the university to excessive risk;
- better ensure the delivery of high-quality services and products;
- recognise more efficient and effective administrative controls;
- support resourcing and workload decisions; and
- plan co-ordinated responses to, and management of emerging risks and risk events.

1.2 Vision

The Laurentian University Risk Management program creates a risk aware culture that promotes and integrates principled decision making by identifying, analyzing and treating risk. Risk Management is practiced at both the Enterprise and Operation level and continually supports the university's strategic goals by exploiting opportunities while also mitigating the negative impacts of risk.

Section 2 Enterprise Risk Management Framework

2.1 Background

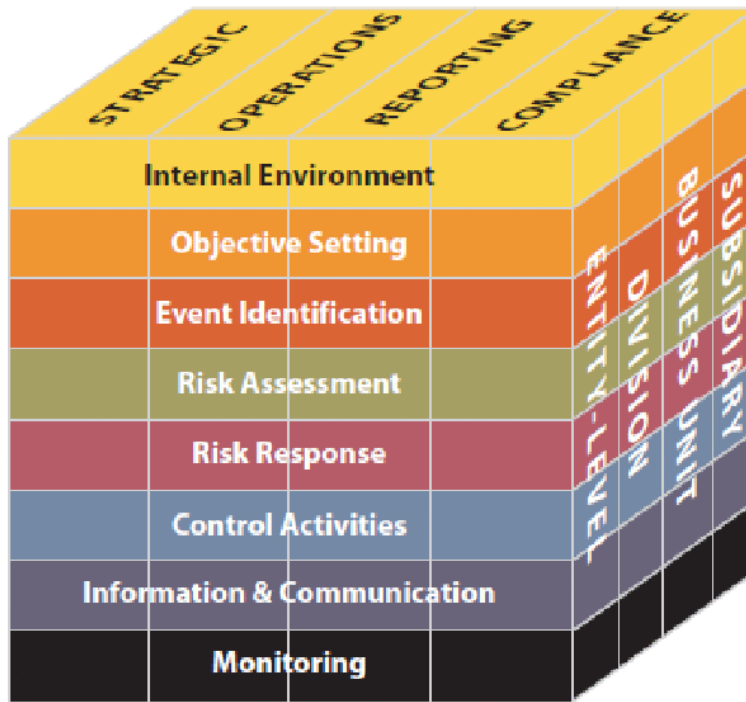
Laurentian University’s Enterprise Risk Management Process (ERM) has been developed based upon the COSO “Enterprise Risk Management Framework: Integrating with Strategy and Performance. This Framework emphasizes a focus on managing risk through:

- Recognizing culture and capabilities.
- Applying best practices.
- Integrating with strategy-setting and its execution.
- Managing risk to strategy and business objectives.
- Linking to creating, preserving, and realizing value

In line with the COSO Framework, Laurentian University’s ERM process is integrated into the culture and practices of the institution and tailored to the business practices of the university. ERM is practiced at all levels of the organization so that both Strategic and Operational goals are met.

2.2 COSO “Enterprise Risk Management Framework: Integrating with Strategy and Performance.





2.3 Governance Value Model

Risk management has several important linkages with other areas of governance activity that occurs across Laurentian University. The Governance Value Model (Below articulates some of the benefits that strong risk management provides to other areas of the university and vice-versa. This model helps provide the Board and Senior Management with timely, consistent and risk-assessed information to assist balanced and informed decision making.



2.4 Definitions

Following are key definitions:

Risk

Is the effect of an event or activity on the university's strategic or operational goals. An effect is a positive or negative variation on what is expected. Risk is expressed in terms of a combination of the impacts of an event and the associated likelihood of occurrence.

Risk Management

Coordinated activities to direct and control an organization with regard to risk. The risk management process establishes the context, identifies, analyzes, evaluates, treats, monitors and reviews risk.

Risk Committee

A senior management committee which is tasked with the analysis and evaluation of the top Enterprise risks facing the university. Membership of the Committee is by appointment by the President, and includes the Manager, Risk and Insurance who will coordinate and lead committee meetings.

Members of the committee shall be (TBD)

Xxxxxx

Xxxxx

Xxxxx

Additions or deletions to or from the committee will be at the discretion of the President

Risk Treatment

Processes to modify risk. This can include:

- risk avoidance;
- removing the risk source;
- changing the likelihood of the risk;
- changing the impact of the risk;
- sharing the risk with another party or parties;
- retaining the risk by informed consent;
- exploiting the risk.

Inherent Risk

The risk to the university in the absence of any actions management might take to alter the likelihood or impact of a risk.

Enterprise Risk Management

Is a systematic approach to managing uncertainties resulting from the university's key enterprise risks? It is a holistic approach to identify, evaluate and treat key risks to the university's strategic goals. Enterprise risk management is carried out by the Risk Committee and is led by the Manager, Risk and Insurance Services. It is used to inform senior management and Board of Governors of the top 10 risks and emerging risks faced by the university.

Operational Risk Management

Is the systematic approach to managing uncertainties resulting from inadequate or failed internal processes, the actions of people or the failure of systems or external activities. Operational risk management is practiced at the department or project level and is led by department or projects managers and is supported by the Office, Procurement and Risk. Operational Risk Management is an input into Enterprise Risk Management.

Residual Risk

The remaining risk after the risk treatment has been applied.

Risk Management Framework

A set of components that provides the foundation and organizational structure for designing, implementing, monitoring, reviewing and continually improving risk management throughout the organization.

Risk Management Policy

A statement of the overall intentions and directions of the university related to risk management.

Risk Ranking

An assessment of the likelihood that a particular risk may occur and the impact to the objective of the institution should the risk occur

Risk Owner

A person with the responsibility, accountability, and authority to manage a risk and prepare risk mitigation plans.

Risk Appetite

The amount and type of risk the university is willing to pursue or retain.

Key Risk Register

A priority listing of the Top Key Enterprise risks faced by the university, including potential causes and impacts, existing and suggested risk treatment and mitigation measures. The Top 10 Key Risk Register is the tool used to communicate Key Enterprise risks to the Board of Governors.

2.5 Objectives

The objectives of the Enterprise Risk Management framework are:

- to ensure that corporate risks are taken into account when undertaking and implementing strategic management decisions;
- to ensure the management of operational risks is integrated into standard management and accountability processes;
- to develop an environment where staff assume responsibility for managing risks;
- to assist management in the identification, analysis, and treatment of key operational risks; and
- to assist senior management in the identification, analysis, and treatment of key enterprise risks and report the enterprise risks and treatment in place or proposed to the Board of Governors.

2.6 Key Principles

The following key principles will underpin the university's approach to risk management:

- risk management creates and protects value - it contributes to the demonstrable achievement of objectives and improvement in performance across all areas of the university;
- the university will recognise and disclose key risks in a systematic manner and take appropriate action to manage these risks;
- the responsibility for overseeing risk management within the university rests with the President. The vice-presidents are responsible for implementing and supporting policies and procedures for the effective management of risk, including the Enterprise Risk Assessment completed by Manager, Risk and Insurance Services;
- risk management facilitates continual improvement of the university;
- directors, managers and academic leaders of the university, and its controlled entities, will be accountable for ensuring good risk management practices;
- risk management is a key part of the decision-making process at Laurentian University and helps decision makers make risk informed choices;
- periodically an audit/review will be conducted to determine the effectiveness of risk management within the university, report to the Audit Committee on compliance with this framework and provide support to risk management processes;
- the Manager, Risk and Insurance will advise all levels of the university governance structure on the risk management framework and the risk management policy; and monitor and report on the risk management process;
- risk management will be integrated with standard management practices, with accountability following established reporting lines.

2.7 Strategic Approach

When identifying major risks, it is important to consistently assess potential impacts. Risks have a different potential impact on the university's strategic objectives than on individual projects,

departments or programs. It is expected that decisions at all levels of the university take into account the enterprise impact in relation to the university's goals.

2.8 Governance and Responsibility

Risk management is the responsibility of all of the university's employees. This document guides the Board of Governors, managers, supervisors, faculty and staff who are involved in the Enterprise Risk Management and Operational Risk Management processes.

2.9 Role of the Board of Governors

The Board of Governors through the Audit Committee have the responsibility for the oversight of the risk management program, and Key Enterprise risks and the respective risk treatment measures implemented. The Board, through its Audit Committee, will:

- approve policy in relation to risk management;
- approve the Top 10 Key Enterprise risks register;
- monitor the effectiveness of risk management processes; and
- approve management action to improve risk management.

2.10 Role of the President

- provide general risk management oversight to ensure Enterprise Risk Management adoption throughout the university;
- assess top risks action plans and review/approve major risk treatment options; and
- promote a risk management culture at all levels of the university.

2.11 Role of the Vice-Presidents

The Vice-Presidents are accountable to the President for risk management and are to:

- develop and implement policies and procedures for risk management;
- determine the risk profile of the university and the university's attitude to risks with respect to particular major issues;
- identify and manage the enterprise risks faced by the university and convey this information to the President and the Board of Governors;
- ensure that operational risks are identified and appropriately managed throughout the university;
- ensure that recommendations and directions of the Board of Governors, President, and Internal and External Auditor, with respect to risk management are acted upon;
- provide adequate information in a timely manner to the Board of Governors through the Audit Committee on the status of risks and risk treatments in place and proposed;
- ensure the existence of performance standards for the implementation of risk management policies and procedures;
- arrange for the annual review of the performance of budget centres, business enterprises and controlled entities in relation to the implementation of risk management policies and procedures; and

- review policies and procedures on a regular basis to ensure they remain effective and appropriate.

2.12 Role of Directors and Managers

Directors, managers and academic leaders of the university, and its controlled entities, are responsible for incorporating risk management into their standard management practices by:

- identifying and determining appropriate actions to address operational risks within their area of responsibility in accordance with university policies and procedures;
- implementing actions with respect to risk management as directed by the Vice-Presidents; and
- reporting on the management of significant emerging or residual risks.

2.13 Director, Procurement and Risk

The Director, Procurement and Risk is responsible for overall risk management at the university and as such is responsible for:

- developing the risk management framework and policies that allows the university to manage risk in a structured way and promotes a strong risk management culture at Laurentian University;
- ensuring risk and opportunities are formally recognized, prioritized, and assigned to appropriate risk owners throughout the university.
- ensuring that the risk owners have assigned appropriate managers to oversee the implementation of actions to mitigate risks and enhance opportunities wherever possible.
- monitoring and reporting on progress of those actions;
- ensuring the ERM program is monitored and updated regularly;
- maintaining/updating the Top 10 Key Risk Register;
- conducting or arranging appropriate risk management education and training;
- providing policy and processes to departments to identify, analyze and manage risks;
- producing and providing relevant and timely user reports;
- providing an annual ERM status report (measured progress/next steps);
- managing the risk financing program of the university through the procurement of adequate insurance coverage to protect the university's physical assets and any potential liability exposure.

2.14 Role of Internal Audit

At the time drafting this framework Laurentian University does not have the role of Internal Auditor. Should the position be created in future the Internal Audit will:

- monitor the effectiveness of the operation of the risk management framework and be an input in the risk identification process; and
- recommend changes to controls, which when implemented will provide more effective and efficient mitigation of the identified risk.

3.0 Risk Appetite

3.1 Overall Risk Appetite

The Board of Governors, senior management and staff will take into consideration the university's stated Risk Appetite in both strategic and operational decision making.

The university's goals will necessitate that the university accept those risks that accompany growth and are commensurate with the potential reward. While overall Laurentian University has limited appetite for risk in many of its activities, it is acknowledged that the university must at times undertake activities that inherently carry greater risks in order to be innovative and a leader in higher education. To that end the university's risk appetite will often be different at an activity level from that at a whole-of-institution level.

The key challenges in achieving this balance are to ensure:

- ethical and effective governance practices including responsible stewardship of resources;
- realisation of opportunities and allowing innovation while avoiding unnecessary bureaucracy; and
- avoidance of a risk averse corporate culture which stifles innovation rather than supporting it through the correct assessment and management of risks.

Good practice in risk management indicates that organisations should specify their appetite for risk at a granular level related to the nature of activities in the organisation. Risk Appetite Statements specify the amount of risk the university is prepared to accept in pursuit of its business objectives and strategic plan. It indicates the parameters within which the university would want to conduct its activities.

In terms of priorities, the need to minimise risks relating to legal, operational risk and overall health and safety for its people and communities, will take priority over other factors e.g., it will be acceptable to undertake risks in research activities providing they do not expose the university to undue compliance or people risk. Therefore, a balanced assessment has to be taken of risks – in many cases there are risks attached to both doing something and doing nothing. The 'do nothing' option may often impose greater risk.

Risks are to be managed in accordance with the university's Enterprise Risk Management Policy, Framework and associated procedures and guidelines. Where appropriate, the implementation of the Risk Appetite Statements will be incorporated into other processes and procedures of the university.

Responsibility for approving the Risk Appetite Statements rests with the Board of Governors. Implementation is the responsibility of the management of the university, in particular, the university's Executive, Deans, Assistant Vice and Associate Vice-Presidents, Chairs, Directors and Managers.

3.2 Risk Appetite Statement

The university's approach is to minimise its exposure to risks relating to its regulatory and compliance responsibilities, operational risks and people while accepting and encouraging an increased degree of risk in pursuit of its vision and strategic goals. It recognises that its appetite for risk varies according to the activity undertaken, and that its acceptance of risk is subject always to ensuring that potential benefits and risks are fully understood before actions are authorized, and that appropriate measures to mitigate risk are established where required.

Appendix A - Risk Appetite Impact/Probability Tables

Conservative

For risks that have a Conservative risk appetite, the university is willing to accept risks with a risk ranking of 10 or less. If the activity is greater than 10, the risk should be mitigated to reduce the risk ranking below 10. If the mitigation is unable to reduce the risk ranking, the risk should be escalated to the appropriate Vice-President for discussion.

		Likelihood/Probability					Action
		No Chance 1	Unlikely 2	Possible 3	Likely 4	Almost Certain 5	
Impact	Very High 5	(5)	(10)	(15)	(20)	(25)	
	High 4	(4)	(8)	(12) ←	(16)	(20)	
	Moderate 3	(3)	(6)	(9)	(12) ←	(15)	
	Low 2	(2)	(4)	(6)	(8)	(10)	
	Very Low 1	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	

Balanced

For risks that have a *balanced* risk appetite, the University is willing to accept risks with a risk ranking of 11 to 16. If the activity is greater than 16, the risk should be mitigated to reduce the risk ranking below 16. If the mitigation is unable to reduce the risk ranking, the risk should be escalated to the appropriate Vice-President for discussion.

		Likelihood/Probability					
		No Chance 1	Unlikely 2	Possible 3	Likely 4	Almost Certain 5	
Impact	Very High 5	(5)	(10)	(15)	(20) ←	(25)	Action
	High 4	(4)	(8)	(12)	(16)	(20) ←	
	Moderate 3	(3)	(6)	(9)	(12)	(15)	
	Low 2	(2)	(4)	(6)	(8)	(10)	
	Very Low 1	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	

Entrepreneurial

For risks that have an Entrepreneurial risk appetite, the university is willing to accept risks with a risk ranking of below 20. If the activity is greater than 20, the risk should be mitigated to reduce the risk ranking below 20. If the mitigation is unable to reduce the risk ranking, the risk should be escalated to the appropriate Vice-President for discussion.

		Likelihood/Probability					Action
		No Chance 1	Unlikely 2	Possible 3	Likely 4	Almost Certain 5	
Impact	Very High 5	(5)	(10)	(15)	(20)	(25)	←
	High 4	(4)	(8)	(12)	(16)	(20)	
	Moderate 3	(3)	(6)	(9)	(12)	(15)	
	Low 2	(2)	(4)	(6)	(8)	(10)	
	Very Low 1	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	

3.3 Risk Appetite Summary

A summary of Laurentian University’s risk appetite against its key risks categories is outlined below:

No.	Risk category	Risk Appetite
1	Strategic	Entrepreneurial
2	Financial viability	Conservative
3	Research	Entrepreneurial
4	Culture and values	Balanced
5	Teaching and learning	Balanced
6	Environmental and social responsibility	Balanced
7	Operational	Conservative
8	Legal	Conservative
9	People	Conservative
10	Technological	Balanced

1. Strategic Risk - Strategic activities are required to develop and expand the university, and to adapt to changes in the regulatory and technology environment and in the nature and the conduct of the university’s activities. This will include new infrastructure, courses, research and other initiatives set out in the Strategic Plan. The university acknowledges such growth activities carry higher risk that need to be managed according to best practice in project and change management. The university considers the risk appetite for strategic risk to be *Entrepreneurial*.

2. Financial Viability Risk - The university aims to maintain its long-term financial viability and its overall financial strength, while also recognising that achievement of its strategic objectives is important to sustain long-term viability. As part of managing its overall financial strength, the university aims to maintain its financial position in line with the financial framework established by the Board of Governors. The university acknowledges that during phases of growth, it will need to accept the risks associated with growth and expansion, such as capital expenditure and increased borrowing. The university considers its risk appetite for financial viability risk to be *Conservative*.

3. Research Risk - The university aims to undertake activities that support research and development and recognises the importance of innovation in this area. The university considers the risk appetite for research risk to be *Entrepreneurial* as it aims to further develop and expand research capacity and productivity and actively pursue cutting edge research. In developing and expanding its research activities, the university will maintain the highest standards of ethics, comply with all regulatory and compliance obligations and ensure that potential benefits and risks are fully understood before actions are authorised and that appropriate measures to mitigate risk are established.

4. Culture & Values Risk - The university aims to support, develop and utilise the full potential of our staff and values a culture of scholarship, discovery, sustainability, engagement, social justice and integrity. To balance these priorities the university may at times need to accept some degree of risk. However, this will be subject to always ensuring that the potential benefits and risks are fully understood before initiatives are authorised and that appropriate measures to

mitigate unacceptable risk are established. The university considers the risk appetite for culture and values risk to be *Balanced*.

5. Teaching & Learning Risk - Laurentian University promotes and leads in teaching and research that respond to the needs of society today and in the future through a learning environment that fosters and nourishes critical and creative inquiry; knowledge preservation, creation, dissemination and transfer; employability through the development of transferrable skills and intellectual capabilities; and the education of highly skilled and qualified citizens.

The university considers its risk appetite in this area to be relatively *Balanced*. It also realises that at times this will require taking an increased degree of risk in developing programs and the student experience. The university is comfortable in accepting this risk subject always to ensuring that potential benefits and risks are fully understood before developments are authorised and that appropriate measures to mitigate risk are established.

6. Environmental & Social Responsibility Risk - The university aims to make a significant, sustainable and socially responsible contribution to all the communities within which it operates. It recognizes that this may at times involve accepting some degree of risk and is comfortable with this, subject to always ensuring that potential benefits and risks are fully understood before developments are authorised and that appropriate measures to mitigate risk are established. The university considers the risk appetite for environmental and social responsibility risk to be *Balanced*.

7. Operational Risk - The university aims to minimise any losses caused by inadequate or failed internal processes, people, and systems or by external events. Operational risk includes fraud, employment practices, business practices and processes, damage to physical assets, business disruption and systems failures. The university considers the risk appetite for operational risk to be *Conservative*.

8. Legal Risk - The university places great emphasis on compliance, and has no appetite for non-compliance with any legislative, regulatory requirements or professional standards. This includes research ethics, corporate responsibilities and academic requirements. It wishes to maintain its self-accreditation status and professional program accreditations where applicable. The university considers the risk appetite for regulatory and compliance risk to be *Conservative*.

9. People Risk (including health and safety) - The university aims to maintain a stimulating and safe place to work and study. It places a high degree of importance on the health and safety of all faculty, staff, students and visitors and has no tolerance for bullying, harassment or discrimination from staff or students. The university considers the risk appetite for people risk to be *Conservative*.

10. Technological Risk - The university aims to maintain the highest level of security for personal information collected and for the intellectual property created by Laurentian University's faculty and students. However, it also understands that Laurentian University's IT systems must allow for innovative research in areas of information technology and computer science. The university is comfortable in accepting the risks associated with this innovative research, subject always to ensuring that potential benefits and risks are fully understood and that appropriate measures to mitigate risk are established. The university considers the risk appetite for Technological risk to be *Balanced*.

4.0 Risk Management Processes

Risk management is practiced at all levels of the university, Section 4.1 details the 5 steps of Laurentian University's Enterprise Risk Management process. Details on the procedures to conduct an operational risk assessment for individual departments and events can be found in a separate document Guidelines on How to Perform an Operational Risk Assessment. It is recommended that all department conduct an annual operational risk assessment using the process spelled out the above noted document. It is mandatory that all Information Technology and Capital Construction projects complete an Operation Risk Assessment prior to the approval of the project and update the risk assessment periodically throughout the project.

4.1 Laurentian University Enterprise Risk Management Process

Laurentian University's Enterprise Risk Management process includes the following steps:

- STEP 1** - Scan Internal and External Environment (Goals and Context)
- STEP 2** - Identifying risks, using a systematic process, (Risk Identification)
- STEP 3** - Analyze risks by applying defined risk criteria (Risk Assessment)
- STEP 4** - Treat Risks (Risk Response and Control Activities)
- STEP 5** - Monitor and Assure (Information, Communication and Monitoring)

STEP 1: Scan Internal and External Environment

During this phase the university will articulate its objectives as well as defining the internal and external factors to be considered when establishing the scope and risk criteria for the remaining steps in the process.

STEP 2: Risk Assessment

Risk Assessment is the overall process of a) risk identification, b) risk analysis c) risk evaluation:

a) Risk Identification

The aim of risk identification is to generate a comprehensive list of risks based on those events that might prevent, accelerate, or delay the achievement of the university's objectives. The risk identification process involves identifying sources of risk, their causes and impact. Risks are identified through several processes, including at the Risk Management Committee, Department/Operational Risk Assessments, Health and Safety Risk Assessments, and interviews conducted by the Manager, Risk and Insurance.

The risks identified are then documented in the Top 10 Key Enterprise Risk Register, which identifies the top 10 risks faced by the university. Documentation of the risks include the risk description, identification of factors leading to the risk, and identification of the potential impacts.

A supplemental risk registry will be maintained to record all risks identified at the Risk Committee

b) Risk Analysis

Risk analysis involves the process of understanding the risks identified and provides an input to risk evaluation.

Risk analysis involves rating the risks by determining the impacts of risks identified and the likelihood of them occurring and is a process which is completed by the Risk Committee.

The objective of this step is to prioritize risks into rating levels to enable attention to be focused primarily on higher risks.

Insignificant and minor risks are usually managed through normal operational processes and procedures and may not require further risk management. However, they are important to document for risk analysis completeness.

Risk Likelihood Ratings - Rating risks require an assessment of occurrence potential. Likelihood refers to the chance of something happening, whether defined, measured or determined objectively or subjectively, qualitatively or quantitatively, and described using general terms or mathematically (such as a probability or a frequency over a given time period). Some risks may occur once in a lifetime; others can be present daily. The time horizon used to assess risks should be consistent with the time horizon of the related strategy and objectives.

Each risk will be rated, in terms of likelihood of occurring, from No Chance of occurring to Almost Certain to occur.

Risk Likelihood Ratings Chart in **Appendix B** provides general rating descriptions.

Use the Risk Likelihood Rating chart as follows:

- 1) Assess the likelihood of the risk occurring within the next 36 months or the time horizon related to strategy or objectives.
- 2) The risks are first rated considering no risk treatment, A second assessment is then completed to determine the risk level after risk treatment has been implemented (**Residual risk**) When examining the effect of risk treatment on the likelihood rating, mainly consider prevention and some detection. For example, we might say the likelihood of a major IT project failing is **Likely**, given the recent history of such projects at other institutions but if we consider the excellent preventative controls in place at the university (e.g., project management) the assessed likelihood will be reduced at Laurentian University, making the likelihood rating **Unlikely**.
- 3) A risk may be provided a Risk Likelihood rating if it is considered likely to occur over a longer period of time (more than 36 months) but could have a significant impact to the university: e.g., a risk that could become significant if not monitored and/or treated.

Risk Impact Ratings

Impacts shall be assigned to the following categories:

- Strategic
- Legal
- Operational
- Technical
- Financial
- Reputational

Each impact will be rated, in terms of severity, from Low to Very

Risk Impact Ratings Categories and Guidelines Chart in **Appendix C** provide rating examples. The highest identified rating of the six Impact categories should be used in the Risk Ranking.

How to use the Risk Impact Rating Categories and Guidelines chart:

- assess the impact of the risk;
- consider first the main types of impacts that could occur, then rate the risk based upon the most significant impact type;
- rating to the most probable worse case can be challenging and is a learned practice, the most important thing is consistency;
- for each risk, consider Risk Treatment measures as follows:
 - *Prevention* - What measure(s) are in place that will prevent the risk (e.g., security, awareness & training programs, qualified staff, planning, procedures);
 - *Detection* - What measures(s) are in place that will provide notice of a risk (e.g., staff/stakeholder reporting mechanisms, financial reconciliation, fire alarms, audits); and
 - *Response* - If the risk occurs, what measure(s) are in place to mitigate the impact on the university (e.g., contingency plans, backup systems, insurance, and resolution processes).

Risk Treatment measures should be assessed collectively for effectiveness as follows:

- Do mitigation measures address the risk effectively?
- Are mitigation measures documented and communicated?
- Are mitigation measures operating and/or applied consistently?

Likelihood and Impact rankings should be adjusted based upon Risk Treatment measures in place. This will result in a residual risk rating using the following principles:

- preventative risk treatment measures will primarily affect the likelihood rating;
- detection and response risk treatment measures will mostly affect the impact rating;
- as risk treatment improves, residual risk is reduced; and
- risks with the highest combination of Likelihood and Impact should always be monitored.

Using **Appendix D Risk Rankings** – Plot the likelihood and impact ratings for the risk as established using Tables 1 and 2 to determine the risk ranking for each risk. Risk Scores are calculated by taking the score for the *Impact* of each risk and multiplying it by the score for *Likelihood*. Use the highest Risk Impact Score in the calculation

c) Risk Evaluation

Risk evaluation involves evaluating the acceptability of the risks against the university's risk appetite statement. Consideration should be given to existing risk treatment, the cost of further risk treatment, any policy or legal requirements and other relevant considerations from within the university's context.

Risk Ranking – The Risk Ranking enables each risk on the Risk Register to be ranked and then categorised into one of the following two categories:

Risk within Risk Appetite/Tolerance – no additional risk treatment required

Risk outside Risk Appetite/Tolerance – Risk Treatment Required

STEP 3: Risk Treatment

After identifying the residual risk, a risk action strategy must be determined. There are five options:

- *Avoidance* (Terminate) - This involves removing the risk source. Action is taken to avoid or terminate activities that create the risk. For example, risk avoidance may involve curtailing a program, process or activity.
- *Reduction* (Treat) - Mitigate or manage the risk. Action is taken to reduce risk likelihood or impact, or both.
- *Transfer* - Sharing the risk with another party or parties. Action is taken to reduce risk likelihood or impact by transferring or otherwise sharing a portion of risk. Common risk-sharing techniques include purchasing insurance, pooling risks, engaging in hedging transactions, or outsourcing an activity.
- *Acceptance (Tolerate)* - Retain the risk by informed decision. No action is taken to affect risk likelihood or impact. This could also include taking or increasing the risk in order to pursue an opportunity.
- *Exploiting the risk* - some risks can be exploited, that is a risk has apposite impact on meeting the university's goals and therefore additional resources should be applied to take advantage of the opportunities provided.

Multiple strategies can be employed for one risk. For instance, insurance may be purchased to reduce risk impact and control procedures may be implemented to reduce likelihood.

Risk Treatment Plans - By the completion of risk treatment plans, the university will establish accountability and ensure that risk management becomes each department, faculty and staff member's responsibility.

Risk treatment plans provide a reporting mechanism to user groups. Plans are frequently flexible, allowing for continual updating and reassessment as risk mature, likelihood and/or impact change.

To ensure treatment plans are actioned, senior management is responsible as follows:

- allocate risk mitigation responsibilities;
- approve or allocate resources;
- establish timelines;
- report back agreed actions and dates to the Manager, Risk and Insurance Services;
- should a risk treatment plan not be prepared or updated by the responsible director or manager, the Manager, Risk and Insurance shall escalate the request to the Vice President who is the risk owner of the risk.

All options should be considered when developing a treatment plan. Cost and potential benefits should also be assessed.

It is often appropriate to combine risk treatment measures. Risk responses may be specific to one risk or may address a range of risks.

Following successful completion of the risk treatment plan, the risk's likelihood and impact should be reassessed in light of the implemented treatment measures.

Risk Owners - Each risk will be assigned to a risk owner who will:

- ensure mitigation plans are enacted;
- resolve issues that may affect successful implementation; and
- provide status reports on risk mitigation plans to the Manager, Risk and Insurance.

STEP 4: Monitoring and Review

Both monitoring and review should be a planned part of the risk management process and involve regular checking or surveillance.

The university's risk monitoring and review processes ascertain those controls are effective and efficient in both design and operation. To achieve this goal the Manager, Risk and Insurance Services shall:

- obtain further information on peer risk management processes to improve risk management processes;
- analyze and learn lessons from events, changes, trends, successes and failures;
- detect changes in the external and internal context, including changes to risk criteria and the risk itself which can require revision of risk treatments and priorities; and;
- identify emerging risks.

To ensure management of risk remains effective and continues to support Laurentian University's Strategic Plan, ongoing monitoring of the ERM process is undertaken. The following mechanisms are used to provide information on the effectiveness of the Framework:

- various activity reporting generated from operational departments;
- review and feedback from external stakeholders or regulators;
- feedback from the Audit Committee, Senior Executive and faculty and staff;
- informal and formal, solicited and unsolicited comment from stakeholders;

- formal periodical review performed by the Manager, Risk and Insurance using industry standards and a maturity model; and
- External/Internal Audit reviews and findings.

STEP 5: Communication and Consultation

Reporting Structure for the Enterprise Risk Management Process

As part of a strong governance framework and to support risk management at Laurentian University, the timely and meaningful reporting of risk information is critical. The reporting of key Enterprise risks supports decision-making and ensures risks are being managed in line with the Risk Management Framework and defined risk appetite.

Risk management reports are carefully adjusted to the needs of risk information users. Information must be concise, unambiguous, standardized, and consistent and integrated with existing reporting processes.

Appendix E - identifies users, user needs, report types and report distribution procedures.

5.0 Performance

The success of the Risk Management Framework will be evaluated by the university's performance in the following indicators:

- the Board of Governors is provided with a regular report on the Enterprise risks facing the university;
- risk assessment and management policies and procedures are developed and implemented across the university and controlled entities;
- relevant managers and staff receive appropriate training in risk assessment and management; and
- a risk assessment and treatment plan for key risks are developed for all major activities, including all commercial activities.

5.1 Review

This framework will be reviewed at least every three (3) years

Appendix B- Risk Likelihood Rating Chart

Frequency	Risk Probability
Almost Certain 5	81-100% Quite Probable the risk will occur
Likely 4	61-80% More Likely than not this risk will occur in the next 36 months
Possible 3	41-60% Somewhat Likely this loss will occur in the next 36 months
Unlikely 2	21-40% Low possibility this risk will occur in the next 36 months
No Chance or Rare 1	1-20% Very low possibility these risks will occur in the next 36 months

Appendix C - Risk Impact Rating Categories and Guidelines Chart

Risk Matrix							
Score	Impact of Risk	Strategic	Legal	Operational	Technological	Financial	Reputational
5	Very Serious	Activity does not support any pillar in Strategic Plan or other Strategic planning documents or policies	Potential for major litigation Termination of Contracts for Default Criminal charges for on compliance of regulation	Activity has potential for internal/external fraud, injury to students or workers, damage to physical assets, business disruption, changes to processes	Requirement for major change to Enterprise IT system or significant upgrade to several Faculty/Department significant IT systems. Create single point of failure to critical system(s). Requires collection of large amounts of personal data (i.e., whole community)	A decrease in revenue or increase in expenditure or combination of both in excess of \$12,500,000	Growing Significant coverage in National, International and social media
4	Serious	Activity supports one of the Pillars in the Strategic Plan and one other planning document or policy	Potential for single major or numerous moderate litigations. Potential for increase for default of contract or increased	Activity has potential for injury to students or workers, damage to physical assets, business disruption, changes to processes	Requirement for significant change to Enterprise IT system or several Faculty/Department IT systems. Requires collection of significant amounts of personal data (i.e., all students or large research sample)	A decrease in revenue or increase in expenditure or combination of both in excess of \$10,000,000	Wide Coverage in National and social media

			assumption of risk assumed under contract. Potential for fines and orders under regulation				
3	Moderate	Activity supports two of the Pillars in the Strategic Plan and two other planning documents or policies	Single moderate litigation or numerous small litigations. Contract terms provide some form of indemnity for the university but not completely reciprocal. Potential rescinding of licenses required by regulation	Activity has potential for damage to physical assets, business disruption, changes to processes	Requirement for changes to several Faculty/Department IT systems. Requires collection of data from several group of 2000 or less	A decrease in revenue or increase in expenditure or combination of both in excess of \$7,500,000	Some coverage in Regional Media (but controlled) and low level of coverage in social media
2	Minor	Activity supports three of the Pillars in the Strategic Plan and two other planning documents or policies	Single minor litigation Reciprocal indemnity included in contract Minimum compliance with regulation	Activity has potential for damage to physical assets, changes to processes	Requirement for changes to one Faculty/Department IT system Requires collection of data from one group of 1000 or less	A decrease in revenue or increase in expenditure or combination of both in excess of 5,000,000	Minor coverage in local and social media

1	Low	Activity supports all four of the Pillars in the Strategic Plan and two other planning documents or policies	Threat of litigation required small payout Indemnity clause fully in favour of the university. Risk fully transferred university exceeds requirement for compliance under regulation	Activity has potential for changes to processes	No IT system changes required No collection of personal data	A decrease in revenue or increase in expenditure or combination of both in excess of \$2,500,000	No mention in any news or social media
---	-----	--	---	---	---	--	--

Appendix D - Risk Ranking Table

	Likelihood/Probability					
	No chance 1	Unlikely 2	Possible 3	Likely 4	Almost Certain 5	
Impact	Very High 5	5	10	15	20	25
	High 4	4	8	12	16	20
	Moderate 3	3	6	9	12	15
	Low 2	2	4	6	8	10
	Very Low 1	1	2	3	4	5

Appendix E - User Reports

User Group	User Needs	Report Types	Timing
Board of Governors	Top 10 Risks	Top 10 Enterprise Risks Heat Map Top 10 Enterprise Risk Report Top 10 Key Enterprise Risk Registry	At least annually
Audit and Risk Committee of the Board of Governors	Top 10 Risks	Top 10 Enterprise Risks Heat Map Top 10 Enterprise Risk Report Top 10 Key Enterprise Risk Registry	At least annually
Senior Management	All Risks	All Reports	Quarterly
Risk Owners	All risks under their control	Detailed mitigation plans	As required

Appendix F - Top 10 Enterprise Risks Heat Map

		Likelihood/Probability				
		Very Low (5)	Low (4)	Moderate (3)	High (2)	Very High (1)
Impact	Very High 5					
	High 4					
	Moderate 3					
	Low 2					
	Very Low 1					

Appendix G - Top 10 Enterprise Risk Assessment Summary

	Risk Category	Likelihood	Impact	Risk Score
FIN	Financial Sustainability			
CAP	Capital Asset Management			
HWS	Student Staff Health Wellness and Safety			
RRG	Management of Student Recruitment Retention and Graduation			
CRL	Compliance Regulation Legal Requirements			
IMS	Information Technology Security			
TEC	Technology Enablement			
INT	Internationalization Strategy			
RRT	Recruitment Retention & Fostering Talent			
RES	Research Capacity and Funding			

Appendix H - Top 10 Enterprise Risk Report (EXAMPLE)

	Risk	Risk Factors	Risk Description
FIN	Financial Sustainability	Uncertainty of Provincial Government funding model and future tuition fee framework – 60% of Government grant based on meeting SMA3 Key Performance Indicators Uncertainty around details and implementation of KPI's in Strategic Mandate Agreement3 Increasing competition for students Solvency requirements for Laurentian University Pension Plan Uncertainty regarding opt out for student fees and increase demand for university to fund existing CUSA/GSA services Uncertainty of funding and financial viability of ancillary programs (Football program, Dominion Chalmers Centre)	The potential that the university will not generate enough revenue increases and/or cost savings necessary to maintain its financial viability.
CAP	Capital Asset Management	Reduced life span of infrastructure because of climate change Inefficiency of systems resulting in increased costs Aging underground infrastructure Lack of resiliency in response to Hazard risks Audit score on facility condition report below average for equivalent size universities	The risk that the university is unable to plan and provide for new capital investments or maintain it existing assets to meet its current and future needs.

HWS	Student Staff Health Wellness and Safety	<p>Rise in mental health issues for students and staff</p> <p>Increased awareness of sexual violence and harassment</p> <p>Failure to maintain infrastructure resulting in injuries to students and staff</p> <p>Improper management of hazard materials</p> <p>Failure to ensure staff and students take mandatory Health & Safety training</p> <p>Inadequate attention and resources paid to recommendation of JOHC and insurers recommendation</p> <p>Increasing regulatory obligations under OHSA, Environmental and other regulation</p> <p>Legalization of cannabis leading to increase use on campus</p>	<p>The risk that the health, wellbeing and safety of students and staff is compromised when the university would reasonably be expected to have responsibility.</p>
-----	---	---	---



LaurentianUniversity
Université**Laurentienne**

LAURENTIAN



For all the right reasons ■■■ Pour toutes les bonnes raisons

LAURENTIENNE

We'd like to begin by acknowledging the Robinson-Huron Treaty of 1850. We also further recognize that Laurentian University is located on the traditional lands of the Atikameksheng Anishnawbek and that the Greater City of Sudbury also includes the traditional lands of the Wahnapiatae First Nation. As descendants of settlers we extend our deepest respect to all Indigenous peoples. Miigwech.



Nous désirons commencer aujourd'hui en reconnaissant le Traité Robinson-Huron de 1850. Il importe aussi de souligner que l'Université Laurentienne se trouve sur les terres traditionnelles des Premières Nations d'Atikameksheng Anishnawbek et que la Ville du Grand Sudbury comprend également celles de la Première Nation de Wahnapiatae. En tant que descendants de colons, nous tenons à exprimer notre profond respect à tous les peuples autochtones. Miigwech.



Aambe maachtadaa n'tam ka ke ginwaamdanaa Aki Gaabijidebendaagwak Robinson Huron Naakinegewin ode 1850. Miiinwa ginwaamdandaa Laurentian Chi-kinomaagegamik gewii teg maanpii gidaa kiimina Atikameksheng Anishinaabek debendaagwak miinwa Chi-odeno Sudbury miinwa gewii gii debendaagwak Wahnapiatae Anishinaabe kiing. Niinwi ishkwawaaja gaabi digooshnaggi maanpii kiing, gichipiitenmananig Anishinaabek. Miigwech.





Ordre du jour

1. Politique de gestion des risques
2. Cadre de gestion des risques d'entreprise
3. Prochaines étapes



Objet

Favoriser l'intégration de la gestion des risques dans toutes les fonctions de direction de l'Université et établir des lignes directrices relatives à la communication des risques à la haute direction et au Conseil des gouverneurs.

La Politique favorisera la :

- sensibilisation aux risques d'entreprise liés aux activités de l'Université;
- sensibilisation aux principaux risques de l'entreprise auxquels s'expose l'Université;
- prise de décisions fondées sur une diligence raisonnable;
- prise de précautions raisonnables dans la conduite des activités quotidiennes;
- prise intelligente de risques dans la poursuite de nouvelles idées et d'innovations;
- conformité aux lois et aux règlements comme une norme de base.



Politique de gestion des risques

Portée

- S'applique à toutes les unités de l'Université.
- Il revient aux leaders, comme dans toute organisation, de repérer les risques que court l'Université et d'en assurer la gestion.
- Le directeur ou la directrice des achats et de la gestion des risques aide les gestionnaires à se sensibiliser aux risques en élaborant le Cadre de gestion des risques d'entreprise, ainsi que les processus d'évaluation des risques opérationnels en se faisant le champion de leur amélioration permanente.

Énoncé de politique

L'Université Laurentienne adopte les pratiques exemplaires en repérant, en évaluant et en gérant les risques opérationnels et stratégiques afin d'assurer que ceux-ci sont dûment traités ou pris en compte et que les objectifs stratégiques et opérationnels de l'Université sont atteints.



La Politique établit les procédures et processus pour ce qui suit :

- Programme de gestion des risques d'entreprise – Cadre de gestion des risques d'entreprise
- Processus relatif au risque opérationnel – Guide pratique : Comment procéder à une évaluation des risques opérationnels
- Directive sur le mode de financement préféré des risques (assurance)
- Pouvoir de souscrire une assurance
- Création d'un fonds d'auto-assurance
- Lignes directrices sur le transfert des risques contractuels
- Pouvoir de règlement des réclamations



La gestion des risques est la responsabilité du Conseil et de tous les membres du personnel de l'Université.

La Politique et le Cadre énoncent les responsabilités de ce qui suit :

- Conseil des gouverneurs
- Recteur ou rectrice
- Vice-recteurs et vice-rectrices
- Directeurs, directrices et gestionnaires
- Directeur ou directrice des achats et de la gestion des risques
- Responsables de la vérification interne



Conseil des gouverneurs

Le Conseil des gouverneurs, par l'entremise du Comité de vérification et de gestion des risques, est responsable de la supervision du programme de gestion des risques, des risques clés d'entreprise et des mesures de traitement des risques mises en œuvre. Le Conseil des gouverneurs, par l'intermédiaire de son Comité, devra :

- entériner les politiques concernant la gestion des risques;
- approuver le registre établissant les dix (10) principaux risques institutionnels;
- contrôler l'efficacité des processus de gestion des risques;
- approuver les mesures prises par la direction pour améliorer la gestion des risques.



La rectrice ou le recteur doit :

- effectuer une supervision générale de la gestion des risques afin d'assurer que la gestion des risques d'entreprise est adoptée dans l'ensemble de l'Université;
- évaluer les plans d'action relatifs aux principaux risques et examiner/approuver les options de traitement des risques majeurs;
- promouvoir à tous les niveaux de l'Université une culture de gestion des risques.



Vice-recteurs ou vice-rectrices

Les vice-recteurs rendent compte de la gestion des risques à la rectrice ou au recteur et doivent :

- élaborer et mettre en œuvre des politiques et procédures de gestion des risques;
- déterminer le profil de risques de l'Université et l'attitude de celle-ci à l'égard des risques liés à des questions majeures particulières;
- cerner et gérer les risques institutionnels auxquels s'expose l'Université et communiquer cette information à la rectrice ou au recteur et au Conseil des gouverneurs;
- s'assurer que les risques opérationnels sont identifiés et gérés comme il se doit dans l'ensemble de l'Université;
- s'assurer que les recommandations et les directives du Conseil des gouverneurs, de la rectrice ou du recteur et du vérificateur interne et externe, relativement à la gestion des risques, sont mises en œuvre;
- fournir au Conseil des gouverneurs, en temps voulu, par l'intermédiaire du Comité de vérification, des informations adéquates sur l'état des risques et des traitements en place et proposés;
- s'assurer que des normes de rendement s'appliquent à la mise en œuvre des politiques et procédures de gestion des risques;
- prendre des dispositions permettant l'examen annuel du rendement des centres budgétaires, des entreprises commerciales et des entités contrôlées relativement à la mise en œuvre des politiques et procédures de gestion des risques;
- réexaminer régulièrement les politiques et procédures pour s'assurer de leur efficacité et de leur pertinence.

Cadre de gestion des risques d'entreprise (GRE)



Laurentian University
Université Laurentienne

For all the right reasons
Pour toutes les bonnes raisons

Vision

Le Programme de gestion des risques de l'Université Laurentienne instaure une culture attentive au risque qui amène les responsables à promouvoir et à mettre en œuvre la prise de décisions raisonnées en identifiant, analysant et traitant le risque. La gestion du risque, au niveau de l'entreprise et des opérations, sous-tend en permanence les objectifs stratégiques de l'Université en exploitant les possibilités qui lui sont offertes tout en atténuant les effets négatifs du risque.

Le Cadre de gestion des risques d'entreprise est une composante essentielle des responsabilités de l'équipe de direction et du Conseil des gouverneurs de l'Université à l'égard de la gouvernance institutionnelle.

Le Cadre devra :

- être mis en pratique par toutes les unités de l'Université et les entités qui en dépendent;
- dégager des possibilités d'améliorer et de rationaliser les politiques, les pratiques administratives et les contrôles internes;
- veiller à la pertinence des opérations quotidiennes, à leur sécurité, à leur viabilité, à leur conformité et à la reddition des comptes à leur égard.

Cadre de gestion des risques d'entreprise



D'après le cadre intégré de gestion des risques des COSO.

Définitions

Risque : s'entend de l'effet que peut avoir un événement ou une activité sur la réalisation des objectifs stratégiques ou opérationnels de l'Université, l'effet étant un écart positif ou négatif par rapport à ce qui est censé se produire. Le risque est exprimé en fonction de termes combinant les incidences d'un événement et la probabilité qu'il se produise.

Gestion des risques d'entreprise : s'entend d'une approche systématique de la gestion de tous les principaux risques institutionnels et stratégiques de l'Université, du repérage au traitement, en passant par l'évaluation, qui pèsent sur la réalisation des objectifs stratégiques de l'Université. La gestion des risques d'entreprise, assurée par le Comité de gestion des risques et gérée par le ou la gestionnaire des risques et des assurances, permet de tenir la haute direction et le Conseil des gouverneurs informés des dix principaux risques et des risques émergents auxquels s'expose l'Université.

Gestion des risques opérationnels : s'entend de l'approche systématique de la gestion des incertitudes résultant de l'inadéquation ou du défaut de processus internes, des actions de personnes ou de la défaillance de systèmes ou des activités externes. La gestion des risques opérationnels se fait au niveau de l'unité ou du projet, sous la conduite des gestionnaires de l'unité ou du projet en question et bénéficie du soutien du Bureau des achats et de la gestion des risques. La gestion des risques opérationnels alimente la gestion des risques d'entreprise.



Cadre de GRE – Principes clés

1. La gestion des risques, en créant et en protégeant la valeur, contribue de façon tangible à la réalisation des objectifs et à l'amélioration des résultats dans tous les domaines d'activité de l'Université.
2. L'Université prend acte des principaux risques, les divulgue de manière systématique et adopte des mesures de gestion judicieuses à leur égard.
3. Il est de la responsabilité du recteur ou de la rectrice de superviser la gestion des risques au sein de l'Université.
4. Les vice-recteurs sont responsables de la mise en œuvre et du soutien des politiques et procédures de gestion efficace des risques, dont l'évaluation des risques d'entreprise faite par le ou la gestionnaire du Service des assurances et de la gestion des risques.
5. La gestion des risques favorise l'amélioration continue du fonctionnement de l'Université.
6. Le ou la gestionnaire du Service des assurances et de la gestion des risques conseillera tous les responsables, à tous les niveaux de la structure de gouvernance de l'Université, sur le Cadre et la Politique de gestion des risques, assurera le suivi du processus de gestion des risques et en rendra compte sous forme de rapport.
7. La gestion des risques sera intégrée aux pratiques courantes de gestion et les responsabilités seront exercées en fonction des lignes hiérarchiques établies.



Le Cadre de gestion des risques d'entreprise précise les rôles et les responsabilités de ce qui suit :

- Conseil des gouverneurs
- Recteur ou rectrice
- Vice-recteurs et vice-rectrices
- Directeurs, directrices et gestionnaires
- Directeur ou directrice des achats et de la gestion des risques
- Responsables de la vérification interne

Appétit pour le risque



Laurentian University
Université Laurentienne

For all the right reasons
Pour toutes les bonnes raisons

Appétit global pour le risque : Le Conseil des gouverneurs, la haute direction et le personnel tiendront compte de la tolérance au risque déclarée par l'Université en prenant des décisions stratégiques et opérationnelles.

- L'Université, dans la poursuite de ses objectifs, sera amenée nécessairement à accepter les risques que comporte la croissance et qui sont proportionnels à la rétribution potentielle.
- Globalement, l'Université Laurentienne n'a qu'un goût limité pour le risque dans bon nombre de ses activités.
- Elle reconnaît toutefois qu'elle doit parfois entreprendre des activités dont les risques intrinsèques sont plus élevés, si elle veut innover et être une leader dans le monde de l'enseignement supérieur.
- **De ce fait, la tolérance de l'Université à l'égard du risque sera souvent différente en fonction de l'activité qu'au niveau institutionnel dans son ensemble.**

Le Cadre précise l'appétit pour le risque par catégorie de risque.



Processus de gestion des risques

Le processus de gestion des risques d'entreprise de l'Université Laurentienne compte les étapes suivantes :

ÉTAPE 1 – Analyser le contexte interne et externe (objectifs et contexte).

ÉTAPE 2 – Repérer les risques suivant un processus systématique (identification des risques).

ÉTAPE 3 – Analyser les risques dans l'optique des critères définis et afférents (évaluation des risques).

ÉTAPE 4 – Traiter les risques (réponse aux risques et mesures de contrôle).

ÉTAPE 5 – Suivre la situation et s'en assurer (information, communication et suivi).

- **Le directeur ou la directrice des achats et de la gestion des risques fera rapport au Comité de vérification sur les résultats des évaluations périodiques des risques d'entreprise.**
- La fréquence des rapports est déterminée par le Comité de vérification (recommandation : trois fois par an).
- Le rapport sur les dix principaux risques d'entreprise est constitué des éléments suivants :
 - Risque
 - Facteurs de risque
 - Description du risque
 - Cote de classement du risque
 - État de l'appétit pour le risque
 - Mise à jour du traitement du risque



- Tenir, à l'intention des hauts dirigeants et du Conseil des gouverneurs, des ateliers sur la gestion des risques d'entreprise.
- Procéder à l'évaluation des risques d'entreprise.
 - Examiner les documents pertinents.
 - Donner un atelier sur l'évaluation des risques d'entreprise.
 - S'entretenir avec le gestionnaire principal pour déterminer le traitement (en place ou prévu) réservé aux risques.
- Faire rapport au Comité de vérification en novembre.

Questions?



LaurentianUniversity
Université**Laurentienne**

Article 6.2
Séance ouverte, 20 octobre 2023
Conseil des gouverneurs
Sommaire

Conseil des gouverneurs

Titre à l'ordre du jour	Approbation des états financiers consolidés vérifiés de 2022-2023 et du Rapport du vérificateur
Numéro de l'article à l'ordre du jour	6.2
Date de la réunion	20 octobre 2023
Séance ouverte/fermée	Ouverte
Action demandée	<input checked="" type="checkbox"/> Pour approbation <input type="checkbox"/> Pour information
Proposé par	Michel Piché, vice-recteur intérimaire aux finances et à l'administration
Présenté(s) par	Norm Lavallée, vice-recteur associé aux Services financiers Tracy Fleury, gestionnaire, Rapports financiers, dotations et immobilisations

1. OBJET

Que le Conseil des gouverneurs approuve les états financiers consolidés vérifiés de 2022-2023 de l'Université Laurentienne et le Rapport du vérificateur.

2. SOMMAIRE

La direction a préparé les états financiers consolidés de l'Université Laurentienne de Sudbury pour l'exercice se terminant le 30 avril 2023, conformément aux normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif. Le vérificateur a effectué les examens et tests appropriés et a conclu que les états financiers présentent fidèlement, dans tous leurs aspects importants, la situation financière consolidée de l'Université Laurentienne de Sudbury au 30 avril 2023, et que les résultats d'exploitation consolidés, variations consolidées de l'actif net et flux de trésorerie consolidés pour l'exercice respectaient les normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

3. RÉOLUTION À CONSIDÉRER

IL EST RÉSOLU

QUE, comme recommandé par le Comité de vérification et de gestion des risques et présenté à l'assemblée du 20 octobre 2023, le Conseil des gouverneurs approuve les états financiers vérifiés de 2022-2023 de l'Université Laurentienne et le Rapport du vérificateur.

4. ANALYSE DES RISQUES

Veuillez indiquer ci-dessous le ou les risques pour l'Université que cette proposition vise.	
<input type="checkbox"/> Gestion des inscriptions	<input checked="" type="checkbox"/> Relations avec les intervenants
<input type="checkbox"/> Corps professoral et personnel	<input checked="" type="checkbox"/> Réputation
<input checked="" type="checkbox"/> Financement et gestion des ressources	<input type="checkbox"/> Activités de recherche
<input type="checkbox"/> Services de TI, logiciels et matériel	<input type="checkbox"/> Sécurité
<input type="checkbox"/> Leadership et changement	<input type="checkbox"/> Réussite des étudiants
<input type="checkbox"/> Infrastructure physique	

5. RECOMMANDATION

Que le Conseil des gouverneurs examine et approuve les états financiers consolidés vérifiés de 2022-2023 de l'Université Laurentienne et le Rapport du vérificateur.

A. Contexte/Description de la question

L'Université a généré un excédent des revenus sur les dépenses de 208,0 millions de dollars en 2022-2023. En excluant les coûts de restructuration et le recouvrement découlant de la procédure en vertu de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (LACC), l'excédent des revenus sur les dépenses a été de 52,6 millions de dollars, par rapport à 44,5 millions de dollars en 2021-2022.

L'incertitude continue causée par la COVID-19 et la restructuration en vertu de la LACC a entraîné une baisse des inscriptions qui, selon les prévisions, devait se poursuivre en 2022-2023. Conformément à ces prévisions, les inscriptions ont de nouveau diminué en 2022-2023, avec une baisse globale de 4 % des équivalents temps plein (ETP) à l'automne par rapport à l'année dernière. Il convient toutefois de souligner que cette réduction a été moins importante que prévu. Dans le cadre des procédures liées à la LACC, le plan financier pluriannuel de la Laurentienne prévoyait une diminution globale des inscriptions de 14 % entre 2021-2022 et 2022-2023. Au total, à l'automne 2022, la Laurentienne a accueilli 7 711 étudiants ou 5 729 ETP, inscrits à 106 programmes de premier cycle et de cycles supérieurs, dont 34 offerts en français.

La présentation ci-jointe donne un aperçu des résultats financiers de l'Université pour l'année ainsi que les faits saillants des principaux écarts et des notes complémentaires aux états financiers.

Dans le cadre de son mandat, BDO a fourni au Comité de vérification et de la gestion des risques de la Laurentienne un rapport de vérification (en annexe), qui met en évidence les domaines d'amélioration du système de contrôle de l'Université en matière de rapports financiers et de technologie de l'information. Les recommandations formulées par le vérificateur serviront à renforcer la conception globale de l'efficacité et des contrôles de l'environnement informatique de l'Université dans les domaines de l'accès des utilisateurs au système, du contrôle des modifications de programme et des mots de passe. Le rapport d'observations et de recommandations sur les technologies de l'information de BDO figure en annexe.

B. Harmonisation avec les objectifs stratégiques de l'Université

Sans objet.

C. Autres options envisagées (le cas échéant)

Sans objet.

D. Risques, y compris la conformité aux lois

Conformité à la législation.	Règlements généraux du Conseil des gouverneurs de l'UL. Loi sur l'Université Laurentienne. Politique des achats. Politique de placement à court terme des fonds de trésorerie. Loi de 2010 sur la responsabilisation du secteur parapublic. Directive en matière d'approvisionnement dans le secteur parapublic, 2011. Directive applicable aux dépenses du secteur parapublic, 2011.
------------------------------	---

E. Considérations financières (le cas échéant)

Sans objet.

F. Avantages

Sans objet.

G. Consultations (le cas échéant)

En plus de la vérification de BDO, les états financiers consolidés ont été examinés par les dirigeants et le Comité de vérification de gestion des risques lors des réunions du 25 septembre et du 5 octobre 2023. Les notes détaillées des états financiers ont également été examinées par le contrôleur et le conseiller juridique de la LACC.

H. Plan de communication

Le Rapport financier annuel, y compris les états financiers consolidés vérifiés, doit être soumis au ministère des Collèges et Universités et affiché chaque année sur le site Web externe de l'Université dans les 180 jours suivant la fin de l'exercice.

I. Prochaines étapes

Le Conseil des gouverneurs doit approuver les états financiers consolidés vérifiés, la communication de ceux-ci au ministère des Collèges et Universités, et leur affichage sur le site Web de l'Université Laurentienne.

J. Annexes

- A. États financiers consolidés vérifiés pour l'exercice se terminant le 30 avril 2023.
- B. Rapport final de vérification au Comité de vérification et de gestion des risques pour l'exercice se terminant le 30 avril 2023 (tel que présenté le 25 septembre 2023).
- C. Présentation au Comité de vérification et de gestion des risques.
- D. Observations et recommandations de BDO sur les technologies de l'information.

Consolidated Financial Statements of

**LAURENTIAN UNIVERSITY
OF SUDBURY**

Year ended April 30, 2023

DRAFT

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Consolidated Statement of Financial Position

April 30, 2023, with comparative information for 2022
(thousands of dollars)

	2023	2022
Assets		
Current assets:		
Cash and short-term investments (note 4)	\$ 137,327	\$ 84,018
Accounts receivable (note 5)	14,654	14,560
Prepaid expenses	4,453	2,757
	156,434	101,335
Accounts receivable (note 5)	188	73
Investments (note 4)	49,299	61,892
Capital assets (note 7)	245,080	253,432
	\$ 451,001	\$ 416,732
Liabilities and Net Assets		
Current liabilities:		
Accounts payable and accrued liabilities (note 8)	28,842	19,592
Accrued vacation pay	2,470	2,340
Deferred revenue	6,175	2,547
Deferred contributions (note 12)	17,819	40,607
Short-term loan (note 9)	-	35,000
Current portion of long-term debt (note 10)	1,466	-
Liabilities subject to the Plan (note 11(b))	-	192,219
	56,772	292,305
Long-term obligations:		
Payable to CCAA Distribution Pool (note 11(a))	47,546	-
Long-term debt (note 10)	32,942	-
Employee future benefits liabilities (note 6)	1,848	5,337
Deferred capital contributions (note 12)	120,321	123,524
Total liabilities	259,429	421,166
Net assets (deficiency):		
Unrestricted	15,571	(88,999)
Employee future benefits (note 6)	(1,848)	(19,351)
Internally restricted (note 15)	1,475	1,164
Investment in capital assets (note 14)	128,864	41,791
Endowments (note 13)	47,510	60,961
	191,572	(4,434)
Commitments and contingencies (note 16)		
	\$ 451,001	\$ 416,732

See accompanying notes to consolidated financial statements.

On behalf of the Board of Governors:

_____ Governor

_____ Governor

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Consolidated Statement of Operations

Year ended April 30, 2023, with comparative information for 2022
(thousands of dollars)

	2023	2022
Revenue:		
Operating grants and contracts	\$ 91,917	\$ 79,568
Tuition fees	52,838	54,005
Other fees and income (note 18)	19,982	15,932
Research grants and contracts	17,870	19,488
Sales and services	9,621	10,768
Amortization of deferred capital contributions (note 12)	5,596	5,621
	<u>197,824</u>	<u>185,382</u>
Expenses:		
Salaries and benefits	92,848	93,266
Operating and research	21,805	17,563
Occupancy	10,537	9,975
Scholarships and bursaries	9,676	9,708
Amortization of capital assets	10,310	10,321
	<u>145,176</u>	<u>140,833</u>
Excess of revenue over expenses, before other items	52,648	44,549
Other items:		
Restructuring costs (note 19)	(11,108)	(27,759)
Recovery from CCAA Proceedings (note 11(c))	166,422	-
Excess of revenue over expenses, after other items	<u>\$ 207,962</u>	<u>\$ 16,790</u>

See accompanying notes to consolidated financial statements.

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Consolidated Statement of Changes in Net Assets (Deficiency)

Year ended April 30, 2023, with comparative information for 2022
(thousands of dollars)

	Unrestricted	Employee Future Benefits	Internally Restricted (note 15)	Investment in Capital Assets (note 14)	Endowments (note 13)	Total
2023						
Net assets (deficiency), beginning of year	\$ (88,999)	\$ (19,351)	\$ 1,164	\$ 41,791	\$ 60,961	\$ (4,434)
Excess (deficiency) of revenue over expenses:						
Operating	57,362	–	–	(4,714)	–	52,648
Restructuring costs (note 19)	(11,108)	–	–	–	–	(11,108)
Recovery from CCAA Proceedings (note 11(c))	166,422	–	–	–	–	166,422
	212,676	–	–	(4,714)	–	207,962
Liabilities derecognized under CCAA Plan (note 2(b))	(105,265)	14,014	–	91,251	–	–
Transfer for capital transactions	(536)	–	–	536	–	–
Interfund transfers (note 15)	(311)	–	311	–	–	–
Excess of employer contributions over employee future benefits net benefit costs	(1,994)	1,994	–	–	–	–
Endowment contributions (note 13)	–	–	–	–	266	266
Net increase in endowments	–	–	–	–	534	534
Transfer of endowments to Northern Ontario School of Medicine (note 13)	–	–	–	–	(14,251)	(14,251)
Employee future benefits remeasurements and other items (note 6)	–	1,495	–	–	–	1,495
Net assets (deficiency), end of year	\$ 15,571	\$ (1,848)	\$ 1,475	\$ 128,864	\$ 47,510	\$ 191,572
2022						
Net assets (deficiency), beginning of year	\$ (112,524)	\$ (13,973)	\$ 3,302	\$ 46,347	\$ 61,482	\$ (15,366)
Excess (deficiency) of revenue over expenses:						
Operating	49,249	–	–	(4,700)	–	44,549
Restructuring costs (note 19)	(27,759)	–	–	–	–	(27,759)
	21,490	–	–	(4,700)	–	16,790
Transfer for capital transactions	(144)	–	–	144	–	–
Interfund transfers (note 15)	2,138	–	(2,138)	–	–	–
Other transfers	41	(41)	–	–	–	–
Endowment contributions (note 13)	–	–	–	–	6	6
Net increase in endowments	–	–	–	–	(527)	(527)
Employee future benefits remeasurements and other items (note 6)	–	(5,337)	–	–	–	(5,337)
Net assets (deficiency), end of year	\$ (88,999)	\$ (19,351)	\$ 1,164	\$ 41,791	\$ 60,961	\$ (4,434)

See accompanying notes to consolidated financial statements.

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Consolidated Statement of Cash Flows

Year ended April 30, 2023, with comparative information for 2022
(thousands of dollars)

	2023	2022
Cash flows from operating activities:		
Excess of revenue over expenses	\$ 207,962	\$ 16,790
Non-cash items:		
Amortization of capital assets	10,310	10,321
Amortization of deferred capital contributions	(5,596)	(5,621)
Excess of employer contributions over employee future benefits net benefit costs	(1,994)	-
	210,682	21,490
Change in non-cash working capital (note 17)	11,218	5,642
Change in liabilities subject to the Plan (note 11(b)) (net)	(144,673)	5,399
	77,227	32,531
Cash flows from financing activities:		
Endowment contributions	266	6
Net increase (decrease) in endowments	534	(527)
Increase (decrease) in deferred contributions, net	(22,788)	4,243
Deferred capital contributions received	2,393	877
Increase in long-term debt	35,000	-
Repayment of long-term debt	(592)	-
Increase (decrease) in short-term loan	(35,000)	10,008
	(20,187)	14,607
Cash flows from investing activities:		
Purchases of capital assets	(1,958)	(368)
Change in long-term accounts receivable	(115)	-
Net decrease in investments	12,593	283
Transfer of endowments to Northern Ontario School of Medicine (note 13)	(14,251)	-
	(3,731)	(85)
Net increase in cash and short-term investments	53,309	47,053
Cash and short-term investments, beginning of year	84,018	36,965
Cash and short-term investments, end of year	\$ 137,327	\$ 84,018

See accompanying notes to consolidated financial statements.

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023

(thousands of dollars)

1. Description:

Laurentian University of Sudbury (the “University”) is incorporated by *An Act to Incorporate Laurentian University of Sudbury* under the laws of Ontario. The University is committed to strengthening the foundation of knowledge in higher education and research in order to offer an outstanding university experience in English and French with a comprehensive approach to Indigenous education.

The University is a registered charity and is exempt from the payment of income tax under section 149 (1)(f) of the *Income Tax Act*.

2. Basis of presentation:

(a) Basis of presentation:

The consolidated financial statements have been prepared in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations (“ASNPO”) in Part III of the CPA Canada Handbook – Accounting.

The amounts in the consolidated financial statements are presented in thousands of Canadian dollars.

(b) CCAA proceedings:

Due to historical financial and operational issues experienced by the University, on February 1, 2021, the University brought an application before the Ontario Superior Court of Justice (Commercial List) (the “Court”) for an initial order pursuant to the *Companies’ Creditors Arrangement Act* (the “CCAA”) to, among other things, obtain a stay of proceedings to provide the University with the platform and opportunity to financially and operationally restructure. On February 1, 2021, the Court granted the initial order (as amended and restated, the “Initial Order”) that, among other things, appointed Ernst & Young Inc. as Monitor of the University (the “Monitor”) and approved a stay of proceedings for an initial 10-day period.

The CCAA proceeding provided the University with a court-supervised platform for the University to restructure with the goal of becoming sustainable long-term, both financially and operationally. The University continues to operate and provide its educational services and programs.

On February 10, 2021, the Court approved a \$25,000 debtor-in-possession credit facility (“DIP Facility”). The DIP Facility was subsequently increased to \$35,000 on May 19, 2021 with a maturity date of January 31, 2022. On January 27, 2022, the Province of Ontario, as represented by the Ministry of Colleges and Universities (“MCU”), refinanced the DIP Facility through an advance under a credit facility in the principal amount of \$35,000 (the “MCU DIP Facility”) with a maturity date of September 30, 2022 which was subsequently extended to November 30, 2022. On November 28, 2022, the MCU DIP Facility was repaid in full and replaced with a long-term loan agreement with the Province of Ontario in the principal amount of \$35,000 (note 10).

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

2. Basis of presentation (continued):

(b) CCAA proceedings (continued):

During the CCAA proceedings, the University engaged in and completed a comprehensive operational and academic restructuring resulting in reduced programs and course offerings, a reduction of faculty and departments, amendments to the University's pension and post-retirement benefits plans, the termination of the University's historical relationships with Huntington University, the University of Sudbury, and Thorneloe University, and a renegotiation of existing collective bargaining agreements with its unions. These measures resulted in a significant reduction to the University's annual costs.

On May 31, 2021, the Court issued an order approving and establishing a claims process (the "Claims Process Order") whereby the Monitor, in conjunction with the University, would call for claims of creditors against the University and provide for a mechanism for the resolution and determination of such claims for voting and distribution purposes in relation to a Plan of compromise or arrangement pursuant to the CCAA to be presented by the University at a future date. Pursuant to the Claims Process Order, creditors had until July 30, 2021 to submit their claims to the Monitor. On August 17, 2021, the Court also granted an order approving a process and methodology to calculate and determine employee compensation claims and a process for notification and claims processing.

On December 16, 2021, the Ontario Government announced a package of support through the MCU that included the MCU DIP Facility, up to \$6,000 in COVID-19 relief grants (received in 2022-23) as well as enrolment and performance grant protection up to \$22,000. The MCU DIP Facility was approved by the Court on January 27, 2022, and the refinancing was completed on January 28, 2022.

The Plan of Compromise or Arrangement dated July 21, 2022 was accepted for filing by the Court on July 28, 2022 and on the same date, an order was issued by the Court authorizing one class of Affected Creditors (as defined in the Plan) and authorizing the University to call, hold and conduct a meeting of creditors for purposes of voting on the Plan (the "Meeting Order"). In accordance with its terms and the Meeting Order, the Plan of Compromise or Arrangement was amended on September 9, 2022 (the "Plan"). The Plan was filed with the Court, notice was provided to the Service List, and the Plan was posted on the Monitor's website.

As part of its support of the University, the Province of Ontario committed to purchase certain parcels of real estate owned by the University for an aggregate purchase price of up to \$53.5 million (note 7). This support is subject to conditions, including final government approvals and the implementation of the Plan. Under the Plan, the proceeds of sale will be paid into the Distribution Pool, which represents the funds available for distribution to creditors. The Plan provides that a minimum of \$45.5 million shall be realized from the sale of the real estate assets and transferred to the Distribution Pool. The Monitor shall receive all funds paid into the Distribution Pool and effect all distributions to creditors from the Distribution Pool.

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

2. Basis of presentation (continued):

(b) CCAA proceedings (continued):

For clarity, Affected Creditors have no further recourse against the University beyond their entitlement to any pro rata share of the proceeds from the Distribution Pool. The Plan provides that any real estate sale transactions are to be completed and the funds transferred to the Distribution Pool within three years of the Plan Implementation Date such date being November 28, 2025.

A meeting of Affected Creditors was held on September 14, 2022, to vote on the Plan. At the meeting, the requisite majorities in number and value of Affected Creditors entitled to vote, voted in favour of the Plan. The Plan was approved by the Court on October 5, 2022.

Secured Claims, CCAA Priority Claims and Vacation Pay Compensation Claims (all as defined in the Plan) were to receive payment in full upon implementation of the Plan. These amounts were paid during the year in the amount of \$5,954.

Pursuant to the Plan, Affected Creditors will receive one or more distributions from the Distribution Pool on a *pro rata* basis. The exact amount that will be distributed to Affected Creditors cannot be determined at this time.

The Plan was implemented on November 28, 2022, and at that time, all Secured Claims, CCAA Priority Claims, Vacation Pay Compensation Claims and claims of Affected Creditors were fully, finally and irrevocably released, discharged, cancelled and barred. Distributions were made in full payment of all Secured Claims, CCAA Priority Claims and Vacation Pay Compensation Claims in the amount of \$5,954. In accordance with the Plan, distributions to Affected Creditors with unsecured Proven Claims will be made at a future date from the Distribution Pool.

Upon implementation of the Plan, the University recognized a payable to the CCAA Distribution Pool of \$47,546 (2022 - \$nil) (note 11(a)), reduced liabilities subject to the Plan to \$nil (2022 - \$192,219) (note 11(b)), and recorded a recovery from CCAA Proceedings of \$166,422 (2022 - \$nil) (note 11(c)). The University also derecognized pre-CCAA deferred contributions in the amount of \$26,193 (note 12(a)). Restructuring costs incurred of \$11,108 (2022 - \$27,759) (note 19) have been recorded in the Statement of Operations.

(c) Basis of consolidation:

These consolidated financial statements reflect the assets, liabilities, net assets, revenue, expenses and other transactions of all of the operations and organizations controlled by the University. The University has control or joint control over another entity when it has control or shared control over the power to determine its strategic operating, investing, and financing policies of the entity.

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

2. Basis of presentation (continued):

(c) Basis of consolidation (continued):

These consolidated financial statements include the assets, liabilities, surplus/deficit and operations of the University's subsidiaries and joint ventures as follows:

- Mining Innovation Rehabilitation and Applied Research Corporation ("MIRARCO"), which is a wholly controlled entity and is consolidated by the University. The University is the sole voting member of this corporation. MIRARCO promotes research in and the development of the application of scientific and engineering techniques and policies to foster and enable the use of natural resources in a safe, sustainable, and economic manner.
- Sudbury Neutrino Observatory Laboratory ("SNOLab") which is a not-for-profit organization whose principal objective is the construction, operation and decommissioning of a deep underground science research facility. SNOLab is a partnership arrangement with four other universities. The University accounts for its 20% share of SNOLab using the equity method.

The University appoints one member to the Board of the Centre for Excellence in Mining and Innovation ("CEMI"), but does not control or have significant influence over this entity. As a result, these consolidated financial statements do not include the financial results of CEMI. See note 21 for additional disclosure relate to CEMI.

Various student organizations are not included in these consolidated financial statements as the University does not have control or significant influence over these organizations.

3. Significant accounting policies:

(a) Revenue recognition:

The University follows the deferral method of accounting for contributions for not-for-profit organizations.

Unrestricted contributions, including government funding and certain unrestricted donations are recognized as revenue when received or receivable if the amount can be reasonably estimated and collection is reasonably assured. Contributions pertaining to future periods are deferred and recognized as revenue in the year in which the related expenses are recognized.

Contributions externally restricted for purposes other than endowments are recognized as deferred contributions and recognized as revenue in the year in which the related expenses are recognized.

Contributions restricted for capital asset purchases are deferred and amortized to operations on the same basis as the related asset is amortized.

Contributions restricted for endowment purposes are recognized as direct increases to endowment net assets.

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

3. Significant accounting policies (continued):

(a) Revenue recognition (continued):

Pledges are not legally enforceable claims and therefore are not recorded in these consolidated financial statements until they are received.

Tuition and ancillary fees, other fees and income, and sales and services are recognized as revenue in the fiscal period when the respective courses and seminars are held, or the goods and services are provided.

(b) Investments and investment income:

Investment income arises primarily from the pooled fund investments held by the University, and can include changes in fair market value, realized gains and losses, dividends and interest.

Investment income related to unrestricted contributions is recognized when earned and included in other fees and income.

The University also recognizes as revenue an administration fee for managing the endowment funds. During the year, \$196 (2022 - \$ nil) of administrative fees were recorded in other fees and income.

Investment income related to endowments is recorded as a direct increase in net assets. Subsequent to initial income recognition, the University may allocate investment income earned that can be distributed for other purposes as stipulated by the external donor for another internally restricted purpose.

When the net investment income earned on externally restricted endowments is in excess of the amount made available for spending, the excess is recorded as a direct increase in endowment net assets. When the net investment income earned is insufficient to fund the amount made available for spending, the deficiency is recorded as a direct decrease in endowment net assets.

(c) Capital assets:

Purchased assets are recorded at cost. Contributed assets are recorded at fair market value at the date of contribution.

Capital assets are amortized on the straight-line basis over their estimated useful lives as follows:

Buildings	40 years
Buildings components	20 years
Equipment and furnishings	7 years
Site improvements	15 years

Construction in progress is not amortized until the project is complete and the facilities are put in use. Expenditures on repairs and maintenance are expensed as incurred.

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

3. Significant accounting policies (continued):

(d) Employee future benefits liabilities:

In the year, the University provided employee future benefits to its employees through the Retirement Plan of Laurentian University (the "Pension Plan"). During the CCAA restructuring and following negotiations with the relevant unions during a court-supervised mediation process, the University made substantial changes to its benefit plans as described in note 6.

The University accrues its obligations and related costs for the Pension Plan as the employees render the service necessary to earn the pension. The pension obligations are based on the latest going concern funding valuation. The actuarial determination of the accrued benefit obligations for pensions uses the projected method on service (which incorporates management's assumptions used for funding purposes, other cost escalation, retirement ages of employees and other actuarial factors). The actuarial valuation is performed at least every three years. In the years between valuations, pension plan results are prepared based on extrapolations of the latest available funding valuation results. The most recent actuarial valuation for the pension plan was as of January 1, 2023 and the next actuarial valuation will be completed effective January 1, 2026.

The Pension Plan's assets are measured at fair value at the date of the Consolidated Statement of Financial Position.

Current service and finance costs for the year are recognized as Salaries and benefit expense.

Re-measurements and other items comprise the aggregate of the difference between the actual return on plan assets and the return calculated using the discount rate; the actuarial gains and losses; the effect of any valuation allowance in the case of a net defined benefit asset; the past service costs; and the gains and losses arising from settlements and curtailments. Re-measurements are recognized directly in net assets.

The Pension Plan provides a provision against the pension plan's assets for benefit reinstatement in accordance with the Pension Plan's benefits and funding policy.

(e) Internally restricted net assets:

The University restricts use of portions of its operating net assets for specific future uses. When incurred, the related revenues and expenses are charged to operations, and the balance of Internally restricted assets is increased or decreased accordingly with a transfer to or from Unrestricted net assets (deficiency).

(f) Financial instruments:

All financial instruments are initially recorded on the Consolidated Statement of Financial Position at fair value.

Investments held in fixed income and equity pooled funds that trade in an active market, as well as investments held in real estate are subsequently recorded at fair value.

All other financial instruments are subsequently measured at amortized cost.

Transaction costs incurred on the acquisition of financial instruments measured subsequently at fair value are expensed as incurred.

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

3. Significant accounting policies (continued):

(g) Use of estimates:

The preparation of consolidated financial statements requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and disclosure of contingent assets and liabilities at the dates of the consolidated financial statements and the reported amounts of revenues and expenses during the reporting periods. Items subject to such estimates and assumptions include the carrying value of accounts receivable, capital assets, obligations related to employee future benefits, vacation accrual, and contingencies. Actual results could differ from those estimates. These estimates are reviewed periodically, and, as adjustments become necessary, they are recognized in the consolidated financial statements in the year in which they become known.

(h) Key sources of measurement uncertainty:

During the CCAA proceedings, the University recognized restructuring costs (note 19) and liabilities that were subsequently compromised and extinguished under the Plan (note 11) subject only to the rights of Affected Creditors to receive distributions from the Distribution Pool. The final amount being transferred to the Distribution Pool is subject to the final determination of the proceeds of the sale of real estate assets to the Province of Ontario.

Prior year liabilities subject to compromise under the Plan were measured at the reporting date based on an analysis of the nature and carrying value of the underlying liabilities, proof of claim and the stage of advancement of the claim's identification, resolution, and barring process.

(i) Impairment of capital assets:

Capital assets are reviewed for impairment whenever events or changes in circumstances indicate that the carrying value of assets may not contribute to the University's ability to provide goods and services.

An impairment occurs when the carrying value of an asset is higher than the replacement value or fair value. Any impairment results in a write-down of the capital assets and an expense in the Consolidated Statement of Operations. An impairment loss is not reversed if the fair value of the related capital asset subsequently increases.

(j) Payable to CCAA Distribution Pool and Liabilities subject to the Plan:

As a result of the implementation of the Plan on November 28, 2022, all pre-filing liabilities as at February 1, 2021 as well as certain restructuring liabilities that arose following the commencement of the CCAA proceeding on February 1, 2021 were discharged. The discharge of Secured Claims, CCAA Priority Claims and Vacation Pay Compensation Claims was subject to the right of these claimants to receive payment in full for the amount of their claims, which has occurred. These claims in the aggregate amount of \$5,954 were paid in full upon Plan Implementation. Distributions to Affected Creditors from the Distribution Pool will be made when funds are available and on a pro rata basis. For clarity, Affected Creditors have no further recourse against the University beyond their entitlement to any pro rata share of the proceeds from the Distribution Pool. Obligations for goods and services provided to the University after the filing date of February 1, 2021, were not compromised or released under the Plan, and will continue to be addressed in the ordinary course.

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

3. Significant accounting policies (continued):

(j) Payable to CCAA Distribution Pool and Liabilities subject to the Plan (continued):

The measurement of Liabilities subject to the Plan in prior year was based on an analysis of the nature and carrying value of the underlying liabilities, proof of claims, and the claims identification and process.

In 2023, Liabilities subject to the Plan including certain pre-CCAA deferred contributions were derecognized when the liabilities were legally discharged upon implementation of the Plan, resulting in a recovery on the Statement of Operations (note 11(c)). A Payable to the CCAA Distribution Pool (note 11(a)) was recorded to reflect the maximum anticipated amounts payable to the Distribution Pool upon the sale of certain real estate assets. This amount has been calculated as the expected proceeds from the sale of assets of up to \$53,500 less payments made to holders of Secured Claims, CCAA Priority Claim and Vacation Pay Compensation Claims of \$5,954, in accordance with the Plan. The Monitor will make distributions to Affected Creditors from the Distribution Pool when funds are available and in accordance with the Plan.

4. Cash and investments:

	2023	2022
Short-term:		
Cash	\$ 112,992	\$ 83,660
Short-term investments	24,335	358
	\$ 137,327	\$ 84,018
Long-term:		
Equity	\$ 17,947	\$ 28,363
Fixed income	17,317	20,313
Global infrastructure	7,195	6,501
Structured credit	3,460	3,460
Real estate fund	3,380	3,255
	\$ 49,299	\$ 61,892

Included in the above are restricted cash and short-term investment amounts of \$15,161 (2022 - \$10,126) (note 12(a)). Segregated bank accounts were established in December 2020 to hold certain externally restricted funds advanced to the University prior to the related expenditures being incurred.

Long-term investments include externally restricted endowment investments of \$47,510 (2022 - \$60,961)(note 13).

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

5. Accounts receivable:

	2023	2022
Restricted grants and contracts	\$ 2,334	\$ 3,217
Tuition and ancillary fees	8,005	7,275
Operating grants	5,402	4,985
Government remittances receivable	833	944
Other	2,044	1,166
	\$ 18,618	\$ 17,587
Less allowance for doubtful accounts	(3,776)	(2,954)
	\$ 14,842	\$ 14,633
Current portion of accounts receivable	\$ 14,654	\$ 14,560
Long-term accounts receivable	188	73
	\$ 14,842	\$ 14,633

6. Employee future benefits:

In the year, the University provided employee future benefits to its employees through the Pension Plan. During the CCAA restructuring and following negotiations with the relevant unions as part of the court-supervised mediation, the University made substantial changes to its benefit plans as described below.

(a) Pension Plan:

Since July 1, 2012, the Pension Plan has provided for all future service to be earned as a defined benefit entitlement for all employees of the University. Prior to this, the Pension Plan provided pension benefits on a hybrid basis (a defined contribution pension with a guaranteed minimum defined benefit).

The University is the Principal Employer of the Pension Plan, which also includes other Participating Employers, being CEMI, SNOLab, and MIRARCO. Previous Participating Employers included Huntington University, the University of Sudbury, and Thorneloe University (collectively, the "Former Federated Universities"). Through amendments to the Pension Plan effected during the CCAA proceeding, the University terminated the future participation of employees of the Former Federated Universities in the Pension Plan during 2021. As part of a transition agreement between the University and Huntington University, Huntington University ceased its participation in the Pension Plan on June 30, 2021. The employees of the University of Sudbury and Thorneloe University terminated participation in the Pension Plan on December 31, 2021.

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

6. Employee future benefits (continued):

(a) Pension Plan (continued):

In the prior year, as disclosed in note 2(b), the University amended the Pension Plan to enhance the long-term sustainability of the Pension Plan for all beneficiaries. Effective April 2021, the Pension Plan was amended to modify the rights of members to receive their pension entitlement as a lump sum value. Previously, the lump sum transfer election was available at any time between the end of employment and the end of the year in which a member or former member attained age 71 when a monthly pension commenced. The Pension Plan was amended such that members who remain in active employment until their early retirement date are no longer able to transfer lump sum values of their pension entitlement and a group of terminated members were given a final lump sum transfer option.

Effective July 1, 2021, the Pension Plan changed its name to the Retirement Plan of Laurentian University of Sudbury. In addition, the Pension Plan was amended such that future benefits are calculated based on a lower cost career average earnings formula instead of a final average earnings formula. The guaranteed post-retirement indexation was amended to conditional indexation for pensions earned after July 1, 2021. Amendments were also made to the early retirement provisions of the Pension Plan and the option to commence a pension while remaining employed was amended. Employee contributions were increased to an aggregate of 8% of pensionable earnings. Employer contributions are now also subject to a minimum of 8% of pensionable earnings. These amendments to the Pension Plan have been reflected in the actuarial valuation performed as at July 1, 2021.

Future benefit improvements under the Pension Plan are subject to plan sustainability measures under the terms of a Benefits and Funding Policy and no benefit improvements will be considered prior to July 1, 2025, unless the Pension Plan develops an excess surplus as defined under the Income Tax Act. An actuarial calculation of the future assets/liabilities including an allowance for benefit reinstatement was completed and forms the basis for the accrued benefit obligation. As at April 30, 2023, the University reflected a Pension Plan liability of \$1,848 (2022 - \$5,337).

The Pension Plan's assets are measured at fair value at the date of the consolidated Statement of Financial Position.

Past service costs, actuarial gains, and losses on plan assets or defined benefit obligations as well as gains and losses arising from the amendment and curtailments are recognized as remeasurements in net assets.

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

6. Employee future benefits (continued):

(b) Retiree Health Benefit Plan:

The University previously sponsored a defined benefit health care plan for substantially all retirees and employees. Employees contributed to the plan, as did the University. The University accrued its obligations and related costs based on the latest actuarial valuation. The Retiree Health Benefit Plan was unfunded.

The retiree health benefit plan was terminated on April 30, 2021. This termination is considered a plan curtailment, and any related liabilities have been compromised and discharged pursuant to the Plan in the CCAA proceeding. Effective November 28, 2022, liabilities in connection with the Retiree Health Benefit Plan were discharged and any related claims are included in the claims of Affected Creditors entitled to receive distributions from the Distribution Pool.

Total liabilities of \$nil at April 30, 2023 (2022 – \$10,798) relating to retiree health benefit plan liabilities are included in Liabilities subject to the Plan (note 11).

(c) Supplementary Pension Plan:

The University previously had an unfunded supplemental pension plan for employees to provide them with certain benefits as calculated pursuant to the defined benefit pension plan formula assuming that Canada Revenue Agency tax limits did not exist. The University recognized the amount of the accrued obligation in the Consolidated Statement of Financial Position. Current service and finance costs were expensed during the year, while remeasurements and other items, representing the total of actuarial gains and losses, and past service costs, were recognized as a direct increase or decrease in employee future benefits net assets (deficiency). The accrued liability was determined using a roll-forward technique to estimate the accrued liability using funding assumptions from the most recent actuarial valuation report prepared at least every three years.

All payments from the supplementary pension plan were suspended on February 1, 2021, as a result of the commencement of the CCAA proceeding. Term sheets entered into with the University's labour unions during the CCAA proceeding and approved by the Court provided that the supplementary pension plan would be terminated effective April 30, 2021. No additional obligations were accrued after the termination for current or former non-union employees. Effective November 28, 2022, liabilities in connection with the supplementary pension plan were compromised and discharged, and any related claims arising from the termination are included in the claims of Affected Creditors entitled to receive distributions from the Distribution Pool.

Liabilities of \$nil at April 30, 2023 (2022 - \$3,216) relating to the supplementary pension plan are included in Liabilities subject to the Plan (note 11).

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

6. Employee future benefits (continued):

The breakdown of the plans is as follows:

	Pension Plan	Retiree Health Benefit Plan	Supplemental Pension Plan	2023 Total
Accrued benefit obligation	\$ (418,874)	\$ -	\$ -	\$ (432,888)
Fair value of plan assets	417,026	-	-	417,026
Employee future benefits liabilities	\$ (1,848)	\$ -	\$ -	\$ (1,848)

	Pension Plan	Retiree Health Benefit Plan	Supplemental Pension Plan	2022 Total
Accrued benefit obligation	\$ (418,342)	\$ (10,798)	\$ (3,216)	\$ (432,356)
Fair value of plan assets	413,005	-	-	413,005
Accrued benefit liabilities	\$ (5,337)	\$ (10,798)	\$ (3,216)	\$ (19,351)
Reclassified to Liabilities subject to the Plan (note 11)	\$ -	\$ 10,798	\$ 3,216	\$ 14,014
Employee future benefits liabilities	\$ (5,337)	\$ -	\$ -	\$ (5,337)

The reconciliation of the pension plan at April 30, 2023 is as follows:

	Fair value of plan assets	Accrued benefit obligation	Accrued benefit assets/ (liabilities)
Balance as at April 30, 2022	\$ 413,005	\$ (418,342)	\$ (5,337)
Contributions	9,851	(2,791)	7,060
Current period costs	-	(23,768)	(23,768)
Benefits paid	(21,105)	21,105	-
Actual return on plan assets	15,275	(3,186)	12,089
Actuarial gain	-	8,108	8,108
Balance as at April 30, 2023	\$ 417,026	\$ (418,874)	\$ (1,848)

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

6. Employee future benefits (continued):

The reconciliation of the pension plan at April 30, 2022 is as follows:

	Fair value of plan assets	Accrued benefit obligation	Accrued benefit assets/ (liabilities)
Balance as at April 30, 2021	\$ 461,738	\$ (452,203)	\$ 9,535
Transfer and plan amendments arising from Huntington University	6,188	(6,081)	107
Contributions	10,678	(3,268)	7,410
Current period costs	-	(23,068)	(23,068)
Transfers	(1,055)	1,055	-
Adjustment for plan amendments	(7,972)	-	(7,972)
Benefits paid	(58,760)	58,760	-
Actual return on plan assets	2,188	(23)	2,165
Actuarial gain	-	6,486	6,486
Balance as at April 30, 2022	\$ 413,005	\$ (418,342)	\$ (5,337)

The significant assumptions used are as follows (weighted average):

	Pension Plan	
	2023	2022
Discount rate	5.80%	5.85%
Provision for adverse deviation (on non-indexed liabilities)	7.97%	10.28%
Expected long-term rate of return on Plan assets	5.80%	5.85%
Health care cost trend rate	-	-
Rate of inflation	2.00%	2.00%

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

7. Capital assets:

			2023	2022
	Cost	Accumulated Amortization	Net book Value	Net book Value
Buildings	\$ 359,772	\$ 131,585	\$ 228,187	\$ 234,932
Equipment and furnishings	63,582	61,300	2,282	3,685
Site improvements	12,266	11,068	1,198	1,402
Land	13,413	-	13,413	13,413
	\$ 449,033	\$ 203,953	\$ 245,080	\$ 253,432

A total of \$34 (2022 - \$144) of buildings are under construction and not yet subject to amortization.

During the CCAA proceedings, the University reviewed their capital assets for indicators of impairment and determined that an impairment allowance was not required. The University's buildings are considered an integrated group of assets to provide post-secondary education to students and to support research activities. The overall service potential for the integrated asset group has not been significantly reduced and continues to be used to provide on-going and future services to support the University's academic and research operations.

The University has negotiated an agreement through a Term Sheet with the Province of Ontario for the sale of certain real estate with estimated proceeds of \$53,500. Upon closing of the real estate transaction(s) contemplated by the Term Sheet, the proceeds of the sale of the real estate will be paid into the Distribution Pool in accordance with the Plan and used to make distributions to the Affected Creditors pursuant to the terms of the Plan.

The total land identified in the Term Sheet covers 68.75 acres, which represents approximately 9% of the University's total 750+ acres. The five buildings located on the seven separate properties identified in the Term Sheet are as follows:

- East Residence
- Vale Living with Lakes Centre and Watershed Building
- Northern Ontario School of Medicine
- Health Sciences Building
- Security and Maintenance Building

After due diligence, including consultations with Indigenous communities, specific assets will be confirmed for sale. The University will explore the sale of these assets and work together with the province of Ontario to negotiate a purchase and sale agreement, with closing to occur and proceeds of sale paid to the Distribution Pool by no later than November 28, 2025, as required by the Plan.

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

8. Accounts payable and accrued liabilities:

Included in Accounts payable and accrued liabilities are government remittances payable of \$2,057 (2022 - \$2,544), which includes amounts payable for payroll related taxes.

9. Short-term loan:

On January 27, 2022 the Province of Ontario, as represented by the MCU advanced a \$35,000 DIP Facility to replace the previous DIP Facility that had been granted during the CCAA proceeding, with a maturity date of September 30, 2022. On September 22, 2022, the maturity date was extended by MCU to November 30, 2022. The interest rate was 1.052% and the loan was secured by all of the University's property through a court-ordered super-priority charge in connection with the CCAA proceedings. Upon Plan implementation which occurred on November 28, 2022, a new loan was advanced by MCU to repay in full and replace the DIP loan with a long-term loan on terms outlined in note 10.

10. Long-term debt:

On November 28, 2022 upon implementation of the Plan in the CCAA proceeding, the University entered into a new secured long-term loan agreement with the Province of Ontario (the "Exit Financing"). During 2023, the University made principal payments totalling \$592 (2022 - \$ nil) as required by the terms of the Exit Financing. Total interest paid on long-term debt during the year was \$884 (2022 - \$nil). The University granted to the Province of Ontario a continuing security interest and a first-ranking lien in favour of the Province of Ontario over all of the collateral (subject only to Permitted Liens as defined in the loan agreement) of the University to secure the Exit Financing. The Exit Financing agreement contains a number of financial covenants that have to be maintained by the University over the life of the loan starting in 2023-24.

The University's indebtedness as of April 30, 2023 and 2022 consisted of the following:

	Rate	Fixed Maturity	2023	2022
Province of Ontario	6.11%	2038	\$ 34,408	\$ -
Less: Current portion of long-term debt			(1,466)	-
			\$ 32,942	\$ -

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

10. Long-term debt (continued):

The principal repayments of long-term debt are as follows:

2024	\$	1,466
2025		1,556
2026		1,651
2027		1,752
2028		1,859
Thereafter		26,124
	\$	34,408

Prior to the commencement of the CCAA proceeding, the University was a party to a number of long term loan agreements with various financial institutions. All amounts owing pursuant to the debt agreements were unsecured and were stayed pursuant to the Initial Order and the University ceased accruing interest expense on long-term debt as of February 1, 2021. In 2022, these obligations were classified as liabilities subject to the plan pursuant to the Plan. These liabilities were discharged upon Plan implementation on November 28, 2022. Any claims relating to these debt agreements are included in the claims of Affected Creditors entitled to receive distributions from the Distribution Pool (note 11(b)) when funds are available.

	Rate	Fixed Maturity	2023	2022
Unsecured loans with:				
Bank of Montreal	5.39%	2024	-	1,301
Royal Bank of Canada	4.30%	2040	-	12,881
Royal Bank of Canada	4.94%	2043	-	17,455
Royal Bank of Canada	3.90%	2023	-	2,555
Royal Bank of Canada	4.63%	2041	-	38,640
TD Canada Trust	4.97%	2036	-	10,538
TD Canada Trust	4.95%	2043	-	6,557
			\$ -	\$ 89,927
Less: Liabilities subject to the Plan			-	(89,927)
			\$ -	\$ -

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

10. Long-term debt (continued):

Prior to the commencement of CCAA proceedings, the University was a party to seven interest rate swap agreements to manage the volatility of interest rates. The University converted floating rate debt for fixed rate of debt. After the commencement of the CCAA proceeding, each of the lenders provided notice to the University that the interest rate swaps would be unwound. The calculation of the quantum of the lenders' claims against the University was determined in the Claims Process. As a result of the termination, the University ceased the application of hedge accounting for all the interest rate swaps and recorded an immediate loss incurred on termination amounting to \$24,700 in Restructuring costs on February 1, 2021. The liability in connection with this loss was recorded as Liabilities subject to the Plan in 2022. This liability was discharged upon Plan implementation and any related claim of those lenders is included in the claims of Affected Creditors entitled to receive distributions from the Distribution Pool (note 11(b)).

11. Payable to CCAA Distribution Pool, Liabilities subject to the Plan and Recovery from CCAA Proceedings:

(a) Payable to CCAA Distribution Pool:

The Payable to CCAA Distribution Pool (note 2(b)) represents the amount owing to the Distribution Pool pursuant to the Plan. The amount is equal to the expected proceeds from the sale of assets to the Province of Ontario of up to \$53,500 (note 10) less payments already made to holders of Secured Claims, CCAA Priority Claims and Vacation Pay Compensation Claims in the amount of \$5,954.

(b) Liabilities subject to the Plan:

As a result of the Initial Order obtained on February 1, 2021, and subsequent amendments, the payment of all liabilities owing as of February 1, 2021 was stayed.

On May 31, 2021, the Court issued a Claims Process Order establishing the claims procedures for the identification and resolution or determination of claims. On August 17, 2021, the Court issued an order establishing the procedures for the identification and the methodology associated with the determination of employee compensation claims. Pursuant to the Claims Process Order, creditors were required to submit their claims to the Monitor.

Pursuant to the terms of the Plan, holders of Secured Claims, CCAA Priority Claims and Vacation Pay Compensation Claims were entitled to payment in full upon Plan implementation. Payment in full of these amounts was made during 2023 in the amount of \$5,954.

Obligations for goods and services provided to the University after the filing date of February 1, 2021 are discharged in the ordinary course based on negotiated terms. These liabilities were not included as Liabilities subject to the Plan.

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

11. Payable to CCAA Distribution Pool, Liabilities subject to the Plan and Recovery from CCAA Proceedings (continued):

(b) Liabilities subject to the Plan (continued):

Amounts recognized as liabilities subject to the Plan at April 30, 2023 were \$nil and in 2022 were as follows:

2022

	Employee future benefit remeasurements	Restructuring costs	Reclassification from existing liabilities	Total
Accounts payable and accrued liabilities	\$ –	\$ 6,076	\$ 10,891	\$ 16,967
Employee future benefits liabilities	14,014	704	233	14,951
Employee restructuring and termination costs	–	44,682	–	44,682
Short-term loan	–	–	1,324	1,324
Long-term debt	–	–	89,927	89,927
Interest rate swap termination obligation	–	24,368	–	24,368
	\$ 14,014	\$ 75,830	\$ 102,375	\$ 192,219

On November 28, 2022, Liabilities subject to the Plan were derecognized when the liabilities were legally discharged and released upon implementation of the Plan (note 2(b)).

(c) Recovery from CCAA Proceedings:

On November 28, 2022, Liabilities subject to the Plan as well as pre-CCAA deferred contributions were derecognized when the liabilities were legally discharged and released upon the implementation of the Plan (note 2(b)), resulting in a recovery on the Statement of Operations. At the same time, the University recorded a Payable to CCAA Distribution Pool (note 11(a)) in an amount equal to the expected proceeds from the sale of assets to the Province of Ontario of up to \$53,500 (note 10) less payments already made to holders of Secured Claims, CCAA Priority Claims and Vacation Pay Compensation Claims in the amount of \$5,954.

A reconciliation of the Recovery from CCAA Proceedings recorded on the Statement of Operations is as follows:

	2023
Liabilities Subject to the Plan, beginning of year	\$ 192,219
Adjustments to Liabilities subject to the Plan	1,510
Pre-CCAA deferred contributions derecognized	26,193
Payments made re: Secured Claims, CCAA Priority Claims and Vacation Pay Compensation Claims	(5,954)
Payable to CCAA Distribution Pool	(47,546)
Recovery from CCAA Proceedings	\$ 166,422

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

12. Deferred contributions:

(a) Deferred contributions:

Deferred contributions represent external contributions restricted for research and other expenditures to be incurred in subsequent fiscal years. Details of the change in Deferred contributions are as follows:

	2023	2022
Balance, beginning of year	\$ 40,607	\$ 36,364
Add contributions received in the year	19,100	21,367
Less amounts recognized as revenue	(15,695)	(17,124)
Less amounts derecognized in accordance with the Plan (note 2 (b))	(26,193)	-
Balance, end of year	\$ 17,819	\$ 40,607

Deferred contributions recognized in the year for all types of revenue was \$15,695 (2022 - \$17,124). Included in this amount is \$11,387 (2022 - \$12,759) of research income. The corresponding expenses related to this research activity are \$7,394 (2022 - \$8,429) in salaries and benefits expense; \$3,482 (2022 - \$3,659) in operating and research expense and \$511 (2022 - \$671) in scholarships and bursaries expense.

On November 28, 2022, the obligations associated with \$26,193 of pre-CCAA deferred contributions were legally discharged and released upon implementation of the Plan. These amounts have been derecognized as liabilities with an associated gain reported in the Statement of Operations (note 11c).

Deferred contributions consist of the following:

	2023	2022
Research grants	\$ 13,183	\$ 22,588
Other grants and contracts	4,184	14,676
Scholarships and bursaries	452	3,343
Balance, end of year	\$ 17,819	\$ 40,607

In December 2020, the University established separate bank accounts to hold future contributions received for restricted purposes. Previously, contributions received for restricted purposes were deposited in the University's operating bank account.

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

12. Deferred contributions (continued):

(a) Deferred contributions (continued):

The table below shows the restricted deferred contributions balances held in a separate bank account at year end:

	2023	2022
Amount of deferred contributions held in separate bank accounts or short-term investment account:		
Unspent research grant account	\$ 13,183	\$ 8,623
Restricted funds account	1,978	1,493
Amount of deferred contributions not held in separate bank accounts or short-term investment account	2,658	30,491
	\$ 17,819	\$ 40,607

Cash balances in segregated bank and short-term investment accounts are transferred in a period subsequent to the deferred contributions spending.

(b) Deferred capital contributions:

Deferred capital contributions represent the unspent and unamortized amount of donations and grants received for the purchase of capital assets. Details of the change in Deferred capital contributions are as follows:

	2023	2022
Unspent:		
Balance, beginning of year	\$ 3,134	\$ 2,481
Add contributions received in the year	2,393	877
Less amounts spent	(1,422)	(224)
Balance, end of year	4,105	3,134
Unamortized:		
Balance, beginning of year	120,390	125,787
Add contributions spent in the year	1,422	224
Less amount amortized to revenue	(5,596)	(5,621)
Balance, end of year	116,216	120,390
Total unspent and unamortized capital contributions	\$ 120,321	\$ 123,524

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

13. Endowments and investment income (loss):

Endowments consist of restricted funds received by the University and the accumulated investment income not yet distributed. Investment income generated from long-term investments earmarked for endowments is used in accordance with the various purposes established by the donors. In order to protect the value of endowment capital over time and to allow the University to distribute a consistent amount of income from endowments on an annual basis regardless of the investment income earned in the fiscal year, the endowments investment objective is to earn a rate of return at least equal to the total of the effects of inflation plus distributions and the costs of investing and administering the funds.

Only investment earnings generated from endowment contributions may be used to support the designated activity for each individual endowment. Distribution is conditional on having sufficient accumulated reinvested income. If the accumulated investment income is less than the pay-out, then the pay-out will be adjusted so as not to affect the capital balance.

The University reviews its distribution rate on an annual basis. In 2023, the University approved a distribution of up to 2.5% of the fair value of the endowments investment, subject to availability of earned investment income in each endowment account. Total actual amount distributed was \$401. During 2022, while under the CCAA process, there were no distributions.

The University charges an administrative fee against the investment income to recover costs incurred to fulfil the University's fiduciary responsibilities relating to investing and managing the endowment funds. The administrative fee is recorded as other fees and income in the Consolidated Statement of Operations. During the year, the University recognized an administrative fee of \$196 (2022 – \$ nil).

Details of the change in Net assets restricted for endowments are as follows:

	2023	2022
Balance, beginning of year	\$ 60,961	\$ 61,482
Endowment contributions	266	6
Net increase (decrease) in Endowments		
Investment income (loss)	1,357	(282)
Administrative fee	(196)	–
Investment management fees	(226)	(245)
Investment income available for distribution	(401)	–
	534	(527)
Transferred to Northern Ontario School of Medicine (NOSM)	(14,251)	–
Balance, end of year	\$ 47,510	\$ 60,961

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

13. Endowments and investment income (loss) (continued):

Long-term investments reflect funds earmarked for endowment balances. The equity funds, fixed income securities, structured credit funds and real estate funds are measured at market value.

Included in endowments are endowments to support students of NOSM University of \$nil (2022 - \$14,665). As a condition of the Plan (note 2b), on November 28, 2022 a transfer was made to NOSM University in the amount of \$14,251 which was equal to the cumulative endowment contributions and cumulative endowment investment income attributable to NOSM University related endowments at market value at the time of Plan implementation.

The Endowments balance consists of:

	2023		2022
Cumulative endowment contributions	\$ 36,348	\$	50,005
Cumulative reinvested investment income	11,162		10,956
	\$ 47,510	\$	60,961

The breakdown of investment income (loss) is as follows:

	2023		2022
Unrealized gains (losses)	\$ 3,694	\$	(2,030)
Interest income and dividends	4,283		2,196
Realized losses	(3,826)		(158)
	\$ 4,151	\$	8
Long-term investment gain (loss) related to endowments	956		(282)
Short-term investment gain recognized in other fees and income	3,195		290
	\$ 4,151	\$	8

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

14. Investment in capital assets:

The Investment in capital assets is calculated as follows:

	2023	2022
Capital assets	\$ 245,080	\$ 253,432
Less amounts financed by:		
Liabilities subject to the Plan (note 11)	-	(91,251)
Unamortized deferred capital contributions (note 12)	(116,216)	(120,390)
	\$ 128,864	\$ 41,791

On November 28, 2022, liabilities subject to the Plan were legally discharged and released upon the implementation of the Plan. This resulted in a reduction of \$89,927 of Long-Term Debt and \$1,324 of Short-Term Loans totalling \$91,251. These amounts are included in the claims of Affected Creditors entitled to receive distributions from the Distribution Pool, and therefore are no longer an adjustment to the investment in capital assets.

15. Internally restricted net assets:

	2023	2022
Departmental and subsidiary research funds	\$ 1,475	\$ 1,164

Departmental and subsidiary research funds relate to MIRARCO and other internally restricted research projects. During the year, the University transferred from the unrestricted fund \$311 of surplus for the purpose of future internal research spending.

16. Commitments and contingencies:

- The University participates in a reciprocal exchange of insurance risks in association with forty other Canadian universities. This self-insurance co-operative involves a contractual agreement to share the insurance property and liability risks of member universities.
- The University is involved in certain legal matters and litigation, the outcomes of which are not presently determinable. These claims are subject to measurement uncertainty. The loss, if any, from the determination of additional claims will be accounted for in the periods in which the claims are resolved and are presently assigned to its insurer.

Litigation claims existing at the time the CCAA proceeding was commenced were addressed as part of the Claims Process and were material. In 2022, The University recognized certain of these litigation claims as liabilities subject to the Plan in note 11, to the extent that they had been resolved or determined in the Claims Process.

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

16. Commitments and contingencies (continued):

- (b) Some claims were subject to measurement uncertainty. Pursuant to the Plan, all claims of Affected Creditors against the University have been discharged and released. Certain litigation claims were designated as Insured Claims under the Plan and in the case of Insured Claims, the plaintiff's recovery is limited to the proceeds of insurance, if any, and not the University.
- (c) The University is the principal employer for the Pension Plan (note 6) which previously included the Former Federated Universities, SNOLAB, CEMI and MIRARCO. Effective June 30, 2021, all Huntington University active employees ceased to accrue any further entitlement in the pension plan.

Active employees of the University of Sudbury and Thorneloe University who continue to be employed after December 31, 2021 became suspended members of the Pension Plan effective December 31, 2021. The University of Sudbury and Thorneloe University continue as employers under the Pension Plan on and after December 31, 2021 and will have ongoing obligations to fund the benefits earned by their employees and former employees under the Pension Plan.

The University and its Unions have agreed to establish a Joint Committee on the pension benefits and funding policy and long-term sustainability. Conditions have been agreed that any improvements to the Pension Plan become conditional on the Pension Plan meeting agreed upon levels of funding.

- (d) As part of the Term Sheet for the sale of real estate assets to the Province of Ontario, the University and the Province of Ontario will enter into separate lease agreements on certain buildings and lands being sold to the Province of Ontario.

The future new leases between the Province of Ontario (as landlord) and the University (as tenant) are expected to provide that the University will be responsible for all operating and other costs in relation to the leased premises which will be payable as additional rent.

17. Change in non-cash working capital:

	2023	2022
Cash flows from operating activities:		
Accounts receivable	\$ (94)	\$ 1,160
Prepaid expenses	(1,696)	56
Accounts payable and accrued liabilities	9,250	2,955
Accrued vacation pay	130	260
Deferred revenue	3,628	1,211
	\$ 11,218	\$ 5,642

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

18. Other fees and income:

Details of the other fees and income are as follows:

	2023	2022
Administrative fees	\$ 4,028	\$ 3,423
Investment income	3,195	290
Scholarships, bursaries and other restricted contributions	3,733	3,014
Compulsory fees	2,796	2,807
Sponsored students	2,506	2,598
Course fees and other	3,724	3,800
	<u>\$ 19,982</u>	<u>\$ 15,932</u>

19. Restructuring costs:

As part of the restructuring and financial sustainability initiatives negotiated with stakeholders and approved by the Court, the University reduced the academic program offerings, disclaimed its historical agreements with the Former Federated Universities (including the Financial Distribution notices), terminated, or significantly reduced employee benefits and reduced faculty and other staff. In connection with the Plan and the CCAA proceeding, the following restructuring costs were recognized in the statement of operations.

	2023	2022
Termination of interest rate swaps	\$ -	\$ (332)
Employee restructuring and termination costs	836	25
Restructuring and settlement costs	-	6,041
Legal, Monitor, consulting, interest and finance costs		
Legal fees	6,171	10,634
Monitor fees	2,185	5,021
Consulting fees	810	3,533
Interest and finance costs	1,106	2,837
	<u>10,272</u>	<u>22,025</u>
	<u>\$ 11,108</u>	<u>\$ 27,759</u>

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

20. Financial risks:

The University is subject to the following financial risks from its financial instruments:

(a) Credit risk:

The risk relates to the potential that one party to a financial instrument will fail to discharge an obligation and cause the other party to incur a financial loss. The maximum credit exposure of the University is represented by the fair value of its cash, investments and accounts receivable as presented in the consolidated statement of financial position. Credit risk concentration exists where a significant portion of the portfolio is invested in securities which have similar characteristics or similar variations relating to economic, political, or other conditions. The University monitors the financial health of its investments on an ongoing basis with the assistance of its Finance Committee and its investment advisors.

The University assesses accounts receivable on a continuous basis and provides for any amounts that are not collectible in the allowance for doubtful accounts as disclosed in note 5.

(b) Interest rate risk:

The University has historically been exposed to interest rate risk with respect to its interest-bearing investments, long-term debt and interest rate derivative agreements as disclosed in the consolidated statement of cash flows and notes 3(f), 10 and 11. Pursuant to the Plan, the University's obligations to repay principal and interest in respect of certain pre-CCAA debt agreements were discharged.

At April 30, 2023, the University has long-term debt with the Province of Ontario in the amount of \$34,408 (2022 - \$nil) with a fixed interest rate of 6.11% and is therefore subject to interest rate risk (note 10).

(c) Currency risk:

The University believes that it is not exposed to significant currency risks arising from its financial instruments.

(d) Liquidity risk:

Liquidity risk is the risk that the University will be unable to fulfill its obligations on a timely basis or at a reasonable cost. The University manages its liquidity risk by monitoring its operating requirements.

(e) Market price risk:

Market price risk is the risk that the fair value or cashflows of an instrument will fluctuate as a result of changes in market prices, whether caused by factors specific to an individual investment, its issuer or all factors affecting all instruments traded in the market. To manage this risk, the University maintains an investment policy approved by the Board of Governors that sets a target mix by investment types designed to achieve optimal return with reasonable risk tolerances. Investments are diversified based on approved investment classes, return targets, and the University's risk appetite. The University's investments are managed by external investment managers, and investment performance is reviewed by the Board.

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

21. Related party transactions:

The University has the following related parties:

(a) The Centre for Excellence in Mining and Innovation:

CEMI was created on April 23, 2007 to advance study, research, and innovation. The University contributed \$10,000 received from the Provincial Government to create and fund CEMI on its inception.

As described in the basis of consolidation, the financial results of CEMI are not included in these consolidated financial statements. Related party transactions and disclosures with CEMI, measured at their exchange amount, are as follows:

	2023	2022
Recoveries and charges for goods and services	\$ 821	\$ 649

At April 30, 2023 the University had \$130 (2022 - \$127) receivables from CEMI and had a payable of \$nil (2022 - \$ nil) to CEMI.

(b) Student associations:

The University has an economic interest in its student associations as it collects student fees on their behalf. Transactions with these related parties, unless disclosed otherwise, are considered to be in the normal course of operations and are recorded at their exchange amounts, which is the amount of consideration established and agreed to between the University and the related parties.

22. Comparative information:

Certain comparative balances have been reclassified to conform with the financial statement presentation adopted for the current year.

Laurentian University of Sudbury

Audit final report to the Audit and Risk
Committee for the year ended April 30, 2023

START



To the Audit and Risk Committee of Laurentian University of Sudbury

We are pleased to provide you with the results of our audit of Laurentian University of Sudbury (the "University") consolidated financial statements for the year ended April 30, 2023.

The enclosed final report includes our approach to your audit, including: significant risks identified and the nature, extent, and results of our audit work. We will also report any significant internal control deficiencies identified during our audit and reconfirm our independence.

During the course of our audit, management made certain representations to us—in discussions and in writing. We documented these representations in the audit working papers.

We look forward to discussing our audit conclusions with you. In the meantime, please feel free to contact us if you have any questions or concerns.

Yours truly,

BDO Canada LLP
September 25, 2023



Table of contents

1	Audit at a glance	4
2	Status of the audit	5
3	Audit findings	6
4	Internal control matters	12
5	Adjusted and unadjusted differences	13
6	Other required communications	15
7	How we audit financial statements	16
8	Your audit: Responsiveness in action	18
9	BDO's digital audit suite	19
10	Recommended resources	21
11	Appendices	23

For the year ended April 30, 2023



BDO'S DIGITAL AUDIT SUITE APT Next Gen

We use our APT Next Gen software and documentation tool to save time, streamline processes, and go paperless with your audit.


[LEARN MORE](#)

DISCOVER THE
DIGITAL DIFFERENCE

Audit at a glance

Preliminary materiality as communicated to you in our Planning Report to the Audit and Risk Committee, and final materiality are set out as follows:

	Preliminary materiality	Final Materiality
Laurentian University of Sudbury - Group	\$2,500,000	\$2,500,000
Laurentian University of Sudbury - significant component	Not yet determined in our initial communication to you at planning	\$2,000,000 (calculated at 75% of group materiality)
MIRARCO - non-significant component	Not yet determined in our initial communication to you at planning	\$2,500,000 (group materiality applied for non-significant component)
SNOLAB - non-significant component	Not yet determined in our initial communication to you at planning	\$2,500,000 (group materiality applied for non-significant component)



**LEAD
PARTNER
ON YOUR
AUDIT**

Marcus Sconci

Email: msconci@bdo.ca



**START
DATE**

July 10, 2023



END DATE

July 28, 2023

Fraud update

We are not aware of any fraud affecting the University. If you have become aware of changes to processes or are aware of any instances of actual, suspected, or alleged fraud since our discussions held at planning, please let us know.

Independence update

We have complied with relevant ethical requirements and are not aware of any relationships between Laurentian University of Sudbury and our Firm that may reasonably be thought to bear on our independence.



Status of the audit

We have substantially completed our audit of the year ended April 30, 2023 consolidated financial statements, pending completion of the following items:

- ▶ Approval of consolidated financial statements by the Board of Governors
- ▶ Receipt of signed management representation letter
- ▶ Subsequent events review through to the consolidated financial statements approval date

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. The objective of our audit was to obtain reasonable, not absolute, assurance about whether the consolidated financial statements are free from material misstatement. See [Appendix A](#) for our draft independent auditor's report.

The scope of the work performed was substantially the same as that described in our Planning Report to the Audit and Risk Committee dated January 23, 2023.



Audit Findings

The areas noted below represent key audit matters noted during our audit. These items are of significance to note to the Audit and Risk Committee given their complexity, subjectivity or pervasive impact on the audit and/or the audited financial statements.

Audit Matter	Audit Impact and Resolution
Ongoing CCAA Proceedings	<p>On November 28, 2022 the University exited CCAA protection. This key milestone in the CCAA process had a significant impact on the financial statements for the year ended April 30, 2023.</p> <p>A summary of these items is as follows:</p> <ul style="list-style-type: none">• The exit from CCAA Protection provided the University with a legal discharge from all prior claims. Additionally, the University is required to fund a Distribution Pool to a maximum of \$53.5M less the secured claims of \$5.945M. This Pool will be used to pay the unsecured claims on a pro-rata basis. Accordingly, the following adjustments have been reflected in the financial statements:<ul style="list-style-type: none">• The liabilities Subject to the Plan of \$192.2M were removed from the Statement of Financial Position. \$5.954M of this liability, which represented secured claims were paid by the University. The remaining \$186.3M of this liability has been removed from the statement of financial position;• Deferred Contributions of \$26.2M, representing grants, research grants and scholarships, were removed from the Statement of Financial Position as the University is no longer legally required to abide by the legal stipulations relating to these amounts;• A liability of \$47.546M has been recorded, representing the amount the University is required to fund the Distribution Pool with;• A recovery of \$166.4M, representing the net impact of the above three amounts net of other minor adjustments, has been recorded in the Statement of Operations.• The Distribution Pools is expected to be funded by the sale of certain real estate assets to the Province. This transaction is not expected to occur in the next year and, accordingly, this payable to the Distribution Pool is a non-current liability.• All other claims not brought forward as of November 28, 2022 have been discharged as have guarantees and other legal obligations of the University. <p>In addition to the adjustments noted above, the disclosure in Note 2 has been updated to reflect the above change.</p>



Audit Findings (continued)

The areas noted below represent key audit matters noted during our audit. These items are of significance to note to the Audit and Risk Committee given their complexity, subjectivity or pervasive impact on the audit and/or the audited financial statements.

Audit Matter	Audit Impact and Resolution
Sale of Real Estate Assets to the Province	<p>As noted on the previous page, part of the University’s exit from CCAA Protection involved selling certain real estate assets to fund the Distribution Pool, which will be used to make the pro-rata payments to the unsecured creditors.</p> <p>Although this is expected to occur, to date only a non-binding Term Sheet has been signed with the Province. If the real estate asset sale does not come to fruition, the University can self-fund the Distribution Pool to see out the CCAA Exit Plan. As such, this amount has been reflected as a payable in the financial statements and no amounts have been recorded in respect to the expected asset sale to the Province. The related assets remain in-use and continue to be amortized.</p>
Going Concern Disclosure	<p>Given the impact that the changes in the CCAA Proceedings noted on the prior page had on the University’s financial statements, the following changes were made with respect to going concern disclosure:</p> <ul style="list-style-type: none">• Material going concern uncertainty, what was disclosed in our Auditor’s Report for the year ended April 30, 2022, has been removed. An Emphasis of Matters paragraph has been added alerting readers of the financial statements to the importance of the ongoing CCAA Proceedings as disclosed in Note 2.• Going Concern references in Note 2 have been, accordingly been removed.



Significant risks and planned responses

We have identified the following significant risks that require special audit consideration. These risks were identified based on our knowledge of the University, our past experience, and input from management. Please review these significant risks and let us know your thoughts on these or any other areas of concern.

Financial statement areas	Risks noted	Audit approach
Complex Information (IT) Technology Environment	The risk is due to the complexity of the Colleague ERP system and other systems that may be relevant to financial reporting, and the prevalence of automated processes and controls, some of which we plan to rely upon in our audit process.	<p>Our audit process included in-depth documentation of the processes and controls in each financial reporting cycle, including a walk-through of the key automated and computer dependent controls to ensure they are operating as designed.</p> <p>BDO’s audit team includes Certified Information Systems Specialists (“CISAs”) who work with the audit team to efficiently incorporate the testing of computer-dependent controls into our audit plan.</p> <p>Our IS audit approach also includes an overall assessment of the general IT environment of the University, which includes reviewing application controls, system security controls, access controls and change controls.</p>
Presumption of Fraud Risk in Revenue	There is an inherent presumption of fraud risk in revenue that typically applies to all revenue streams of the University.	We performed targeted analytical and substantive procedures on all significant revenue streams to address this risk.
Management Override of Controls	Management, due to its authority, is in a unique position to override internal controls, which can potentially result in misleading financial information.	<p>Our audit procedures included testing the appropriateness of journal entries recorded in the general ledger and other adjustments made in the preparation of the consolidated financial statements.</p> <p>We obtained an understanding of the business rationale for significant transactions that we become aware of that are outside the normal course of operations for the University, or that otherwise appear to be unusual given our understanding of the University and its environment. We reviewed the accounting estimates for biases and evaluated whether the circumstances producing the bias, if any, represent a risk of material misstatement due to fraud.</p>



Significant risks and planned responses (continued)

We have identified the following significant risks that require special audit consideration. These risks were identified based on our knowledge of the University, our past experience, and input from management. Please review these significant risks and let us know your thoughts on these or any other areas of concern.

Financial statement areas	Risks noted	Audit approach
Operating and Research Grant Revenue and Related Deferrals	Certain grant revenue carry additional inherent risk based on magnitude and/or the unique stipulations that some of the agreements contain.	<p>With respect to restricted amounts related to funding received prior to November 28, 2022, the related restrictions have been removed through the exit from CCAA Protection. See page 6 of this report.</p> <p>With respect to restricted grants received after November 28, 2022, we reviewed management's controls relating to revenue recognition and the related deferrals for both capital and non-capital grants. We also performed substantive audit procedures that included third-party Ministry confirmation and reviewing significant agreements that contain stipulations to assess revenue recognition.</p>



Other risk areas

As part of our ongoing communications with you, we are required to have a discussion on our views about significant qualitative aspects of the University's accounting practices, including accounting policies, accounting estimates and consolidated financial statements disclosures. We look forward to exploring these topics in depth and answering your questions. A summary of the key discussion points are below:

Financial statement areas	Risks noted	Audit findings
Employee future benefits	There is a risk that employee future benefits may be misstated based on the valuation techniques used to record the University's obligations at year-end with respect to its pension and other benefit plans.	During our audit, we noted that several plan amendments were ratified during the year that created some adjustments recorded by management to the employee future benefits obligations. We reviewed the actuarial report which included these amendments for the reasonability of key inputs and assumptions used, the plan amendments themselves for all relevant changes to the plans, as well as management's calculations to incorporate these changes. Presentation in the consolidated financial statements as well as disclosure Note 6 reflects the results of these procedures performed.
Payroll	Due to its magnitude, payroll expenditures represent a risk to the consolidated financial statements.	We tested payroll using a combination of substantive and analytical procedures. This included reviewing year-end payroll accruals.
Investments	The University's investment holdings comprise various instruments measured at fair value.	We confirmed investments holdings with third parties, and tested fair values on a sample basis at year-end and subsequent to year-end based on the current volatility of equity markets.



BDO'S DIGITAL AUDIT SUITE

BDO Portal

We use BDO Portal to help you collaborate with your audit team in a seamless way—placing everything you need in one accessible, secure place.

[LEARN MORE](#)

DISCOVER THE DIGITAL DIFFERENCE





Other risk areas (continued)

As part of our ongoing communications with you, we are required to have a discussion on our views about significant qualitative aspects of the University's accounting practices, including accounting policies, accounting estimates and consolidated financial statements disclosures. We look forward to exploring these topics in depth and answering your questions. A summary of the key discussion points are below:

Financial statement areas	Risks noted	Audit findings
Endowments	Certain University investments are externally endowed, which carries an inherent risk over presentation and disclosure.	We substantively tested endowment balances including contributions and income earned. We also reviewed the University's endowment policies to ensure adherence to external stipulations on income distribution. Endowments transferred to NOSM during the year were reviewed.
Capital Assets and Deferred Capital Contributions	Due to its magnitude, capital assets and deferred capital contributions present an inherent risk.	We reviewed management's assessment for indicators of impairment related to capital assets. We reviewed management's assessment of the estimated useful life of capital assets to ensure appropriate calculations of the related amortization expense and the corresponding amortization of deferred capital contributions.
Accounts Payable and Accrued Liabilities	Accounts payable and accrued liabilities carry an inherent risk related to completeness. In addition, certain accruals may be subject to management estimation.	We performed a search for unrecorded liabilities to ensure completeness, supplemented by analytical procedures. We reviewed the basis for any significant accruals with a particular emphasis on those involving estimates, which included liabilities for compromise discussed on the previous page of this presentation.



BDO'S DIGITAL AUDIT SUITE

BDO Portal

We use BDO Portal to help you collaborate with your audit team in a seamless way—placing everything you need in one accessible, secure place.

[LEARN MORE](#)

DISCOVER THE DIGITAL DIFFERENCE





Internal control matters

- ▶ During the audit, we performed the following procedures regarding the University's internal control environment:
- ▶ Documented operating systems to assess the design and implementation of control activities that were relevant to the audit.
- ▶ Discussed and considered potential audit risks with management.
- ▶ We considered the results of these procedures in determining the extent and nature of audit testing required.



We are required to report to you in writing about any significant deficiencies in internal control that we have identified during the audit.

A significant deficiency is defined as a deficiency or combination of deficiencies in internal control that merits the attention of those charged with governance.

The audit expresses an opinion on the University's consolidated financial statements. As a result, it does not cover every aspect of internal controls—only those relevant to preparing the consolidated financial statements and designing appropriate audit procedures. This work was not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of internal control.



Adjusted and unadjusted differences

Summary of unadjusted differences

There were no unadjusted differences noted during the course of our audit engagement:

Summary of adjusted differences

We did not note any audit adjustments during the course of our audit. Several adjustments were raised by management during the audit, relating to updates to the CCAA proceedings. Since these items were provided by management and could not be adjusted until subsequent events such as updated monitor reports and CCAA creditor claim information was released externally, they are not included as audit adjustments.

The consolidated financial statements, most notably notes 11 and 13, reflect these adjustments.



Disclosure omissions

Summary of disclosure omissions

The following is a summary of disclosures that have not been made within the consolidated financial statements :

Disclosure omission	Management’s response
<p>During our procedures in auditing the inclusion of SNOLAB’s results in the consolidated financial statements of the University, we noted two disclosure omissions:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Under ASNPO Section 4450.36, an entity has two policy choices to account for a joint venture (“JV”). It can either proportionately consolidate its share (20%) of the JV or it can account for its interest in the JV using the equity method. Management has chosen to apply the equity method, however, we noted three departures from this method, as follows: <ol style="list-style-type: none"> (a) Rather than recording 20% of the net surplus/deficit of SNOLAB, management has recorded 20% of the gross revenue and 20% of the gross expenses of SNOLAB in the consolidated financial statements. Since the resulting net contribution is the same, we do not consider this to be a material disclosure error. (b) Management is one year behind in its equity pick-up of SNOLAB, meaning that SNOLAB’s March 31, 2022 results have been consolidated into the University’s April 30, 2023, financial statements. We reviewed SNOLAB’s unaudited March 31, 2023, results and noted that the total deficit for the year was \$4,680, thus the University’s 20% share of that deficit is only \$546, which is below our trivial amount to include on the summary of unadjusted differences. (c) Since the year-ends of SNOLAB and the University are not coterminous, management should be estimating and including its share of SNOLAB’s revenue and expenses for the month of April in its consolidated financial statements. Given the magnitude of the historical observed monthly surplus/deficit of SNOLAB, this amount would also be trivial, therefore no unadjusted difference has been considered. 	<p>SNOLAB results:</p> <p>Historically, management has always included SNOLAB results from the previous March reporting year end in its current year consolidation. Given that SNOLAB results are consolidated at 20%, the inclusion of these results which are 13 months behind the University’s April year-end are not materially different. Management also reviewed the subsequent events period for SNOLAB to ensure that non-financial disclosure was also not required. As a result, the three departures noted are not disclosed further in the consolidated financial statements or the accompanying notes.</p> <p>This is unchanged from the prior year.</p>



Other required communications

Professional standards require independent auditors to communicate with those charged with governance certain matters in relation to an audit. In addition to the points communicated within this letter, the attached table summarizes these additional required communications.

Issue	BDO response
Potential effect on the financial statements of any material risks and exposures, such as pending litigation, that are required to be disclosed in the consolidated financial statements.	See page 6 for a discussion of the ongoing CCAA Process.
Material uncertainties related to events and conditions that may cast significant doubt on the University's ability to continue as a going concern.	There is no doubt on the University's ability to continue as a going concern.
Disagreements with management about matters that, individually or in the aggregate, could be significant to the University's consolidated financial statements or our audit report.	There were no disagreements with management.
Matters involving non-compliance with laws and regulations.	No legal or regulatory non-compliance matters noted.
Significant related party transactions that are not in the normal course of operations and which involve significant judgments made by management concerning measurement or disclosure.	No items to note.
Management consultation with other accountants about significant auditing and accounting matters.	To support the consolidated financial statement disclosure related to the ongoing CCAA Proceedings, including the liabilities subject to the plan and the liability to the Distribution Pool consulted with the CCAA monitor.



How we audit financial statements: Our audit process

IDENTIFY AND ASSESS RISK

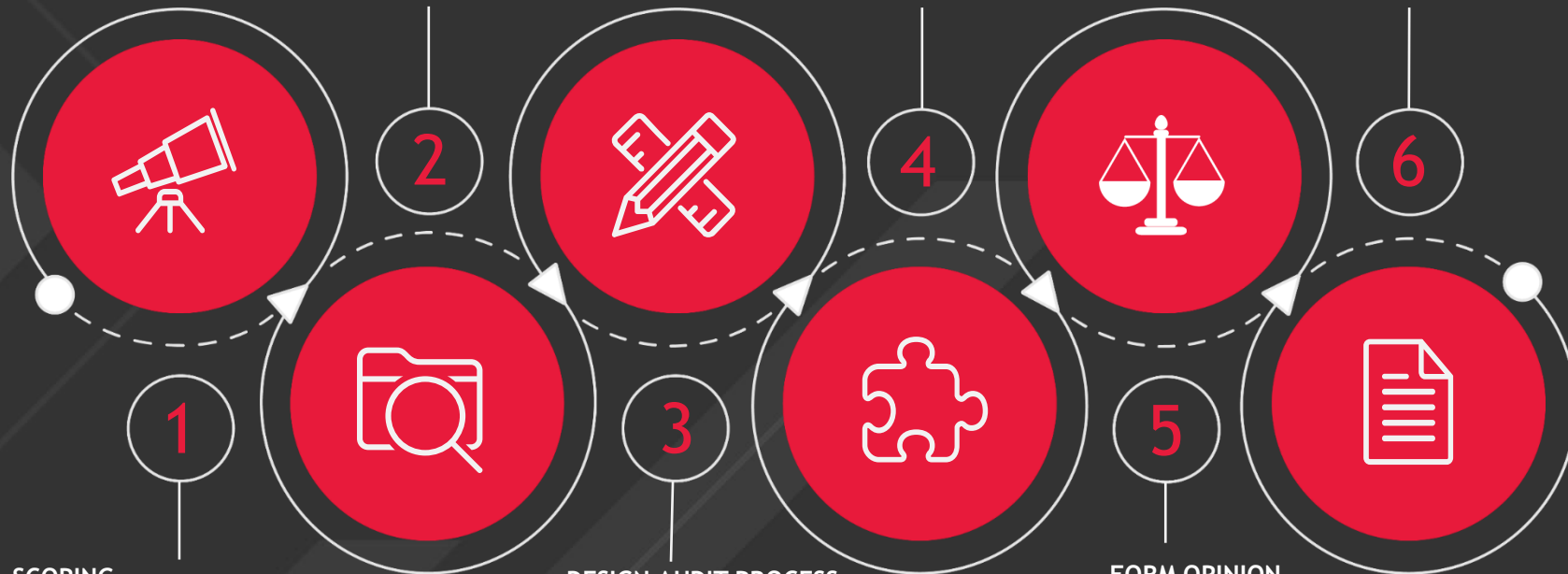
Focus on those areas of financial statements that contain potential material misstatements as a consequence of the risks you face

OBTAIN AUDIT EVIDENCE

Perform audit procedures while maintaining appropriate degree of professional skepticism, to conclude whether or not the financial statements are presented fairly

REPORT

Communicate our opinion and details of matters on which we are required to report



SCOPING

Complete a preliminary review to plan the audit, determine the materiality level, and define the audit scope

DESIGN AUDIT PROCESS

Design an appropriate audit strategy to obtain sufficient assurance and enable us to report on the financial statements

FORM OPINION

Evaluate whether we have enough evidence to conclude that the financial statements are free from material misstatement, and consider the effect of any potential misstatements found

New Standard for Audit Quality



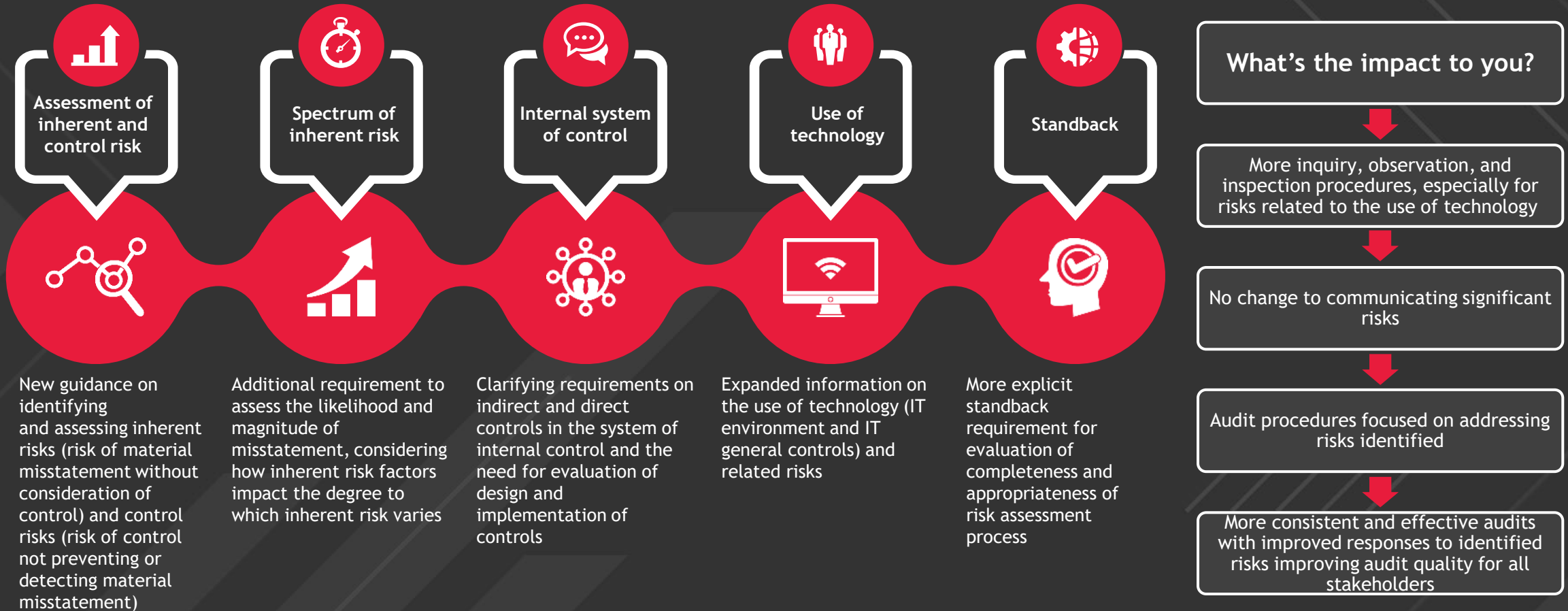
ISQM 1

The quality of an audit depends not only on the people conducting it—but also on the systems underpinning it. These new rules up the ante for your audit quality.

[SEE THE STANDARD](#)

Updates to our audit process

Canadian Auditing Standard 315, *Identifying and Assessing the Risks of Material Misstatement*, was significantly revised with a greater focus on more robust risk identification, assessment and response procedures. The standard is effective for periods beginning on or after December 15, 2021. Key enhancements include:





Our audit approach: Responsiveness in action

Our firm is deliberately structured to allow one partner to every six staff members. This means easy access to senior staff and the lead partner throughout your audit. It also helps our team gain a better understanding of your organization. Our audit process differs from the typical audit in our use of in-field reviews, subject to COVID-19 safety protocols. The benefit of these in-field reviews is that final decision-makers are on site ensuring issues are resolved and files closed quickly. We offer clients the full-service expertise of a national firm. Yet we maintain a local community focus. The comprehensive range of services we deliver is complemented by a deep industry knowledge gained from over 100 years of working within local communities.



Discover how we're accelerating audit quality



Audit Quality Report

We collected our core beliefs around audit quality, the very practical steps we take to sustain it, and the progress we have made to accelerate its quest.

[Follow our progress](#)

BDO's digital audit suite

Our digital audit suite of technologies enables our engagement teams to conduct consistent risk-based audits, both domestically and internationally, with maximum efficiency and minimal disruption to our clients' operations and people.



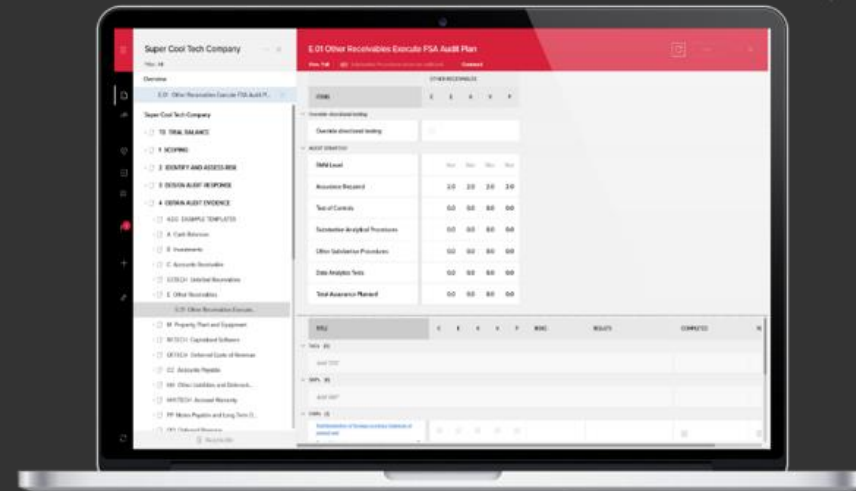
APT Next Gen

Our audit software and documentation tool, APT, is an integral part of our audit methodology. Our professionals engage APT to devise and perform appropriate, risk-based audit procedures and testing based on applicable Canadian Auditing Standards (CASs), as well as to factor in engagement and industry-specific objectives and circumstances.

APT enables us to deliver an audit that fits your organization—whether large or small; complex or basic.

This sophisticated tool also amplifies two key attributes of our audits: consistency and quality. The quality framework that we developed measures our audit performance with hard quality indicators and reflects our indispensable culture for quality. To see our audit quality and consistency in action, look no further than how our teams share best audit practices for continuous improvement.

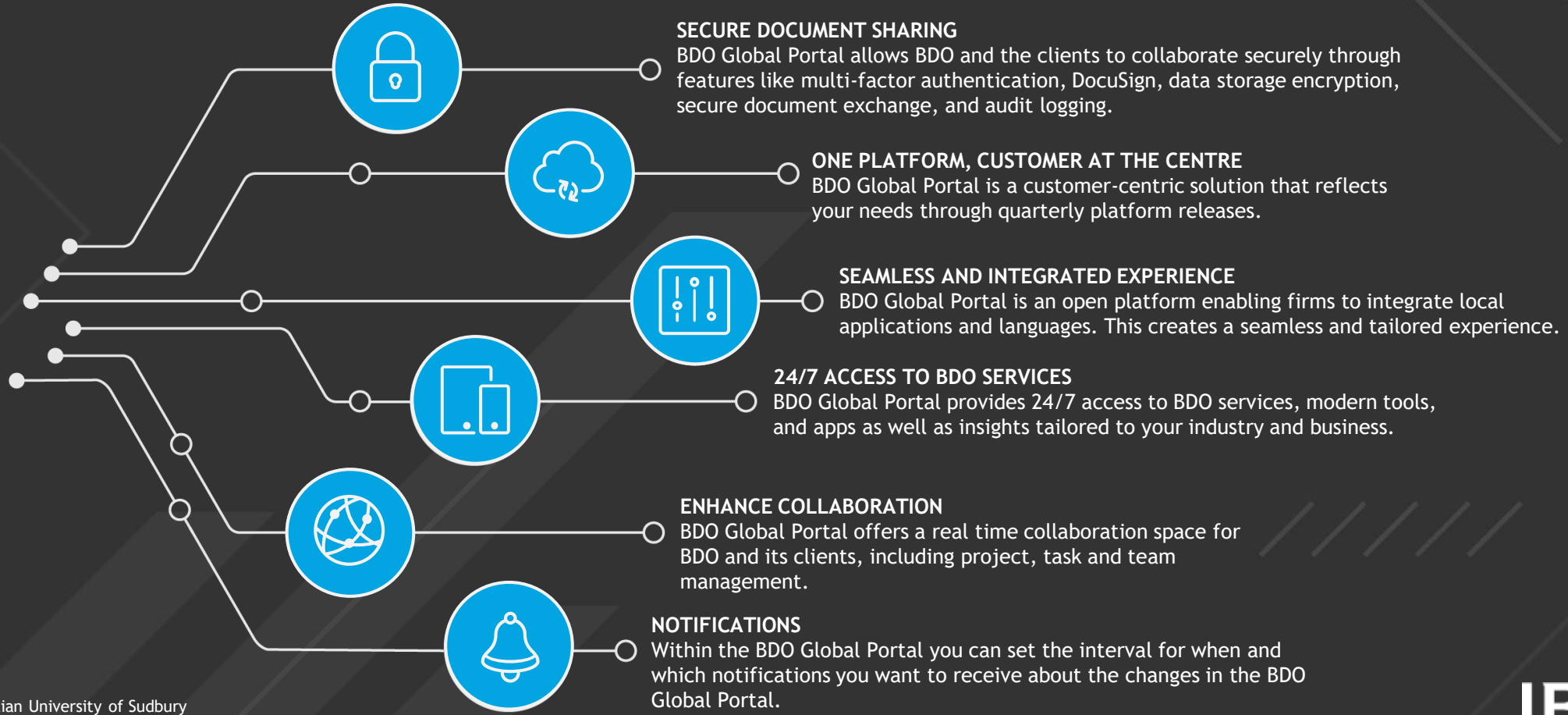
Through a strategic alliance with Microsoft and the introduction of new technology, this global, cloud-based application can now streamline and focus the audit process in even more ways for BDO professionals and their clients.





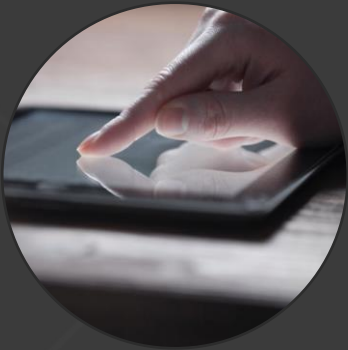
BDO Global Portal

BDO Global Portal transforms and enhances your digital experience with your BDO advisors. Available at any time, Portal enables you to access all services, tools, apps, and information and to collaborate with your advisors in a seamless way through a flexible, appealing, and secure environment.



Recommended resources

Key changes to financial reporting



When the rules of reporting change, you may need to fine-tune how to present financial statements and govern the organization.

[ACCESS OUR KNOWLEDGE CENTRE](#)

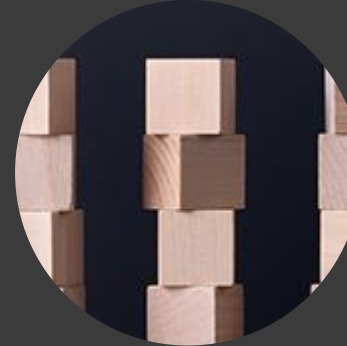
2023 Federal Budget



Understand the key elements of the 2023 Federal Budget and how it will impact you and your business

[STAY ON TOP OF TAXES](#)

7 powerful steps to financial audit readiness



Getting and staying prepared for an audit simplifies the process, cuts turnaround time, and improves your chances of overall success. Learn how you can be audit ready.

[7 STEPS](#)

A resource handpicked by your auditor



We think you'll find this resource valuable for your organization.

[READ ARTICLE](#)

Spotlight on sustainability

Fast-moving world events are pushing sustainability up the agenda of Canadian organizations. Now organizational leaders, investors, and customers are responding on three fronts: environmental, social, and governance (ESG).

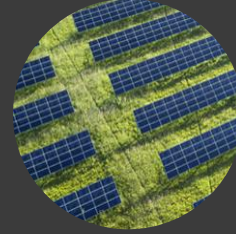
Regulators and issuers of standards are doing their part by supporting sustainability in the reporting ecosystem. Increasingly, organizations will need to go beyond the financials—and demonstrate sustainability with non-financial metrics.

5 reasons why businesses should care about ESG



[SEE 5 REASONS](#)

How climate change became a business issue worth reporting



[READ ARTICLE](#)

10 Questions about sustainability reporting



[EXPLORE QUESTIONS](#)

Accounting for going green



[LEARN MORE](#)

Why CFOs should make sustainability a part of their financial reporting today



[BUILD BACK SUSTAINABLY](#)

Rethinking sustainability: the ESG roadmap



[SEE ROADMAP](#)



Appendices

- ▶ Appendix A: Independent auditor's report
- ▶ Appendix B: Representation letter
- ▶ Appendix C: IS audit internal control findings



Appendix A: Independent auditor's report

Independent Auditor's Report

To the Board of Governors of Laurentian University of Sudbury

Opinion

We have audited the consolidated financial statements of Laurentian University of Sudbury (the "University"), which comprise the consolidated statement of financial position as at April 30, 2023, and the consolidated statements of operations, changes in net assets and cash flows for the year then ended, and notes to the consolidated financial statements, including a summary of significant accounting policies.

In our opinion, the accompanying consolidated financial statements present fairly, in all material respects, the consolidated financial position of the University as at April 30, 2023, and its results of operations and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations.

Basis for Opinion

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Our responsibilities under those standards are further described in *the Auditor's Responsibilities for the Audit of the Consolidated Financial Statements* section of our report. We are independent of the University in accordance with the ethical requirements that are relevant to our audit of the consolidated financial statements in Canada, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Emphasis of Matter

We draw attention to Note 2(b) in the consolidated financial statements which describes the University's ongoing proceedings pursuant to the Companies' Creditors Arrangement Act ("CCAA"). On November 28, 2022 the University exited CCAA protection, which provided legal discharge of all liabilities under the Plan and created a Distribution Pool, which is expected to be funded by the sale of certain real estate assets to the Province, for future payments to Affected Creditors. Our opinion is not modified in respect of this matter.

Other Information

Management is responsible for the other information. The other information comprises:

- The information, other than the financial statements and our auditor's report thereon, included in the document referred to as the Annual Financial Report.

Our opinion on the consolidated financial statements does not cover the other information and we do not express any form of assurance conclusion thereon.

In connection with our audit of the consolidated financial statements, our responsibility is to read the other information identified above and, in doing so, consider whether the other information is materially inconsistent with the consolidated financial statements or our knowledge obtained in the audit, or otherwise appears to be materially misstated.

We obtained the information, other than the consolidated financial statements and the auditors' report thereon, included in the Annual Financial Report as at the date of this auditor's report. If, based on the

work we have performed on this other information, we conclude that there is a material misstatement of this other information, we are required to report that fact in this auditor's report. We have nothing to report in this regard.

Responsibilities of Management and Those Charged with Governance for the Consolidated Financial Statements

Management is responsible for the preparation and fair presentation of these consolidated financial statements in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of consolidated financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the consolidated financial statements, management is responsible for assessing the University's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless management either intends to liquidate the University or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Those charged with governance are responsible for overseeing the University's financial reporting process.

Auditor's Responsibilities for the Audit of the Consolidated Financial Statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the consolidated financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditor's report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with Canadian generally accepted auditing standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these consolidated financial statements.

As part of an audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the consolidated financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the University's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management.
- Conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the University's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditor's report to the related disclosures in the consolidated financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditor's report. However, future events or conditions may cause the University to cease to continue as a going concern.

Auditor's Responsibilities for the Audit of the Consolidated Financial Statements (continued)

- Evaluate the overall presentation, structure and content of the consolidated financial statements, including the disclosures, and whether the consolidated financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.
- Obtain sufficient appropriate audit evidence regarding the financial information of the entities or business activities within the University and its controlled entities to express an opinion on the consolidated financial statements. We are responsible for the direction, supervision and performance of the group audit. We remain solely responsible for our audit opinion.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

Chartered Professional Accountants, Licensed Public Accountants
Oakville, Ontario
REPORT DATE



Appendix B: Representation letter

October XX, 2023

BDO Canada LLP
Chartered Professional Accountants
360 Oakville Place Drive
Suite 500
Oakville Ontario
L6H 6K8

This representation letter is provided in connection with your audit of the consolidated financial statements (the “financial statements”) of Laurentian University of Sudbury for the year ended April 30, 2023, for the purpose of expressing an opinion as to whether the financial statements are presented fairly, in all material respects, in accordance with Canadian Accounting Standards for Not-for-Profit Organizations.

We confirm that to the best of our knowledge and belief, having made such inquiries as we considered necessary for the purpose of appropriately informing ourselves:

Financial Statements

We have fulfilled our responsibilities, as set out in the terms of the audit engagement dated June 10, 2022, for the preparation of the financial statements in accordance with Canadian Accounting Standards for Not-for-Profit Organizations; in particular, the financial statements are fairly presented in accordance therewith.

- The methods, significant assumptions, and data used in making accounting estimates and their related disclosures are appropriate to achieve recognition, measurement and/or disclosure that are reasonable in accordance with Canadian Accounting Standards for Not-for-Profit Organizations.
- Related party relationships and transactions have been appropriately accounted for and disclosed in accordance with the requirements of Canadian Accounting Standards for Not-for-Profit Organizations.
- All events subsequent to the date of the financial statements and for which Canadian Accounting Standards for Not-for-Profit Organizations require adjustment or disclosure have been adjusted or disclosed.
- The financial statements of the entity use appropriate accounting policies that have been properly disclosed and consistently applied.

Information Provided

- We have provided you with:
 - access to all information of which we are aware that is relevant to the preparation of the financial statements, such as records, documentation and other matters;
 - additional information that you have requested from us for the purpose of the audit; and
 - unrestricted access to persons within the entity from whom you determined it necessary to obtain audit evidence.

- We are responsible for the design, implementation and maintenance of internal controls to prevent, detect and correct fraud and error, and have communicated to you all deficiencies in internal control of which we are aware.
- All transactions have been recorded in the accounting records and are reflected in the financial statements.
- We have disclosed to you all known instances of non-compliance or suspected non-compliance with laws and regulations whose effects should be considered when preparing the financial statements.
- We have disclosed to you the identity of the entity's related parties and all the related party relationships and transactions of which we are aware.

Fraud and Error

- We have disclosed to you the results of our assessment of the risk that the financial statements may be materially misstated as a result of fraud.
- We have disclosed to you all information in relation to fraud or suspected fraud that we are aware of and that affects the entity and involves:
 - management;
 - employees who have significant roles in internal control; or
 - others where the fraud could have a material effect on the financial statements.
- We have disclosed to you all information in relation to allegations of fraud, or suspected fraud, affecting the entity's financial statements communicated by employees, former employees, analysts, regulators, or others.

General Representations

- Where the value of any asset has been impaired, an appropriate provision has been made in the financial statements or has otherwise been disclosed to you.
- We have provided you with significant assumptions that in our opinion are reasonable and appropriately reflect our intent and ability to carry out specific courses of action on behalf of the entity when relevant to the use of fair value measurements or disclosures in the financial statements.
- We confirm that there are no derivatives or off-balance sheet financial instruments held at year end that have not been properly recorded or disclosed in the financial statements.
- The nature of all material uncertainties have been appropriately measured and disclosed in the financial statements, including all estimates where it is reasonably possible that the estimate will change in the near term and the effect of the change could be material to the financial statements.
- There were no direct contingencies or provisions (including those associated with guarantees or indemnification provisions), unusual contractual obligations nor any substantial commitments, whether oral or written, other than in the ordinary course of business, which would materially affect the financial statements or financial position of the entity, except as disclosed in the financial statements.

Other Representations Where the Situation Exists

- We have informed you of all known actual or possible litigation and claims, whether or not they have been discussed with legal counsel. When applicable, these litigation and claims have been accounted for and disclosed in the financial statements.
- As of the report date of these April 30, 2023 financial statements, we have provided you with our assessment of all potential adjusting and non-adjusting subsequent events and their impact on the financial statements and related note disclosures, with respect to the ongoing CCAA proceedings.
- We have provided you with our going concern assessment as it impacts the financial statements.
- We have provided you with all plan amendments and other relevant documentation with respect to employee future benefits, including analysis and disclosure included in Note 6 of the financial statements.

Yours truly,

Signature

Position

Signature

Position



Appendix C: IS audit internal control findings

Laurentian University of Sudbury

INFORMATION TECHNOLOGY OBSERVATIONS AND RECOMMENDATIONS

For the year ended 04/30/2023

The following comments are intended to strengthen the overall design effectiveness and relevant controls within Laurentian University of Sudbury's information technology environment.

I. CURRENT YEAR OBSERVATIONS AND RECOMMENDATIONS

The IS Audit Team noted the following new observations and recommendations specifically related to the information technology ("IT") environment of the Organization.

1. Terminated User Access

Observation

BDO noted several active users in Colleague that are not assigned to an employee/belong to individuals who have since left the company, as the process for user access revocation does not follow a formalized and documented process.

Implication

There is an increased risk that the user can be accessed by unauthorized parties. Consequently, this access can then be utilized to submit and process unauthorized transactions and/or make direct inappropriate changes to data.

Recommendation

BDO recommends users of terminated employees be removed within two weeks of the termination date and that documentation be maintained as evidence of the date of the removal (i.e., access revocation request tickets, emails, etc.).

Management Response

HR is currently mapping its off-boarding process and will be addressing gaps as part of transformation. This will include a standard process of informing IT of an employee's termination date to ensure access (as applicable) is removed. IT disable accounts immediately when notified or per time stamp, or within 48hrs during weekends. Notification is done via the ticket system (and time stamped), with specification of a date of termination. When an account is disabled, the user can no longer access any Laurentian digital services.

2. Privileged User Access

Observation

BDO noted that individuals in the financial reporting function maintain privileged access to Moneris and Colleague/UI Web.

Implication

Due to the lack of segregation of duties, there is an increased risk that this access can be utilized to submit and process unauthorized transactions and/or make direct inappropriate changes to data.

Recommendation

BDO recommends that privileged access be limited to individuals outside of the financial reporting function (i.e., IT, HR).

Management Response

Financial Services will segregate privileged administrator access and the processing of transactions. Financial Services control of access to Colleague/UI Web is viewing only access. The creation of the user account on Colleague is managed by IT.

3. Program Change Controls

Observation

BDO noted that changes to MyLaurentian/Fusion are made directly to the production environment. Additionally, for both MyLaurentian/Fusion and Colleague, BDO noted that change management procedures do not follow a formalized and documented process and that a log of program changes is not maintained.

Implication

There is an increased risk that unauthorized changes are implemented into the production environment, which could undermine the integrity of the application and the relevant data.

Recommendation

BDO recommends that all application change requests/workflows are logged and documented. Documentation of the development and test results should also be maintained for each change, as well as the relevant approvals for release/implementation.

Management Response

IT has a robust development and testing environment in place for MyLaurentian. We use continuous integration and continuous deployment (CI/CD) methodologies via GitLab and GitHub. This system allows us to develop, test, and deploy changes to the production environment in a controlled and reliable manner. IT does NOT make any changes directly to the production Colleague environment. Change requests are documented and the programmers document all changes; the documentation is stored on LU storage. Any programming is programmed in the development environment, then is packaged, and moved to testing. Once testing is completed, the package is moved to production. The Ellucian repository keeps track of all Ellucian upgrades and LU customization.

4. New User Access

Observation

BDO noted that formal user access provisioning processes are not established for Moneris, RBC Online Banking, and MyLaurentian/Fusion.

Implication

There is an increased risk that unauthorized access is gained to the application. Consequently, this access can be utilized to submit and process unauthorized transactions and/or make direct inappropriate changes to data.

Recommendation

BDO recommends that access to Moneris, RBC Online Banking, and MyLaurentian/Fusion be provisioned after a documented request and approval process.

Management Response

For RBC, Financial Services needs to request individual banking Key Fobs to provide secure access to the site. Finance limits the number of users that have access to the account and has central control of the Key Fobs issued from RBC. As additional control, the AVP Financial Services receives a notification each time there is a change in user or when a user change passwords. Finance will document the process.

5. Leaver/Mover Access

Observation

BDO noted that formal user access deprovisioning processes are not established for RBC Online Banking, Moneris, MS SQL Database, and Uni Data Database.

Implication

There is an increased risk that unauthorized access is gained to the application. Consequently, this access can be utilized to submit and process unauthorized transactions and/or make direct inappropriate changes to data.

Recommendation

There is an increased risk that unauthorized access is gained to the application. Consequently, this access can be utilized to submit and process unauthorized transactions and/or make direct inappropriate changes to data.

Management Response

To perform any transactions within RBC, a banking Key Fob is required. Each Key Fob is returned when an individual leaves the University. Financial Services will create a signing log when access is granted and removed on Moneris. Financial Services will also conduct frequent reviews of Key Fob uses during the year.

6. Password Controls

Observation

BDO noted that password complexity is not enforced for the Network and Colleague/UI Web.

Implication

There is an increased risk that unauthorized access is gained to the application due to inadequate password security. Consequently, this access can be utilized to submit and process unauthorized transaction an/or make direct inappropriate changes to data.

Recommendation

BDO recommends that password complexity be enforced for the Network and Colleague/UI Web.

Management Response

IT will review the complexity of the Network and Colleague/UI Web passwords. For network administrator access, we use 16 digit pwds that are logged by AlienVault SaaS (managed by MNP). They monitor the access and its usage (and by whom). For users to access the network, it is the pwd complexity we use for everyone. For Colleague, we use a Unix approved complexity, which is not as complex than our own but reasonable nonetheless (capital, number, and special characters).

7. Online Banking Dual Authorization

Observation

BDO noted that individuals in the finance function retain privileged user access and that dual authorization is not required in order to approve EFTs (ACH Payments) in RBC Online Banking.

Implication

Due to the lack of segregation of duties, there is an increased risk that this access can be utilized to submit and process unauthorized transactions and/or make direct inappropriate changes to data.

Recommendation

BDO recommends that dual authorization be required in order to approve EFTs (ACH Payments) within RBC Online Banking.

Management Response

Laurentian was not aware that RBC allowed for processing of single approver for ACH payments. The University currently has a compensating control whereby dual authorization is required for all outgoing payments and is evidenced via sign-off on a cheque register in google sheets. The University will activate dual administrator approval for ACH payments within RBC express.

8. Generic IDs

Observation

BDO noted that there are Generic IDs/Dormant Accounts within MyLaurentian/Fusion and the Network for which the client is either unaware of the nature of their access and use or is aware that they are no longer being used for any purpose yet maintain access to the applications.

Implication

There is an increased risk that unauthorized users maintain access to the applications. Consequently, this access can be utilized to submit and process unauthorized transactions and/or make direct inappropriate changes to data.

Recommendation

BDO recommends that Generic IDs, which are not currently in use, be deactivated in a timely manner once they are no longer being used.

Management Response

IT reviewed its Generic IDs and removed the one that was not currently in use.



Laurentian University
Université **Laurentienne**

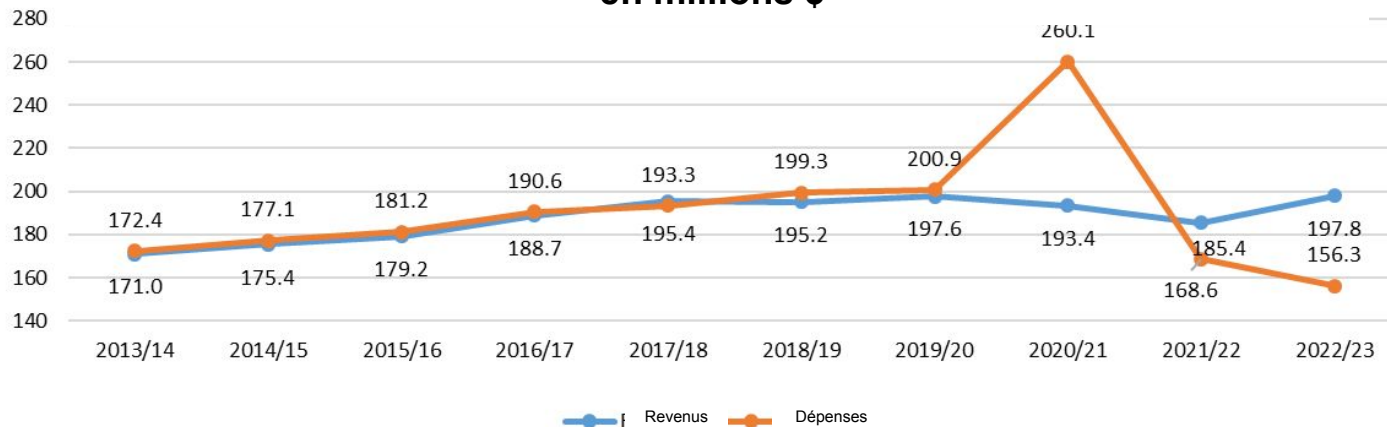
Comité des finances et des biens immobiliers
États financiers consolidés vérifiés de 2022-2023

- Les états financiers consolidés incluent l'actif, le passif et les opérations de la Mining Innovation Rehabilitation and Applied Research Corporation (MIRARCO) ainsi que 20 % des parts du Laboratoire de l'Observatoire de neutrinos de Sudbury (SNOLAB) en utilisant la méthode de la mise en équivalence.
- Examen complet des politiques et pratiques comptables de l'UL mené dans le cadre de la procédure en vertu de la LACC.
- Transition vers le nouveau vérificateur (BDO) en 2021-2022 à la suite d'un appel d'offres.
- La vérification de 2022-2023 a eu lieu dans les temps et nous attendons une opinion de vérification sans réserve de BDO.
- Le rapport sur les conclusions de la vérification souligne des recommandations visant à renforcer le concept et l'efficacité généraux des contrôles dans l'environnement de technologie de l'information de la Laurentienne afin d'améliorer le système de contrôle des rapports financiers (voir l'annexe A).

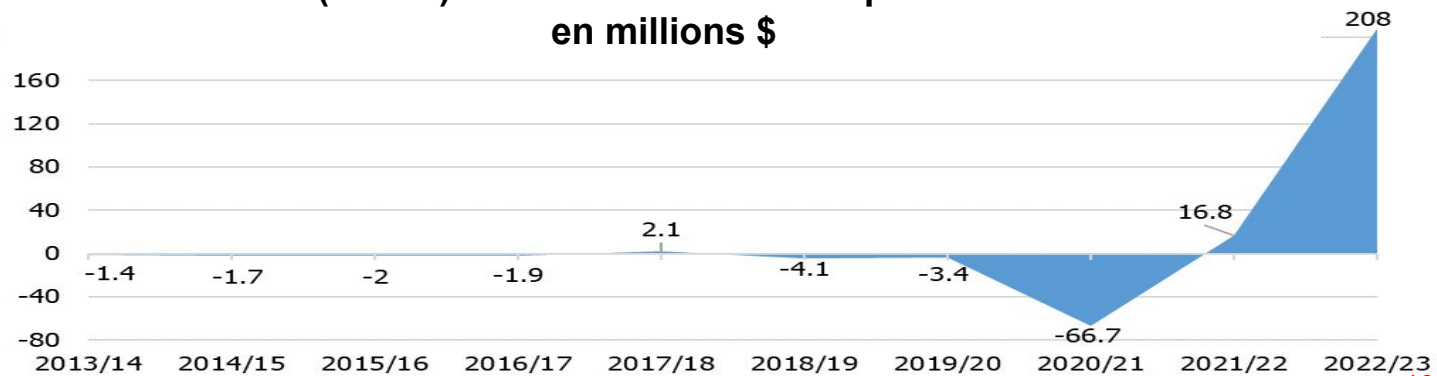
Histoire financière de la Laurentienne de 2012-2013 à 2021-2022



**Revenus et dépenses sur 10 ans
en millions \$**



**Excédent (déficit) des revenus sur les dépenses sur 10 ans
en millions \$**



Effectif total (automne)



Groupe universitaire	Niveau universitaire	Statut au plan de l'immigration	Dénombrement					
			A2020		A2021		A2022	
Premier cycle	Premier cycle	Canadien	7 823	3 %	6 693	-14 %	6 307	-6 %
		Étranger	402	5 %	368	-8 %	302	-18 %
		Total	8 225	3 %	7 061	-14 %	6 609	-6 %
	Total	8 225	3 %	7 061	-14 %	6 609	-6 %	
Cycles supérieurs	Maîtrise	Canadien	752	8 %	672	-11 %	663	-1 %
		Étranger	144	30 %	146	1 %	272	86 %
		Total	896	11 %	818	-9 %	935	14 %
	Doctorat	Canadien	151	12 %	128	-15 %	121	-5 %
		Étranger	51	-4 %	49	-4 %	46	-6 %
		Total	202	7 %	177	-12 %	167	-6 %
	Total	1 098	10 %	995	-9 %	1 102	11 %	
Total général	9 323	4 %	8 056	-14 %	7 711	-4 %		

- Le total des inscriptions à l'automne (dénombrement) a baissé de 4 %
 - Canadiens -5 %
 - Étrangers +10 %

Inscriptions totales (ETP) à l'automne

Groupe universitaire	Niveau universitaire	Statut au plan de l'immigration	ETP d'automne					
			A2020		A2021		A2022	
Premier cycle	Premier cycle	Canadien	5 929,9	3 %	4 958,6	-16 %	4 632,9	-7 %
		Étranger	329,9	5 %	289,6	-12 %	238,6	-18 %
		Total	6 259,8	3 %	5 248,2	-16 %	4 871,5	-7 %
	Total	6 259,8	3 %	5 248,2	-16 %	4 871,5	-7 %	
Cycles supérieurs	Maîtrise	Canadien	530,8	8 %	464,1	-13 %	455,1	-2 %
		Étranger	141,9	31 %	143,9	1 %	270,6	88 %
		Total	672,7	13 %	608	-10 %	725,7	19 %
	Doctorat	Canadien	107,6	7 %	90,2	-16 %	86,7	-4 %
		Étranger	49,6	-5 %	49	-1 %	45,3	-8 %
		Total	157,2	3 %	139,2	-11 %	132	-5 %
	Total	829,9	11 %	747,2	-10 %	857,7	15 %	
Total général			7 089,7	4 %	5 995,4	-15 %	5 729,2	-4 %

- Le total des inscriptions à l'automne (ETP) a baissé de 4 % principalement à la suite de la procédure en vertu de la LACC.
 - Canadiens -6 %
 - Étrangers +15%

États financiers provisoires de 2022-2023

Situation financière



Laurentian University
Université Laurentienne

	2022-2023 (000 \$)	2021-2022 (000 \$)	Écart (000 \$)
Actif actuel	156 434	101 335	55 099
Autre actif	294 567	315 397	(20 830)
Total de l'actif	451 001	416 732	34 269
Passif actuel	56 772	292 305	(235 533)
Obligations à long terme	202 657	128 861	73 796
Total du passif	259 429	421 166	(161 737)
Actif net (déficit)			
Non affecté	(10 622)	(88 999)	78 377
Dotation	47 510	60 961	(13 451)
Autre	154,684	23,604	131,080
Total du passif et de l'actif net	451 001	416 732	34 269

Principaux écarts par rapport à l'année dernière

- Actif total : Augmentation de l'encaisse due à l'excédent des revenus sur les dépenses moins la baisse des placements due au transfert des dotations à l'U EMNO (- 14,3 M\$).
- Passif actuel : Baisse due à l'élimination du passif assujéti au Plan (- 192,2 M\$), des apports reportés préalables à l'application de la LACC (-22,7 M\$), et du financement de débiteur-exploitant (-35 M\$).
- Obligations à long terme : Bassin de distribution en vertu de la LACC (+ 47,5 M\$) et nouvelle dette à long terme (+ 32,9 M\$).
- Actif net : Principalement dû à l'excédent des revenus sur les dépenses (+ 207,9 M\$) provenant du recouvrement en vertu de la LACC + 166,4 M\$).

États financiers provisoires de 2022-2023

État des opérations



Laurentian University
Université Laurentienne

REVENUS	2022-2023 (000 \$)	2021-202 2 (000 \$)	Écart (000 \$)
Subvention et contrats de fonctionnement	91 917	79 568	12 349
Droits de scolarité	52 838	54 005	(1 167)
Subventions et contrats de recherche	17 870	19 488	(1 618)
Autres frais et revenus	19 982	15 932	4 050
Ventes et services	9 621	10 768	(1 147)
Amortissement des apports en immobilisations différés	<u>5 596</u>	<u>5 621</u>	<u>(25)</u>
Revenus totaux	197 824	185 382	12 442

Principaux écarts par rapport à l'année dernière

- Augmentation des subventions (COVID et pour les francophones)
- Baisse des revenus des droits de scolarité (baisse des inscriptions)
- Réduction des dépenses de recherche
- Rendement accru des placements
- Augmentation des revenus des résidences (contrat unique)

États financiers provisoires de 2022-2023

État des opérations



Laurentian University
Université Laurentienne

DÉPENSES	2022-2023 (000 \$)	2021-2022 (000 \$)	Écart (000 \$)
Salaires et avantages sociaux	92 848	93 266	(418)
Fonctionnement et recherche	21 805	17 563	4 242
Occupation	10 537	9 975	562
Bourses d'études et d'aide	9 676	9 708	(32)
Amort. des immobilisations	10 310	10 321	(11)
Dépenses totales	145 176	140 833	4 343
Autres éléments			
Coûts de restructuration	<u>(11 108)</u>	<u>(27 759)</u>	<u>16 651</u>
Recouvrement découlant de la procédure en vertu de la LACC	166 422		166 422
Excédent des revenus sur les dépenses	207 962	16 790	191 172

Principaux écarts par rapport à l'année dernière

- Augmentation des coûts de fonctionnement et d'occupation.
- Excédent redressé de 52,6 M\$ avant la restructuration et le recouvrement découlant de la LACC par rapport à 44,5 M\$ en 2021-2022.

États financiers provisoires de 2022-2023

État de l'encaisse



Laurentian University
Université **Laurentienne**

	2022-2023 (000 \$)	2021-2022 (000 \$)	Écart (000 \$)
Encaisse découlant des activités de fonctionnement	77 227	32 531	44 696
Encaisse découlant des activités de financement	(20 187)	14 607	(34 794)
Encaisse découlant des placements	<u>(3 731)</u>	<u>(85)</u>	(3 646)
Augmentation nette	53 309	47 053	6 256
Liquidités et placements à court terme – au début de l'exercice	<u>84 018</u>	<u>36 965</u>	47 053
Liquidités et placements à court terme – à la fin de l'exercice	137 327	84 018	53 309

Principaux écarts par rapport à l'année dernière

- Excédent redressé des revenus sur les dépenses (+52,6 M\$)

Principales notes afférentes aux états financiers



Laurentian University
Université Laurentienne

- ❑ Actif immobilisé – note 7
- ❑ Payable au bassin de distribution en vertu de la LACC – note 11(a)
- ❑ Passif assujetti au Plan – note 11(b)
- ❑ Recouvrement découlant de la procédure en vertu de la LACC – note 11(c)
- ❑ Apports reportés – note 12
- ❑ Immobilisations – note 14
- ❑ Coûts de restructuration – note 19



L'Université a négocié un accord avec la province de l'Ontario, par l'entremise d'une feuille de modalités, pour la vente de certains biens immobiliers dont le produit est estimé à 53,5 millions de dollars. Cette feuille de modalités permettra à l'Université Laurentienne de mettre son Plan en œuvre dans le cadre du processus lié à la LACC.

Le produit net de la vente servira à financer le bassin de distribution et à payer les créanciers comme cela est indiqué dans le Plan.

L'ensemble du terrain indiqué dans la feuille de modalités couvre 68,75 acres, ce qui représente environ 9 % de l'ensemble des plus de 750 acres de l'Université. Voici les cinq bâtiments indiqués dans la feuille de modalités :

- *Résidence Est;*
- *Centre pour la vitalité des lacs Vale et édifice du bassin d'alimentation;*
- *Université de l'EMNO;*
- *édifice des sciences de la santé;*
- *édifice de la sécurité et de l'entretien.*

Payable au bassin de distribution en vertu de la LACC (note 11a)



Laurentian University
Université Laurentienne

Le montant à verser au bassin de distribution en vertu de la LACC représente la somme qui lui est due en vertu du processus lié à la LACC, ce qui correspond aux fonds que le contrôleur a reçus pour les distribuer aux créanciers. Le montant de 47 546 \$ est égal au produit escompté de la vente de biens qui peut aller jusqu'à 53 500 \$ moins les paiements déjà effectués aux créanciers garantis qui s'élèvent à 5 954 \$.

Passif assujetti au Plan (note 11b)



Laurentian University
Université Laurentienne

*Le 28 novembre 2022, le passif assujetti au Plan a été officiellement acquitté lorsque la protection de la LACC a cessé et a été remplacé par le montant payable au bassin de distribution. **Ce passif réduit assujetti au Plan en 2023 est nul.***

Voici la ventilation du passif assujetti au Plan :

	2022
<i>Comptes créditeurs et passif accumulé</i>	16 967 \$
<i>Passif des futurs avantages sociaux des employés</i>	14 951
<i>Coûts de restructuration et de cessation d'emploi des employés</i>	<u>44 682</u>
<i>Coûts d'indemnisation des employés</i>	<u>59 633</u>
<i>Prêt à court terme</i>	1 324
<i>Prêt à long terme</i>	89 927
<i>Obligation de résiliation des swaps de taux d'intérêt</i>	<u>24 368</u>
	192 219 \$

Recouvrement découlant de la procédure en vertu de la LACC (note 11c)



Laurentian University
Université Laurentienne

Le rapprochement du recouvrement découlant de la procédure en vertu de la LACC enregistré dans l'état des opérations est le suivant :

<i>Passif assujetti au Plan, au début de l'exercice</i>	<i>192 219 \$</i>
<i>Redressement du passif assujetti au Plan</i>	<i>1 510</i>
<i>Apports reportés préalables à la LACC sortis du bilan</i>	<i>26 193</i>
<i>Paiements effectués aux créanciers garantis</i>	<i>(5 954)</i>
<i>Payable au bassin de distribution</i>	<i>(47 546)</i>
<i>Recouvrement découlant de la procédure en vertu de la LACC</i>	<i>166 422 \$</i>

Apports reportés (note 12)



Les apports reportés avant l'application de la LACC ont été légalement acquittés le 28 novembre 2022. Ils ont été comptabilisés à titre d'actif net affecté, car l'Université s'est engagée à financer les dépenses courantes avec les ressources internes.

Les apports reportés se composent de ce qui suit :

	2022-2023	2021-2022
Subventions de recherche	13 183 \$	22 588 \$
Autres subventions et contrats	4 184	14 676
Bourses d'études et d'aide	452	3 343
Solde de fin d'exercice	17 819 \$	40 607 \$

En décembre 2020, l'Université a ouvert des comptes bancaires distincts pour conserver les futurs apports affectés. Avant cette date, ils étaient déposés dans le compte bancaire de fonctionnement. Le tableau ci-dessous indique les soldes des apports reportés détenus dans des comptes bancaires distincts à la fin de l'exercice.

	2023	2022
Montant des apports reportés détenus dans des comptes bancaires distincts ou un compte de placement à court terme :		
Compte de subventions de recherche non dépensées	13 183 \$	8 623 \$
Compte de fonds affectés	1 978	1 493
Montant des apports reportés non détenus dans des comptes bancaires distincts ou un compte de placement à court terme	2 658	30 491
	17 819 \$	40 607 \$

Immobilisations (note 14)



L'investissement dans les immobilisations est calculé comme suit :

	2023	2022
Immobilisations	245 080 \$	253 432 \$
Moins montants financés par :		
Passif assujetti au Plan (note 11)	-	(91 251)
Apports en actif reportés non amortis (note 12)	(116 216)	(120 390)
	128 864 \$	41 791 \$

Le 28 novembre 2022, le passif assujetti au Plan a été sorti du bilan lorsqu'il a été légalement acquitté à la fin de la protection de la LACC. Cela a entraîné un redressement de l'investissement dans les immobilisations de 89 927 \$ de la dette à long terme et de 1 324 \$ de la dette à court terme, soit un total de 91 251 \$ qui fait partie du montant à verser au bassin de distribution.

Coûts de restructuration (note 19)



Laurentian University
Université Laurentienne

Coûts de restructuration	2023	2022
Cessation des swaps de taux d'intérêt	- \$	(332) \$
Coûts de restructuration et de cessation d'emploi des employés	836	25
Comptes créditeurs et passif accumulé	-	6 041
Frais juridiques, du contrôleur, d'expertise-conseil, d'intérêts et financiers		
Frais juridiques	6 171	10 634
Frais du contrôleur	2 185	5 021
Frais d'expertise-conseil	810	3 533
Frais d'intérêts et financiers	<u>1 106</u>	<u>2 837</u>
	10 272	22 025
	11 108 \$	27 759 \$

Conseil des gouverneurs

Titre à l'ordre du jour	Rapport financier annuel 2022-2023 de la Laurentienne
--------------------------------	---

Numéro de l'article à l'ordre du jour	7.1
Date de la réunion	20 octobre 2023
Séance ouverte/fermée	Ouverte

Action demandée	<input type="checkbox"/> Pour approbation <input checked="" type="checkbox"/> Pour information
Proposé par	Michel Piché
Présenté(s) par	Norm Lavallée

1. OBJET

Ce Rapport financier annuel provisoire est soumis au Conseil des gouverneurs aux fins d'information sur les résultats financiers de l'exercice 2022-2023 de la Laurentienne. Il présente une analyse des résultats par rapport à ceux de l'exercice précédent, renferme des renseignements sur le Plan de transaction et d'arrangement, conclu sous le régime de la LACC et approuvé par le tribunal, et donne un aperçu des faits saillants relatifs à l'enseignement et à la recherche au cours de l'année, de même que les tendances en matière d'inscription.

2. SOMMAIRE

Après plus de dix-huit mois de négociations avec les créanciers, la Laurentienne a réussi à se soustraire à la protection de la LACC grâce à un Plan de transaction et d'arrangement (le Plan) appuyé par un financement à long terme de la province. Le Plan et le financement sont entrés en vigueur le 28 novembre 2022. Le Plan contient diverses exigences, dont deux obligent l'Université à élaborer un nouveau plan stratégique et à se lancer dans une transformation opérationnelle complète. Il exige également des changements dans la haute administration et le renouvellement du Conseil des gouverneurs. Dans le cadre de la procédure liée à la LACC, la *Loi de l'Université Laurentienne de Sudbury* a été modifiée afin de réduire la taille du Conseil de 25 à 16 membres.

Depuis la fin de la protection de la LACC à la fin novembre 2022, l'Université a entrepris un vaste processus pour recruter, entre autres, une nouvelle rectrice et vice-chancelière ou un nouveau recteur et vice-chancelier, une nouvelle vice-rectrice ou un nouveau vice-recteur aux études et une nouvelle vice-rectrice ou un nouveau vice-recteur aux finances et à l'administration.

À cause de la procédure en vertu de la LACC, l'Université a enregistré une chute des inscriptions qui se stabilisera probablement au cours des années à venir. Heureusement, cette réduction n'a pas été aussi forte que prévu. De même, la recherche et d'autres contributions, inférieures à celles des années précédentes, ont bénéficié du soutien continu de nos partenaires subventionnaires.

La Laurentienne a terminé la procédure en vertu de la LACC avec la solidité financière nécessaire pour investir dans des programmes et opérations. Le budget 2023-2024 élaboré à l'issue de vastes consultations des facultés et du personnel a aidé à déterminer les domaines

prioritaires immédiats. Des experts-conseils ont aussi été retenus pour faciliter l'élaboration du nouveau plan stratégique et le plan détaillé de transformation.

Le Rapport financier annuel et la présentation qui a été faite au Comité donnent une vue d'ensemble des résultats financiers de l'exercice de l'Université, ainsi que les points saillants des principaux écarts et les notes aux états financiers.

3. RÉOLUTION À CONSIDÉRER

Aucune.

4. ANALYSE DES RISQUES

Veuillez indiquer ci-dessous le ou les risques pour l'Université que cette proposition vise.	
<input type="checkbox"/> Gestion des inscriptions	<input checked="" type="checkbox"/> Relations avec les intervenants
<input type="checkbox"/> Corps professoral et personnel	<input checked="" type="checkbox"/> Réputation
<input type="checkbox"/> Financement et gestion des ressources	<input type="checkbox"/> Activités de recherche
<input type="checkbox"/> Services de TI, logiciels et matériel	<input type="checkbox"/> Sécurité
<input type="checkbox"/> Leadership et changement	<input type="checkbox"/> Réussite des étudiants
<input type="checkbox"/> Infrastructure physique	

5. RECOMMANDATION

Aucune.

A. Contexte/Description de la question

L'incertitude continue causée par la COVID-19 et la restructuration en vertu de la LACC a entraîné une baisse des inscriptions qui, selon les prévisions, devrait se poursuivre en 2022-2023. Conformément à ces prévisions, les inscriptions ont de nouveau diminué en 2022-2023, avec une baisse globale de 4 % des équivalents temps plein (ETP) à l'automne par rapport à l'année dernière. Il convient toutefois de souligner que cette réduction a été moins importante que prévu. Dans le cadre des procédures liées à la LACC, le plan financier pluriannuel de la Laurentienne prévoyait une diminution globale des inscriptions de 14 % entre 2021-2022 et 2022-2023. Au total, à l'automne 2022, la Laurentienne a accueilli 7 711 étudiants ou 5 729 ETP, inscrits à 106 programmes de premier cycle et de cycles supérieurs, dont 34 offerts en français.

L'Université a généré un excédent des revenus sur les dépenses de 208,0 millions de dollars en 2022-2023. En excluant les coûts de restructuration et le recouvrement découlant de la procédure en vertu de la LACC, l'excédent des revenus sur les dépenses a été de 52,6 millions de dollars, par rapport à 44,5 millions de dollars en 2021-2022. L'excédent des revenus sur les dépenses comprend, au titre de la LACC, un recouvrement de 166,4 M\$ relatif aux passifs éteints au cours de la procédure engagée sous le régime de la LACC. Les coûts de restructuration s'élevaient à 11,1 M\$ en 2022-2023 comparativement à 27,8 M\$ en 2021-2022.

En 2022-2023, 2 millions de dollars (0,4 million de dollars en 2021-2022) ont été investis dans des travaux d'immobilisations, principalement pour régler l'entretien différé. Ces travaux comprenaient le remplacement et l'entretien d'équipements essentiels, et ont été financés par des subventions du Programme de renouvellement des installations du MCU. La Laurentienne continue de gérer un arriéré considérable d'entretien différé, estimé à 35 millions de dollars (à l'étude).

La Laurentienne a terminé l'année avec des liquidités et des placements à court terme de 137,3 millions de dollars, comparativement à 84 millions de dollars en 2021-2022. La hausse est due à un influx de liquidités de 77,2 millions de dollars provenant des activités de fonctionnement et aux 20,2 millions de dollars de financement ainsi que d'une réduction de 3,7 millions de dollars des activités de placement.

L'Université avait d'un actif net de 191,6 millions de dollars à la fin de l'exercice 2022-23, soit une amélioration de 196 millions de dollars par rapport au déficit de 4,4 millions de dollars l'année précédente. Les principaux apports ont été l'excédent des revenus sur les dépenses de 208 millions de dollars, partiellement compensé par un transfert de fonds de dotation de 14,3 millions de dollars à l'Université de l'EMNO.

B. Harmonisation avec les objectifs stratégiques de l'Université

Sans objet.

C. Autres options envisagées (le cas échéant)

Sans objet.

D. Risques, y compris la conformité aux lois

Les états financiers vérifiés et la déclaration d'organisme de bienfaisance doivent être déposés auprès de l'ARC dans les six mois suivant la fin de l'exercice financier. En outre, comme l'exige le financement du prêt de sortie, l'Université doit soumettre au MCU, dans les 170 jours calendaires suivant la fin de l'année financière, les états financiers vérifiés, avant toute divulgation publique. D'autres conditions du financement du prêt prévoient (également dans les 170 jours) que le Rapport sur les conventions financières, accompagné d'une mise à jour des prévisions financières, soit achevé et soumis à l'automne 2022.

Les états financiers vérifiés et le Rapport financier annuel doivent être publiés sur le site Web de la Laurentienne. De plus, elle doit rendre compte publiquement de ce qu'il en est de ses engagements financiers et des progrès accomplis dans l'élaboration et la mise en œuvre de son Plan de transformation (dépenses comprises).

Conformité à la législation.	Règlements généraux du Conseil des gouverneurs de l'UL. Loi sur l'Université Laurentienne. Politique sur les achats. Politique de placement à court terme. Loi de 2010 sur la responsabilisation du secteur parapublic. Directive en matière d'approvisionnement dans le secteur parapublic, 2011. Directive applicable aux dépenses du secteur parapublic, 2011.
------------------------------	---

Les exigences d'information financière de l'Université prévoient, entre autres, la vérification de plusieurs états financiers auxquels se fient divers intervenants externes, notamment le ministère de la Formation et des Collèges et Universités, le Conseil des agents financiers de l'Ontario (CAFO), l'Association canadienne du personnel administratif universitaire (ACPAU), les institutions financières et l'Agence du revenu du Canada. Le rapport sur les états financiers annuels vérifiés, que l'Université doit également établir pour se conformer à ses obligations légales en tant qu'établissement, fait partie de la garantie d'une bonne gestion financière et opérationnelle. Le plan de vérification et la conduite des audits externes indépendants tempèrent les risques financiers, réglementaires et réputationnels liés au non-respect des normes comptables et des obligations de déclaration énoncées.

En l'occurrence, les risques réputationnels s'entendent des inexactitudes ou des omissions dans les états financiers de l'Université, en particulier dans le cas où le vérificateur externe émettrait une opinion avec réserve. Pour atténuer ces risques, la direction fera établir les états financiers par un personnel compétent, ayant de l'expérience et les qualités requises, et communiquera régulièrement avec les vérificateurs externes pour s'assurer que les nouvelles normes sont mises en œuvre.

E. Considérations financières (le cas échéant)

Sans objet.

F. Avantages

Sans objet.

G. Consultations (le cas échéant)

Sans objet.

H. Plan de communication

Le Rapport financier annuel, y compris les états financiers consolidés vérifiés, est publié chaque année sur le site Web externe de l'Université.

I. Prochaines étapes

Le Conseil des gouverneurs doit approuver les états financiers consolidés vérifiés, la communication de ceux-ci au ministère des Collèges et Universités, et leur affichage sur le site Web de l'Université Laurentienne.

J. Annexes

1. Rapport financier annuel provisoire.
2. Présentation au Comité des finances et des biens immobiliers.

ANNUAL FINANCIAL REPORT

FISCAL YEAR ENDED **APRIL 30, 2023** ■ ■ ■ ■



Laurentian University
Université **Laurentienne**

ANNUAL FINANCIAL REPORT



Table of Contents

3 Introduction	21 Net Assets
4 Laurentian by the Numbers	21 Post-CCAA Loan Agreement
5 Operating Environment	22 Financial Ratios
6 Plan of Compromise or Arrangement	22 Conclusion
7 Sale of Laurentian Real Estate	23 Consolidated Financial Statements
8 Academic Update	24 Consolidated Statement of Financial Position
9 Research Highlights	25 Consolidated Statement of Operations
11 Enrolment Trends	26 Consolidated Statement of Changes in Net Assets (Deficiency)
13 Financial Review	27 Consolidated Statement of Cash Flows
13 Consolidated Statement of Operations	28 Notes to Consolidated Financial Statements
13 Adjusted Earnings	
14 Revenue	
14 Operating Grants and Contracts	
15 Tuition Fees	
15 Research Grants and Contracts	
16 Sales and Services	
16 Other Fees and Income	
17 Expenses	
17 Salaries and Benefits	
17 Operating and Research	
17 Other Expenses	
18 Restructuring Costs	
18 Recovery from Companies' Creditors Arrangement Act Proceedings	
18 Capital Investments	
19 Consolidated Statement of Financial Position	
19 Assets	
20 Liabilities	
21 Employees Future Benefits	





Introduction

We would like to acknowledge the Robinson-Huron Treaty of 1850. We also further recognize that Laurentian University is located on the traditional lands of the Atikameksheng Anishnawbek and that the City of Greater Sudbury, also includes the traditional lands of the Wahnapiitae First Nation. We extend our deepest respect to Indigenous peoples - as a sign of our continued relationship we will support Laurentian University's Truth and Reconciliation Task Force Recommendations. Miigwech.

Ka ke ginwaamdanaa Aki Gaabijidebendaagwak Robinson Huron Naakinegewin ode 1850. Miinwa ginwaamdandaa Laurentian Chi-kinomaagegamik gewii teg maanpii gidaa kiimina Atikameksheng Anishinaabek debendaagwak miinwa Chi-odeno Sudbury miinwa gewii debendaagwak Wahnapiitae Anishinaabe kiing. Gichipiitenmananig Anishinaabek- ga nakiitaanaa weweni maanpii Laurentian Chi-kinomaagegamik Debwewin miinwa Minadaapnagewin Nakii Naadmageh Makwataagziwin. Miigwech.

Laurentian was incorporated on March 28, 1960, pursuant to An Act to Incorporate Laurentian University of Sudbury, S.O. 1960, c. 151 C. 154. For over 60 years, Laurentian University of Sudbury ("Laurentian") has operated as a publicly funded, bilingual and tricultural post-secondary institution in Northern Ontario, providing high-quality, postsecondary education to domestic and international undergraduate and graduate students.

However, historical financial and operational issues experienced in recent years required the University to take extraordinary measures to continue delivering its academic and research programs. On February 1, 2021, Laurentian brought an application before the Ontario Superior Court of Justice for an initial order for a stay of proceedings pursuant to the Companies' Creditors Arrangement Act (the "CCAA"), which was granted. The CCAA order provided the University with a court-supervised platform enabling it to restructure its operations.

After more than 18 months of negotiation with creditors, Laurentian successfully exited CCAA protection through a Plan of Compromise or Arrangement (the Plan) supported by long-term financing from the Province. The Plan and the financing became effective on November 28, 2022. The Plan (further described below) contains various post-implementation requirements, two of which called for the University to develop a new strategic plan and embark on a comprehensive operational transformation. The Plan also called for senior management changes and Board renewal. As part of the CCAA proceeding, the Laurentian University of Sudbury Act, was amended to reduce the size of the Board of Governors from 25 to 16 members.

Since exiting CCAA protection at the end of November 2022, the University has embarked on an extensive search process to recruit a new President and Vice-Chancellor, Vice-President Academic and Provost, and Vice-President Finance



and Administration, amongst others. To help the University through its post-CCAA renewal, Laurentian was fortunate to recruit Dr. Sheila Embleton from York University as Interim President and Vice-Chancellor, and Dr. Brenda Brouwer, from Queens University as Interim Vice-President Academic and Provost, who joined Laurentian in January 2023.

Immediate priorities post-CCAA have been to address the requirements of the Plan, critical staffing and operational needs, renew relationships with partners, and stabilize student enrolment and retention.

Because of the CCAA proceedings, the University experienced a drop in enrolment, which is expected to stabilize in the coming years. Fortunately, the reduction in enrolment was lower than anticipated. Similarly, research and other contributions although

lower than previous years demonstrated ongoing support from our funding partners.

Laurentian exited CCAA protection with the financial strength needed to invest in its programs and operations. The 2023-24 budget developed through broad consultations with faculties and staff helped identify areas of immediate priorities. Consultants were also selected to assist in the development of a new strategic plan and detailed transformation plan.

The bilingual and tricultural nature of Laurentian is unique in Ontario and its impact on outcomes in the region is vital and crucial. Laurentian is an important source of learning to Northern Ontario and the thousands of students who otherwise would have difficulty accessing post-secondary education.

LAURENTIAN BY THE NUMBERS

Available
**Expendable
Resources**



\$17.0M¹
(*-\$87.8M last year, restated*)

Capital Spending

\$2.0M (*(\$0.4M last year)*)



**TOTAL
REVENUE**

\$197.8M

(*\$185.4M last year*)



**Excess
of revenues
over expenses,
before other
items**



\$52.6M

(*\$44.5M last year*)

Endowment

per FTE student

\$8,293

(*\$7,722 last year*)



Total Expenses

\$156.3M

(*\$168.6M last year*)

**REVENUE
PER FTE STUDENT**

\$34,526

(*\$30,925 last year*)



**TOTAL
NET ASSETS**



\$191.6M

(*-\$4.4M last year*)

**EMPLOYEE
future benefits liabilities**

\$1.8M

(*\$5.3M last year*)



Enrolment

5,729

(*5,995 last year*)

FULL-TIME
EQUIVALENT
(FTE)

¹Expendable Net Assets include Unrestricted and Internally Restricted Net Assets (as outlined in the University's audited financial statements).



Operating Environment

For the first seven months of 2022-23, Laurentian continued to operate under CCAA protection, with spending decisions overseen by the Court appointed Monitor. During that time, management's efforts were mostly focused on maintaining ongoing operations while negotiating with creditors and developing the Plan of Compromise or Arrangement. The Plan was presented and approved by creditors on September 14, 2022, and became effective on November 28, 2022.

Following the exit from CCAA protection, Laurentian proceeded with a comprehensive Board and senior management renewal, starting with the appointment of the Interim President and Vice-Chancellor and Vice-President Academic and Provost on January 1, 2023. Staffing efforts were also intensified to fill critical faculty and staff positions. Also required under the Plan, the University embarked on developing a new strategic plan along with a comprehensive transformation plan to address the recommendations of the NOUS Operations Review and Auditor General Report.

In terms of Government funding, the Ministry of Colleges and Universities (MCU) made the decision to delay the activation of performance-based funding for the Strategic Mandate Agreement (SMA3) for the third year of the Agreement, decoupling the funding but keeping all other aspects of the SMA3 model intact. For 2022-23, Laurentian did experience a reduction in enrolment due to CCAA proceedings. To help alleviate

the impact on the University's operating grant, the Ministry agreed to provide Laurentian with enrolment corridor and performance protection of up to \$22.0 million.

Effective April 1, 2022, the Northern Ontario School of Medicine University (NOSM U) was granted status as an independent degree-granting university. Both NOSM U and Laurentian continue to have a shared interest in maintaining a strong and effective research collaboration. To that end, a new Research Services Agreement was approved on March 3, 2023. Under that Agreement, Laurentian will continue to support NOSM U's research activities by providing access to Laurentian's research and innovation services, research and laboratory spaces, and federal and provincial funding opportunities.

Following emergence from CCAA, Laurentian resumed planning and budgeting discussions with managers. This process began in the Fall of 2022, with input from the Board of Governors and discussions with faculty and staff about priorities and financial pressures. These discussions were influenced in part by the CCAA Exit Loan Agreement, which contains specific reporting requirements and financial restrictions. The Consolidated 2023-24 Budget presented to the Board of Governors was prepared with the goal of stabilizing the University's operations and to address immediate capacity challenges.





Plan of Compromise or Arrangement

The CCAA stay of proceedings received on February 1, 2021, allowed Laurentian to work with its many stakeholders to develop a Plan of Compromise or Arrangement (the Plan). The purpose of the Plan was to, among other things, complete a restructuring of Laurentian, provide for the compromise of certain of Laurentian's pre-filing liabilities, and effect a release and discharge of the Affected Claims and Released Claims (as defined in the Plan).

On July 28, 2022, Laurentian filed its Plan with the Court. The Plan was amended on September 9, 2022. A meeting of affected creditors was held on September 14, 2022. At the Meeting, the required number and value of Affected Creditors voted in favour of the Plan. The CCAA Stay Period was extended to November 30, 2022, to finalize the conditions precedent to Plan Implementation, which became effective on November 28, 2022.

The key features of the Plan include the following:

- Repayment of the \$35 million Debtor in Possession Facility through the proceeds from the Province Exit Loan Financing.
- Generate the funds necessary to repay creditors, with the Province of Ontario agreeing to purchase between \$45.5 million to \$53.5 million worth of real estate currently owned by Laurentian. The Plan provides for any sale transactions to be completed within three (3) years of the Plan Implementation Date.
- Pay creditors with a CCAA Priority Claim, a Secured Claim, or a Vacation Pay Compensation Claim in full at the Plan implementation date. Once priority payments are made, the amount remaining in the distribution pool will be distributed on a pro rata basis. The payment distribution process is expected to take up to four years.

Following the Plan implementation date, Laurentian also agreed to take the following actions (amongst others):

- a) Working with an external Project Management Consultant and internal Transformation Consulting Group (TCG), to develop a detailed plan for undertaking a comprehensive operational restructuring and transformation as described in the Operational Report prepared during the CCAA process. The TCG's role is to advise on the

development of the plan and includes representation from the University's labour groups.

- b) Following completion of the comprehensive operational restructuring and transformation led by the Project Management Consultant, a Continuous Improvement Committee to be created to periodically review service-delivery and other operational processes, procedures, and policies to ensure that the operational decisions of the University continue to be guided by best practices in the sector. The Continuous Improvement Committee to include representation from the labour groups.
- c) In consultation with the University's stakeholders, develop a comprehensive strategic plan (the "Strategic Plan") and implement the changes necessary to align the University with the new Strategic Plan.
- d) Make a request to the Ministry of Colleges and Universities for an amendment to the The Laurentian University of Sudbury Act, 1960, to permit voting representation to the Board of Governors of members of the Laurentian University Faculty Association (LUFA) and the Laurentian University Staff Union (LUSU).
- e) Subject to any amendments required under The Laurentian University of Sudbury Act, 1960, make amendments to the Bylaws of the Board of Governors to reflect the skillset and diversity of the Board of Governors, maximum terms of appointment, and regular training.
- f) Ensure that appropriate internal financial controls are in place on the use of restricted funds related to research grant documentation or restricted donation agreement.

The University exited CCAA protection on November 28, 2022 and payments were issued for Secured Claims, CCAA Priority Claims and Vacation Pay Compensation Claims in the amount of just under \$6.0 million. In accordance with the Plan, distributions to Affected Creditors with unsecured Proven Claims will be made at a future date once the Net Sale Proceeds of certain assets to the Province of Ontario have been received. As at April 30, 2023, in connection with the CCAA proceedings, the University recorded a Payable to the Distribution Pool of \$47.5 million and a recovery from CCAA proceedings of \$166.4 million.

The Payable to Distribution Pool represents remaining amounts owing to creditors and the Recovery relates to liabilities extinguished during the CCAA process. Upon exit from CCAA protection, long-term financing was received from the Ontario Ministry of Training, Colleges and Universities in the amount of \$35 million to repay the debtor-in-possession loan also held by the province.



Sale of Laurentian Real Estate

As part of its support of the University, the Province of Ontario committed to purchase real estate owned by Laurentian for an aggregate purchase price of up to \$53.5 million. This support is subject to conditions, including final government approvals and the implementation of the Plan. Under the Plan, the proceeds of sale will be paid into the Distribution Pool. The Plan provides for any real estate sale transactions to be completed within three years of the Plan Implementation Date.

The University has negotiated an agreement through a Term Sheet with the Province of Ontario for the sale

of certain real estate with estimated proceeds of \$53.5 million. This Term Sheet outlines a proposed structure for the transaction which will allow the Province to purchase the properties. The total land identified in the Term Sheet covers 68.75 acres, which represents approximately 9% of the University's total 750+ acres. There are also five buildings located on seven separate properties identified in the Term Sheet, which the University expects to be fully or partially leased back. They include:

- the East Residence
- the Vale Living with Lakes Centre and Watershed Building
- the Northern Ontario School of Medicine
- the Health Sciences Building, and
- the Security and Maintenance Building

After due diligence, including consultations with Indigenous communities, specific assets will be confirmed for sale. With this non-binding Term Sheet, the University is now in a position to explore the sale of these assets and work together with the province of Ontario to negotiate a purchase and sale agreement, by no later than November 28, 2025.





Academic Update

The academic year 2022-23 began under the watchful eye of the insolvency proceedings. The associated CCAA restructuring and impacts were far-reaching, yielding both direct and indirect consequences felt by all in the community and beyond. As Laurentian emerged from the CCAA protection at the end of November 2022, it began setting the Plan of Compromise or Arrangement in motion to rebuild its reputation as an integral member of the region's postsecondary sector. The following provides a summary of academic milestones and highlights for the year.

Budget and Planning: After broad consultation, faculties and academic units submitted their budget requests for 2023-24 along with a narrative describing their unit, goals and objectives for the year (with performance indicators) and tactics to promote financial sustainability. All units reporting to the Provost and Vice-President Academic shared their submissions and presented in an open forum to promote an institutional understanding of current and future state. The approach served to expose opportunities where resources could be shared, and where collaborations could potentially lead to new programs or program streams.

Senior academic and administrative searches: Selection committees were formed to search for new Deans in the Faculty of Arts and in the Faculty of Education & Health, and for a University Librarian. In addition, the search for an Associate Vice-President Francophone Affairs (AVP-FA) was launched in late April 2023. Dr. Jennifer Johnson was appointed Dean, Faculty of Arts effective July 1, 2023, and Nathalie Poulin-Lehoux was also appointed Associate Vice-President francophone Affairs for a Fall 2023 start. Other searches are ongoing.

Faculty Renewal: Terminations, resignations, and retirements of faculty members since 2021 placed professional programs at risk of losing accreditation and the university at risk of non-compliance under Ontario's French Languages Services Act. The most urgent needs were identified, and ten new tenure-track positions were announced in January 2023, marking the beginning of a strategic hiring plan. Twelve new tenure-track positions were also approved in the 2023-24 budget.

Enrolment management: Formed in April 2023, the Enrolment Management Group leads the University's enrolment planning to promote optimal enrolment,

sustainable academic programs and to guide the recruitment strategy as well as ensure student services are in place to support success. The planning considers University strategic plans, capacity, demand, attrition and existing government mandates.

Notable Events

- The Faculty of Management, School of Sports Administration held its 50th anniversary reunion weekend from October 13-16, 2022.
- Goldman Gold Challenge – Battery Metal Edition (February 2-4, 2023). Laurentian University hosted the event which brought eight university teams from Canada and the United States to compete in the mining investment competition.
- The Harquail School of Earth Sciences hosted the Annual Meeting of the Geological Association of Canada, Mineralogical Association of Canada, and the Society for Geology Applied to Mineral Deposits (GAC-MAC-SGA) conference from May 23-31, 2023 with the theme: Discovering Ancient to Modern Earth. More than 500 geologists from across the globe participated in scientific presentations, field trips and workshops.
- National Indigenous Peoples' Day (June 21, 2023) provided an opportunity to share, for the first time, Laurentian's Truth and Reconciliation Report Card and recognize the progress is integral to reconciliation.

Achievements

- Ten new Tenure track faculty members begin their appointments before the start of the Fall term, 2023.
- A new graduate Maîtrise interdisciplinaire ès arts en études relationnelles was approved by the Council of Ontario Universities' Quality Council and by the Ministry of Colleges and Universities – it will launch in September 2024.
- The Master of Health Administration, an interdisciplinary program of the Faculties of Education & Health, and Management was approved for delivery in French. La Maîtrise en administration de la santé will commence in September 2024.
- Successful accreditation of programs in Engineering, Indigenous Social Work, and Nursing Science was granted by the respective professional bodies.

- A new Certificate in Ecohealth Promotion, Faculty of Education & Health was approved to begin in Fall 2023. The certificate addresses a growing interest in the health benefits of outdoor programs and therapies.

New initiatives

- Bilingual Innovations was a campus-wide competition seeking summer projects aimed at achieving higher levels of bilingualism through the expansion of existing or the creation of new programs serving students for whom French is the second language. Fifteen proposals were funded from an FSL Government of Ontario, Ministry of Colleges and Universities grant.
- A subcommittee of the Academic Planning Committee was struck to develop a consultation process for the next Academic Plan that will dovetail with ongoing Strategic Planning.
- Preliminary discussions are underway to develop an interdisciplinary undergraduate program in Environmental Solutions.



Research Highlights

In fiscal year 2022-2023, the research and innovation enterprise at Laurentian University continued to be advanced by faculty, staff, and students in collaboration with industry and community partners.

Over 1,000 graduate students, studying in one of the 26 Masters or 9 Doctoral programs from Architecture to Indigenous Relations, Engineering, and Nursing, were integral to the advancement of research, innovation and discovery. Many of the graduate students trained, directly benefited from external research grants awarded to faculty, receiving stipends, paid research assistant positions and funded internships. For example, sixteen graduate students were supported, through MITACS funding and industry partner contributions, to complete applied research projects as interns with the partner company. Moreover, twenty-three undergraduate students also completed paid research internships with funding from the Natural Sciences and Engineering Research Council (NSERC).



Furthermore, external research grants continued to be the primary source of funding driving research, development and creativity. Researchers in the Faculty of Education and Health attracted external funding from the Social Sciences and Humanities Research Council (SSHRC) to tackle important research questions through community-driven projects such as: Agents for Health and Wellness Equity for Newcomers, Along the Full Continuum of Settlement, Integration and Social Inclusion and Supporting Social Work Field Education, and Developing a Model of Holistic Competence. A project was also undertaken in collaboration with Anishinaabe community partners, Akinomooshin Inc., & White Buffalo Road Healing Lodge Inc. to study Maamwizing: a hub for Indigenous community-driven research.

With funding from MITACS, researchers in the Faculty of Management also undertook collaborative projects with industry providing paid research opportunities for students involved in the Comparison of two Approximate Stochastic Dynamic Programming Schemes for Mid-term Hydropower System Management. Researchers in the Faculty of Arts also engaged with community partners through SSHRC Connection Grant funding which supports outreach activities geared toward targeted knowledge mobilization activities.

In the Faculty of Science, Engineering and Architecture (SEA) researchers attracted external funding from NSERC and MITACS along with cash and in-kind support from industry partners to advance applied research. A few of the funded projects included, Stratigraphy and Gold Metallogeny of the Guiana Shield in partnership with Barrick Gold Corporation; Origin and Timing of Critical Metal Mineralisation at the Gayna River Zn Camp, with Fireweed Zinc Ltd. and Northwest Territories Geological Survey as partners; Use of Non-Ore Resources to Enhance the Economic, Social and Environmental Sustainability of the Mining Industry in partnership with Glencore INO; Structural and Stratigraphic Controls on Gold Mineralization, Ulu Project, High Lake Greenstone Belt, Nunavut, Canada with Blue Star Gold Corp. as partner, Modelling a Distributed Array EM System with partner DIAS Geophysical, and Impacts of Wildfire and Windfarm Construction on the Herpetological Community of Eastern Georgian Bay with partner Blazing Star Environmental. Others in the Faculty of SEA were also funded by NSERC and SSHRC to tackle important basic

research examining protein biogenesis and iron homeostasis, microalgal production of high value antioxidants, morphological changes in trabecular bone and important social sciences issues examining Sacred Spaces.

Laurentian researchers also led the way to advance research and scholarship in French including funding from SSHRC to study Apports du réseau de proximité dans le soutien à domicile des francophones en contexte minoritaire, les leçons de l'expérience du Club amical de Sudbury en temps de pandémie. Funding was also received from Ontario Public School Boards' Association to develop and implement French as a second language workshops for teacher education students.

Affiliated research partners from MIRARCO, Health Sciences North Research Institution, NOSM University and SNOLab attracted external research funding contributing to the training of highly qualified people and the advancement of discovery. External grant funding was also obtained to support faculty, staff and students through the hiring of a Research Equity, Diversity and Inclusion Advisor and investments in software and training to support research security.

In summary, in 2022-2023, research, discovery and innovation at Laurentian University was supported by a number of external research grants, often in collaboration with industry and community partners. Collaborative projects addressed critical issues, provided real-world training for students, led to the advancement of ground-breaking discoveries, and realized positive societal outcomes. In short, the research enterprise trains the talent required to support thriving industries and communities.



Enrolment Trends

The ongoing uncertainty caused by COVID-19 and the CCAA restructuring led to a drop in enrolment at Laurentian that was predicted to continue into 2022-23. In line with these expectations, enrolment once again declined in 2022-2023, with an overall decrease year-over-year of 4% in Fall Full Time Equivalent (FTE).

Notably, however, this reduction in enrolment was lower than anticipated. As part of the CCAA proceedings, Laurentian's multi-year financial plan showed an overall enrollment decrease of 14% between 2021-2022 and 2022-2023.

In total, the Fall of 2022 saw Laurentian serve 7,711 individual students or 5,729 FTE, enrolled across 106 undergraduate and graduate programs, 34 of which

were offered in the French language. See Tables 1a and 1b for comparison of Fall enrolment over a three year period by both individual student Headcount (Table 1a) and Fall FTE (Table 1b).

The overall decrease in enrolment was largely driven by a drop in returning students which saw a 9% reduction from 4,535 FTE in Fall 2021 to 4,134 FTE in Fall 2022. This declining trend for returning students was evident in both undergraduate and graduate programs, with the exception of returning international graduate students which saw a Fall FTE increase of 10%. In comparison, overall new cohort enrolment grew by 135 FTE across the same period, resulting in an 9% increase year-over-year, mostly driven by new international graduate students.

Table 1a: Fall Headcount Official Enrolment by Academic Level - 2020F - 2022F

Academic Group	Academic Level	Immigration Status	Headcount					
			2020F		2021F		2022F	
Undergraduate	Undergraduate	Domestic	7,823	3%	6,693	-14%	6,307	-6%
		International	402	5%	368	-8%	302	-18%
		Total	8,225	3%	7,061	-14%	6,609	-6%
	Total	8,225	3%	7,061	-14%	6,609	-6%	
Graduate	Master's	Domestic	752	8%	672	-11%	663	-1%
		International	144	30%	146	1%	272	86%
		Total	896	11%	818	-9%	935	14%
	PhD	Domestic	151	12%	128	-15%	121	-5%
		International	51	-4%	49	-4%	46	-6%
		Total	202	7%	177	-12%	167	-6%
Total	1,098	10%	995	-9%	1,102	11%		
Grand Total		9,323	4%	8,056	-14%	7,711	-4%	

Table 1b: Fall FTE Official Enrolment by Academic Level - 2020F - 2022F

Academic Group	Academic Level	Immigration Status	Fall FTE					
			2020F		2021F		2022F	
Undergraduate	Undergraduate	Domestic	5,929.9	3%	4,958.6	-16%	4,632.9	-7%
		International	329.9	5%	289.6	-12%	238.6	-18%
		Total	6,259.8	3%	5,248.2	-16%	4,871.5	-7%
	Total	6,259.8	3%	5,248.2	-16%	4,871.5	-7%	
Graduate	Master's	Domestic	530.8	8%	464.1	-13%	455.1	-2%
		International	141.9	31%	143.9	1%	270.6	88%
		Total	672.7	13%	608	-10%	725.7	19%
	PhD	Domestic	107.6	7%	90.2	-16%	86.7	-4%
		International	49.6	-5%	49	-1%	45.3	-8%
		Total	157.2	3%	139.2	-11%	132	-5%
Total	829.9	11%	747.2	-10%	857.7	15%		
Grand Total		7,089.7	4%	5,995.4	-15%	5,729.2	-4%	

Domestic undergraduate enrolment decreased in 2022-2023, with the final Fall enrolment of 4,633 FTE being 7% lower than the previous year. However, the reduction to domestic enrolment was again better than predicted, and while enrolment did decline, Laurentian exceeded its plan for domestic undergraduate enrolment by 9%.

International undergraduate enrolment experienced a more substantive decline, dropping 18% from the previous year. The decrease of 51 Fall FTE stemmed from both new and returning students, which fell by 10% and 20% respectively. While the overall proportion of undergraduate international enrolment is small, it is important to note that international growth in 2022-23 was exclusively in graduate degree programs.

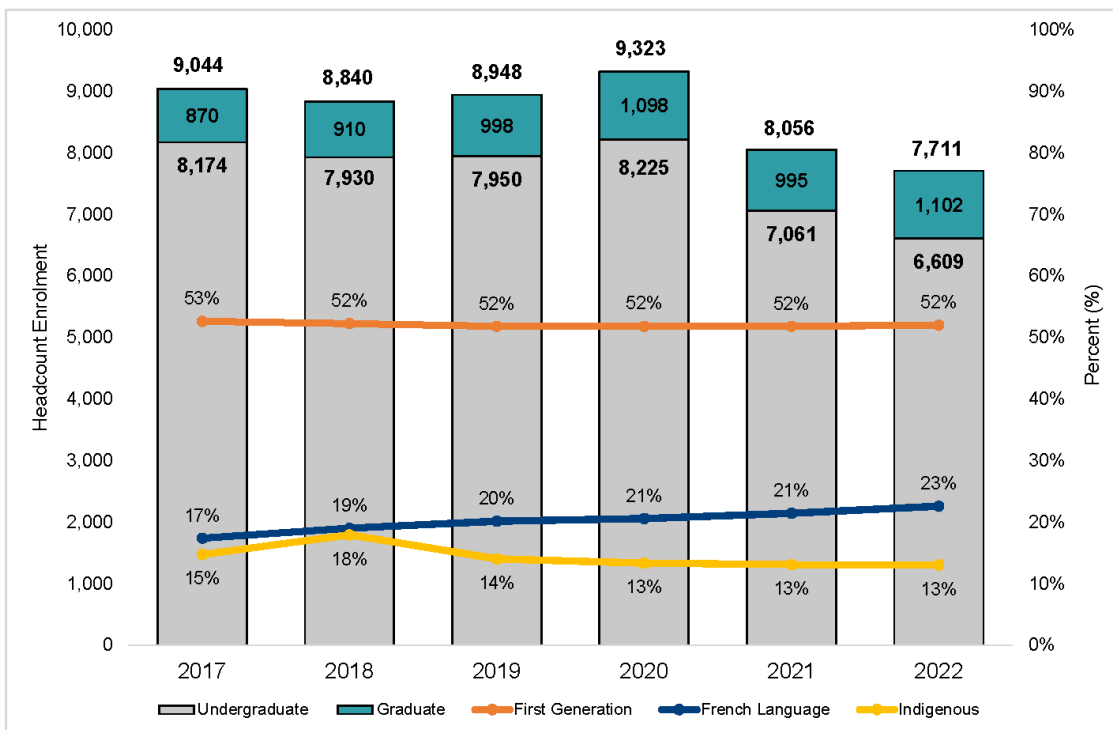
Enrolment in graduate programs increased by 15% in 2022-2023, as Laurentian continued to see high demand for course-based Master's programs among international students, where the number of new cohort enrolments more than tripled in the Fall term to 155 FTE, up from 46 FTE in the previous year. There was also growing interest in programs at the graduate level among domestic students, with the new cohort of domestic graduate students increasing by 32% or 51 additional FTEs. Master's programs including

Architecture, Business Administration (On-campus and Online), Indigenous Relations, Nursing APN, Forensic Science, Science Communication and Social Work were programs in demand by domestic students.

Rising popularity of remote and flexible learning options following COVID-19, drove a 15% increase in online program enrolment among domestic undergraduate students for a total of 1,133 Fall FTEs. Online programs such as Psychology and Indigenous Social Work continued to be major draws with growing interest. While demand for online learning did increase, enrolment for on campus programs among domestic undergraduate students declined by 12% or 442 FTEs.

Although the effects of the CCAA restructuring led to a reduction in program offerings and a decrease in enrolment numbers, the proportion of French language degree program, First-Generation, and self-identifying Indigenous students have remained strong. The proportion of students in a French language degree program has grown to 23%, up from 21% last year, while proportions of both First-Generation students (52%) and Indigenous students (13%) remained stable, consistent with the proportions seen previously in Fall 2021 and Fall 2020.

Figure 2: Headcount Enrolment with Proportions - Fall Totals 2017-2022





Financial Review

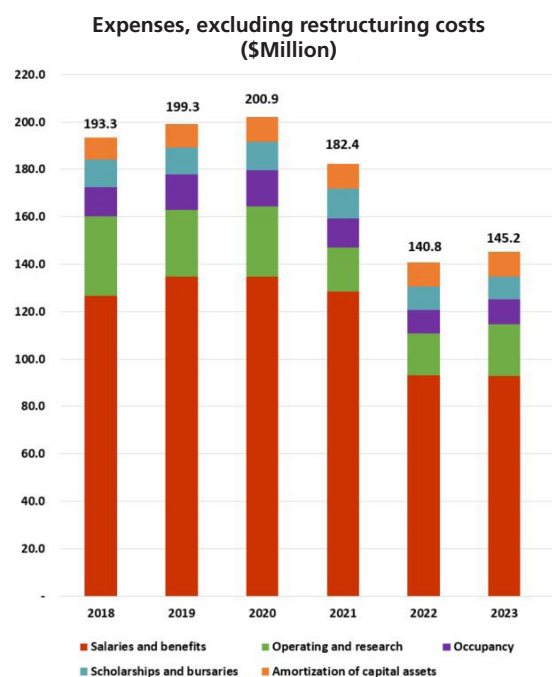
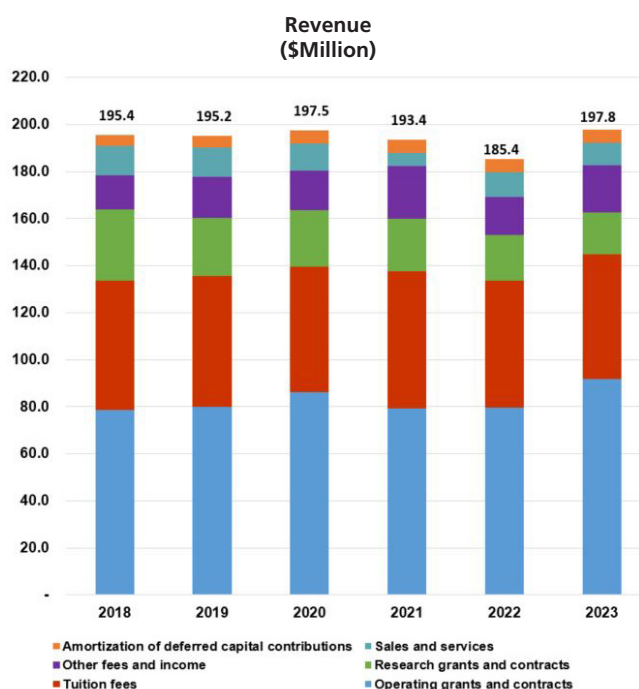
> Consolidated Statement of Operations

The University generated an Excess of Revenue over Expenses of \$208.0 million in 2022-2023. Excluding restructuring costs and the Recovery from the Companies' Creditors Arrangement Act Proceedings, Laurentian generated an Excess of Revenue over Expenses of \$52.6 million compared to \$44.5 million in 2021-22.

Consolidated revenue of \$197.8 million increased \$12.4 million (6.7%) from the previous year, while

consolidated expenses of \$145.2 million increased \$4.3 million (3.1%).

During 2023, the University recognized a Recovery from Companies' Creditors Arrangement Act Proceedings of \$166.4 million relating to liabilities extinguished during the CCAA proceedings. Restructuring costs amounted to \$11.1 million in 2022-23 compared to \$27.8 million in 2021-22.



> Adjusted Earnings (\$Million)

In connection with the restructuring plan and the CCAA proceeding, \$11.1 million of restructuring costs were recognized in 2022-23 (\$27.8 million in 2021-22). After taking into consideration the impact of the

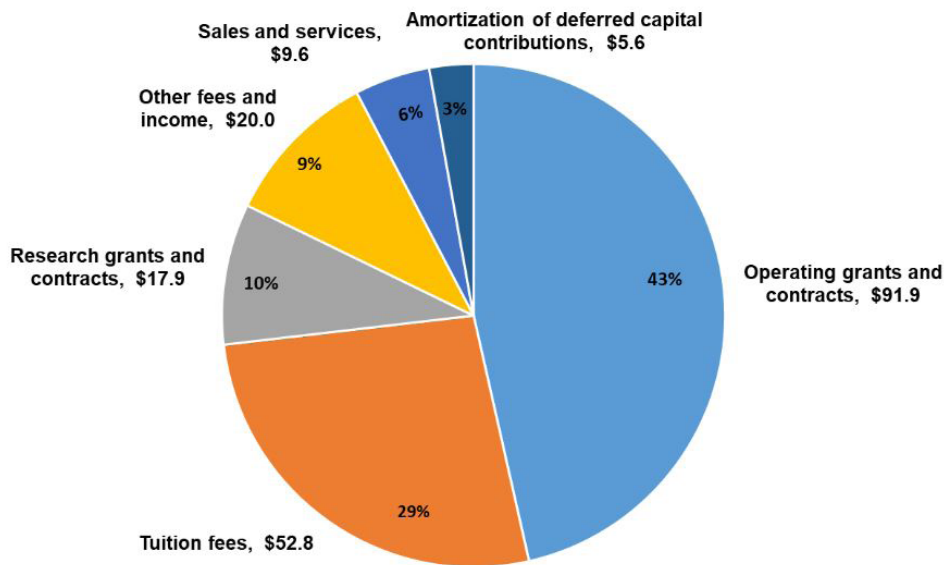
CCAA-related Recoveries and restructuring costs, Laurentian realized an Excess of Revenue over Expenses of \$52.6 million (\$44.5 million in 2021-22).

Adjusted 2022-23 Earnings (excluding restructuring costs) (\$Million)	
Excess of Revenue over Expenses	\$208.0
Recovery from Companies' Creditors Arrangement Act Proceedings	(166.4)
Employee restructuring and termination costs	\$ 0.8
Legal, Monitor, consulting, interest and finance costs	\$10.2
Adjusted Revenue over Expenses	\$ 52.6



Revenue

2022-23 Consolidated Revenue (\$Million)



Total revenue of \$197.8 million in 2022-23 was \$12.4 million higher than the previous year, with the main contributor being a 15.5% increase (\$12.3 million) operating grant revenues, mainly related to past years' COVID funding and Francophone grants. Tuition revenue decreased by \$1.2 million, mostly related to lower enrolment. Domestic Tuition fees continued to be frozen in 2022-23, while fees for out-of-province students increased by 3% and international students on average by 2%. Other fees and income increased by \$4.1 million mainly due to higher returns on short-term investments of \$2.9 million. Other administrative and compulsory fees increased by between 2%-5% in 2022-23. Research grant revenues recognized during the year decreased by \$1.6 million in line with lower research expenses due to completion of projects. Sales and services revenue were lower by \$1.2 million from the previous year, due to unplanned residence revenues in the summer of 2021-22.

> Operating Grants and Contracts

At \$91.9 million in 2022-23, Operating Grants and Contracts represent 46.5% of Laurentian's total (non-consolidated) revenue, up \$12.3 million from the previous year. Of that amount, \$54.5 million relates to core operating and performance grants, \$8.3 million from the Bilingualism Grant, \$6.2 million from the Northern Grant, and the rest from various special purpose grants.

With SMA3, the Province of Ontario announced a set of metrics against which institutional performance would be assessed, the details of the mechanism that would be used to evaluate institutions' performance and the impacts to funding of the performance grant. Beginning in 2020-21, 25% of provincial funding was to be linked to active performance metrics rising to 60% by the 2024-25 academic year. As a result of the COVID-19 pandemic, MCU announced their decision to delay the activation of the performance-based grant for three years until 2023-24, decoupling the funding.

As part of the finalization of year 3 of the SMA3 agreement, MCU announced re-activation of performance-based funding at the system-wide proportion of 10% in year 4 (2023-24) and a deferral of a decision on year 5 (2024-25) pending the outcome of the blue-ribbon panel.

Laurentian completed its year 3 SMA performance evaluation covering the fiscal year 2022-23, for which the performance-based funding was once again decoupled. The evaluation showed that Laurentian would have met seven of the ten targets for the performance metrics. Laurentian underachieved on the following three metrics: Community/Local Impact of Student Enrolment, Research Funding and Capacity and finally Research Revenue Attracted from Private Sources. In year 3 of the SMA3 agreement (2022-23), the notional allocation for Laurentian's performance-based grant funding was \$27.2 million and the impact of the three performance metrics that

were underachieved would have accounted for a notional decrease of \$211,755. With the ministry's decision to re-activate performance based funding in the upcoming 2023-24 year, it is unlikely that Laurentian will be able to achieve all of its performance-based metrics and enrolment-based

corridor funding at least in the medium term due to the lingering impacts of COVID-19 and the CCAA restructuring. However, the commitment by the MCU to provide enrolment corridor and performance protection to Laurentian for up to \$22.0 million in the coming years, will serve to mitigate that risk.

> Tuition Fees

Revenue from tuition and fees decreased from \$54.0 million in 2021-22 to \$52.8 million in 2022-23. Domestic tuition fees were frozen in 2022-23 with the lower revenue driven by reduced enrolment. Tuition fees for international students amounted to

\$11.7 million, and included a 2% increase from the previous year. International students pay higher tuition fees than domestic students to make-up for the absence of operating grants.

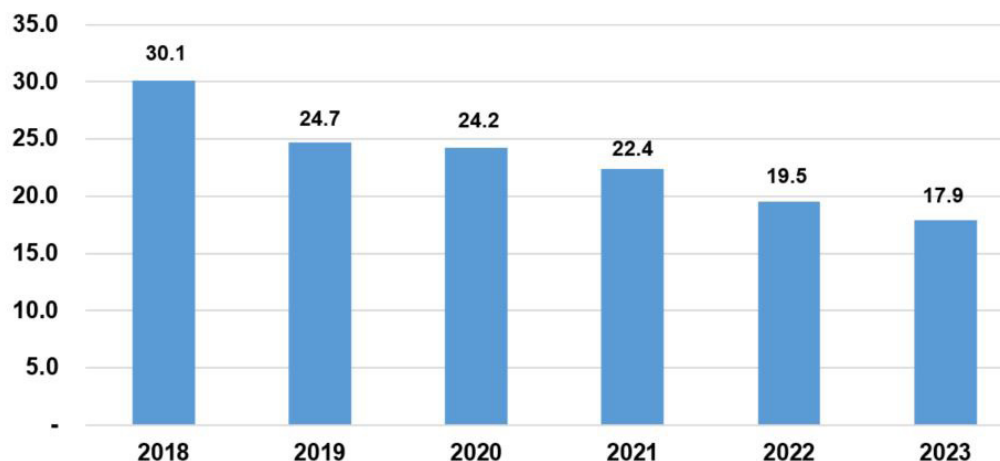
> Research Grants and Contracts

Consolidated research grants and contracts recognized during the year amounted to \$17.9 million, a decrease of \$1.6 million (8.2%) from the previous year. Research revenue includes the research expenditures of the University's subsidiaries and joint ventures, namely: the Mining Innovation Rehabilitation and Applied Research Corporation ("MIRARCO"), which is a wholly controlled entity, and the Sudbury Neutrino

Observatory Laboratory ("SNOLab"), where the University recognizes its proportionate share (20%) of SNOLab's revenue and expenses.

Research revenue is recognized in the period in which research expenditures occur. Unspent research funding is reflected as deferred contributions and represented \$13.2 million on April 30, 2023.

**Research Grants and Contracts
(\$Million)**



> Sales and Services

Sales and Services revenue come primarily from ancillary operations, which are expected to generate sufficient revenue from user fees and sales and services to cover total costs, including required capital investments. Historically, Laurentian relied on annual contributions from ancillary activities to support its academic and research operations. Such contributions have amounted to between \$2.0 and \$3.0 million annually.

In 2022-23, Sales and Services revenues amounted to \$9.6 million, compared to \$10.8 million in 2021-22. This decrease is due to one time residence revenues in the summer of 2021-22.

During 2022-23, ancillary expenditures totalled \$4.9 million, a reduction of \$0.1 million from the previous year. Overall, ancillary operations generated a surplus of \$4.7 million in 2022-23, compared to \$5.8 million in the previous year.

> Other Fees and Income

Other fees and income represent administration fees, realized restricted contributions for scholarships and bursaries, compulsory fees, sponsored students, and other items. Other Fees and Income amounted to

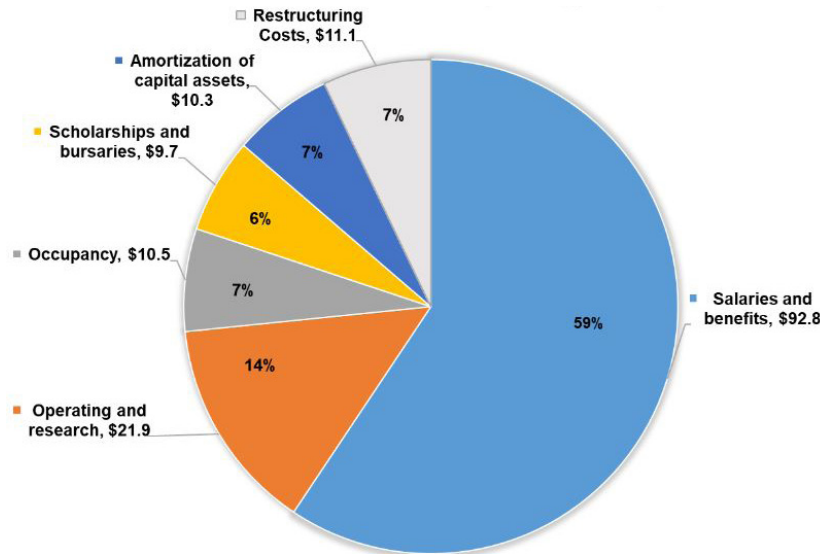
\$20.0 million in 2022-23, an increase of \$4.1 million from the previous year, which related primarily to higher investment income of \$2.9 million, as well as an increase in various administrative fees.





Expenses

2022-23 Consolidated Expenses (\$Million)



The University's expenses totalled \$156.3 million in 2022-23, including restructuring costs of \$11.1 million. Excluding restructuring costs, expenses were \$145.2 million, \$4.4 million more than the previous year and related mostly to increases in operating and occupancy costs.

> Salaries and Benefits

Salaries and benefits represent the largest expense category item for Laurentian. At \$92.8 million in 2022-23, salaries and benefits were \$0.4 million lower than the previous year. Being subject to CCAA

proceedings for most of the year, only critical positions were filled with total Full Time Equivalent positions (FTE) of just over 561 FTE (241.5 academic and 320.5 non-academic).

> Operating and Research

Operating and research expenses of \$21.8 million in 2022-23, were \$4.2 million higher than the previous year, representing increases in search expenses relating to senior management renewal, legal fees,

as well as increases in student related activities such as recreation, athletics and convocation as post-pandemic activities operations resume.

> Other Expenses

Occupancy expenses of \$10.5 million were \$0.5 million higher than the previous year. Scholarships and bursaries of \$9.7 million and amortization of \$10.3 million were similar to 2021-22.

> Restructuring Costs

The University recognized \$11.1 million of one-time CCAA related restructuring expenses, which included \$10.3 million in legal, monitor, consulting and interest and finance costs, and \$0.8 million in employee restructuring and termination costs. The previous

year's restructuring costs were \$27.8 million, and included \$22.0 million in legal, monitor, consulting and interest and finance costs, and \$6.0 million on restructuring and settlement costs.

> Recovery from Companies' Creditors Arrangement Act Proceedings

In 2022-2023, the University recognized a \$166.4 million Recovery from Companies' Creditors Arrangement Act Proceedings. This relates to liabilities discharged during CCAA proceedings. In the previous year, the

Liabilities subject to the Plan were \$192.2 million. The remaining amounts of \$47.5 million have been recorded as a Payable to the Distribution Pool.

A reconciliation of the Recovery amount is as follows:

Liabilities subject to the Plan, beginning of year	192.2
Adjustments to Liabilities subject to the Plan	1.5
Pre-CCAA deferred contributions derecognized	26.2
Payments made re: Secured Claims, CCAA Priority Claims and Vacation Pay Compensation Claims	(6.0)
Payable to CCAA Distribution Pool	(47.5)

Recovery from CCAA Proceedings	\$ 166.4
---------------------------------------	-----------------



Capital Investments

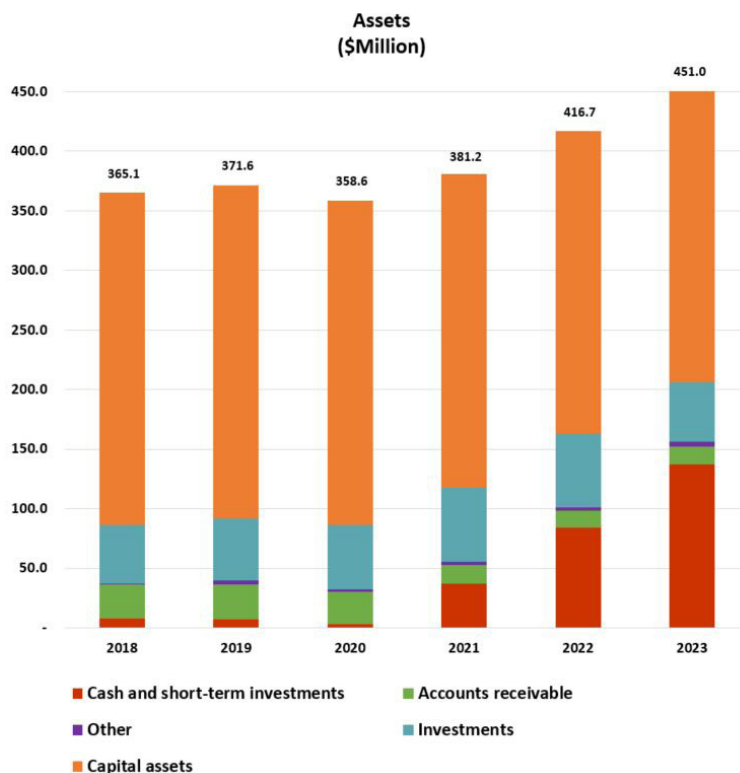
Capital expenditures in 2022-23 continued to be restrained by the CCAA proceedings, with \$2.0 million (\$0.4 million in 2021-22) invested in capital projects, mostly to address deferred maintenance projects. These projects included critical equipment replacement and maintenance and were funded by grants received from

the MCU Facility Renewal Program. Laurentian continues to manage a considerable deferred maintenance backlog estimated at \$135.0 million (under review). Laurentian is focusing its limited resources on addressing the most urgent capital maintenance projects.



Consolidated Statement of Financial Position

> Assets



Laurentian ended the year with cash and short-term investments of \$137.3 million compared to \$84.0 million in 2021-22. The increase consists of \$77.2 million in positive cash flows from operating activities, a decrease of \$20.2 million from financing, and a decrease of \$3.7 million in investing activities.

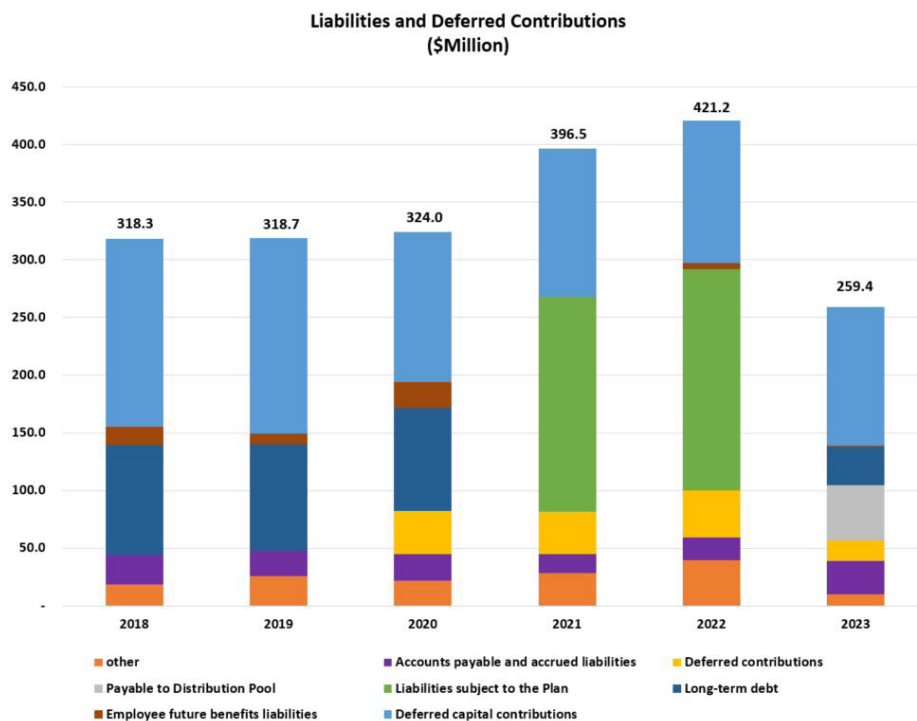
Accounts receivable of \$14.7 million were comparable to the prior year. Prepaid expenses increased mainly due to a retainer provided to the Monitor.

Investments totalling \$49.3 million were \$12.6 million lower than the previous year mostly due to a transfer of endowments to the Northern Ontario School of Medicine (NOSM) University. As a condition of the Plan of Compromise or Arrangement of November 28, 2022, endowments in the amount of \$14.3 million were

transferred to NOSM University. Laurentian's investments include endowed funds received from donors, whose income is used in accordance with the various purposes established by the donors.

Capital assets totaled \$245.1 million in 2022-23, compared to \$253.4 million in 2021-22. The reduction in capital assets resulted from amortization expenses of \$10.3 million, offset by capital acquisitions of 2.0 million. The University has negotiated an agreement through a Term Sheet with the Province of Ontario for the sale of certain real estate with estimated proceeds of \$53.5 million, which will allow Laurentian to implement its Plan of Compromise or Arrangement as part of the Companies' Creditors Arrangement Act (CCAA) proceedings.

> Liabilities



Laurentian's liabilities decreased from \$421.2 million in 2021-22 to \$259.4 million in 2022-23.

Liabilities subject to the Plan were \$192.2 million in 2021-22 and consisted of amounts owed to creditors (including lenders), as well as amounts owed to terminated employees such as termination, severance, and employee benefits. The liabilities were eliminated in 2022-23 when the liabilities were legally discharged and released upon the implementation of the Plan. The remaining amount owing to creditors has been recorded as a Payable to Distribution Pool in the amount of \$47.5 million, which is equal to the expected proceeds from sale of assets of \$53.5 million less amounts paid regarding Secured Claims, CCAA Priority Claims and Vacation Pay Compensation Claims during the year of \$6.0 million.

On January 28, 2022, the Province of Ontario, through MCU provided a \$35.0 million Debtor in Possession (DIP) facility to replace the previous DIP lender with a maturity date of September 30, 2022, further extended to November 30, 2022. Upon exit from CCAA proceedings, a new long-term loan with the Province was negotiated to replace the DIP loan.

Accounts payable and accrued liabilities of \$28.8 million increased by \$9.2 million, mostly due to deposits received from international students for the coming Fall term.

Deferred contributions cover external restricted funding received for research projects and other expenditures and decreased by \$22.8 million in 2022-23. The decrease is mainly due to pre-CCAA deferred contributions of \$26.2 million that were legally discharged and released upon the implementation of the Plan.

Deferred contributions consist of the following:

	2022-23	2021-22
		<i>(\$Thousand)</i>
Research grants	\$ 13,183	\$ 22,588
Other grants and contracts	4,184	14,676
Scholarships and bursaries	452	3,343
	\$ 17,819	\$ 40,607

> Employees Future Benefits

Employee future benefits were lower by \$3.5 million from changes in the valuation of pension plan obligations.

The Employees Retirement Plan (the "Pension Plan") was subject to an actuarial review in 2022-23, which showed a liability of \$1.8 million compared to \$5.3 million in 2021-22. The most recent actuarial valuation for the Pension Plan filed with the Financial Services Regulatory Authority of Ontario (FSRA) was dated July 1, 2021, and the next one will be required for July 1, 2024.

During the CCAA proceeding, both the Retirees Health Benefit Plan (RHBP) and Supplementary Retirement Plan (SuRP) were terminated, effective April 30, 2021. All of the related payments were stayed pursuant to the CCAA proceedings. This termination was considered a plan curtailment because the RHBP and SuRP will be settled subsequently pursuant to the implementation of the Plan. In 2022, obligations of \$10.8 million, relating to the RHBP, and \$3.2 million related to the SuRP were included in Liabilities subject to the Plan. These were eliminated in 2023 when the liabilities were discharged.



Net Assets

The University had Net Assets of \$191.6 million at the end of fiscal year 2022-23, an improvement of \$196.0 million from previous year's Deficiency in Net Assets of \$4.4 million. The main contributors were the

excess of revenue over expenses of \$208.0 million, partially offset by a transfer of endowments to the Northern Ontario School of Medicine University of \$14.3 million.



Post-CCAA Loan Agreement

The Plan implementation required the repayment of the \$35.0 million Debtor in Possession Financing received as part of the CCAA proceedings. In January 2022, the Ministry of Colleges and Universities (MCU) took over the University's \$35.0 million DIP facility from the previous DIP lender. At the effective Plan implementation date, MCU replaced that loan with a \$35 million single-draw, non-revolving term loan facility, repayable in annual installments of blended principal and interest over a 15-year period at an annual rate of interest equal to 6.11%. The loan agreement calls for various conditions, including the following financial ratios:

- i. For each fiscal year of the Borrower commencing with the Borrower's sixth fiscal year following the CCAA Plan Implementation Date, the Borrower shall have a Net Income Ratio of not less than 1.5%;
- ii. At each fiscal year end of the Borrower commencing with the Borrower's fourth fiscal year end following the CCAA Plan Implementation Date, the Borrower shall have a Primary Reserve Ratio of not less than 30 days;
- iii. For each fiscal year of the Borrower commencing with the Borrower's sixth fiscal year following the CCAA Plan Implementation Date, the Borrower shall have an In-Year Excess (Deficiency) of Revenue Over Expenses of not less than \$0;
- iv. At each fiscal year end of the Borrower commencing with the Borrower's fourth fiscal year end following the CCAA Plan Implementation Date, the Borrower shall have Expendable Net Assets of not less than \$0;
- v. At each fiscal year end of the Borrower commencing with the Borrower's second fiscal year end following the CCAA Plan Implementation Date, the Borrower shall have a Debt Service Coverage Ratio of not less than 1.1; and;
- vi. At each fiscal year end of the Borrower commencing with the Borrower's sixth fiscal year end following the CCAA Plan Implementation Date, the Borrower shall have a Net Operating Revenue Ratio of not less than 5.0%.



Financial Ratios

FINANCIAL RATIOS (PER LOAN COVENANTS)	Actual 2021-22	Actual 2022-23
i) Net Income/Loss Ratio (Min. 1.5% starting 2027-28) <i>Net Income/Loss Ratio (Min. 1.5% starting 2027-28) - before other items</i>	9.1% 19.8%	105.1% 26.6%
ii) Primary Reserve Ratio (Min. 30 days starting 2025-26)	-161.3	39.1
iii) In Year Excess of Revenue >0 starting 2027-28 - \$000 <i>In Year Excess of Revenue >0 starting 2027-28 - before other items</i>	\$16,790 \$36,745	\$207,962 \$52,648
iv) Expendable Net Assets >0 starting 2025-26 - \$000	-\$64,518	\$17,046
v) Debt Coverage Ratio > 1:1 starting 2023-24		55
vi) Net Operating Revenue (Min. 5%, starting 2027-28)	17.55%	39.04%



Conclusion

On November 28, 2022, Laurentian officially left the protection of the Companies' Creditors Arrangement Act, which began on February 1, 2021. During that time, the University successfully passed a Plan of Compromise or Arrangement that not only addressed the University's financial problems but also set the path to a strong and sustainable recovery. The Plan requires the University to develop a new Strategic Plan that will guide future investments in academic and research programs. The Plan also calls for Board and Senior Management renewal along with a comprehensive transformation of the University's governance and administrative processes, systems, and policies. In addition to the Plan, the exit loan received from the Province includes conditions that increase oversight by the Ministry of Colleges and Universities and provide financial performance targets for the coming years. The support of the Province throughout the CCAA proceedings has been critical to the successful adoption of the Plan.

To-date, recruitment efforts for senior management renewal are well underway with ongoing searches for a new President and Vice-Chancellor, Vice-President Academic and Provost, and Vice-President Finance and Administration. Consultants have been selected to help Laurentian develop its new Strategic Plan and detailed Transformation Plan. The Board renewal is

also well underway with a new Chair appointed at the Annual General meeting of June 2023, and updates to the Board committees structure and terms of reference underway.

As shown in the Consolidated Statement of Operations, Laurentian produced Excess of Revenue over Expenses of \$208.0 million in 2022-23 (\$16.8 million in 2021-22) which included a CCAA recovery of \$166.4 million, which increase Expendable Net Assets (e.g., unrestricted and internally restricted net assets) from minus \$87.8 million in 2021-22 to \$17.0 million in 2022-23. Cash and short-term investments totalled \$137.3 million at the end of April 2023 (\$84.0 million in 2022), including \$15.2 million in restricted cash. Although Laurentian will continue to experience pressure with its enrolment revenues in the coming years, it believes that the savings realized from the CCAA restructuring will help offset future revenue uncertainty and provide the resources for investments in the coming Strategic Plan and Transformation Program.



Consolidated Financial Statements of

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Year ended April 30, 2023



Laurentian University
Université **Laurentienne**

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Consolidated Statement of Financial Position

April 30, 2023, with comparative information for 2022
(thousands of dollars)

	2023	2022
Assets		
Current assets:		
Cash and short-term investments (note 4)	\$ 137,327	\$ 84,018
Accounts receivable (note 5)	14,654	14,560
Prepaid expenses	4,453	2,757
	156,434	101,335
Accounts receivable (note 5)	188	73
Investments (note 4)	49,299	61,892
Capital assets (note 7)	245,080	253,432
	\$ 451,001	\$ 416,732
Liabilities and Net Assets		
Current liabilities:		
Accounts payable and accrued liabilities (note 8)	28,842	19,592
Accrued vacation pay	2,470	2,340
Deferred revenue	6,175	2,547
Deferred contributions (note 12)	17,819	40,607
Short-term loan (note 9)	-	35,000
Current portion of long-term debt (note 10)	1,466	-
Liabilities subject to the Plan (note 11(b))	-	192,219
	56,772	292,305
Long-term obligations:		
Payable to CCAA Distribution Pool (note 11(a))	47,546	-
Long-term debt (note 10)	32,942	-
Employee future benefits liabilities (note 6)	1,848	5,337
Deferred capital contributions (note 12)	120,321	123,524
Total liabilities	259,429	421,166
Net assets (deficiency):		
Unrestricted	15,571	(88,999)
Employee future benefits (note 6)	(1,848)	(19,351)
Internally restricted (note 15)	1,475	1,164
Investment in capital assets (note 14)	128,864	41,791
Endowments (note 13)	47,510	60,961
	191,572	(4,434)
Commitments and contingencies (note 16)		
	\$ 451,001	\$ 416,732

See accompanying notes to consolidated financial statements.

On behalf of the Board of Governors:

_____ Governor

_____ Governor

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Consolidated Statement of Operations

Year ended April 30, 2023, with comparative information for 2022
(thousands of dollars)

	2023	2022
Revenue:		
Operating grants and contracts	\$ 91,917	\$ 79,568
Tuition fees	52,838	54,005
Other fees and income (note 18)	19,982	15,932
Research grants and contracts	17,870	19,488
Sales and services	9,621	10,768
Amortization of deferred capital contributions (note 12)	5,596	5,621
	197,824	185,382
Expenses:		
Salaries and benefits	92,848	93,266
Operating and research	21,805	17,563
Occupancy	10,537	9,975
Scholarships and bursaries	9,676	9,708
Amortization of capital assets	10,310	10,321
	145,176	140,833
Excess of revenue over expenses, before other items	52,648	44,549
Other items:		
Restructuring costs (note 19)	(11,108)	(27,759)
Recovery from CCAA Proceedings (note 11(c))	166,422	-
Excess of revenue over expenses, after other items	\$ 207,962	\$ 16,790

See accompanying notes to consolidated financial statements.

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Consolidated Statement of Changes in Net Assets (Deficiency)

Year ended April 30, 2023, with comparative information for 2022
(thousands of dollars)

	Unrestricted	Employee Future Benefits	Internally Restricted (note 15)	Investment in Capital Assets (note 14)	Endowments (note 13)	Total
2023						
Net assets (deficiency), beginning of year	\$ (88,999)	\$ (19,351)	\$ 1,164	\$ 41,791	\$ 60,961	\$ (4,434)
Excess (deficiency) of revenue over expenses:						
Operating	57,362	–	–	(4,714)	–	52,648
Restructuring costs (note 19)	(11,108)	–	–	–	–	(11,108)
Recovery from CCAA Proceedings (note 11(c))	166,422	–	–	–	–	166,422
	212,676	–	–	(4,714)	–	207,962
Liabilities derecognized under CCAA Plan (note 2(b))	(105,265)	14,014	–	91,251	–	–
Transfer for capital transactions	(536)	–	–	536	–	–
Interfund transfers (note 15)	(311)	–	311	–	–	–
Excess of employer contributions over employee future benefits net benefit costs	(1,994)	1,994	–	–	–	–
Endowment contributions (note 13)	–	–	–	–	266	266
Net increase in endowments	–	–	–	–	534	534
Transfer of endowments to Northern Ontario School of Medicine (note 13)	–	–	–	–	(14,251)	(14,251)
Employee future benefits remeasurements and other items (note 6)	–	1,495	–	–	–	1,495
Net assets (deficiency), end of year	\$ 15,571	\$ (1,848)	\$ 1,475	\$ 128,864	\$ 47,510	\$ 191,572
2022						
Net assets (deficiency), beginning of year	\$ (112,524)	\$ (13,973)	\$ 3,302	\$ 46,347	\$ 61,482	\$ (15,366)
Excess (deficiency) of revenue over expenses:						
Operating	49,249	–	–	(4,700)	–	44,549
Restructuring costs (note 19)	(27,759)	–	–	–	–	(27,759)
	21,490	–	–	(4,700)	–	16,790
Transfer for capital transactions	(144)	–	–	144	–	–
Interfund transfers (note 15)	2,138	–	(2,138)	–	–	–
Other transfers	41	(41)	–	–	–	–
Endowment contributions (note 13)	–	–	–	–	6	6
Net increase in endowments	–	–	–	–	(527)	(527)
Employee future benefits remeasurements and other items (note 6)	–	(5,337)	–	–	–	(5,337)
Net assets (deficiency), end of year	\$ (88,999)	\$ (19,351)	\$ 1,164	\$ 41,791	\$ 60,961	\$ (4,434)

See accompanying notes to consolidated financial statements.

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Consolidated Statement of Cash Flows

Year ended April 30, 2023, with comparative information for 2022
(thousands of dollars)

	2023	2022
Cash flows from operating activities:		
Excess of revenue over expenses	\$ 207,962	\$ 16,790
Non-cash items:		
Amortization of capital assets	10,310	10,321
Amortization of deferred capital contributions	(5,596)	(5,621)
Excess of employer contributions over employee future benefits net benefit costs	(1,994)	-
	210,682	21,490
Change in non-cash working capital (note 17)	11,218	5,642
Change in liabilities subject to the Plan (note 11(b)) (net)	(144,673)	5,399
	77,227	32,531
Cash flows from financing activities:		
Endowment contributions	266	6
Net increase (decrease) in endowments	534	(527)
Increase (decrease) in deferred contributions, net	(22,788)	4,243
Deferred capital contributions received	2,393	877
Increase in long-term debt	35,000	-
Repayment of long-term debt	(592)	-
Increase (decrease) in short-term loan	(35,000)	10,008
	(20,187)	14,607
Cash flows from investing activities:		
Purchases of capital assets	(1,958)	(368)
Change in long-term accounts receivable	(115)	-
Net decrease in investments	12,593	283
Transfer of endowments to Northern Ontario School of Medicine (note 13)	(14,251)	-
	(3,731)	(85)
Net increase in cash and short-term investments	53,309	47,053
Cash and short-term investments, beginning of year	84,018	36,965
Cash and short-term investments, end of year	\$ 137,327	\$ 84,018

See accompanying notes to consolidated financial statements.

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

1. Description:

Laurentian University of Sudbury (the “University”) is incorporated by *An Act to Incorporate Laurentian University of Sudbury* under the laws of Ontario. The University is committed to strengthening the foundation of knowledge in higher education and research in order to offer an outstanding university experience in English and French with a comprehensive approach to Indigenous education.

The University is a registered charity and is exempt from the payment of income tax under section 149 (1)(f) of the *Income Tax Act*.

2. Basis of presentation:

(a) Basis of presentation:

The consolidated financial statements have been prepared in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations (“ASNPO”) in Part III of the CPA Canada Handbook – Accounting.

The amounts in the consolidated financial statements are presented in thousands of Canadian dollars.

(b) CCAA proceedings:

Due to historical financial and operational issues experienced by the University, on February 1, 2021, the University brought an application before the Ontario Superior Court of Justice (Commercial List) (the “Court”) for an initial order pursuant to the *Companies’ Creditors Arrangement Act* (the “CCAA”) to, among other things, obtain a stay of proceedings to provide the University with the platform and opportunity to financially and operationally restructure. On February 1, 2021, the Court granted the initial order (as amended and restated, the “Initial Order”) that, among other things, appointed Ernst & Young Inc. as Monitor of the University (the “Monitor”) and approved a stay of proceedings for an initial 10-day period.

The CCAA proceeding provided the University with a court-supervised platform for the University to restructure with the goal of becoming sustainable long-term, both financially and operationally. The University continues to operate and provide its educational services and programs.

On February 10, 2021, the Court approved a \$25,000 debtor-in-possession credit facility (“DIP Facility”). The DIP Facility was subsequently increased to \$35,000 on May 19, 2021 with a maturity date of January 31, 2022. On January 27, 2022, the Province of Ontario, as represented by the Ministry of Colleges and Universities (“MCU”), refinanced the DIP Facility through an advance under a credit facility in the principal amount of \$35,000 (the “MCU DIP Facility”) with a maturity date of September 30, 2022 which was subsequently extended to November 30, 2022. On November 28, 2022, the MCU DIP Facility was repaid in full and replaced with a long-term loan agreement with the Province of Ontario in the principal amount of \$35,000 (note 10).

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

2. Basis of presentation (continued):

(b) CCAA proceedings (continued):

During the CCAA proceedings, the University engaged in and completed a comprehensive operational and academic restructuring resulting in reduced programs and course offerings, a reduction of faculty and departments, amendments to the University's pension and post-retirement benefits plans, the termination of the University's historical relationships with Huntington University, the University of Sudbury, and Thorneloe University, and a renegotiation of existing collective bargaining agreements with its unions. These measures resulted in a significant reduction to the University's annual costs.

On May 31, 2021, the Court issued an order approving and establishing a claims process (the "Claims Process Order") whereby the Monitor, in conjunction with the University, would call for claims of creditors against the University and provide for a mechanism for the resolution and determination of such claims for voting and distribution purposes in relation to a Plan of compromise or arrangement pursuant to the CCAA to be presented by the University at a future date. Pursuant to the Claims Process Order, creditors had until July 30, 2021 to submit their claims to the Monitor. On August 17, 2021, the Court also granted an order approving a process and methodology to calculate and determine employee compensation claims and a process for notification and claims processing.

On December 16, 2021, the Ontario Government announced a package of support through the MCU that included the MCU DIP Facility, up to \$6,000 in COVID-19 relief grants (received in 2022-23) as well as enrolment and performance grant protection up to \$22,000. The MCU DIP Facility was approved by the Court on January 27, 2022, and the refinancing was completed on January 28, 2022.

The Plan of Compromise or Arrangement dated July 21, 2022 was accepted for filing by the Court on July 28, 2022 and on the same date, an order was issued by the Court authorizing one class of Affected Creditors (as defined in the Plan) and authorizing the University to call, hold and conduct a meeting of creditors for purposes of voting on the Plan (the "Meeting Order"). In accordance with its terms and the Meeting Order, the Plan of Compromise or Arrangement was amended on September 9, 2022 (the "Plan"). The Plan was filed with the Court, notice was provided to the Service List, and the Plan was posted on the Monitor's website.

As part of its support of the University, the Province of Ontario committed to purchase certain parcels of real estate owned by the University for an aggregate purchase price of up to \$53.5 million (note 7). This support is subject to conditions, including final government approvals and the implementation of the Plan. Under the Plan, the proceeds of sale will be paid into the Distribution Pool, which represents the funds available for distribution to creditors. The Plan provides that a minimum of \$45.5 million shall be realized from the sale of the real estate assets and transferred to the Distribution Pool. The Monitor shall receive all funds paid into the Distribution Pool and effect all distributions to creditors from the Distribution Pool.

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

2. Basis of presentation (continued):

(b) CCAA proceedings (continued):

For clarity, Affected Creditors have no further recourse against the University beyond their entitlement to any pro rata share of the proceeds from the Distribution Pool. The Plan provides that any real estate sale transactions are to be completed and the funds transferred to the Distribution Pool within three years of the Plan Implementation Date such date being November 28, 2025.

A meeting of Affected Creditors was held on September 14, 2022, to vote on the Plan. At the meeting, the requisite majorities in number and value of Affected Creditors entitled to vote, voted in favour of the Plan. The Plan was approved by the Court on October 5, 2022.

Secured Claims, CCAA Priority Claims and Vacation Pay Compensation Claims (all as defined in the Plan) were to receive payment in full upon implementation of the Plan. These amounts were paid during the year in the amount of \$5,954.

Pursuant to the Plan, Affected Creditors will receive one or more distributions from the Distribution Pool on a *pro rata* basis. The exact amount that will be distributed to Affected Creditors cannot be determined at this time.

The Plan was implemented on November 28, 2022, and at that time, all Secured Claims, CCAA Priority Claims, Vacation Pay Compensation Claims and claims of Affected Creditors were fully, finally and irrevocably released, discharged, cancelled and barred. Distributions were made in full payment of all Secured Claims, CCAA Priority Claims and Vacation Pay Compensation Claims in the amount of \$5,954. In accordance with the Plan, distributions to Affected Creditors with unsecured Proven Claims will be made at a future date from the Distribution Pool.

Upon implementation of the Plan, the University recognized a payable to the CCAA Distribution Pool of \$47,546 (2022 - \$nil) (note 11(a)), reduced liabilities subject to the Plan to \$nil (2022 - \$192,219) (note 11(b)), and recorded a recovery from CCAA Proceedings of \$166,422 (2022 - \$nil) (note 11(c)). The University also derecognized pre-CCAA deferred contributions in the amount of \$26,193 (note 12(a)). Restructuring costs incurred of \$11,108 (2022 - \$27,759) (note 19) have been recorded in the Statement of Operations.

(c) Basis of consolidation:

These consolidated financial statements reflect the assets, liabilities, net assets, revenue, expenses and other transactions of all of the operations and organizations controlled by the University. The University has control or joint control over another entity when it has control or shared control over the power to determine its strategic operating, investing, and financing policies of the entity.

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

2. Basis of presentation (continued):

(c) Basis of consolidation (continued):

These consolidated financial statements include the assets, liabilities, surplus/deficit and operations of the University's subsidiaries and joint ventures as follows:

- Mining Innovation Rehabilitation and Applied Research Corporation ("MIRARCO"), which is a wholly controlled entity and is consolidated by the University. The University is the sole voting member of this corporation. MIRARCO promotes research in and the development of the application of scientific and engineering techniques and policies to foster and enable the use of natural resources in a safe, sustainable, and economic manner.
- Sudbury Neutrino Observatory Laboratory ("SNOlab") which is a not-for-profit organization whose principal objective is the construction, operation and decommissioning of a deep underground science research facility. SNOlab is a partnership arrangement with four other universities. The University accounts for its 20% share of SNOlab using the equity method.

The University appoints one member to the Board of the Centre for Excellence in Mining and Innovation ("CEMI"), but does not control or have significant influence over this entity. As a result, these consolidated financial statements do not include the financial results of CEMI. See note 21 for additional disclosure relate to CEMI.

Various student organizations are not included in these consolidated financial statements as the University does not have control or significant influence over these organizations.

3. Significant accounting policies:

(a) Revenue recognition:

The University follows the deferral method of accounting for contributions for not-for-profit organizations.

Unrestricted contributions, including government funding and certain unrestricted donations are recognized as revenue when received or receivable if the amount can be reasonably estimated and collection is reasonably assured. Contributions pertaining to future periods are deferred and recognized as revenue in the year in which the related expenses are recognized.

Contributions externally restricted for purposes other than endowments are recognized as deferred contributions and recognized as revenue in the year in which the related expenses are recognized.

Contributions restricted for capital asset purchases are deferred and amortized to operations on the same basis as the related asset is amortized.

Contributions restricted for endowment purposes are recognized as direct increases to endowment net assets.

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

3. Significant accounting policies (continued):

(a) Revenue recognition (continued):

Pledges are not legally enforceable claims and therefore are not recorded in these consolidated financial statements until they are received.

Tuition and ancillary fees, other fees and income, and sales and services are recognized as revenue in the fiscal period when the respective courses and seminars are held, or the goods and services are provided.

(b) Investments and investment income:

Investment income arises primarily from the pooled fund investments held by the University, and can include changes in fair market value, realized gains and losses, dividends and interest.

Investment income related to unrestricted contributions is recognized when earned and included in other fees and income.

The University also recognizes as revenue an administration fee for managing the endowment funds. During the year, \$196 (2022 - \$ nil) of administrative fees were recorded in other fees and income.

Investment income related to endowments is recorded as a direct increase in net assets. Subsequent to initial income recognition, the University may allocate investment income earned that can be distributed for other purposes as stipulated by the external donor for another internally restricted purpose.

When the net investment income earned on externally restricted endowments is in excess of the amount made available for spending, the excess is recorded as a direct increase in endowment net assets. When the net investment income earned is insufficient to fund the amount made available for spending, the deficiency is recorded as a direct decrease in endowment net assets.

(c) Capital assets:

Purchased assets are recorded at cost. Contributed assets are recorded at fair market value at the date of contribution.

Capital assets are amortized on the straight-line basis over their estimated useful lives as follows:

Buildings	40 years
Buildings components	20 years
Equipment and furnishings	7 years
Site improvements	15 years

Construction in progress is not amortized until the project is complete and the facilities are put in use. Expenditures on repairs and maintenance are expensed as incurred.

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

3. Significant accounting policies (continued):

(d) Employee future benefits liabilities:

In the year, the University provided employee future benefits to its employees through the Retirement Plan of Laurentian University (the "Pension Plan"). During the CCAA restructuring and following negotiations with the relevant unions during a court-supervised mediation process, the University made substantial changes to its benefit plans as described in note 6.

The University accrues its obligations and related costs for the Pension Plan as the employees render the service necessary to earn the pension. The pension obligations are based on the latest going concern funding valuation. The actuarial determination of the accrued benefit obligations for pensions uses the projected method on service (which incorporates management's assumptions used for funding purposes, other cost escalation, retirement ages of employees and other actuarial factors). The actuarial valuation is performed at least every three years. In the years between valuations, pension plan results are prepared based on extrapolations of the latest available funding valuation results. The most recent actuarial valuation for the pension plan was as of January 1, 2023 and the next actuarial valuation will be completed effective January 1, 2026.

The Pension Plan's assets are measured at fair value at the date of the Consolidated Statement of Financial Position.

Current service and finance costs for the year are recognized as Salaries and benefit expense.

Re-measurements and other items comprise the aggregate of the difference between the actual return on plan assets and the return calculated using the discount rate; the actuarial gains and losses; the effect of any valuation allowance in the case of a net defined benefit asset; the past service costs; and the gains and losses arising from settlements and curtailments. Re-measurements are recognized directly in net assets.

The Pension Plan provides a provision against the pension plan's assets for benefit reinstatement in accordance with the Pension Plan's benefits and funding policy.

(e) Internally restricted net assets:

The University restricts use of portions of its operating net assets for specific future uses. When incurred, the related revenues and expenses are charged to operations, and the balance of Internally restricted assets is increased or decreased accordingly with a transfer to or from Unrestricted net assets (deficiency).

(f) Financial instruments:

All financial instruments are initially recorded on the Consolidated Statement of Financial Position at fair value.

Investments held in fixed income and equity pooled funds that trade in an active market, as well as investments held in real estate are subsequently recorded at fair value.

All other financial instruments are subsequently measured at amortized cost.

Transaction costs incurred on the acquisition of financial instruments measured subsequently at fair value are expensed as incurred.

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

3. Significant accounting policies (continued):

(g) Use of estimates:

The preparation of consolidated financial statements requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and disclosure of contingent assets and liabilities at the dates of the consolidated financial statements and the reported amounts of revenues and expenses during the reporting periods. Items subject to such estimates and assumptions include the carrying value of accounts receivable, capital assets, obligations related to employee future benefits, vacation accrual, and contingencies. Actual results could differ from those estimates. These estimates are reviewed periodically, and, as adjustments become necessary, they are recognized in the consolidated financial statements in the year in which they become known.

(h) Key sources of measurement uncertainty:

During the CCAA proceedings, the University recognized restructuring costs (note 19) and liabilities that were subsequently compromised and extinguished under the Plan (note 11) subject only to the rights of Affected Creditors to receive distributions from the Distribution Pool. The final amount being transferred to the Distribution Pool is subject to the final determination of the proceeds of the sale of real estate assets to the Province of Ontario.

Prior year liabilities subject to compromise under the Plan were measured at the reporting date based on an analysis of the nature and carrying value of the underlying liabilities, proof of claim and the stage of advancement of the claim's identification, resolution, and barring process.

(i) Impairment of capital assets:

Capital assets are reviewed for impairment whenever events or changes in circumstances indicate that the carrying value of assets may not contribute to the University's ability to provide goods and services.

An impairment occurs when the carrying value of an asset is higher than the replacement value or fair value. Any impairment results in a write-down of the capital assets and an expense in the Consolidated Statement of Operations. An impairment loss is not reversed if the fair value of the related capital asset subsequently increases.

(j) Payable to CCAA Distribution Pool and Liabilities subject to the Plan:

As a result of the implementation of the Plan on November 28, 2022, all pre-filing liabilities as at February 1, 2021 as well as certain restructuring liabilities that arose following the commencement of the CCAA proceeding on February 1, 2021 were discharged. The discharge of Secured Claims, CCAA Priority Claims and Vacation Pay Compensation Claims was subject to the right of these claimants to receive payment in full for the amount of their claims, which has occurred. These claims in the aggregate amount of \$5,954 were paid in full upon Plan Implementation. Distributions to Affected Creditors from the Distribution Pool will be made when funds are available and on a pro rata basis. For clarity, Affected Creditors have no further recourse against the University beyond their entitlement to any pro rata share of the proceeds from the Distribution Pool. Obligations for goods and services provided to the University after the filing date of February 1, 2021, were not compromised or released under the Plan, and will continue to be addressed in the ordinary course.

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

3. Significant accounting policies (continued):

(j) Payable to CCAA Distribution Pool and Liabilities subject to the Plan (continued):

The measurement of Liabilities subject to the Plan in prior year was based on an analysis of the nature and carrying value of the underlying liabilities, proof of claims, and the claims identification and process.

In 2023, Liabilities subject to the Plan including certain pre-CCAA deferred contributions were derecognized when the liabilities were legally discharged upon implementation of the Plan, resulting in a recovery on the Statement of Operations (note 11(c)). A Payable to the CCAA Distribution Pool (note 11(a)) was recorded to reflect the maximum anticipated amounts payable to the Distribution Pool upon the sale of certain real estate assets. This amount has been calculated as the expected proceeds from the sale of assets of up to \$53,500 less payments made to holders of Secured Claims, CCAA Priority Claim and Vacation Pay Compensation Claims of \$5,954, in accordance with the Plan. The Monitor will make distributions to Affected Creditors from the Distribution Pool when funds are available and in accordance with the Plan.

4. Cash and investments:

	2023	2022
Short-term:		
Cash	\$ 112,992	\$ 83,660
Short-term investments	24,335	358
	\$ 137,327	\$ 84,018
Long-term:		
Equity	\$ 17,947	\$ 28,363
Fixed income	17,317	20,313
Global infrastructure	7,195	6,501
Structured credit	3,460	3,460
Real estate fund	3,380	3,255
	\$ 49,299	\$ 61,892

Included in the above are restricted cash and short-term investment amounts of \$15,161 (2022 - \$10,126) (note 12(a)). Segregated bank accounts were established in December 2020 to hold certain externally restricted funds advanced to the University prior to the related expenditures being incurred.

Long-term investments include externally restricted endowment investments of \$47,510 (2022 - \$60,961)(note 13).

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

5. Accounts receivable:

	2023	2022
Restricted grants and contracts	\$ 2,334	\$ 3,217
Tuition and ancillary fees	8,005	7,275
Operating grants	5,402	4,985
Government remittances receivable	833	944
Other	2,044	1,166
	\$ 18,618	\$ 17,587
Less allowance for doubtful accounts	(3,776)	(2,954)
	\$ 14,842	\$ 14,633
Current portion of accounts receivable	\$ 14,654	\$ 14,560
Long-term accounts receivable	188	73
	\$ 14,842	\$ 14,633

6. Employee future benefits:

In the year, the University provided employee future benefits to its employees through the Pension Plan. During the CCAA restructuring and following negotiations with the relevant unions as part of the court-supervised mediation, the University made substantial changes to its benefit plans as described below.

(a) Pension Plan:

Since July 1, 2012, the Pension Plan has provided for all future service to be earned as a defined benefit entitlement for all employees of the University. Prior to this, the Pension Plan provided pension benefits on a hybrid basis (a defined contribution pension with a guaranteed minimum defined benefit).

The University is the Principal Employer of the Pension Plan, which also includes other Participating Employers, being CEMI, SNOLab, and MIRARCO. Previous Participating Employers included Huntington University, the University of Sudbury, and Thorneloe University (collectively, the "Former Federated Universities"). Through amendments to the Pension Plan effected during the CCAA proceeding, the University terminated the future participation of employees of the Former Federated Universities in the Pension Plan during 2021. As part of a transition agreement between the University and Huntington University, Huntington University ceased its participation in the Pension Plan on June 30, 2021. The employees of the University of Sudbury and Thorneloe University terminated participation in the Pension Plan on December 31, 2021.

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

6. Employee future benefits (continued):

(a) Pension Plan (continued):

In the prior year, as disclosed in note 2(b), the University amended the Pension Plan to enhance the long-term sustainability of the Pension Plan for all beneficiaries. Effective April 2021, the Pension Plan was amended to modify the rights of members to receive their pension entitlement as a lump sum value. Previously, the lump sum transfer election was available at any time between the end of employment and the end of the year in which a member or former member attained age 71 when a monthly pension commenced. The Pension Plan was amended such that members who remain in active employment until their early retirement date are no longer able to transfer lump sum values of their pension entitlement and a group of terminated members were given a final lump sum transfer option.

Effective July 1, 2021, the Pension Plan changed its name to the Retirement Plan of Laurentian University of Sudbury. In addition, the Pension Plan was amended such that future benefits are calculated based on a lower cost career average earnings formula instead of a final average earnings formula. The guaranteed post-retirement indexation was amended to conditional indexation for pensions earned after July 1, 2021. Amendments were also made to the early retirement provisions of the Pension Plan and the option to commence a pension while remaining employed was amended. Employee contributions were increased to an aggregate of 8% of pensionable earnings. Employer contributions are now also subject to a minimum of 8% of pensionable earnings. These amendments to the Pension Plan have been reflected in the actuarial valuation performed as at July 1, 2021.

Future benefit improvements under the Pension Plan are subject to plan sustainability measures under the terms of a Benefits and Funding Policy and no benefit improvements will be considered prior to July 1, 2025, unless the Pension Plan develops an excess surplus as defined under the Income Tax Act. An actuarial calculation of the future assets/liabilities including an allowance for benefit reinstatement was completed and forms the basis for the accrued benefit obligation. As at April 30, 2023, the University reflected a Pension Plan liability of \$1,848 (2022 - \$5,337).

The Pension Plan's assets are measured at fair value at the date of the consolidated Statement of Financial Position.

Past service costs, actuarial gains, and losses on plan assets or defined benefit obligations as well as gains and losses arising from the amendment and curtailments are recognized as remeasurements in net assets.

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

6. Employee future benefits (continued):

(b) Retiree Health Benefit Plan:

The University previously sponsored a defined benefit health care plan for substantially all retirees and employees. Employees contributed to the plan, as did the University. The University accrued its obligations and related costs based on the latest actuarial valuation. The Retiree Health Benefit Plan was unfunded.

The retiree health benefit plan was terminated on April 30, 2021. This termination is considered a plan curtailment, and any related liabilities have been compromised and discharged pursuant to the Plan in the CCAA proceeding. Effective November 28, 2022, liabilities in connection with the Retiree Health Benefit Plan were discharged and any related claims are included in the claims of Affected Creditors entitled to receive distributions from the Distribution Pool.

Total liabilities of \$nil at April 30, 2023 (2022 – \$10,798) relating to retiree health benefit plan liabilities are included in Liabilities subject to the Plan (note 11).

(c) Supplementary Pension Plan:

The University previously had an unfunded supplemental pension plan for employees to provide them with certain benefits as calculated pursuant to the defined benefit pension plan formula assuming that Canada Revenue Agency tax limits did not exist. The University recognized the amount of the accrued obligation in the Consolidated Statement of Financial Position. Current service and finance costs were expensed during the year, while remeasurements and other items, representing the total of actuarial gains and losses, and past service costs, were recognized as a direct increase or decrease in employee future benefits net assets (deficiency). The accrued liability was determined using a roll-forward technique to estimate the accrued liability using funding assumptions from the most recent actuarial valuation report prepared at least every three years.

All payments from the supplementary pension plan were suspended on February 1, 2021, as a result of the commencement of the CCAA proceeding. Term sheets entered into with the University's labour unions during the CCAA proceeding and approved by the Court provided that the supplementary pension plan would be terminated effective April 30, 2021. No additional obligations were accrued after the termination for current or former non-union employees. Effective November 28, 2022, liabilities in connection with the supplementary pension plan were compromised and discharged, and any related claims arising from the termination are included in the claims of Affected Creditors entitled to receive distributions from the Distribution Pool.

Liabilities of \$nil at April 30, 2023 (2022 - \$3,216) relating to the supplementary pension plan are included in Liabilities subject to the Plan (note 11).

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

6. Employee future benefits (continued):

The breakdown of the plans is as follows:

	Pension Plan	Retiree Health Benefit Plan	Supplemental Pension Plan	2023 Total
Accrued benefit obligation	\$ (418,874)	\$ -	\$ -	\$ (432,888)
Fair value of plan assets	417,026	-	-	417,026
Employee future benefits liabilities	\$ (1,848)	\$ -	\$ -	\$ (1,848)

	Pension Plan	Retiree Health Benefit Plan	Supplemental Pension Plan	2022 Total
Accrued benefit obligation	\$ (418,342)	\$ (10,798)	\$ (3,216)	\$ (432,356)
Fair value of plan assets	413,005	-	-	413,005
Accrued benefit liabilities	\$ (5,337)	\$ (10,798)	\$ (3,216)	\$ (19,351)
Reclassified to Liabilities subject to the Plan (note 11)	\$ -	\$ 10,798	\$ 3,216	\$ 14,014
Employee future benefits liabilities	\$ (5,337)	\$ -	\$ -	\$ (5,337)

The reconciliation of the pension plan at April 30, 2023 is as follows:

	Fair value of plan assets	Accrued benefit obligation	Accrued benefit assets/ (liabilities)
Balance as at April 30, 2022	\$ 413,005	\$ (418,342)	\$ (5,337)
Contributions	9,851	(2,791)	7,060
Current period costs	-	(23,768)	(23,768)
Benefits paid	(21,105)	21,105	-
Actual return on plan assets	15,275	(3,186)	12,089
Actuarial gain	-	8,108	8,108
Balance as at April 30, 2023	\$ 417,026	\$ (418,874)	\$ (1,848)

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

6. Employee future benefits (continued):

The reconciliation of the pension plan at April 30, 2022 is as follows:

	Fair value of plan assets	Accrued benefit obligation	Accrued benefit assets/ (liabilities)
Balance as at April 30, 2021	\$ 461,738	\$ (452,203)	\$ 9,535
Transfer and plan amendments arising from Huntingdon University	6,188	(6,081)	107
Contributions	10,678	(3,268)	7,410
Current period costs	-	(23,068)	(23,068)
Transfers	(1,055)	1,055	-
Adjustment for plan amendments	(7,972)	-	(7,972)
Benefits paid	(58,760)	58,760	-
Actual return on plan assets	2,188	(23)	2,165
Actuarial gain	-	6,486	6,486
Balance as at April 30, 2022	\$ 413,005	\$ (418,342)	\$ (5,337)

The significant assumptions used are as follows (weighted average):

	Pension Plan	
	2023	2022
Discount rate	5.80%	5.85%
Provision for adverse deviation (on non-indexed liabilities)	7.97%	10.28%
Expected long-term rate of return on Plan assets	5.80%	5.85%
Health care cost trend rate	-	-
Rate of inflation	2.00%	2.00%

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

7. Capital assets:

	Cost	Accumulated Amortization	2023 Net book Value	2022 Net book Value
Buildings	\$ 359,772	\$ 131,585	\$ 228,187	\$ 234,932
Equipment and furnishings	63,582	61,300	2,282	3,685
Site improvements	12,266	11,068	1,198	1,402
Land	13,413	-	13,413	13,413
	<u>\$ 449,033</u>	<u>\$ 203,953</u>	<u>\$ 245,080</u>	<u>\$ 253,432</u>

A total of \$34 (2022 - \$144) of buildings are under construction and not yet subject to amortization.

During the CCAA proceedings, the University reviewed their capital assets for indicators of impairment and determined that an impairment allowance was not required. The University's buildings are considered an integrated group of assets to provide post-secondary education to students and to support research activities. The overall service potential for the integrated asset group has not been significantly reduced and continues to be used to provide on-going and future services to support the University's academic and research operations.

The University has negotiated an agreement through a Term Sheet with the Province of Ontario for the sale of certain real estate with estimated proceeds of \$53,500. Upon closing of the real estate transaction(s) contemplated by the Term Sheet, the proceeds of the sale of the real estate will be paid into the Distribution Pool in accordance with the Plan and used to make distributions to the Affected Creditors pursuant to the terms of the Plan.

The total land identified in the Term Sheet covers 68.75 acres, which represents approximately 9% of the University's total 750+ acres. The five buildings located on the seven separate properties identified in the Term Sheet are as follows:

- East Residence
- Vale Living with Lakes Centre and Watershed Building
- Northern Ontario School of Medicine
- Health Sciences Building
- Security and Maintenance Building

After due diligence, including consultations with Indigenous communities, specific assets will be confirmed for sale. The University will explore the sale of these assets and work together with the province of Ontario to negotiate a purchase and sale agreement, with closing to occur and proceeds of sale paid to the Distribution Pool by no later than November 28, 2025, as required by the Plan.

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

8. Accounts payable and accrued liabilities:

Included in Accounts payable and accrued liabilities are government remittances payable of \$2,057 (2022 - \$2,544), which includes amounts payable for payroll related taxes.

9. Short-term loan:

On January 27, 2022 the Province of Ontario, as represented by the MCU advanced a \$35,000 DIP Facility to replace the previous DIP Facility that had been granted during the CCAA proceeding, with a maturity date of September 30, 2022. On September 22, 2022, the maturity date was extended by MCU to November 30, 2022. The interest rate was 1.052% and the loan was secured by all of the University's property through a court-ordered super-priority charge in connection with the CCAA proceedings. Upon Plan implementation which occurred on November 28, 2022, a new loan was advanced by MCU to repay in full and replace the DIP loan with a long-term loan on terms outlined in note 10.

10. Long-term debt:

On November 28, 2022 upon implementation of the Plan in the CCAA proceeding, the University entered into a new secured long-term loan agreement with the Province of Ontario (the "Exit Financing"). During 2023, the University made principal payments totalling \$592 (2022 - \$ nil) as required by the terms of the Exit Financing. Total interest paid on long-term debt during the year was \$884 (2022 - \$nil). The University granted to the Province of Ontario a continuing security interest and a first-ranking lien in favour of the Province of Ontario over all of the collateral (subject only to Permitted Liens as defined in the loan agreement) of the University to secure the Exit Financing. The Exit Financing agreement contains a number of financial covenants that have to be maintained by the University over the life of the loan starting in 2023-24.

The University's indebtedness as of April 30, 2023 and 2022 consisted of the following:

	Rate	Fixed Maturity	2023	2022
Province of Ontario	6.11%	2038	\$ 34,408	\$ -
Less: Current portion of long-term debt			(1,466)	-
			\$ 32,942	\$ -

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

10. Long-term debt (continued):

The principal repayments of long-term debt are as follows:

2024	\$	1,466
2025		1,556
2026		1,651
2027		1,752
2028		1,859
Thereafter		26,124
	\$	34,408

Prior to the commencement of the CCAA proceeding, the University was a party to a number of long term loan agreements with various financial institutions. All amounts owing pursuant to the debt agreements were unsecured and were stayed pursuant to the Initial Order and the University ceased accruing interest expense on long-term debt as of February 1, 2021. In 2022, these obligations were classified as liabilities subject to the plan pursuant to the Plan. These liabilities were discharged upon Plan implementation on November 28, 2022. Any claims relating to these debt agreements are included in the claims of Affected Creditors entitled to receive distributions from the Distribution Pool (note 11(b)) when funds are available.

	Rate	Fixed Maturity	2023	2022
Unsecured loans with:				
Bank of Montreal	5.39%	2024	-	1,301
Royal Bank of Canada	4.30%	2040	-	12,881
Royal Bank of Canada	4.94%	2043	-	17,455
Royal Bank of Canada	3.90%	2023	-	2,555
Royal Bank of Canada	4.63%	2041	-	38,640
TD Canada Trust	4.97%	2036	-	10,538
TD Canada Trust	4.95%	2043	-	6,557
			\$ -	\$ 89,927
Less: Liabilities subject to the Plan			-	(89,927)
			\$ -	\$ -

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

10. Long-term debt (continued):

Prior to the commencement of CCAA proceedings, the University was a party to seven interest rate swap agreements to manage the volatility of interest rates. The University converted floating rate debt for fixed rate of debt. After the commencement of the CCAA proceeding, each of the lenders provided notice to the University that the interest rate swaps would be unwound. The calculation of the quantum of the lenders' claims against the University was determined in the Claims Process. As a result of the termination, the University ceased the application of hedge accounting for all the interest rate swaps and recorded an immediate loss incurred on termination amounting to \$24,700 in Restructuring costs on February 1, 2021. The liability in connection with this loss was recorded as Liabilities subject to the Plan in 2022. This liability was discharged upon Plan implementation and any related claim of those lenders is included in the claims of Affected Creditors entitled to receive distributions from the Distribution Pool (note 11(b)).

11. Payable to CCAA Distribution Pool, Liabilities subject to the Plan and Recovery from CCAA Proceedings:

(a) Payable to CCAA Distribution Pool:

The Payable to CCAA Distribution Pool (note 2(b)) represents the amount owing to the Distribution Pool pursuant to the Plan. The amount is equal to the expected proceeds from the sale of assets to the Province of Ontario of up to \$53,500 (note 10) less payments already made to holders of Secured Claims, CCAA Priority Claims and Vacation Pay Compensation Claims in the amount of \$5,954.

(b) Liabilities subject to the Plan:

As a result of the Initial Order obtained on February 1, 2021, and subsequent amendments, the payment of all liabilities owing as of February 1, 2021 was stayed.

On May 31, 2021, the Court issued a Claims Process Order establishing the claims procedures for the identification and resolution or determination of claims. On August 17, 2021, the Court issued an order establishing the procedures for the identification and the methodology associated with the determination of employee compensation claims. Pursuant to the Claims Process Order, creditors were required to submit their claims to the Monitor.

Pursuant to the terms of the Plan, holders of Secured Claims, CCAA Priority Claims and Vacation Pay Compensation Claims were entitled to payment in full upon Plan implementation. Payment in full of these amounts was made during 2023 in the amount of \$5,954.

Obligations for goods and services provided to the University after the filing date of February 1, 2021 are discharged in the ordinary course based on negotiated terms. These liabilities were not included as Liabilities subject to the Plan.

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

11. Payable to CCAA Distribution Pool, Liabilities subject to the Plan and Recovery from CCAA Proceedings (continued):

(b) Liabilities subject to the Plan (continued):

Amounts recognized as liabilities subject to the Plan at April 30, 2023 were \$nil and in 2022 were as follows:

2022

	Employee future benefit remeasurements	Restructuring costs	Reclassification from existing liabilities	Total
Accounts payable and accrued liabilities	\$ –	\$ 6,076	\$ 10,891	\$ 16,967
Employee future benefits liabilities	14,014	704	233	14,951
Employee restructuring and termination costs	–	44,682	–	44,682
Short-term loan	–	–	1,324	1,324
Long-term debt	–	–	89,927	89,927
Interest rate swap termination obligation	–	24,368	–	24,368
	\$ 14,014	\$ 75,830	\$ 102,375	\$ 192,219

On November 28, 2022, Liabilities subject to the Plan were derecognized when the liabilities were legally discharged and released upon implementation of the Plan (note 2(b)).

(c) Recovery from CCAA Proceedings:

On November 28, 2022, Liabilities subject to the Plan as well as pre-CCAA deferred contributions were derecognized when the liabilities were legally discharged and released upon the implementation of the Plan (note 2(b)), resulting in a recovery on the Statement of Operations. At the same time, the University recorded a Payable to CCAA Distribution Pool (note 11(a)) in an amount equal to the expected proceeds from the sale of assets to the Province of Ontario of up to \$53,500 (note 10) less payments already made to holders of Secured Claims, CCAA Priority Claims and Vacation Pay Compensation Claims in the amount of \$5,954.

A reconciliation of the Recovery from CCAA Proceedings recorded on the Statement of Operations is as follows:

	2023
Liabilities Subject to the Plan, beginning of year	\$ 192,219
Adjustments to Liabilities subject to the Plan	1,510
Pre-CCAA deferred contributions derecognized	26,193
Payments made re: Secured Claims, CCAA Priority Claims and Vacation Pay Compensation Claims	(5,954)
Payable to CCAA Distribution Pool	(47,546)
Recovery from CCAA Proceedings	\$ 166,422

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

12. Deferred contributions:

(a) Deferred contributions:

Deferred contributions represent external contributions restricted for research and other expenditures to be incurred in subsequent fiscal years. Details of the change in Deferred contributions are as follows:

	2023	2022
Balance, beginning of year	\$ 40,607	\$ 36,364
Add contributions received in the year	19,100	21,367
Less amounts recognized as revenue	(15,695)	(17,124)
Less amounts derecognized in accordance with the Plan (note 2 (b))	(26,193)	-
Balance, end of year	\$ 17,819	\$ 40,607

Deferred contributions recognized in the year for all types of revenue was \$15,695 (2022 - \$17,124). Included in this amount is \$11,387 (2022 - \$12,759) of research income. The corresponding expenses related to this research activity are \$7,394 (2022 - \$8,429) in salaries and benefits expense; \$3,482 (2022 - \$3,659) in operating and research expense and \$511 (2022 - \$671) in scholarships and bursaries expense.

On November 28, 2022, the obligations associated with \$26,193 of pre-CCAA deferred contributions were legally discharged and released upon implementation of the Plan. These amounts have been derecognized as liabilities with an associated gain reported in the Statement of Operations (note 11c).

Deferred contributions consist of the following:

	2023	2022
Research grants	\$ 13,183	\$ 22,588
Other grants and contracts	4,184	14,676
Scholarships and bursaries	452	3,343
Balance, end of year	\$ 17,819	\$ 40,607

In December 2020, the University established separate bank accounts to hold future contributions received for restricted purposes. Previously, contributions received for restricted purposes were deposited in the University's operating bank account.

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

12. Deferred contributions (continued):

(a) Deferred contributions (continued):

The table below shows the restricted deferred contributions balances held in a separate bank account at year end:

	2023	2022
Amount of deferred contributions held in separate bank accounts or short-term investment account:		
Unspent research grant account	\$ 13,183	\$ 8,623
Restricted funds account	1,978	1,493
Amount of deferred contributions not held in separate bank accounts or short-term investment account	2,658	30,491
	\$ 17,819	\$ 40,607

Cash balances in segregated bank and short-term investment accounts are transferred in a period subsequent to the deferred contributions spending.

(b) Deferred capital contributions:

Deferred capital contributions represent the unspent and unamortized amount of donations and grants received for the purchase of capital assets. Details of the change in Deferred capital contributions are as follows:

	2023	2022
Unspent:		
Balance, beginning of year	\$ 3,134	\$ 2,481
Add contributions received in the year	2,393	877
Less amounts spent	(1,422)	(224)
Balance, end of year	4,105	3,134
Unamortized:		
Balance, beginning of year	120,390	125,787
Add contributions spent in the year	1,422	224
Less amount amortized to revenue	(5,596)	(5,621)
Balance, end of year	116,216	120,390
Total unspent and unamortized capital contributions	\$ 120,321	\$ 123,524

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

13. Endowments and investment income (loss):

Endowments consist of restricted funds received by the University and the accumulated investment income not yet distributed. Investment income generated from long-term investments earmarked for endowments is used in accordance with the various purposes established by the donors. In order to protect the value of endowment capital over time and to allow the University to distribute a consistent amount of income from endowments on an annual basis regardless of the investment income earned in the fiscal year, the endowments investment objective is to earn a rate of return at least equal to the total of the effects of inflation plus distributions and the costs of investing and administering the funds.

Only investment earnings generated from endowment contributions may be used to support the designated activity for each individual endowment. Distribution is conditional on having sufficient accumulated reinvested income. If the accumulated investment income is less than the pay-out, then the pay-out will be adjusted so as not to affect the capital balance.

The University reviews its distribution rate on an annual basis. In 2023, the University approved a distribution of up to 2.5% of the fair value of the endowments investment, subject to availability of earned investment income in each endowment account. Total actual amount distributed was \$401. During 2022, while under the CCAA process, there were no distributions.

The University charges an administrative fee against the investment income to recover costs incurred to fulfil the University's fiduciary responsibilities relating to investing and managing the endowment funds. The administrative fee is recorded as other fees and income in the Consolidated Statement of Operations. During the year, the University recognized an administrative fee of \$196 (2022 – \$ nil).

Details of the change in Net assets restricted for endowments are as follows:

	2023	2022
Balance, beginning of year	\$ 60,961	\$ 61,482
Endowment contributions	266	6
Net increase (decrease) in Endowments		
Investment income (loss)	1,357	(282)
Administrative fee	(196)	–
Investment management fees	(226)	(245)
Investment income available for distribution	(401)	–
	534	(527)
Transferred to Northern Ontario School of Medicine (NOSM)	(14,251)	–
Balance, end of year	\$ 47,510	\$ 60,961

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

13. Endowments and investment income (loss) (continued):

Long-term investments reflect funds earmarked for endowment balances. The equity funds, fixed income securities, structured credit funds and real estate funds are measured at market value.

Included in endowments are endowments to support students of NOSM University of \$nil (2022 - \$14,665). As a condition of the Plan (note 2b), on November 28, 2022 a transfer was made to NOSM University in the amount of \$14,251 which was equal to the cumulative endowment contributions and cumulative endowment investment income attributable to NOSM University related endowments at market value at the time of Plan implementation.

The Endowments balance consists of:

	2023		2022
Cumulative endowment contributions	\$ 36,348	\$	50,005
Cumulative reinvested investment income	11,162		10,956
	\$ 47,510	\$	60,961

The breakdown of investment income (loss) is as follows:

	2023		2022
Unrealized gains (losses)	\$ 3,694	\$	(2,030)
Interest income and dividends	4,283		2,196
Realized losses	(3,826)		(158)
	\$ 4,151	\$	8
Long-term investment gain (loss) related to endowments	956		(282)
Short-term investment gain recognized in other fees and income	3,195		290
	\$ 4,151	\$	8

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

14. Investment in capital assets:

The Investment in capital assets is calculated as follows:

	2023	2022
Capital assets	\$ 245,080	\$ 253,432
Less amounts financed by:		
Liabilities subject to the Plan (note 11)	-	(91,251)
Unamortized deferred capital contributions (note 12)	(116,216)	(120,390)
	\$ 128,864	\$ 41,791

On November 28, 2022, liabilities subject to the Plan were legally discharged and released upon the implementation of the Plan. This resulted in a reduction of \$89,927 of Long-Term Debt and \$1,324 of Short-Term Loans totalling \$91,251. These amounts are included in the claims of Affected Creditors entitled to receive distributions from the Distribution Pool, and therefore are no longer an adjustment to the investment in capital assets.

15. Internally restricted net assets:

	2023	2022
Departmental and subsidiary research funds	\$ 1,475	\$ 1,164

Departmental and subsidiary research funds relate to MIRARCO and other internally restricted research projects. During the year, the University transferred from the unrestricted fund \$311 of surplus for the purpose of future internal research spending.

16. Commitments and contingencies:

- The University participates in a reciprocal exchange of insurance risks in association with forty other Canadian universities. This self-insurance co-operative involves a contractual agreement to share the insurance property and liability risks of member universities.
- The University is involved in certain legal matters and litigation, the outcomes of which are not presently determinable. These claims are subject to measurement uncertainty. The loss, if any, from the determination of additional claims will be accounted for in the periods in which the claims are resolved and are presently assigned to its insurer.

Litigation claims existing at the time the CCAA proceeding was commenced were addressed as part of the Claims Process and were material. In 2022, The University recognized certain of these litigation claims as liabilities subject to the Plan in note 11, to the extent that they had been resolved or determined in the Claims Process.

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

16. Commitments and contingencies (continued):

- (b) Some claims were subject to measurement uncertainty. Pursuant to the Plan, all claims of Affected Creditors against the University have been discharged and released. Certain litigation claims were designated as Insured Claims under the Plan and in the case of Insured Claims, the plaintiff's recovery is limited to the proceeds of insurance, if any, and not the University.
- (c) The University is the principal employer for the Pension Plan (note 6) which previously included the Former Federated Universities, SNOLAB, CEMI and MIRARCO. Effective June 30, 2021, all Huntington University active employees ceased to accrue any further entitlement in the pension plan.

Active employees of the University of Sudbury and Thorneloe University who continue to be employed after December 31, 2021 became suspended members of the Pension Plan effective December 31, 2021. The University of Sudbury and Thorneloe University continue as employers under the Pension Plan on and after December 31, 2021 and will have ongoing obligations to fund the benefits earned by their employees and former employees under the Pension Plan.

The University and its Unions have agreed to establish a Joint Committee on the pension benefits and funding policy and long-term sustainability. Conditions have been agreed that any improvements to the Pension Plan become conditional on the Pension Plan meeting agreed upon levels of funding.

- (d) As part of the Term Sheet for the sale of real estate assets to the Province of Ontario, the University and the Province of Ontario will enter into separate lease agreements on certain buildings and lands being sold to the Province of Ontario.

The future new leases between the Province of Ontario (as landlord) and the University (as tenant) are expected to provide that the University will be responsible for all operating and other costs in relation to the leased premises which will be payable as additional rent.

17. Change in non-cash working capital:

	2023	2022
Cash flows from operating activities:		
Accounts receivable	\$ (94)	\$ 1,160
Prepaid expenses	(1,696)	56
Accounts payable and accrued liabilities	9,250	2,955
Accrued vacation pay	130	260
Deferred revenue	3,628	1,211
	\$ 11,218	\$ 5,642

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

18. Other fees and income:

Details of the other fees and income are as follows:

	2023	2022
Administrative fees	\$ 4,028	\$ 3,423
Investment income	3,195	290
Scholarships, bursaries and other restricted contributions	3,733	3,014
Compulsory fees	2,796	2,807
Sponsored students	2,506	2,598
Course fees and other	3,724	3,800
	<u>\$ 19,982</u>	<u>\$ 15,932</u>

19. Restructuring costs:

As part of the restructuring and financial sustainability initiatives negotiated with stakeholders and approved by the Court, the University reduced the academic program offerings, disclaimed its historical agreements with the Former Federated Universities (including the Financial Distribution notices), terminated, or significantly reduced employee benefits and reduced faculty and other staff. In connection with the Plan and the CCAA proceeding, the following restructuring costs were recognized in the statement of operations.

	2023	2022
Termination of interest rate swaps	\$ -	\$ (332)
Employee restructuring and termination costs	836	25
Restructuring and settlement costs	-	6,041
Legal, Monitor, consulting, interest and finance costs		
Legal fees	6,171	10,634
Monitor fees	2,185	5,021
Consulting fees	810	3,533
Interest and finance costs	1,106	2,837
	<u>10,272</u>	<u>22,025</u>
	<u>\$ 11,108</u>	<u>\$ 27,759</u>

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

20. Financial risks:

The University is subject to the following financial risks from its financial instruments:

(a) Credit risk:

The risk relates to the potential that one party to a financial instrument will fail to discharge an obligation and cause the other party to incur a financial loss. The maximum credit exposure of the University is represented by the fair value of its cash, investments and accounts receivable as presented in the consolidated statement of financial position. Credit risk concentration exists where a significant portion of the portfolio is invested in securities which have similar characteristics or similar variations relating to economic, political, or other conditions. The University monitors the financial health of its investments on an ongoing basis with the assistance of its Finance Committee and its investment advisors.

The University assesses accounts receivable on a continuous basis and provides for any amounts that are not collectible in the allowance for doubtful accounts as disclosed in note 5.

(b) Interest rate risk:

The University has historically been exposed to interest rate risk with respect to its interest-bearing investments, long-term debt and interest rate derivative agreements as disclosed in the consolidated statement of cash flows and notes 3(f), 10 and 11. Pursuant to the Plan, the University's obligations to repay principal and interest in respect of certain pre-CCAA debt agreements were discharged.

At April 30, 2023, the University has long-term debt with the Province of Ontario in the amount of \$34,408 (2022 - \$nil) with a fixed interest rate of 6.11% and is therefore subject to interest rate risk (note 10).

(c) Currency risk:

The University believes that it is not exposed to significant currency risks arising from its financial instruments.

(d) Liquidity risk:

Liquidity risk is the risk that the University will be unable to fulfill its obligations on a timely basis or at a reasonable cost. The University manages its liquidity risk by monitoring its operating requirements.

(e) Market price risk:

Market price risk is the risk that the fair value or cashflows of an instrument will fluctuate as a result of changes in market prices, whether caused by factors specific to an individual investment, its issuer or all factors affecting all instruments traded in the market. To manage this risk, the University maintains an investment policy approved by the Board of Governors that sets a target mix by investment types designed to achieve optimal return with reasonable risk tolerances. Investments are diversified based on approved investment classes, return targets, and the University's risk appetite. The University's investments are managed by external investment managers, and investment performance is reviewed by the Board.

LAURENTIAN UNIVERSITY OF SUDBURY

Notes to Consolidated Financial Statements (continued)

Year ended April 30, 2023
(thousands of dollars)

21. Related party transactions:

The University has the following related parties:

(a) The Centre for Excellence in Mining and Innovation:

CEMI was created on April 23, 2007 to advance study, research, and innovation. The University contributed \$10,000 received from the Provincial Government to create and fund CEMI on its inception.

As described in the basis of consolidation, the financial results of CEMI are not included in these consolidated financial statements. Related party transactions and disclosures with CEMI, measured at their exchange amount, are as follows:

	2023	2022
Recoveries and charges for goods and services	\$ 821	\$ 649

At April 30, 2023 the University had \$130 (2022 - \$127) receivables from CEMI and had a payable of \$nil (2022 - \$ nil) to CEMI.

(b) Student associations:

The University has an economic interest in its student associations as it collects student fees on their behalf. Transactions with these related parties, unless disclosed otherwise, are considered to be in the normal course of operations and are recorded at their exchange amounts, which is the amount of consideration established and agreed to between the University and the related parties.

22. Comparative information:

Certain comparative balances have been reclassified to conform with the financial statement presentation adopted for the current year.



Laurentian University
Université **Laurentienne**

935 Ramsey Lake Rd., Sudbury ON Canada P3E 2C6 1-800-461-4030 laurentian.ca

Conseil des gouverneurs

Titre à l'ordre du jour	Politique de report du budget de fonctionnement
--------------------------------	---

Numéro de l'article à l'ordre du jour	7.2
Date de la réunion	20 octobre 2023
Séance ouverte/fermée	Ouverte

Action demandée	<input checked="" type="checkbox"/> Pour approbation <input type="checkbox"/> Pour information
Proposé par	Michel Piché
Présenté(s) par	Michel Piché

1. OBJET

La Politique de report du budget de fonctionnement a pour but de permettre aux unités ayant un budget de fonctionnement approuvé d'en reporter les soldes non dépensés à la fin de l'exercice financier. Cette possibilité de report d'affectations signifie que les gestionnaires de budget disposent d'une certaine souplesse dans la gestion des engagements de fonctionnement pluriannuels, en accord avec les priorités stratégiques de l'Université.

2. SOMMAIRE

Historiquement, la Laurentienne n'a jamais eu officiellement une Politique de report budgétaire, se fiant plutôt à des pratiques qui se sont développées au fil des ans, si bien que, en février 2021, lorsque l'Université s'est placée sous la protection de la LACC, toutes les affectations internes reportées jusqu'alors se sont trouvées éliminées. Au sortir du régime de la LACC, la Laurentienne a entrepris un examen des pratiques exemplaires en matière de report budgétaire dans le secteur, et s'en est inspirée pour élaborer une politique en bonne et due forme. La Politique de report du budget de fonctionnement, présentée au Comité des finances et des biens immobiliers, repose sur les principes fondamentaux qui donneront à l'Université la souplesse financière nécessaire pour mener à bien des initiatives stratégiques pluriannuelles.

3. RÉOLUTION À CONSIDÉRER

QUE, comme présenté à la réunion du 2 octobre 2023, le Comité des finances et des biens immobiliers recommande que le Conseil des gouverneurs approuve la Politique de report du budget de fonctionnement.

4. ANALYSE DES RISQUES

Veuillez indiquer ci-dessous le ou les risques pour l'Université que cette proposition vise.	
<input type="checkbox"/> Gestion des inscriptions <input type="checkbox"/> Corps professoral et personnel <input checked="" type="checkbox"/> Financement et gestion des ressources <input type="checkbox"/> Services de TI, logiciels et matériel <input type="checkbox"/> Leadership et changement <input type="checkbox"/> Infrastructure physique	<input type="checkbox"/> Relations avec les intervenants <input type="checkbox"/> Réputation <input type="checkbox"/> Activités de recherche <input type="checkbox"/> Sécurité <input type="checkbox"/> Réussite des étudiants

5. RECOMMANDATION

QUE, comme présenté à l'assemblée du 20 octobre 2023, le Comité des finances et des biens immobiliers recommande que le Conseil des gouverneurs approuve la Politique de report du budget de fonctionnement.

A. Contexte/Description de la question

La politique proposée est le fruit d'une vaste analyse contextuelle, celle des politiques et procédures de report en vigueur dans d'autres universités canadiennes, et après consultation des principaux intervenants internes.

Parmi les universités (voir liste ci-dessous) dont la politique de report budgétaire a été examinée, il convient de noter qu'elles ne disposent pas toutes d'une telle politique sous la forme d'un document public. Dans le cadre de l'examen de la politique de report, on a communiqué directement avec ces universités pour connaître ce qu'il en est de leurs pratiques.

À la Laurentienne, les consultations ont privilégié des intervenants clés, notamment la rectrice et les vice-recteurs et le personnel des Services financiers, du Service de la TI, des facultés, des services auxiliaires et du Service des installations.

Parmi les aspects clés de la Politique déterminés dans le cadre des discussions, il faut souligner ce qui suit : autorisation, reddition de comptes, utilisation des fonds, limites, restrictions et exceptions.

B. Harmonisation avec les objectifs stratégiques de l'Université

Cette politique comprendra un mécanisme de financement d'initiatives stratégiques pluriannuelles dans le cadre du processus ordinaire de planification du budget de fonctionnement.

C. Autres options envisagées (le cas échéant)

Sans objet.

D. Risques, y compris la conformité aux lois

Au chapitre de la conformité législative, aucune exigence n'est connue, sauf que la Politique de report du budget de fonctionnement donne l'assurance que les dépenses seront faites de manière responsable, d'une année à l'autre, et clarifie les directives budgétaires soumises à la surveillance du Conseil des gouverneurs.

E. Considérations financières (le cas échéant)

Il appartient aux unités ayant un budget de gérer les dépenses dans les limites des affectations annuelles approuvées. Dans certains cas, les engagements provisionnés au budget peuvent être retardés ou chevaucher des exercices financiers. La Politique permettra donc aux unités ayant un budget de retenir les affectations annuelles non dépensées (dans certaines limites) sous forme de fonds à restrictions internes. Ces fonds internes affectés seront associés à des engagements de dépenses spécifiques et feront partie du processus annuel de planification et de budgétisation. Cette politique s'applique aux fonds de fonctionnement et exclut les dépenses auxiliaires et les dépenses touchant les immobilisations.

F. Avantages

La Politique de report du budget de fonctionnement donne des orientations claires aux unités ayant un budget et facilitera le soutien des engagements de dépenses pluriannuels.

G. Consultations (le cas échéant)

1. Universités (annexe A)
2. Services accessoires
3. Unités d'enseignement et de recherche
4. Services financiers
5. Gestion des installations
6. Équipe de direction

H. Plan de communication

Une fois que le Conseil des gouverneurs l'aura approuvée, la Politique sera communiquée aux gestionnaires de budget et publiée sur le site Web de la Laurentienne.

I. Prochaines étapes

La mise en œuvre est prévue dès l'exercice financier 2023-2024.

J. Annexe A- Universités consultées

- Université Carleton
- Université McMaster
- Université Nipissing
- Université Trent
- Université de Guelph
- Université de Toronto
- Université de Windsor
- Université Western
- Université Dalhousie
- Université de Lethbridge
- Université McGill
- Université de New Brunswick

Annexe B - Politique proposée de report du budget de fonctionnement

Annexe B

Politique de report du budget de fonctionnement

Administration :	Vice-rectorat à l'administration et aux finances
Instance d'approbation :	Conseil des gouverneurs
Date d'approbation :	20 octobre 2023
Prochain examen :	Octobre 2026
Historique des examens :	

1. Objet

- 1.1 La Politique de report du budget de fonctionnement a pour but de permettre aux unités ayant un budget de fonctionnement approuvé d'en reporter les soldes non dépensés à la fin de l'exercice financier. Cette possibilité de report d'affectations signifie que les gestionnaires de budget disposent d'une certaine souplesse dans la gestion des engagements de fonctionnement pluriannuels, en accord avec les priorités stratégiques, budgétaires et d'enseignement de l'Université.

2. Portée

- 2.1 Cette politique s'applique à toutes les affectations aux unités touchant le budget de fonctionnement approuvé, à l'exception des dépenses relevant de l'administration centrale. Elle se limite aux dotations budgétaires inscrites sous le budget de fonctionnement et exclut les fonds auxiliaires ou restreints comme les fonds d'immobilisations et de recherche.

3. Énoncé de politique

3.1 Report de fonds

- 3.1.1 Les unités ayant un budget peuvent reporter, d'un exercice à l'autre, les fonds non épuisés sous réserve des limites décrites ci-dessous.
- 3.1.2 Les fonds reportés peuvent servir à financer des dépenses de nature temporaire et en cohérence avec les priorités stratégiques, budgétaires et d'enseignement de l'Université.
- 3.1.3 Les excédents reportés ne peuvent toutefois servir au financement de dépenses récurrentes comme les salaires de base et les avantages sociaux. Ces dépenses seront prises en charge dans le cadre du processus budgétaire annuel normal et soumises aux clauses financières du prêt accordé à l'Université par le ministère des Collèges et Universités (MCU).

3.2 Déficits des unités ayant un budget

3.2.1 En cas de dépassement du budget au cours d'un exercice donné, le déficit sera reporté sur l'exercice suivant et constituera la première imputation sur tout excédent budgétaire de l'exercice en cours ou des exercices suivants. La gestion des déficits du budget de fonctionnement, dans la mesure où ils sont récurrents, sera abordée dans le cadre du processus annuel de planification budgétaire.

3.3 Plafonnement du report de l'excédent accumulé

3.3.1 La limite des fonds pouvant être reportés chaque année ne peut dépasser 20 % du budget de fonctionnement d'une unité. Ce plafond s'applique à toutes les unités pour qu'elles disposent des ressources nécessaires au financement d'initiatives pluriannuelles à court terme, sans que le report devienne excessif.

3.3.2 Tout report d'excédent supérieur à 20 % de la dotation budgétaire approuvée d'une unité sera versé à un fonds de réserve central. Dans des circonstances exceptionnelles, le vice-recteur ou la vice-rectrice aux finances et à l'administration peut approuver un tel report au-delà de la limite de 20 %. Les exceptions ne sont possibles que pour des projets spécifiques dont le financement est engagé et qui concordent avec les priorités stratégiques, budgétaires et d'enseignement de l'Université.

3.4 Rapports sur l'utilisation des fonds

3.4.1 Les unités ayant un budget doivent rendre compte à la fin de l'exercice financier de l'utilisation des fonds à reporter, sachant qu'ils feront partie des plans budgétaires de l'exercice suivant. Le rapport doit préciser en détail comment les fonds reportés serviront aux initiatives à court terme en rapport avec les priorités stratégiques, budgétaires et d'enseignement de la Laurentienne.

3.5 Approbation et reddition de comptes

3.5.1 Il revient au vice-recteur ou à la vice-rectrice aux finances et à l'administration d'approuver les fonds reportés. Sa signature attestera que les fonds de report sont en cohérence avec les priorités stratégiques, budgétaires et d'enseignement.

3.5.2 Le report de fonds sera comptabilisé comme des fonds à restrictions internes, soumis à l'examen du Conseil des gouverneurs.

3.6 Examen de la politique

3.6.1 Cette politique fera l'objet d'examen tous les trois ans afin d'en évaluer l'efficacité et d'y apporter les mises à jour ou les révisions nécessaires.



Conseil des gouverneurs

Titre à l'ordre du jour	BEDDP – Rapport annuel sur la violence sexuelle 2022-2023
Numéro de l'article à l'ordre du jour	ARTICLE 8.1
Date de la réunion	20 octobre 2023
Séance ouverte/à huis clos	OUVERT
Action demandée	<input type="checkbox"/> Pour approbation <input checked="" type="checkbox"/> Pour information
Proposé par	Michel Piché, vice-recteur aux finances et à l'administration par intérim, Brenda Brouwer, vice-rectrice principale aux études par intérim
Présenté par	Jennifer Dowdall et Shannon Goffin, co-directrices intérimaires du BEDDP

1. OBJET

Selon le chapitre 17 (7) de la *Loi sur le ministère de la Formation et des Collèges et Universités, L.R.O. 1990, chap. M.19* :

Tous les collèges ou universités doivent présenter à leur conseil des gouverneurs un rapport annuel contenant les données et autres renseignements de l'année précédente relatifs à ce qui suit :

1. Le nombre de fois que des étudiants inscrits au collège ou à l'université demandent et obtiennent des services et des mesures de soutien et d'accommodement relativement à la violence sexuelle, et des renseignements sur ces services et ces mesures de soutien et d'accommodement.
2. Les initiatives et les programmes établis par le collège ou l'université pour sensibiliser les étudiants aux services et aux mesures de soutien et d'accommodement qui leur sont offerts.
3. Le nombre d'incidents et de plaintes de violence sexuelle signalés par des étudiants et des renseignements sur ces incidents et ces plaintes.
4. La mise en œuvre de la politique et son efficacité. 2016, chap. 2, annexe 3, art. 1.

Conformément aux directives reçues par le ministère le 28 février 2022, les établissements sont tenus de transmettre leur rapport annuel sur la violence sexuelle à leur conseil des gouverneurs, de le publier sur leur site Web au plus tard le 1^{er} novembre de chaque année et d'en présenter une copie au ministère.

2. SOMMAIRE

Le Rapport annuel sur la violence sexuelle 2022-2023 (rapport annuel) est présenté pour examen au Conseil des gouverneurs en tant qu'article aux fins d'information.

3. RÉOLUTION À CONSIDÉRER

s.o. – Article aux fins d'information

4. ANALYSE DES RISQUES

S.O.

Veuillez indiquer ci-dessous le/les risques pour l'Université que cette proposition vise :	
<input type="checkbox"/> Gestion des inscriptions <input type="checkbox"/> Corps professoral et personnel <input type="checkbox"/> Financement et gestion des ressources <input type="checkbox"/> Services de TI, logiciels et matériel <input type="checkbox"/> Leadership et changement <input type="checkbox"/> Infrastructure physique	<input type="checkbox"/> Relations avec les intervenants <input type="checkbox"/> Réputation <input type="checkbox"/> Activités de recherche <input type="checkbox"/> Sécurité <input type="checkbox"/> Réussite universitaire

5. RECOMMANDATIONS

A Contexte/Description de la question

Selon le chapitre 17 (7) de la *Loi sur le ministère de la Formation et des Collèges et Universités*, L.R.O. 1990, chap. M.19 :

Tous les collèges ou universités doivent présenter à leur conseil des gouverneurs un rapport annuel contenant les données et autres renseignements de l'année précédente relatifs à ce qui suit :

5. Le nombre de fois que des étudiants inscrits au collège ou à l'université demandent et obtiennent des services et des mesures de soutien et d'accommodement relativement à la violence sexuelle, et des renseignements sur ces services et ces mesures de soutien et d'accommodement.
6. Les initiatives et les programmes établis par le collège ou l'université pour sensibiliser les étudiants aux services et aux mesures de soutien et d'accommodement qui leur sont offerts.
7. Le nombre d'incidents et de plaintes de violence sexuelle signalés par des étudiants et des renseignements sur ces incidents et ces plaintes.
8. La mise en œuvre de la politique et son efficacité. 2016, chap. 2, annexe 3, art. 1.

Conformément aux directives reçues par le ministère le 28 février 2022, les établissements sont tenus de transmettre leur rapport annuel sur la violence sexuelle à leur conseil des gouverneurs, de le publier sur leur site Web au plus tard le 1^{er} novembre de chaque année et d'en présenter une copie au ministère.

B Harmonisation avec les objectifs stratégiques de l'Université

C Autres options envisagées (le cas échéant)

D Risques, y compris la conformité aux lois

Conformité à la législation	• <i>Loi sur le ministère de la Formation et des Collèges et Université, L.R.O. 1990</i>
-----------------------------	--

E Considérations financières (le cas échéant)

F Avantages

G Consultations (le cas échéant)

Le rapport annuel a été examiné et approuvé par le vice-recteur aux finances et à l'administration par intérim, Michel Piché, et la vice-rectrice principale aux études par intérim, Brenda Brouwer.

H Plan de communication

Le rapport annuel sera affiché sur le site Web du BEDDP.

I Prochaines étapes

Le rapport annuel sera affiché sur le site Web du BEDDP et transmis au ministère.

J Annexes

- Article 8.1 A – Rapport annuel sur la violence sexuelle 2022-2023

RAPPORT ANNUEL SUR LA RÉPONSE À LA VIOLENCE SEXUELLE ET LA PRÉVENTION

BUREAU DE L'ÉQUITÉ, DE LA DIVERSITÉ ET DES DROITS DE LA PERSONNE

**Pour la période allant du
1^{er} mai 2022 au 30 avril 2023**

Equity	Équité
Diversity	Diversité
Human Rights	Droits de la personne

Ce rapport, présenté au Conseil des gouverneurs par le Bureau de l'équité, de la diversité et des droits de la personne (BEDDP), donne des renseignements relatifs aux questions traitées en vertu de la Politique de réponse à la violence sexuelle et de prévention (la Politique) ainsi qu'aux initiatives de conscientisation et de prévention en matière de violence sexuelle assumées pendant l'exercice financier 2022-2023.

Contactants relatifs aux cas

Pour les contacts relatifs aux cas, on tient compte des personnes qui présentent une plainte, font une consultation ou demandent des renseignements du BEDDP. Elles sont ainsi désignées même si elles n'ont pas présenté une plainte, car le terme réfère simplement aux personnes ou unités qui entrent en communication avec le BEDDP aux fins de demande, de consultation ou de plainte.

Répartition des contacts relatifs aux cas

Chaque cas présenté au BEDDP peut être classé dans une de ces trois (3) catégories :

- (1) Plainte :** une plainte écrite transmise au BEDDP par une personne qui croit avoir fait l'objet de comportement qui contrevient à la Politique. Il faut souligner que, dès que le BEDDP reçoit un Formulaire de demande de résolution de cas, le cas est catégorisé comme une plainte qui pourrait être traitée dans le cadre de procédés formels ou informels de résolution;

- (2) Consultation :** offre de conseils et (ou) de lignes directrices par le BEDDP concernant des préoccupations, questions ou plaintes éventuelles. Les consultations pourraient être liées, mais non de façon limitative, aux demandes d'aide ou d'éclaircissements des membres de la communauté de l'Université Laurentienne, y compris les dirigeants administratifs ou de l'enseignement (p. ex., ceux qui ont l'autorité ou la responsabilité de régler les préoccupations), aux demandes d'aide et (ou) d'information des tiers (p. ex., amis, collègues demandant de l'aide pour appuyer quelqu'un d'autre), ou à la diffusion de renseignements avec un encadrement approprié. Normalement, une interaction plus longue ou des réunions multiples sont exigées afin de prendre en compte une préoccupation relevant du mandat du BEDDP. Un suivi auprès d'autres personnes ou unités administratives ou d'enseignement pourrait s'imposer pour certains services de consultation.
*Il est important de souligner qu'une consultation pourrait comprendre la divulgation de violence sexuelle pour laquelle la personne touchée a choisi de ne pas déclencher le processus de plainte, mais demande plutôt un appui ou des adaptations en vertu de la Politique.

(3) Demande de renseignement : éclaircissement, référence ou remise de renseignements de base.

Au total, 35 personnes ont pris un contact avec le BEDDP en 2022-2023 pour des questions relatives à la Politique : 2 plaintes, 30 consultations et 4 demandes de renseignements.

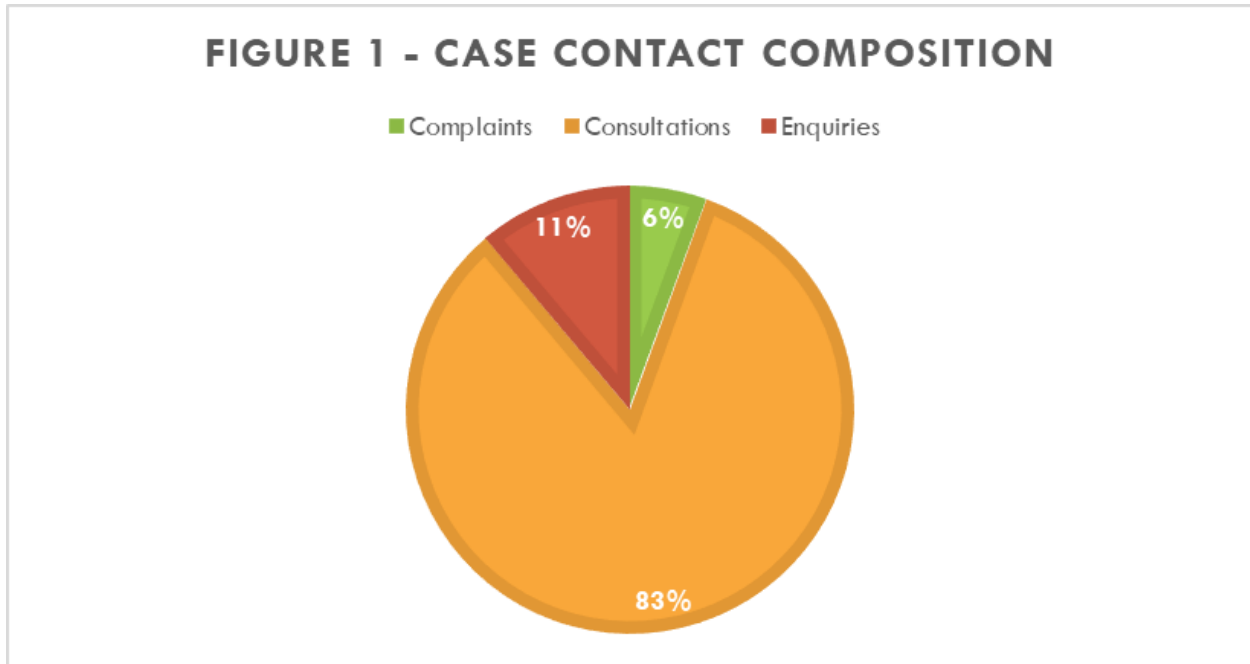
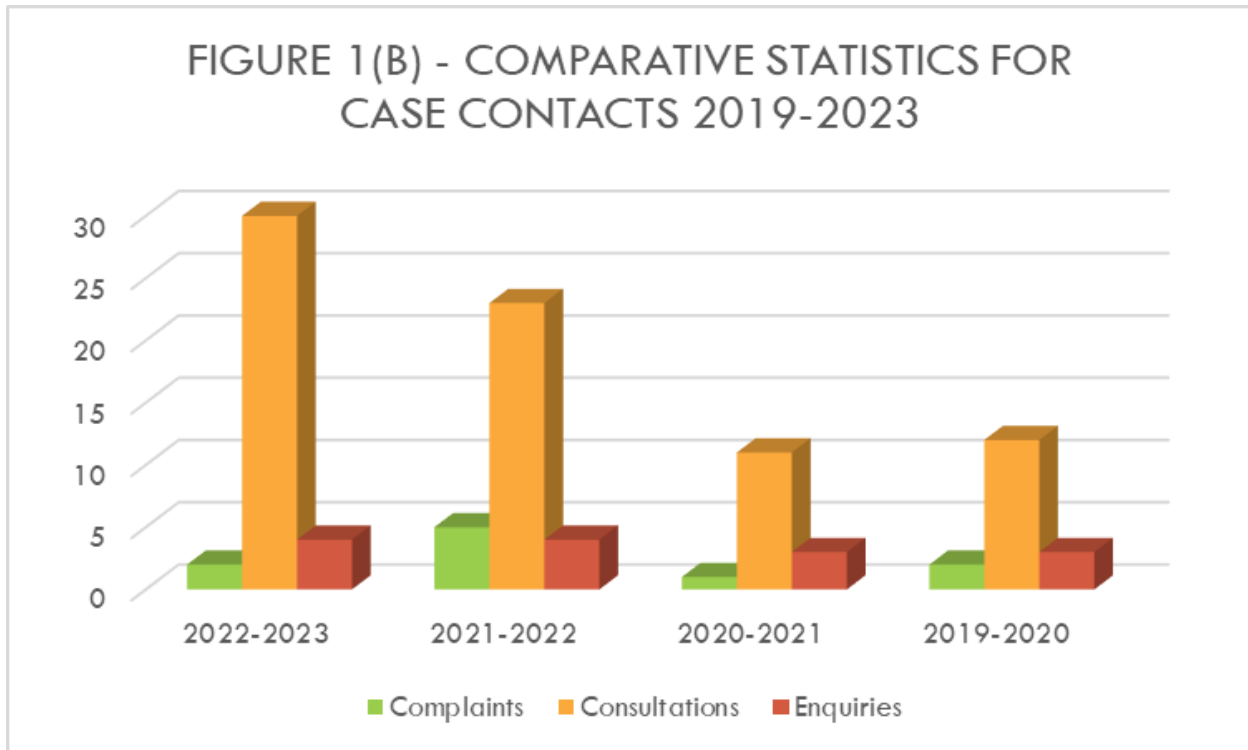


Figure 1 - Répartition des contacts relatifs aux cas
Plainte – Consultations – Demandes de renseignements

Figure 1 – Contacts relatifs aux cas traités en vertu de la Politique de réponse à la violence sexuelle et de prévention



Statistiques comparatives touchant les contacts relatifs aux cas de 2019 à 2023
 Plaintes – Consultations – Demandes de renseignements

Figure 1(b) – Statistiques comparatives touchant les contacts relatifs aux cas : 2019-2023

Catégories de groupes

Pour chaque cas, les contacts relatifs aux cas et les intimés sont répartis en sept (7) catégories de groupe :

- (1) **Corps professoral** : Ce groupe comprend tous les membres de l'Association des professeurs de l'Université Laurentienne (APUL), ainsi que les directeurs de départements et d'écoles (qui sont membres de l'APUL).
- (2) **Unité de faculté ou département** : Sont classés dans ce groupe les cas présentés au nom d'une unité de faculté ou d'un département dans son ensemble et non pas par une personne en particulier.
- (3) **Employés** : Ce groupe comprend tous les employés autres que les membres du corps professoral; à savoir les membres du Syndicat des employés de l'Université Laurentienne (SEUL), les auxiliaires à l'enseignement des cycles supérieurs représentés par le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) et les membres de l'Association du personnel administratif et professionnel de l'Université Laurentienne (APAPUL) qui ne se classent pas dans la catégorie du personnel du groupe de direction, ainsi que tous les autres employés qui n'appartiennent pas à un syndicat ou à une association.

- (4) **Unité de personnel** : Sont classés dans ce groupe tous les cas présentés au nom d'une unité de personnel ou d'un département dans son ensemble et non pas par une personne en particulier.
- (5) **Population étudiante** : Ce groupe inclut tous les membres de la population étudiante de l'Université Laurentienne.
- (6) **Personnel du groupe de direction** : Ce groupe inclut tout le personnel de direction, y compris les membres de l'Équipe de gestion, les vice-recteurs associés, les doyens et les directeurs de services. Il n'inclut pas les directeurs de départements et d'écoles, car ils font partie du corps professoral, comme susmentionné.
- (7) **Autres** : Sont classés dans ce groupe les cas où l'intimé ou la personne contact n'est pas membre de la communauté de l'Université Laurentienne et les cas où la personne contact ne souhaite pas révéler le nom de l'intimé. Ce groupe comprend aussi l'Université Laurentienne si elle fait enquête ou répond à une plainte en qualité d'établissement.

Le tableau ci-dessous montre la répartition, selon la catégorie de groupe, des contacts relatifs aux cas qui ont demandé des services au BEDDP ou l'ont consulté aux termes de la Politique.

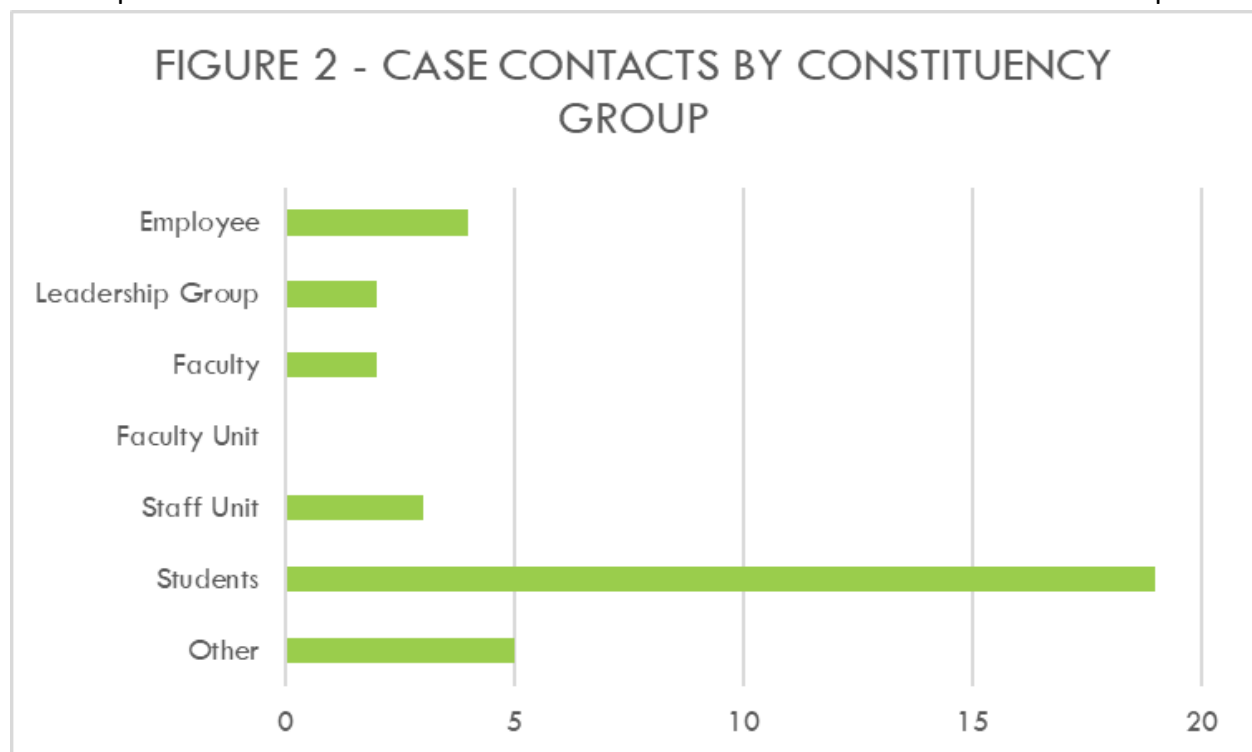


Figure 2 – Contacts relatifs aux cas selon la catégorie de groupe
 Employés – Équipe de direction – Corps professoral – Unité du corps professoral – Unité du personnel – Étudiants – Autre

Figure 2 – Répartition selon la catégorie de groupe des contacts relatifs aux cas traités en vertu de la Politique

Résolution de plaintes

Des 2 plaintes déposées en 2022-2023 et des 3 reportées de 2021-2022 en vertu de la Politique, les 5 ont été résolues en 2022-2023. Des cas résolus, 3 ont été réglés dans le cadre d'une enquête et 2 ont été abandonnés ou retirés.

Initiatives

Éducation et formation

Tout au long de l'année, le BEDDP a fait des exposés sur son rôle et son mandat à divers membres (groupes) de la communauté Laurentienne (population étudiante, personnel, corps professoral), ce qui comprenait aussi des discussions en matière de réponse à la violence sexuelle et de prévention :

- Définition de la violence sexuelle
- Consentement
- Réponse aux divulgations
- Ressources sur/hors campus
- Politiques de la Laurentienne

Le BEDDP a donné une formation ciblée (y compris la formation de témoin-intervenant) à des groupes comme le personnel de la Vie en résidence, les étudiants-athlètes, les dirigeants étudiants, les mentors-étudiants du Programme de bien-être par les pairs, le personnel du Pub DownUnder et les étudiants des résidences.

Tous les mois, le BEDDP a participé à la formation de nouveaux membres du personnel et du corps professoral et leur a transmis les renseignements susmentionnés.

Le BEDDP a également fait la promotion systématique du module de formation en ligne sur la réponse aux divulgations sur le campus tout en recommandant fortement aux membres de la communauté de le suivre.

Le BEDDP, avec Fierté Laurentienne, a présenté des séances de formation sur les espaces sécuritaires (assurer à tout le monde des espaces sûrs et inclusifs) à l'intention de la population étudiante, du personnel et du corps professoral.

Sensibilisation et mobilisation communautaire

Au cours de l'année, le BEDDP a continué à sensibiliser la communauté universitaire à la culture de consentement grâce à ses messages et la marque « Le consentement est simple #jedemande » qui figuraient sur des t-shirts, des tasses, des cordons, des aimants, des autocollants et d'autres articles publicitaires pour les étudiants.

Au moyen de dépliants et en ligne, le BEDDP dissémine régulièrement des ressources touchant le consentement, la réponse à la violence sexuelle et la prévention.

Pendant l'Orientation 2022, le BEDDP a présenté une Journée de conscientisation au consentement dans l'Atrium avec des partenaires communautaires, les Services policiers du Grand Sudbury, les Services aux victimes du Grand Sudbury, Voices for Women, le Centre Victoria pour femmes et le Centre des femmes de l'UL. Ils ont partagé des renseignements et animé des conversations avec la communauté en matière de consentement, de relations saines, de réponse à la violence sexuelle et de prévention. Le BEDDP s'est également lié à l'AGE pour accueillir le sexologue Dr Stephen De Wit qui a donné la séance « *Tongue Tied: Untangling Communication around Sex, Consent and Healthy Relationships* ».

Le BEDDP a créé de nouveaux dépliants sur la réponse aux divulgations et le consentement. Ceux-ci figuraient dans toutes les troussees pour les étudiants de première année. Le BEDDP, avec l'AGE, y a aussi inséré un « couvre-verre élastique » (pour prévenir le dopage ou l'ajout inaperçu de drogue à un verre).

En septembre 2022, le BEDDP a lancé une vidéo communautaire collective sur le consentement créée dans le cadre d'une collaboration avec les Services policiers du Grand Sudbury, les Services aux victimes du Grand Sudbury et les collèges Cambrian et Boréal et mettant en vedette des étudiants des trois campus.

(La vidéo figure ici : <https://www.youtube.com/watch?v=XAKaqytxX4Q>.)

En outre, en septembre 2022, le BEDDP a transmis aux étudiants des renseignements sur le dopage ou l'ajout inaperçu de drogue à un verre, y compris les signes et symptômes à reconnaître et les mesures de sécurité et de soutien offertes sur le campus et ailleurs.

Afin de sensibiliser davantage les étudiants, des affiches sur le consentement et la réponse aux divulgations ont été posées dans le Grand Salon.

Le BEDDP a continué à collaborer avec le Groupe d'action « Le consentement est simple » (GrACES), un groupe formé de membres de la population étudiante qui mobilisent leurs pairs afin de créer une culture de consentement sur le campus.

En collaboration avec le GrACES et des partenaires communautaires, on a lancé en 2022-2023 une nouvelle initiative de « cafés-causeries » dans l'Atrium, où les thèmes et organismes suivants ont été abordés :

- Réseau Access Network – sexualité saine
- Centre des femmes de Sudbury et Centre Victoria pour femmes – relations saines
- Centre des femmes de Sudbury – autocompassion

Du 21 au 25 novembre 2022, le GrACES a tenu la Semaine de sensibilisation à une culture de consentement qui a compris le stand des « Cœurs de consentement », des activités sur Instagram et le divan de « conversation » mettant en valeur la campagne Traçons les limites (<https://tracons-les-limites.ca/>) qui visait à faire participer les étudiants au dialogue sur le consentement et ce que cela représente pour eux. En outre, nos partenaires communautaires, le Centre Victoria pour femmes et Voices for Women, ont présenté un café-causerie tandis que le Centre des femmes de Sudbury a organisé un jeu-questionnaire sur les relations saines et les limites.

Du 25 novembre au 6 décembre 2022, le BEDDP et le GrACES ont participé aux 16 Journées d'action contre la violence sexiste et planifié diverses activités quotidiennes, dont les suivantes :

- le lever du drapeau violet « *Wrapped in Courage* » soulignant la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes organisée avec des partenaires communautaires dans l'Atrium;
- la cérémonie d'illumination d'un arbre en violet sur la Place des fondateurs à l'occasion de la Journée nationale de commémoration et d'action contre la violence faite aux femmes
- une exposition dans l'Atrium dirigée par des étudiants en service social – « Pourquoi ne pas partir? » (*Why don't you just leave?*) expliquant les sept raisons pour lesquelles les femmes ne quittent pas les relations abusives
- l'équipe féminine de basketball et l'équipe de claques ont porté le violet lors d'un match à domicile pour sensibiliser les gens à la violence sexospécifique.

Des renseignements ont aussi été partagés dans les médias sociaux au long des 16 Journées d'action dans le cadre de messages favorisant la culture du consentement.

Du 23 au 27 janvier 2023, le BEDDP a tenu l'édition annuelle de la Semaine de consentement. L'activité a permis aux membres de la communauté Laurentienne de participer à des conversations touchant le consentement, les relations saines, la réponse à la violence sexuelle et la prévention. On les a encouragés à appuyer l'activité hybride, et à y participer, en portant un t-shirt « Le consentement est simple », en utilisant l'arrière-plan « Le consentement est simple #jedemande » sur Zoom et dans les médias sociaux et en assistant aux diverses séances données, dont les suivantes :

- Formation de témoin-intervenant animée par le BEDDP : pour choisir des réponses et des interventions efficaces favorisant la prévention de la violence sexuelle sur le campus.
- Discussion en groupe « Traçons les limites » avec des partenaires communautaires : divers thèmes liés à la prévention de la violence sexuelle et la façon de tracer les limites ont été discutés.
- Conférence principale, « *Reclaim Your Voice* », prononcée par Mme Jungle Flower, qui a partagé avec audace les leçons apprises au cours de la guérison suivant son expérience

personnelle de violence psychologique, physique et sexuelle. Elle a transmis ses perspectives dans le cadre de contes, de paroles et de poésie.

- Atelier d'art axé sur les survivant(e)s animé par la conférencière principale et fondatrice de *Reclaim Your Voice*, Jungle Flower : cet atelier d'autonomisation encourageait les participant(e)s à faire face à leur traumatisme dans le cadre d'exercices créatifs.
- Atelier pour le bien-être animé par la conférencière principale et fondatrice de *Reclaim Your Voice*, Jungle Flower : activités de pleine conscience, techniques de conscience de l'ici-maintenant et exercices d'expression favorisant le bien-être mental et affectif.
- Parlons de sexe gay, de sexualité et de genre – avec votre nouvel ami queer, Aspen : atelier animé par Aspen Groom du Réseau ACCESS Network permettant une discussion franche et ouverte au sujet du sexe, de la sexualité et du genre queer.
- Le consentement au-delà des relations sexuelles : atelier donnant des renseignements sur le renforcement de la confiance en établissant les limites ainsi que l'importance du consentement dans nos interactions avec d'autres personnes.

Examen de la politique

Pour protéger davantage les étudiants, le gouvernement de l'Ontario a adopté le 8 décembre 2022 la *Loi de 2022 sur le renforcement des établissements postsecondaires et les étudiants, L.O. 2022, chap. 22 - Projet de loi 26* qui prescrit les mesures que prendront les établissements postsecondaires pour régler les cas d'inconduite sexuelle du corps professoral et du personnel à l'endroit de la population étudiante sur le campus.

Les modifications visent tout particulièrement à :

- rehausser les outils à la disposition des établissements pour aborder les situations d'inconduite sexuelle du corps professoral ou du personnel contre la population étudiante (p. ex., juger que l'agression sexuelle d'un membre de la population étudiante est un motif valable pour le congédiement et interdire le réembauchage d'employés qui en sont trouvés coupables);
- interdire les ententes de non-divulgaration pour empêcher que les méfaits d'un membre du personnel soient gardés secrets lorsqu'il quitte un établissement pour travailler dans un autre;
- exiger que les établissements mettent en œuvre des politiques touchant l'inconduite sexuelle des employés et établissant les règles de conduite entre le corps professoral, le personnel et la population étudiante ainsi que les mesures disciplinaires à l'endroit des membres du corps professoral ou du personnel qui ne les respectent pas.

En se préparant à soumettre la Politique au Conseil des gouverneurs en juin 2023, le BEDDP a entrepris un processus exhaustif de consultation auprès des intervenants communautaires ainsi qu'un examen de la Politique avec un accent particulier sur l'ajout des changements prescrits par le gouvernement ontarien.

Conclusion

Puisque l'exercice 2022-2023 représentait un retour complet aux activités en personne sur le campus, le BEDDP a pu renforcer son engagement communautaire et miser tout particulièrement sur les relations nouées avec des partenaires communautaires afin de continuer à favoriser une culture de consentement et de conscientisation à la prévention de la violence sexuelle et à la réponse à celle-ci sur le campus. Le BEDDP est toujours aussi reconnaissant envers ses partenaires communautaires aussi bien que le personnel, le corps professoral et la population étudiante de la Laurentienne, car leur engagement et leur collaboration aident à maintenir un environnement sûr, accueillant et englobant pour tous les membres de la communauté du campus.

COMITÉ DE VÉRIFICATION ET DE GESTION DES RISQUES

SOMMAIRE DES RAPPORTS D'INFORMATION

Le Comité de vérification et de gestion des risques s'est réuni le lundi 25 septembre 2023, à 16 h 30 (Zoom).

1. Orientation

La secrétaire de l'Université, Mme Danielle Vincent, a présenté le mandat du nouveau comité et la portée de son rôle. On a aussi donné des mises à jour touchant le portail du Conseil qui inclut maintenant un dossier de ressources contenant des documents de référence pertinents au rôle du Comité.

2. État de la mise en œuvre des recommandations découlant de la vérification externe

Le vice-recteur intérimaire aux finances et à l'administration, M. Michel Piché, a fait le point sur les diverses mesures prises par l'Université pour donner suite aux recommandations des vérificateurs externes. Dans son rapport, M. Piché a indiqué les actions en cours et les succès.

3. Aide-mémoire

La secrétaire associée intérimaire de l'Université, Mme Ann Hodgson, a donné une vue d'ensemble de l'aide-mémoire et a expliqué son but qui est de permettre aux membres du Comité de suivre et de prévoir les prochains points qui feront l'objet d'un rapport.

Préparé pour : Vernon Cameron, président
du Comité de vérification et de gestion des risques
Par : Secrétariat de l'Université

COMITÉ DES FINANCES ET DES BIENS IMMOBILIERS

SOMMAIRE DES RAPPORTS D'INFORMATION

Le Comité des finances et des biens immobiliers s'est réuni le lundi 2 octobre 2023, à 16 h 30 (Zoom).

1. Orientation

La secrétaire de l'Université, Mme Danielle Vincent, a présenté le mandat du nouveau comité et la portée de son rôle. On a aussi donné des mises à jour touchant le portail du Conseil qui inclut maintenant un dossier de ressources contenant des documents de référence pertinents au rôle du Comité.

2. Mise à jour sur le cadre des droits de scolarité

La vice-rectrice principale aux études par intérim, Mme Brenda Brouwer, a fait le point sur la réglementation gouvernementale des droits de scolarité par le passé et pour l'avenir.

3. Mise à jour financière (trésorerie, prévisions financières, mise à jour sur les inscriptions, cadre de planification, rendement des placements, fonds de pension et de dotation)

Le vice-recteur intérimaire aux finances et à l'administration, M. Michel Piché, et la directrice de la Planification institutionnelle, Mme Shauna Lehtimaki, ont donné une vue d'ensemble complète des détails techniques qui appuient la gestion financière de l'Université.

Les membres ont reçu un bref résumé des mouvements de trésorerie ainsi que des données préliminaires sur les inscriptions à l'automne, les Fonds de dotation et le Fonds de pension des membres du personnel de l'Université.

4. Rapport sur la piscine Jenó-Tihanyi

Le directeur des opérations et de l'entretien au Service des installations, M. Pierre Fontaine, a fait le point sur l'exploration et la consultation continues visant à déterminer la portée des réparations et de la restauration de la piscine Jenó-Tihanyi. Le Comité continuera d'être mis au courant de tous les nouveaux développements à cet égard.

Des renseignements sur les points ci-dessous ont été fournis à huis clos.

5. Projets d'entretien différé

MM. Fontaine et Piché ont rendu compte des travaux à venir et du calendrier des projets d'entretien différé, des réparations, des mises à niveau, des programmes et des concepts pour 2023-2024.

6. Mise à jour sur la vente de biens immobiliers

Les membres du Comité ont été mis à jour concernant les négociations avec la province concernant la vente de biens immobiliers ainsi que sur le processus de demande de propositions utilisé pour choisir un agent immobilier pour la vente de la maison du recteur.

Préparé pour : David Harquail, président
du Comité des finances et des biens immobiliers
Par : Secrétariat de l'Université

COMITÉ DE GOUVERNANCE

SOMMAIRE DES RAPPORTS D'INFORMATION

A. Le Comité de gouvernance s'est réuni le mercredi 20 septembre 2023, à 16 h 30 (Zoom).

1. Orientation

La secrétaire de l'Université, Mme Danielle Vincent, a présenté le mandat du nouveau comité et la portée de son rôle. On a aussi donné des mises à jour touchant le portail du Conseil qui inclut maintenant un dossier de ressources contenant des documents de référence pertinents au rôle du Comité.

2. Ébauche de politique sur le conflit d'intérêts du Conseil des gouverneurs

Mme Vincent a rendu compte des progrès réalisés jusqu'à présent concernant la préparation d'une nouvelle politique sur le conflit d'intérêts pour le Conseil des gouverneurs qui officialise et élargit les pratiques déjà en place. Le Comité recevra la version définitive en novembre afin de déterminer si elle sera soumise à l'approbation au Conseil.

3. Conformité des membres du Conseil

Mme Vincent a fait le point sur la conformité des membres du Conseil qui doivent signer le formulaire des rôles et responsabilités et la déclaration annuelle sur le conflit d'intérêts.

4. Stratégies de formation des membres du Conseil/Séances d'apprentissage en 2023-2024

Mme Vincent a fait le point sur les séances prévues de formation pour les prochains cycles du Conseil. Les membres du Comité ont été invités à réfléchir aux types de séances de formation ou aux conférences auxquelles ils aimeraient assister ainsi qu'aux sujets sur lesquels se concentrer.

Des renseignements sur les points ci-dessous ont été fournis à huis clos.

5. Renouvellement du Conseil des gouverneurs/Planification de la relève

La trousse distribuée aux membres contenait une copie d'un outil de suivi des contacts afin de faciliter les discussions et de suivre les activités de communication et l'interaction avec de nouveaux membres potentiels. Les membres ont également reçu une copie de la matrice actuelle des compétences afin de déterminer les fauteuils vacants et d'évaluer les compétences et exigences dans le cadre des stratégies de recrutement. Mme Vincent a dirigé un débat sur les nouvelles compétences potentielles qui pourraient être ajoutées à la matrice.

Un débat a eu lieu précédemment sur la normalisation et l'officialisation afin de simplifier le processus de recrutement et d'officialisation du processus de recrutement des membres du Conseil.

6. Nominations et fauteuils vacants en cours d'exercice

Mme Angela Recollet a été nommée au Conseil de l'Université Laurentienne pour la formation des autochtones, et M. Aaron Barry a été nommé à l'Association des anciens de l'Université Laurentienne pour l'année 2023-2024 du Conseil.

B. Résolution électronique en date du 3 octobre 2023

Le Comité de gouvernance a aussi nommé M. David Harquail, par résolution électronique en date du 3 octobre 2023, à la présidence du Comité de recrutement au poste de recteur ou de rectrice.

Préparé pour : Laura Kurkimaki, présidente
du Comité de gouvernance
Par : Secrétariat de l'Université

COMITÉ DES RESSOURCES HUMAINES

SOMMAIRE DES RAPPORTS D'INFORMATION

Le Comité des ressources humaines s'est réuni le jeudi 5 octobre 2023, à 17 h 30 (Zoom).

1. Orientation

La secrétaire de l'Université, Mme Danielle Vincent, a présenté le mandat du nouveau comité et la portée de son rôle, qui dépasse les membres du personnel de l'Université et inclut une mesure de supervision de la population étudiante de l'UL. Les membres du Comité sont également informés des mises à jour touchant le portail du Conseil qui inclut maintenant un dossier de ressources contenant des documents de référence pertinents au rôle du Comité.

2. Vue d'ensemble des groupes d'employés de l'Université Laurentienne

Le vice-recteur intérimaire aux finances et à l'administration, M. Michel Piché, et la vice-rectrice associée aux ressources humaines, Mme Shelley Carpenter-Wright, ont donné un aperçu des divers groupes d'employés de l'Université. Mme Carpenter-Wright a souligné les domaines sur lesquels les RH se concentrent : rémunération des groupes, négociation collective et griefs.

3. Examen annuel des plans de relève à la haute direction

La rectrice et vice-chancelière, Mme Sheila Embleton, a fait état des progrès accomplis jusqu'à présent dans le renouvellement des cadres à la haute direction.

4. Stratégie de recrutement de l'Université

M. Piché, Mme Carpenter-Wright et la vice-rectrice principale aux études par intérim, Mme Brenda Brouwer, ont fait le point sur la stratégie de recrutement de l'Université. Mme Carpenter-Wright a passé en revue les domaines actuels de focalisation et les activités à venir pour parfaire le recrutement et le maintien en poste du personnel non enseignant. Mme Brouwer a donné un aperçu de l'embauche récente au sein du corps professoral et de la stratégie pour le futur recrutement. Les membres étaient heureux d'entendre les succès et les défis de ces activités.

Préparé pour : Aaron Barry, président
du Comité des ressources humaines
Par : Secrétariat de l'Université